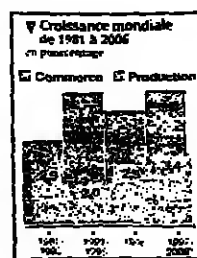


# Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ L'arbitre du commerce mondial  
■ Immobilier : 2 pages d'annonces



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16383 - 7,50 F

MARDI 30 SEPTEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La belle santé de Tony Blair

Le premier ministre britannique aborde avec sérénité le congrès du Parti travailliste. 93 % des Britanniques estiment qu'il fait « du bon travail ». p. 2

## Le pardon de l'Eglise aux juifs

Pour le grand rabbin Siruk, la « déclaration de repentance » des évêques de France, qui sera lue mardi à Drancy, est un acte « d'héroïsme ». p. 11 et les points de vue p. 16

## Israël-OLP, reprise du dialogue

Des responsables de l'OLP et du gouvernement de M. Netanyahu devaient reprendre, lundi, des discussions sur l'autonomie des territoires palestiniens. p. 5

## Atlantis-Mir, valse spatiale



Les sept membres d'équipage de la navette Atlantis ont été accueillis avec allégresse par les trois occupants de la station russe. p. 23

## Italie: un budget maastrichtien

Le gouvernement italien propose un budget 1998 prévoyant d'importantes économies et une refonte de la TVA, pour ramener les déficits à 2,8 % du PIB. p. 3

## Jacques Calvet seul contre tous

Le patron le plus connu de France a fait de PSA un constructeur automobile rentable. Mardi, il quitte ses fonctions par une porte dérobée. p. 14

## Education: un plan d'aide aux ZEP

Ségolène Royal présente ses propositions d'aide aux zones d'éducation prioritaire. p. 10

## Les 35 heures

Lionel Jospin devrait arbitrer, lors de la conférence du 10 octobre, le débat qui se poursuit sur les modalités du passage aux 35 heures. p. 9

## La politique des drogues

Selon un point de vue d'Alain Ehrenberg, chercheur au CNRS, il faut réduire les peurs pour faire de la drogue « un objet politique normal ». p. 17

Allemagne, 3 DM; Argentine, 100 P; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 FB; Canada, 25 C\$; Chili, 200 P; Chine, 100 Y; Danemark, 100 D; Espagne, 200 PTA; États-Unis, 1 \$; Grèce, 200 Dr; Hongrie, 100 F; Italie, 100 L; Japon, 100 ¥; Corée du Sud, 100 W; Liban, 100 L; Luxembourg, 100 F; Malaisie, 100 R; Mexique, 100 P; Pays-Bas, 100 G; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Fr; Taiwan, 100 N; Thaïlande, 100 B; Turquie, 100 L; USA, 1 \$; Venezuela, 100 B.

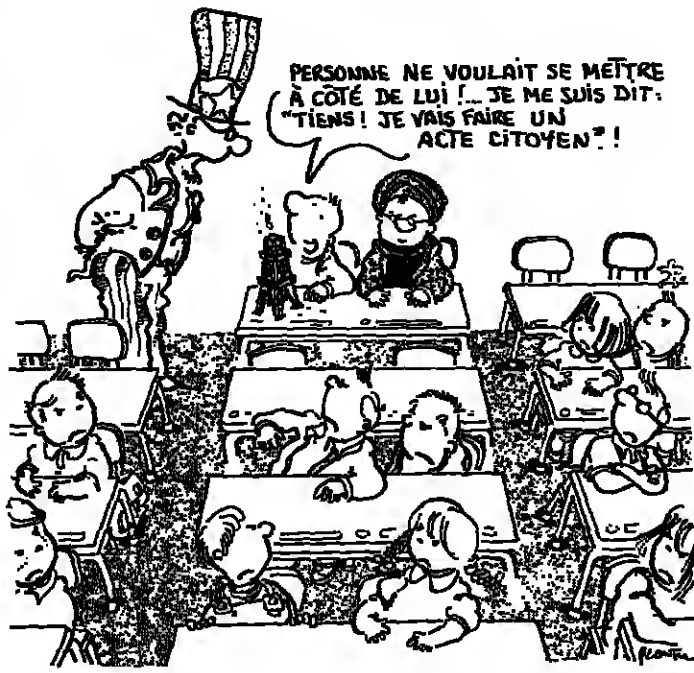
M 0147-930-7,50 F



## Le pétrolier Total défie les Etats-Unis en signant un accord avec l'Iran, accusé de « terrorisme »

Le PDG de l'entreprise souligne, dans « Le Monde », qu'il dispose du soutien du gouvernement

LA COMPAGNIE pétrolière française Total a signé, dimanche 28 septembre à Téhéran, un contrat avec la National Iranian Oil Company (NIOC) pour le développement d'une partie du gisement gazier de South Pars Field, l'un des plus importants du monde, situé dans les eaux du Golfe. Le groupe que préside Thierry Desmarest a pris pour partenaire le russe Gazprom et le malaisien Petronas. L'investissement est estimé à 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) et la production de gaz attendue s'élèvera à 20 milliards de mètres cubes par an, soit la moitié de la consommation française annuelle. En signant cet accord, Total et ses associés s'exposent aux menaces de sanctions américaines prévues par la loi D'Amato, votée en 1996, contre toute entreprise investissant en Iran, considéré, ainsi que la Libye, comme un Etat terroriste. Dans un entretien au Monde, le président du groupe pé-



trolier revendiquer « la liberté d'entreprendre », en soulignant que cet investissement est conforme aux règles françaises et européennes. Il souligne qu'il dispose du soutien du gouvernement. Les sanctions prévues par les Américains « ne présentent aucune incidence réelle pour Total », déclare-t-il. Thierry Desmarest réfute toute accusation relative au terrorisme: « Ces histoires de financement du terrorisme sont absurdes », dit-il.

Matignon et le Quai d'Orsay observent que l'Iran ne fait pas l'objet de sanctions internationales, lesquelles ne peuvent être décidées que par le Conseil de sécurité de l'ONU. La compagnie Total, poursuit-on, est donc parfaitement habilitée à conclure un contrat avec la NIOC. L'Elysée rappelle l'opposition de Jacques Chirac à la loi D'Amato.

Lire page 19 et notre éditorial page 18

## M. Le Pen prétend incarner à lui seul l'opposition aux socialistes

COMPARANT le RPR et l'UDF à un « marigot », Jean-Marie Le Pen a invité les « électeurs » de ces formations « à tirer la leçon » des élections législatives en rejoignant les rangs des sympathisants de son parti. S'exprimant, dimanche 28 septembre, à la Fête des Bleu-blanc-rouge, M. Le Pen a présenté le Front national comme l'« ultime recours » et la « seule réelle opposition ». Le chef de l'extrême droite table sur un succès de son parti aux élections régionales et cantonales de mars 1998.

La victoire remportée, dimanche, par le candidat du Front national, Gérard Freulet, au second tour d'une élection partielle dans le canton de Mulhouse-Nord le conforte dans ses vues.

Lire page 7

## Les « affreux » signent la paix des braves à Copenhague

STOCKHOLM

Cela s'est passé en direct à la télévision. Assis côte à côte devant des micros, comme pour une banale conférence de presse, les responsables danois des deux bandes de motards les plus redoutées du monde viennent d'annoncer que la guerre est finie en Europe du Nord. Bénévoles de cuir de rigueur - à franges pour l'un, sans manches pour l'autre -, ils ont expliqué, posément aux téléspectateurs que, c'est promis, « Hell's Angels » et « Bandidos » ne s'affronteront plus à coups de roquettes anti-char, de grenades ni de fusils à pompe. Comme il se doit, cet armistice s'est conclu à Copenhague par une poignée de main virile entre les deux protagonistes tatoués, un sourire crispé aux lèvres.

Impensable il y a encore quelques mois, cette scène a éclipé tous les autres sujets du journal télévisé du soir, sur la première chaîne de télévision danoise. Car, même si elle traversait une période d'accalmie depuis le début de l'été, la lutte sans merci que se livraient les deux gangs

depuis trois ans et demi, au nom de la suprématie dans la région, troublait considérablement la légendaire tranquillité scandinave. Les règlements de comptes n'avaient pas lieu à huis clos mais au cœur des villes, en pleine journée, ou sur des parkings d'aéroports. Bilan de cette flambée de violence: onze morts et plus de quatre-vingts blessés, dont des innocents qui eurent la malchance de passer par là au mauvais moment.

Dépassés par les événements, les gouvernements nordiques se ressaisirent peu à peu en renforçant leur coopération policière. Ils allèrent aussi chercher conseil auprès d'un pays naguère touché par ce phénomène, les États-Unis, où siègent les quartiers généraux des Anges de la mort et des Bandidos. Au début de l'été, une interdiction pure et simple des deux bandes rivales était évoquée dans les capitales scandinaves.

Est-ce pour éviter un tel sort que les adversaires d'hier ont fumé le calumet de la paix, après la médiation d'un avocat? C'est l'hypothèse avancée par plusieurs experts. D'autres y

voient une sorte de Yalta, au terme duquel les deux gangs se partageraient les différents marchés du crime organisé: trafic de drogue, extorsion de fonds, proxénétisme... La petite centaine de bikers collectionneurs, en effet, les condamnations comme d'autres les soldats de plomb. D'où les craintes exprimées par certains de voir ces motards se consacrer désormais à plein temps à des activités illégales.

« Il est nécessaire de maintenir la pression », a réagi le ministre danois de la Justice, Frank Jensen. D'autant plus qu'il n'y a pas de garantie contre de nouvelles effusions de sang. Certes, le président des Bandidos danois, Jim Tinn-dahn, et le responsable des Hell's Angels, Bent « Blondie » Svane Nielsen, se sont fait fort de tenir leurs troupes. Mais la haine est tenace entre les affidés de ces mouvements. Rien ne dit que l'envie d'en découdre ne l'emportera pas sur le terrain. « Ceux qui enfreignent cet accord seront exclus immédiatement », ont averti les deux faiseurs de paix.

Benoît Peltier

## F1: Villeneuve en trombe

LA CHANCE a souri au pilote canadien, Jacques Villeneuve, lors du Grand Prix de formule 1 du Luxembourg, dimanche 28 septembre, sur le circuit du Nürburgring (Allemagne). Une pagaille dans le premier virage l'a débarrassé de Michael Schumacher, avant que les abandons de Mika Häkkinen et de David Coulthard lui offrent la victoire.

En Espagne, les golfeurs européens ont gardé la Ryder Cup face aux Américains. En Angleterre, le match de Coupe d'Europe entre les rugbymen de Brive et le XV gallois de Pontypriid s'est terminé sans incident, sur un score nul (29-29).

Lire pages 24, 25 et 26

POINT DE VUE

## Mines antipersonnel: prolonger Ottawa à Genève

par Hubert Védrine

QUELQUES semaines nous séparent de la conférence d'Ottawa au Canada, début décembre, le traité d'interdiction totale des mines antipersonnel sera ouvert à la signature de tous les Etats. La France signera ce traité, auquel elle travaille

depuis des années. En février 1993, à l'occasion d'un déplacement au Cambodge, le président Mitterrand avait été l'un des premiers à attirer l'attention sur ce fléau.

Le drame épouvantable causé par les mines antipersonnel est maintenant connu dans toute sa cruauté, grâce notamment à l'action des or-

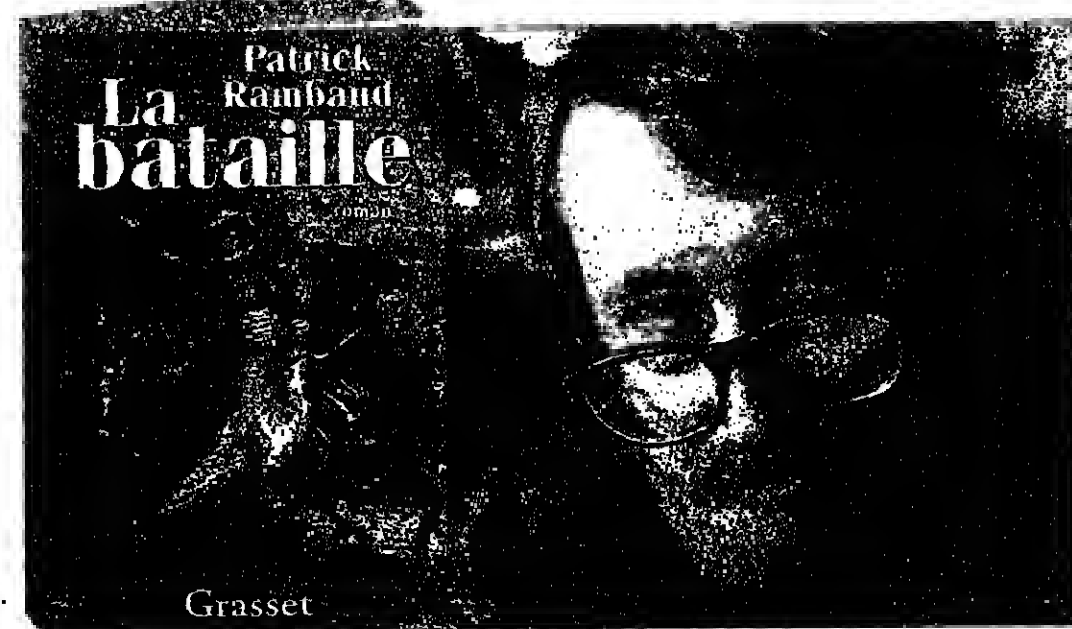
ganisations non gouvernementales et de personnalités comme la princesse Diana. Les mines antipersonnel, dispersées dans plus de 70 pays, tuent ou mutilent environ 26 000 personnes chaque année, 500 par semaine, 1 toutes les 20 minutes - dans la très grande majorité des cas, des civils et souvent des en-

fants ! Actuellement, on pose encore chaque année dans le monde beaucoup plus de mines antipersonnel (2 millions selon la Croix-Rouge internationale) que l'on n'en détruit (environ 10 000, selon la même source). Il faut donc développer l'effort international de déminage et d'aide aux victimes. Un tel effort n'a pas de sens si, parallèlement, on continue à produire, exporter, stocker et utiliser les mines antipersonnel. Comment guérir un mal si on n'en traite pas les causes ?

Le traité d'Ottawa a pour objet d'interdire totalement la production, les transferts, le stockage et l'emploi des mines antipersonnel, de manière comparable à l'interdiction des armes biologiques par la convention de 1972 et de manière très similaire à l'interdiction des armes chimiques par la convention de Paris de 1993. De plus, le futur traité, tel qu'il a été négocié à Oslo, contient des dispositions accordant aux Etats un délai raisonnable - quatre ans - pour procéder à la destruction de leurs stocks. Il comporte aussi, notamment à l'insistance de la France, des mécanismes de vérification souples mais efficaces.

Lire la suite page 17

Hubert Védrine est ministre des affaires étrangères.



## Scientifiquement correct



ALAN SOKAL

DANS UN article canular publié en 1996, le physicien américain Alan Sokal avait voulu dévoiler le vide de la pensée post-moderne en France, qui pèse sur le mouvement des idées outre-Atlantique. Il publie aujourd'hui une sorte de bêtisier, dans l'intention de démontrer l'incompétence scientifique qui commande le discours de plusieurs intellectuels français, de Jacques Lacan à Jean Baudrillard en passant par Jacques Derrida, Julia Kristeva, Paul Virilio, au bénéfice d'une réflexion qui ressemble à du « scientifiquement correct ».

Lire page 27

International	2	Finances/marchés	22
France	7	Aujourd'hui	23
Société	10	Jour	24
Régions	12	Météorologie	26
Carnet	13	Culture	27
Horizons	14	Abonnements	30
Entreprises	19	Kiosque	30
Communication	21	Radio-télévision	31

## mses

elles sont s règles : base de l'OMC ? origine, des dispositions GATT ont proscri la distinction entre pays membres art et entre marchandises des et marchandises lo-selon l'article premier ou de « la nation la plus favo- », tous les pays et unions lères sont mis sur un pied ité et tous partagent les ages découlant de tout sement des obstacles au terre. L'article 3, connu sous allation de « traitement na- », stipule qu'une fois que produits ont pénétré sur un -hé, ils ne doivent pas être nés à un traitement moins fable que celui qui est accordé produits équivalents d'origine onale. L'accord sur les droits propriété intellectuelle rend, à part quelques exceptions, principes fondateurs du Gatt, rance, l'accord sur les ser- (Trpis) est plus restrictif. Les mbres n'ont d'obligation d'ap-quer le traitement national que rsqu'ils s'engagent expressé-ent à l'accorder pour des ser-ces particuliers.

## 4 Comment fonctionne l'Organe de règlement des différends ?

L'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC permet d'arbitrer un conflit commercial afin d'éviter le recours à des sanctions unilatérales. Des consultations ont lieu entre les deux parties. Si elles échouent, le directeur général de l'OMC peut servir de médiateur. Soixante jours après, le plaignant peut demander à l'ORD d'établir une commission d'arbitrage, dite groupe spécial (ou panel), pour examiner l'affaire. Le groupe spécial est composé de trois personnes, proposées par le secrétariat de l'OMC. Il doit remettre son rapport final dans un délai de six mois (trois mois en cas d'urgence). Ce rapport est distribué à tous les membres de l'OMC. La décision du panel doit être adoptée par l'ORD dans les soixante jours, à moins qu'une des parties ne fasse appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport. L'organe permanent d'appel est composé de sept personnes nommées pour quatre ans par l'OMC. Trois d'entre elles siègent pour une affaire. Le rapport de l'organe d'appel est adopté dans les trente jours par l'ORD et accepté sans conditions par les parties en litige, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. La jurisprudence a établi un délai de quinze mois pour la mise en œuvre des décisions. Au-delà de ce délai, l'ORD peut autoriser des mesures de rétorsion à moins que les parties négocient une compensation en attendant la mise en œuvre intégrale de la décision.

il-Du GATT à l'OMC, de Chantal Buhour (Le 96, 234 p., 39 F).  
tal mondial, de Fereydoun A. Khavand (192 p., 65 F).  
mondiale du commerce, de Patrick Messerlin (5, 368 p., 169 F).  
du commerce: une entreprise encore nation parlementaire présenté par Patrick  
faïm, de Sylvie Brunel (Seuil, « L'histoire 0 F).  
je, de Gérard Lafay et Jean-Marc Siroën (F).

vre  
nels  
ion  
p de la  
outil de management.  
ou de CDD en parallèle  
s s'abstenir.  
: 01.53.35.84.84 - Fax : 01.53.35.84.92



**LABOUR** Cinq mois après son arrivée au pouvoir et bénéficiant d'une cote de popularité exceptionnelle, Tony Blair aborde en position de force le congrès annuel du Parti

travaille, qui se tient du lundi 29 septembre au jeudi 2 octobre à Brighton. Il devrait profiter de cet état de grâce pour faire voter, dès le premier jour, une réforme des sta-

tuts du parti visant à renforcer son pouvoir. ● LE CHEF DU GOUVERNEMENT et son secrétaire d'Etat, Peter Mandelson, entendent poursuivre, après les référendums sur la décen-

tralisation en Ecosse et au Pays de Galles, la modernisation des institutions britanniques, jugées « archaïques ». ● UNE ADHESION plus rapide que prévu de Londres à l'Eu-

ro continuait, lundi, à faire l'objet de spéculations dans la presse. Le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, a indiqué que « la Grande-Bretagne n'a pas changé de cap ».

## Les travaillistes britanniques vont plébisciter l'action de Tony Blair

Lors du congrès de Brighton, l'aile gauche du parti ne devrait pas causer trop de soucis à un premier ministre au plus haut dans les sondages. Dans les domaines économique et social, le gouvernement affirme vouloir rester fidèle à ses promesses électorales

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Tony Blair superstar ! On savait le premier ministre travailliste populaire cinq mois après son arrivée au pouvoir. Mais un sondage commandé par le Labour après les funérailles de la princesse Diana lui donne un taux de popularité de 93 %. Même si l'enquête est teintée de partialité, il est incontestable que « Tony » aborde la rentrée politique dans une position unique en Europe. Qui plus est, Gordon Brown est le plus populaire des chanceliers de l'Echiquier depuis des décennies, en dépit de son rôle délicat de gardien de l'orthodoxie financière.

C'est dans ce contexte que s'est ouverte à Brighton, lundi 29 septembre, la conférence annuelle du Labour. Suivant la tradition, elle a été précédée de celle des libéraux-démocrates et sera suivie par celle des tories. Mais ces deux congrès sont éclipsés par celui des travaillistes, transformé en cérémonie de couronnement pour M. Blair. Une foule de délégués, d'admirateurs, mais aussi d'hommes d'affaires, de lobbyistes avides d'affaires dans les bonnes grâces du premier ministre, tout comme une impressionnante présence policière, confèrent à la réunion de Brighton un aspect sans précédent.

La conférence fera à M. Blair un

triomphe digne d'un empereur romain, « dans le style de César à son retour de Gaule », selon l'Independent on Sunday du 28 septembre. Comme César, il apporte avec lui les trophées de ses victoires : un raz-de-marée électoral, ses sondages en hausse, les résultats obtenus en Europe et en Irlande du Nord, (...) un succès aux référendums en Ecosse et au Pays de Galles et, enfin, sa façon de moderniser la famille royale, après la mort de Diana.

**UN TREMPIN POUR LES RÉFORMES**

Cet homme à qui tout réussit pour le moment, qui a pris tant d'initiatives depuis mai que l'on ne parvient plus à toutes les compter, qui paraît si habile à sentir le pouls de l'opinion britannique, qui a rompu l'isolement dans lequel les conservateurs eurosceptiques avaient tenu le Royaume-Uni en Europe, et qui semble avoir — pour la première fois depuis 1922 — exorcisé la malédiction nord-irlandaise en amenant protestants et catholiques à la table de négociations, est arrivé à Brighton sans grande inquiétude. Même si sa première tâche sera de faire modifier les statuts du parti pour reprendre en main un congrès qui s'est parfois montré turbulent. La grigne de son aile gauche — le « vieux Labour » — et des TUC (syndicats) ne



lui donne guère de soucis. Qui pourrait menacer le tonnerre des tories ? D'autant que l'on sent sa volonté d'être le « patron », du gouvernement comme du parti.

La conférence lui servira de tremplin pour annoncer la mise en route de ses promesses électorales. On ne devrait guère en savoir plus sur ses intentions concernant la monnaie unique avant la fin de l'année. Mais il est clair que M. Blair entend jouer de l'occasion qui lui est offerte, au premier semestre de 1998 — lorsque Londres présidera l'Union européenne — pour tenter d'affirmer la place de la Grande-Bretagne en Europe. Pour ce faire, il devra sans doute annoncer son intention de rejoindre l'euro dès que celui-ci aura commencé de faire ses preuves. Puis viendra le moment de consulter les électeurs et d'en profiter pour casser un peu plus un Parti conservateur à la dérive.

Mais c'est surtout sur les questions économiques et sociales —

principales préoccupations des Britanniques — que porteront les débats à Brighton. Le premier à intervenir sera M. Brown. On s'attend qu'il annonce un taux d'imposition de 10 % pour les revenus les plus modestes, une touche de plus à son programme de remise au travail des chômeurs, des jeunes, des mères célibataires et des handicapés. Sa philosophie du « welfare to work » (retour au travail), inspirée d'exemples américains, vise à aider ces défavorisés par le biais de la formation, d'incitations matérielles et fiscales et avec l'appui du patronat. Ce programme sera financé par les 5 milliards de livres que devrait rapporter la taxe sur les bénéfices exceptionnels imposée aux services publics privés.

L'éducation, la santé, la protection sociale, la sécurité seront également à l'ordre du jour. Le Labour a fait des promesses dans ces domaines, mais sans donner beaucoup de moyens pour les financer. En effet, pour rassurer la City,

M. Blair s'est engagé à respecter les engagements budgétaires des tories pendant deux ans et à ne pas augmenter les impôts. C'est donc à la marge qu'il pourra jouer. Ainsi, la décision du ministre de l'Éducation de demander une contribution financière aux étudiants a soulevé une levée de boucliers. L'avenir de la Sécurité sociale (NHS) dépend lui aussi du déblocage de fonds supplémentaires. Déjà, le ministre de la Santé a reconnu qu'il aurait du mal à réaliser rapidement la troisième des cinq promesses électorales blairistes : réduire les listes d'attente dans les hôpitaux.

« Il faut mettre de l'argent là où est son cœur », avait déclaré un orateur au congrès des « lib-dém ». Ce cri du cœur sera certainement repris par des délégués. Mais ces critiques ne devraient guère entamer le capital de sympathie et de confiance dont bénéficie M. Blair. D'autant que l'opposition ne boxe pas dans la même catégorie que lui. Le chef des libéraux-démocrates, Paddy Ashdown, a accepté de coopérer avec le gouvernement pour les réformes constitutionnelles. Proche sur de nombreux points du Labour — qu'il accuse de ne pas se donner les moyens de sa politique — il semble avoir un pied au sein de la majorité et un autre dans l'opposition.

**LES IMPAIRS DE WILLIAM HAGUE**

Encore moins confortable est la position du nouveau chef des tories, le jeune poulain de Margaret Thatcher, William Hague. En il y a trois mois à l'issue d'une campagne au couteau, il n'a guère fait ses preuves. Accusé par certains de ses amis de singer Tony Blair, et blâmé par d'autres pour « stalinisme » car il entend concentrer le pouvoir du parti entre ses mains, il accumule les impairs. Le plus grave a été de briser l'unanimité nationale en accusant M. Blair d'avoir profité politiquement des obsèques de Diana.

Au contraire, le premier ministre

excellait dans la gestion de son image, aidé en cela par ses « spin doctors » (conseillers médiatiques), au premier rang desquels le secrétaire d'Etat Peter Mandelson (lire ci-dessous). Jusqu'à présent, l'équipe Blair a su se joindre des difficultés. Beaucoup d'autres se pré-

**Londres fera bientôt connaître ses intentions sur l'euro**

L'insensible ralliement de la Grande-Bretagne à l'euro devrait donner une impulsion nouvelle à la monnaie européenne, renchérit le Financial Times, lundi 29 septembre, jour de l'ouverture du congrès du Parti travailliste. Le quotidien avait suscité vendredi une rare effervescence sur les marchés financiers britanniques en affirmant que le gouvernement de Tony Blair était décidé à intégrer l'euro « dès que possible ». Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, et le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, se sont efforcés, dimanche, de calmer le débat. « Il est peu probable que la Grande-Bretagne soit de la première vague (...). Si la monnaie unique voit le jour et si c'est une réussite, alors Londres ne pourrait pas rester à l'écart à long terme, je dis bien à long terme », a expliqué M. Cook à la BBC. Le chancelier de l'Echiquier a indiqué que le gouvernement restait public sur ses intentions sur l'euro « le moment venu (...) vers la fin de l'année ou le début de l'année prochaine ».

sentent à elle au cours des mois et des années à venir. Mais sa stratégie dépasse l'actuelle législation. « Tony » se préoccupe déjà de son second mandat. En l'an 2002, il n'aura que quarante-neuf ans.

Patrice de Beer

### Vers un rétablissement du SMIC

Aboli par le thatcherisme au nom du libéralisme économique, le salaire minimum fait partie des engagements électoraux du Labour. Une commission d'experts doit remettre ses conclusions en 1998, sur la base desquelles le gouvernement fixera le montant du nouveau SMIC. Les syndicats (TUC) souhaitent qu'il s'approche des 4,5 livres (43 francs) de l'heure. Le patronat, dont une partie demeure opposée à son principe même, préférerait qu'il se situe autour de 3,5 livres (33 francs) ou moins, ce qui mettrait en fureur les TUC. On a même parlé de la possibilité qu'il ne s'applique pas aux salariés de moins de vingt-cinq ans, ce qui créerait en fait une sorte de « SMIC jeunes ». Le gouvernement ne justifie pas sa volonté de restaurer le SMIC uniquement par des considérations sociales. Le chancelier de l'Echiquier estime en effet néfaste pour l'économie de continuer à subventionner les employeurs payant de trop bas salaires. — (Corresp.)

### Peter Mandelson, conseiller du premier ministre, veut « responsabiliser le citoyen »

**LONDRES**  
de notre correspondant

« Le citoyen ordinaire, même s'il est avant tout préoccupé des nécessités quotidiennes, est trop souvent exclu des décisions qui sont prises en son nom. Il devrait avoir son mot à dire dans un système politique plus pratique et responsable. » C'est ainsi que Peter Mandelson, secrétaire d'Etat sans portefeuille et confident de Tony Blair, a expliqué au Monde la philosophie qui préside aux réformes constitutionnelles entreprises par le gouvernement travailliste et dont les référendums écossais et gallois sur la décentralisation ont été la première manifestation. Après des lustres d'immobilisme institution-

nel, une partie de l'opinion et le Labour estiment que la Constitution britannique n'est écrite est « archaïque, dominée par des conventions, trop centralisée et hiérarchisée, élitiste et teintée de snobisme », ajoute-t-il, reprenant la grande idée blairiste de « stakeholder society », de société dont les membres sont parties prenantes, comme les actionnaires d'une entreprise dont le premier ministre serait le PDG.

« SPIN DOCTOR »

M. Mandelson est l'homme qui brasse les idées avec M. Blair, son « spin doctor », son expert en communication. On a souligné sa redoutable efficacité pendant les lé-

gislatives. Nul doute que ses conseils auront influencé la conduite de M. Blair durant la période tourmentée que la mort de la princesse Diana a provoquée au Royaume-Uni. Membre de la toute petite équipe de fidèles parmi les fidèles qui entoure M. Blair, « Mandy » jouit d'une influence en fait disproportionnée par rapport à son titre, qui ne lui confère même pas un strapontin dans le cabinet : il coordonne les activités ministérielles, les relations du gouvernement avec les médias, les questions constitutionnelles, la préparation des célébrations du Millénaire de l'an 2000. D'où le surnom — « minister for meddling » (« secrétaire

d'Etat touche-à-tout ») — qui a été donné à l'un de ceux qui symbolisent le Labour nouveau mais dont les racines travaillistes sont anciennes : son grand-père, Herbert Morrison, était ministre de l'Intérieur du gouvernement Attlee en 1945. Peter Mandelson, élégant célibataire de quarante-cinq ans sorti d'Oxford, est député de Hartlepool, dans le nord de l'Angleterre.

M. Mandelson ne voit pas dans les référendums écossais et gallois une concession aux sentiments nationalistes, mais un « argument politique de responsabilité » : le ministre aux affaires écossaises gère un budget de 14 milliards de livres (133 milliards de francs) et celui des affaires galloises un budget de 7 milliards (67 milliards de francs), et cette gestion doit être contrôlée par les populations elles-mêmes. Le sentiment nationaliste est moins fort chez les Gallois — comme l'ont montré les résultats extrêmement serrés du référendum du 18 septembre : 50,3 % pour le « oui » contre 49,7 % pour le « non » — et l'identité régionale reste quasi inexistante en Angleterre, « où le pouvoir est traditionnellement implanté au centre et localement ». Les régions anglaises devront, selon lui, se limiter, si elles le souhaitent, à se doter d'agences de développement économique autonomes.

**ŒUVRE DE LONGUE HAÏNE**

Ces propos tenus par M. Mandelson avant les deux référendums ont été repris par le vice-premier ministre, John Prescott, dimanche 21 septembre. Tirant la leçon de la victoire à l'arraché au pays de Galles, il a déclaré à la BBC qu'il ne pensait pas que les régions anglaises pourraient avoir des gouvernements locaux et des assemblées élargies d'ici aux prochaines élections,

en 2002. « Nous voulons rapprocher le processus de décision des gens concernés, a-t-il dit. Je pense que notre programme — qui vient d'être avalisé en Ecosse et au pays de Galles par référendum — sera en définitive confirmé dans les régions anglaises. Mais personne ne peut douter que le mouvement a été lancé. » Un référendum est prévu le 7 mai 1998 pour

### Pourparlers difficiles sur l'avenir de l'Ulster

Les discussions sur l'avenir de l'Ulster vont être « plus difficiles » qu'au cours des derniers mois, avec l'ouverture, cette semaine, de véritables négociations multipartites, a estimé, dimanche 28 septembre, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, Mo Mowlam. Alors que les pourparlers doivent reprendre à Belfast en présence, notamment, des unionistes modérés et des nationalistes du Sinn Féin (aile politique de l'IRA), des affrontements ont opposé, dimanche, protestants et catholiques à Warrenpoint (est de l'Ulster) et Belfast, faisant neuf blessés légers, selon la police. Au cours d'un entretien à la BBC, M. Mowlam a souligné « le courage » des participants aux pourparlers, notamment du chef du Parti unioniste d'Ulster (UUP, modéré), David Trimble. « Il y avait beaucoup de doutes, il y a un grand manque de confiance (...). Dans cette situation, avancer n'est pas facile », a-t-elle déclaré. — (AFP) (Lire aussi l'entretien avec Brendan O'Leary page 15.)

demande aux Londoniens s'ils veulent d'une autorité élargie et d'un maire à la tête de la capitale. Le Conseil du Grand Londres avait été aboli par M. Thatcher.

En ce qui concerne la Loi fondamentale britannique, M. Mandelson n'envisage pas de bouleversements : « Il n'y aura pas de big bang. Nous n'avons pas l'intention d'instaurer un Etat fédéral comme en Espagne, il n'est pas question de rédiger une Constitution écrite. » Pas question que l'Ecosse, encore moins le pays de Galles, ne deviennent une nouvelle Catalogne. Pas question non plus selon lui — mais c'est M. Blair qui semble s'exprimer par sa bouche — de changer le système électoral pour instaurer la propor-

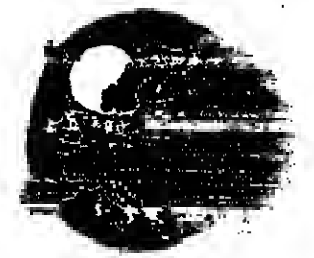
tionnelle au plan national, comme le réclame le Parti libéral-démocrate, même si travaillistes et « lib-dém » continuent de débattre de cette question. « Nous avons déjà réformé le système électoral pour l'Ecosse, le pays de Galles et les élections européennes (en y instaurant une dose de proportionnelle). Nous n'en sommes pas là pour les

Communes. Le premier ministre attache une grande importance à un gouvernement fort et uni qui ne soit pas à la merci des partis minoritaires. Il faut donc trouver un équilibre entre un mode de scrutin plus représentatif et plus juste et le besoin d'un gouvernement fort, stable et uni. »

La révolution institutionnelle blairiste est une œuvre de longue haleine. La période des congrès politiques, ouverte il y a une semaine avec les « lib-dém » à Eastbourne, se poursuit aujourd'hui à Brighton pour le Labour, et la semaine prochaine à Blackpool pour les tories, sera l'occasion idéale pour poursuivre ce débat.

Patrice de Beer

**ramses**



Synthèse annuelle de l'évolution du monde  
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacques

La synthèse annuelle de l'évolution du monde

**ramses**

Sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacques

- POLITIQUE INTERNATIONALE  
Logiques du désordre
- ÉCONOMIE MONDIALE  
Modalités d'intégration
- DÉBATS  
Migrations - Politiques de la santé  
Dépenses publiques et impôt

DUNOD



INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 30 SEPTEMBRE 1997 / 3

# Rome présente pour 1998 un projet de budget qui qualifierait le pays pour l'euro

Le déficit public serait ramené à 2,8 % du PIB

Au terme du marathon engagé par le président du Conseil, Romano Prodi, pour boucler son budget 1998, le gouvernement de coalition ita-

lien a adopté dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 septembre un projet prévoyant la limitation du déficit des finances publiques à

2,8 % du PIB. Ce projet, qui va faire l'objet de difficiles tractations avec les communistes, vise à qualifier l'Italie pour l'euro.

**ROME**  
correspondance  
A l'issue d'un interminable conseil des ministres, le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi a adopté dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 septembre un projet de budget audacieux pour l'année 1998, que le président du Conseil a défini comme « un budget pour le développement et l'emploi ». Celui-ci a immédiatement suscité une polémique avec Rifondazione Comunista, qui a tourné jusqu'à présent l'appointement du gouvernement à besoin à la Chambre des députés pour disposer d'une majorité.

Des heures de discussion ont été nécessaires pour mettre au point ce texte, qui permet à l'Italie d'avoir ses papiers en règle pour la monnaie unique européenne. Le projet gouvernemental prévoit une réduction du déficit de 25 000 milliards de lires (environ 85 milliards de francs) répartis en 10 000 milliards de nouvelles recettes et 15 000 milliards d'économies. Le déficit serait ainsi ramené à 2,8 % du produit intérieur

brut pour 1998. Il ne devrait pas dépasser pour l'année en cours la barre des 3 % fixée par Maastricht.

La coalition, qui a déjà réduit ses besoins de financement de 80 000 milliards de lires depuis son entrée en fonction, en mai 1996, bénéficie aujourd'hui d'une conjoncture économique favorable. La reprise de la croissance, qui a pris du retard en Italie par rapport à ses voisins, se confirme peu à peu. La progression du PIB devrait être de 1,2 % en 1997 et 2 % pour 1998. La consommation des familles devrait augmenter en termes réels de 1,4 %. Une légère amélioration est prévue sur le front du chômage.

Les vraies préoccupations pour Romano Prodi sont d'ordre politique. Même s'il semble avoir laissé la porte ouverte à de possibles négociations, son allié communiste, Rifondazione Comunista, a menacé dès dimanche de déclencher une crise à propos du financement du budget. Pris dans la tenaille des exigences financières d'un côté et de la sensibilité sociale de ses alliés de l'autre, le gouvernement s'est donné du temps pour préciser la manière dont il entendait procéder aux indispensables réductions dans les dépenses sociales. Il s'est limité pour l'instant à indiquer l'ordre de

grandeur, 5 500 milliards de lires, et la date-but, d'ici à la fin de l'année. Sur le délicat chapitre des retraites, des négociations sont en cours avec les organisations syndicales.

En échange de ces réductions du budget social, le gouvernement offre des gages en matière d'emploi avec des déductions fiscales pour les entreprises qui embauchent dans les régions les plus défavorisées. D'autres déductions, prévues pour la restructuration d'entreprises, devraient entraîner une reprise dans ce secteur.

**PRESSIION SUR LA TVA**  
La polémique se concentre avant tout sur le chapitre des nouvelles recettes. Le projet de budget se caractérise en effet par un durcissement de la pression de la TVA qui devrait rapporter 5 500 milliards de lires supplémentaires dans les caisses de l'Etat. Le gouvernement de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, a estimé que cette décision pourrait déclencher une flambée de l'inflation alors que celle-ci semble enfin maîtrisée avec une moyenne de 2,2 % cette année et 1,8 % en 1998. Or, le gouvernement compte profiter justement de cette embelle pour se mettre progressivement en ligne avec la direc-

tive européenne en matière de TVA. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, le taux le plus bas, aujourd'hui à 5 %, serait réduit à 3 %. Le taux commun passerait de 19 à 20 %, alors que celui de 16 % va disparaître. Cette opération devrait se solder par des augmentations de produits comme l'essence, le téléphone et l'électricité. Les biens de première nécessité ne devraient pas être affectés.

Un autre volet des nouvelles recettes concerne un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale. 100 000 inspections sont prévues pour en finir avec le problème des fraudes aux pensions d'invalidité civile. Le dispositif sera complété par un nouvel impôt écologique et la révision de la vignette auto.

Après la signature du président de la République - qui a insisté sur la nécessité d'un certain équilibre en faveur des régions les plus démunies -, le budget va être soumis à l'examen du Parlement. La droite, avec Silvio Berlusconi, a affirmé qu'elle ne soutiendrait pas le gouvernement si les menaces de Rifondazione Comunista devaient effectivement conduire à une crise. Reste que, quand on parle de crise en Italie, généralement elle n'arrive pas.

Salvatore Aloise

## Accord dans la métallurgie allemande sur le financement des préretraites

**BONN**  
de notre correspondant  
Alors que la classe politique allemande n'est pas parvenue à s'entendre pour réformer la fiscalité (Le Monde des 28 et 29 septembre), les partenaires sociaux ont montré leur capacité à trouver des compromis avec l'accord sur les préretraites intervenu dimanche 28 septembre entre le patronat et le syndicat de métallurgie IGM Metall du nord du Bade-Wurtemberg. Cet accord local prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> novembre les salariés âgés de 55 ans pourront travailler à mi-temps jusqu'à l'âge normal de la retraite (65 ans), ou bien à plein temps jusqu'à 60 ans et partir en retraite. Ils recevront durant cette période 82 % de leur salaire, tandis que leurs cotisations de retraite seront versées à 95 %, ce qui entraînera une baisse de leur pension limitée à 3,6 %. L'Etat allemand prend à sa charge 20 % du salaire du préretraité, à condition que l'entreprise embauche des jeunes.

Dans un pays où le chômage frappe environ 4,5 millions de personnes, cet accord vise à faciliter les départs des salariés âgés, pour embaucher des jeunes à leur place. Une loi adoptée mi-1996, réformant le système de préretraite jugé trop généreux, avait rendu les départs en préretraite très rares : les conditions

étaient devenues peu attractives pour les salariés, qui ne touchaient que 70 % de leur salaire et perdaient 18 % de leur pension de retraite en cas de départ à 60 ans. Résultat, seuls 4 500 salariés avaient jusqu'à présent profité de cette mesure.

L'IGM Metall réclamait donc la signature d'un accord de branche plus favorable que la loi, à l'image d'une convention signée chez Volkswagen : 85 % du salaire versé et la retraite compensée intégralement. Le patronat rejetait ces revendications, jugées trop onéreuses pour les PME (150 000 marks par salarié).

**UN MOYEN DE LICENCIER LES SALARIÉS AGÉS**  
In fine, l'accord intervenu dimanche est financièrement très proche des souhaits des syndicats. Mais le patronat a préservé l'essentiel : le caractère non contraignant de l'accord. Les salariés ne pourront travailler à mi-temps qu'en cas d'entente entre syndicat et direction de l'entreprise. Ce n'est qu'à partir de l'âge de 61 ans que les salariés pourront exiger de travailler à mi-temps. Dans la pratique, les entreprises riches verront dans les préretraites un moyen comme un autre de licencier leurs salariés âgés, tandis que les PME seront peu concernées.

L'accord intervenu concerne les 550 000 salariés du nord du Bade-Wurtemberg, mais il devrait être étendu à toute la fédération de la métallurgie, comme l'a souhaité Werner Stumpf, président de Gesamtmetall, la fédération patronale du secteur. Patronats et syndicats faisaient part de leur soulagement suite à l'accord, intervenu grâce à la médiation de Dieter Spörl, ancien ministre social-démocrate de l'économie du Bade-Wurtemberg. Un échec aurait été lourd de conséquences sur le climat social allemand. L'IGM Metall avait mis la pression en lançant au cours des dernières semaines des grèves d'« avertissement ». Le patronat avait mis en garde sur les conséquences d'une grève, qui aurait notamment touché Mercedes, qui lance début octobre sa nouvelle classe A.

Parallèlement à cet accord, les partenaires sociaux du Nord Bade-Wurtemberg ont décidé de prolonger de deux ans, jusqu'à la fin de l'an 2000, la convention collective qui fixe à 35 heures la durée hebdomadaire du travail. Les souhaits du patron de l'IGM Metall, Klaus Zwickel, qui réclame la semaine de 32 heures, n'ont visiblement pas été pris en compte par sa branche la plus puissante.

Arnaud Leparmentier

## Un « bourreau » est chargé des droits de l'homme en Bosnie

**SARAJEVO**  
de notre correspondant  
Le Parlement de Bosnie-Herzégovine vient de nommer une commission chargée des droits de l'homme. L'initiative est pour le moins opportune lorsque l'on sait que les atteintes aux libertés individuelles et collectives sont multiples dans le pays. Le problème est qu'à la tête de cette commission a été élu Velibor Ostojic, un Serbe dépeint comme un criminel de guerre. Le chasseur de nazis Simon Wiesenthal l'a surnommé « le Goebbels des Serbes de Bosnie ».

Velibor Ostojic est un proche de Radovan Karadzic, l'ancien chef des Serbes de Bosnie inculpé pour crimes de guerre. Nés dans deux villages voisins au Monténégro, tous deux partagent une longue amitié.

La simple évocation du nom de Velibor Ostojic glace encore ceux qui, de près ou de loin, ont eu affaire à lui. « C'est celui qui, en 1992, à Foca, jouait au football avec les jeunes décapités des musulmans », se souvient Ziba Adilovic, un musulman originaire de cette ville de Bosnie orientale, qui ne trouve plus le sommeil depuis qu'elle a pris la récente promotion de celui qu'elle présente comme « le bourreau de Foca ». Foca, quarante mille habitants avant-guerre, dont 52 % de musulmans et 45 % de Serbes, a été parmi les premières villes de Bosnie conquises par les forces serbes au terme d'une « purification ethnique » féroce, ponctuée de nombreux actes de barba-

rie. Membre, à l'époque, du gouvernement sécessionniste de Radovan Karadzic, Velibor Ostojic a dirigé la conquête de Foca en armant les miliciens serbes et les appelant à nettoyer la ville de tous les non-Serbes. « Un jour, le fils d'une voisine m'a disparu. Elle a retrouvé son corps sur le pont de la Drina. Elle a reconnu sa chemise à carreaux. Il avait été décapité. C'est Ostojic qui donnait tous les ordres », raconte Ziba Adilovic.

**« ENTENTE TACITE » ?**  
« Au lieu d'être défilé devant un tribunal, il occupe de hautes fonctions. Nous ne comprenons pas ! », se lamente Nedziba, elle aussi originaire de Foca, qui a perdu cinq membres de sa famille. Comment expliquer en effet la nomination au poste de chef de la commission aux droits de l'homme d'une personnalité dont les agissements auraient dû conduire devant une cour de justice internationale ? Paradoxalement, cette affectation s'est déroulée d'une manière démocratique. Pour bégayer ce poste, Ostojic devait être éligible. Il l'était puisque élu député de SPS (Parti démocratique serbe) depuis les élections générales qui se sont tenues en Bosnie en septembre 1996. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), chargée de mettre en œuvre ce scrutin et d'écarter tout postulant au passé un peu chargé, avait validé sa candidature. Il fallait ensuite que les députés votent pour lui.

Tous les parlementaires SDS,

Serbes, SDA, musulmans, et HDZ, croates, (partis nationalistes composant l'écrasante majorité du Parlement bosniaque) ont approuvé le choix de Velibor Ostojic en levant la main. Le SDA, le Parti d'action démocratique du président bosniaque Alija Izetbegovic, reconnaît aujourd'hui qu'il a commis une erreur. « Nous ne savions pas pour quels candidats nous votions. Cette élection a eu lieu peu après le scrutin municipal des 13 et 14 septembre et nous avions d'autres soucis en tête », argumente Adnan Janjic, président du groupe SDA au Parlement bosniaque, qui a présenté le 25 septembre sa démission à la demande de son parti, soucieux de calmer son opinion indignée.

Sufejdin Tokic, un des quatre députés de l'opposition au Parlement, donne une autre explication : « Il existe une entente tacite entre les partis nationalistes musulman, serbe et croate qui partagent la même politique hégémonique et sectaire. Il ne s'agit donc pas d'une erreur de la part d'une SDA qui a voté en connaissance de cause. Ce parti est en train de rejoindre le SDS et le HDZ dans la dérive ultranationaliste. Nous constatons par exemple aujourd'hui qu'au mieux le SDA se moque de la notion même des droits de l'homme, qu'il pise la mesure. »

Velibor Ostojic s'élève au moins une année à la tête de la commission. Le rôle de celle-ci a été élargi puisqu'elle statuera également sur le problème épineux des réfugiés. Autant dire que les libertés en Bos-

nie devraient observer un nouveau recul et que le retour chez elles des centaines de milliers de personnes déplacées s'annonce pour le moins hypothétique. La communauté internationale, qui n'a pas fait figurer le nom de Velibor Ostojic sur la liste des criminels de guerre, peut légitimement éprouver de l'inquiétude.

Christian Lecomte



MARC WEITZMANN

Chaos  
roman

Le fils préféré

Grasset

## Algérie : 30 civils assassinés dans de nouveaux massacres

**ALGER**. Les quotidiens algériens *Liberté* et *Le Matin* affirment, lundi 29 septembre, que trente civils, dont onze institutrices, ont été assassinés vendredi et samedi dans deux attaques attribuées aux islamistes. Selon *Le Matin*, les onze institutrices auraient été égorgées à la sortie de l'école d'Ain Adden, près de Sifef, dans le département de Sidi Bel Abbès (sud-ouest algérien). Dans le village d'Ain El-Hadi, commune de Charef, près de Djelfa (Sud), dix-neuf habitants auraient été assassinés dans la nuit de vendredi à samedi, selon *Liberté*. Les victimes sont issues de cinq ou six familles du village d'Ain El-Hadi, ajoute *Liberté*. Depuis vendredi, l'armée a déclenché une vaste opération dans cette zone à la recherche des agresseurs, utilisant des armes lourdes et des hélicoptères contre le village abandonné d'Ouled Allal, transformé en camp retranché par les hommes des Groupes islamiques armés (GIA). - (AFP)

## M. Chirac appelle les jeunes Russes à « consolider la démocratie »

**SAINT-PÉTERSBOURG**. Achevant, devant les étudiants de l'université de Saint-Petersbourg, une visite d'Etat de trois jours en Russie, Jacques Chirac a exhorté, samedi 27 septembre, la jeunesse de ce pays « à consolider la démocratie ». Il a appelé de ses vœux une Europe à l'image de Saint-Petersbourg : « Que renaisse cette Europe d'union, cette Europe des universités et des laboratoires, cette Europe de la culture et des sciences ! », a-t-il dit. Russes et Français pouraient, à la demande des premiers, étudier un projet de grande université franco-russe ; les Russes envisagent encore de demander aux Européens de s'associer à la fabrication d'un avion gros porteur. Du début à la fin de cette visite, M. Chirac a défendu l'intégration de la Russie au sein du G 7, à l'OCDE et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), multipliant ainsi les gages de soutien à la politique de réformes menée par son « ami » Boris Eltsine. - (Corresp.)

## Les Suisses rejettent par référendum une initiative antidrogue

**BERN**. Quelque 70,6 % des Suisses ont voté, dimanche 28 septembre, par référendum, contre l'interdiction d'un programme expérimental appliqué depuis 1994 autorisant la distribution d'héroïne aux toxicomanes sous contrôle médical. Tous les cantons ont rejeté la politique de durcissement prônée par les milieux conservateurs, qui souhaitent limiter les traitements à l'abstinence et au sevrage. Le même jour, 50,8 % des Suisses ont également refusé d'avaliser une réduction des indemnités de chômage adoptée par le Parlement, dans le cadre d'un programme d'assainissement des finances publiques. Le conseil fédéral avait fait valoir que la diminution de 1 % à 3 % des allocations de chômage était relativement modérée. - (Corresp.)

## L'opposition birmane a été autorisée à tenir un congrès

**RANGOON**. Pour la première fois depuis sa fondation en 1990, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) a été autorisée à réunir un congrès, samedi 27 et dimanche 28 septembre, à Rangoun, au domicile de Aung San Suu Kyi, secrétaire général et chef de file du mouvement. Sept cents délégués environ en ont profité pour appeler à un « dialogue significatif » avec la junte, « seul moyen » de « résoudre les problèmes de la nation ». Les réunions précédentes de la LND au domicile du Prix Nobel de la paix 1991 avaient été entravées par les services de sécurité. Cette fois-ci, la junte avait fait savoir que la réunion pourrait avoir lieu à condition qu'elle se déroule « de manière pacifique et dans l'ordre ». - (Corresp.)

**DÉPÊCHES**  
■ **EX-YOUGOSLAVIE** : environ 20 000 étudiants et lycéens albanais ont manifesté, dimanche 28 septembre, comme ils le font depuis une dizaine de jours, dans plusieurs villes du Kosovo (sud de la Serbie). Les Albanais (90 % de la population) demandent la restitution des bâtiments scolaires et universitaires d'où ils ont été chassés par Belgrade il y a sept ans. - (AFP)  
■ **ESPAGNE** : 3,8 tonnes de cocaïne ont été saisies par la garde civile en Espagne, dans la nuit de dimanche 28 à lundi 29 septembre, sur la côte des Asturies. Il s'agit de la plus importante saisie de cocaïne réalisée en Espagne, principal pays d'importation de cette drogue en Europe. - (AFP)  
■ **ÉGYPTE - ÉTATS-UNIS** : des agents égyptiens auraient organisé en 1993 l'enlèvement au Caire d'un dissident libyen qui aurait été remis au gouvernement de son pays, a affirmé le *Washington Post* dans son édition dominicale du 28 septembre, citant une étude de la CIA. Mansour Kikhiya, un ancien diplomate libyen vivant aux États-Unis et marié à une Américaine, fut exécuté sur ordre du leader libyen Mouammar Kadhafi, selon la même source. Le *Washington Post* ajoute que la révélation de cet enlèvement au gouvernement américain il y a quelques semaines aurait assombri les relations des États-Unis avec l'Égypte. - (AFP)

### nse

elles sont  
s règles  
base de l'OMC ?  
origine, des dispositions  
GATT ont proscri la dis-  
tion entre pays membres  
des et marchandises lo-  
Selon l'article premier ou  
de « la nation la plus favo-  
», tous les pays et unions  
lières sont mis sur un pied  
ité et tous partagent les  
ages découlant de tout  
sément des obstacles au  
aerce. L'article 3, connu sous  
ellation de « traitement na-  
il », stipule qu'une fois que  
produits ont pénétré sur un  
ché, ils ne doivent pas être  
nis à un traitement moins fa-  
ble que celui qui est accordé  
produits équivalents d'origine  
onale. L'accord sur les droits  
propriété intellectuelle re-  
nd, à part quelques exceptions,  
principes fondateurs du Gatt.  
revanche, l'accord sur les se-  
res (TSPs) est plus restrictif. Les  
mbres n'ont d'obligation d'ap-  
quer le traitement national que  
rsqu'ils s'engagent expressé-  
ent à l'accorder pour des ser-  
ces particuliers.

### 4

### Comment fonctionne l'Organe de règlement des différends ?

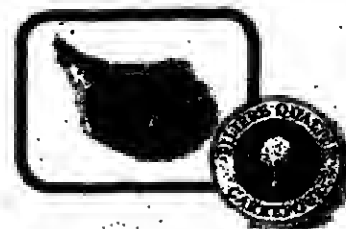
L'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC permet d'arbitrer un conflit commercial afin d'éviter le recours à des sanctions unilatérales. Des consultations ont lieu entre les deux parties. Si elles échouent, le directeur général de l'OMC peut servir de médiateur. Soixante jours après, le plaignant peut demander à l'ORD d'établir une commission d'arbitrage, dite groupe spécial (ou panel), pour examiner l'affaire. Le groupe spécial est composé de trois personnes, proposées par le secrétariat de l'OMC. Il doit remettre son rapport final dans un délai de six mois (trois mois en cas d'urgence). Ce rapport est distribué à tous les membres de l'OMC. La décision du panel doit être adoptée par l'ORD dans les soixante jours, à moins qu'une des parties ne fasse appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport.

L'organe permanent d'appel est composé de sept personnes nommées pour quatre ans par l'OMC. Trois d'entre elles siègent pour une affaire. Le rapport de l'organe d'appel est adopté dans les trente jours par l'ORD et accepté sans conditions par les parties en litige, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. La jurisprudence a établi un délai de quinze mois pour la mise en œuvre des décisions. Au-delà de ce délai, l'ORD peut autoriser des mesures de rétorsion à moins que les parties négocient une compensation en attendant la mise en œuvre intégrale de la décision.

■ **DU GATT à l'OMC**, de Chantal Buhour (Le 96, 224 p., 39 F).  
■ **Faïtal mondial**, de Fereydoun A. Khavand (192 p., 65 F).  
■ **mondiale du commerce**, de Patrick Messerlin (5, 368 p., 169 F).  
■ **du commerce** : une entreprise encore nation parlementaire présentée par Patrick Faim, de Sylvie Brunel (Seuil, « L'histoire 0 F).  
■ **de Gérard Lafay et Jean-Marc Siroën** (F).

vre  
nels  
ion  
p de la  
util de management.  
ou de CDD en parallèle  
s'abstenir.  
: 01.53.35.84.84 - Fax : 01.53.35.84.92

*On ne mange pas,  
on prend soin de nous.*



*"Filières Qualité" Carrefour.  
La santé,  
ça se construit chaque jour.*

*En matière de produits frais, Carrefour met  
en œuvre depuis 1992 des "Filières Qualité"  
réunissant agriculteurs, éleveurs et préparateurs autour  
d'un même projet : développer des produits sains,  
avec du goût, à un prix accessible.*

*Enfin, consommer ça sert aussi à construire sa vie.*

*Avec Carrefour  
je positive!*





## Israéliens et Palestiniens reprennent des discussions interrompues depuis six mois

Le dialogue concernera les dispositions non appliquées des accords de 1994 et de 1995

Les négociateurs israéliens et palestiniens vont reprendre leurs discussions sous la houlette des États-Unis à propos des dispositions des ac-

cords de 1994 et 1995 qui n'ont toujours pas été appliqués. Saluée de part et d'autre, cette reprise du dialogue laisse cependant intacte la

question de l'origine du blocage politique survenu au début de l'année : la relance de la colonisation israélienne des territoires palestiniens.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Les discussions bilatérales concernant, non pas la poursuite du processus de paix, mais la simple mise en œuvre pratique des accords déjà conclus entre Israël et l'OLP, devraient reprendre incessamment. Suspendues depuis la fin mars par le gouvernement de Benjamin Netanyahu, elles avaient dû reprendre cet été, mais avaient été de nouveau bloquées au lendemain de l'attentat-suicide qui a tué quinze civils israéliens le 30 juillet, à Jérusalem-Ouest.

La reprise du dialogue devait être confirmée lundi soir 29 septembre à New York, lors d'une rencontre entre Madeleine Albright, secrétaire d'État américaine, David Lévy, chef de la diplomatie israélienne, et Mahmoud Abbas, alias Abu Mazen, numéro deux de l'OLP.

Les négociations concernant les retraits militaires israéliens promis en Cisjordanie occupée et, à ce jour, non effectués, ne sont pas concernées par cette reprise de contact. Ces négociations-là avaient été suspendues par la Palestine en février après le lancement du projet d'une nouvelle colonie de 6 500 logements réservés aux citoyens juifs - Har Homa - dans la partie arabe occupée de Jérusalem-Est.

Depuis, il y a eu le coup de force des colons entrecroisés par M. Netanyahu dans un autre quartier arabe de Jérusalem-Est, à Ras al-Amoud, et l'annonce la semaine dernière par le premier ministre d'une nouvelle extension de trois cents logements dans la colonie juive d'Éfrat près de Bethléem.

### LA TRÊVE DU NOUVEAU AN

Sur ce plan, officiellement, rien n'a changé, bien au contraire. Le président du conseil régional du « bloc » de colonies du Gush Etzion, auquel appartient Éfrat, a annoncé dimanche soir à la télévision la construction supplémentaire de « plusieurs milliers de logements d'ici un an » dans sa région, dont deux cents seraient mis en chantier d'ici quelques semaines. Enfin, la semaine ayant couru la semaine dernière, sous la pression américaine, Israël avait accepté de « geler » la construction de Har Homa, le secrétaire général du gouvernement, Dany Naveh, a fait savoir qu'il n'en était rien.

Tout au plus, rapportait dimanche la presse israélienne, le gouvernement avait « autorisé » la diplomatie américaine à présenter l'imminent ralentissement des travaux qui va coïncider avec les trois semaines de fêtes juives qui s'an-

noncent à partir du 2 octobre, comme « une suspension temporaire de l'activité de colonisation ». Sur le fond, le problème demeure et le secrétaire général du gouvernement autonome palestinien, Nabil Aboudène, soulignait à nouveau samedi l'impossibilité pour les Palestiniens d'accepter « la politique de force et de dikats du pouvoir israélien ».

Le porte-parole du président Yasser Arafat a cependant salué comme « un pas positif » la prochaine reprise des contacts concernant la mise en œuvre de ce qui a été précédemment conclu. Suspendues plus d'une demi-douzaine de fois par Israël depuis leur lancement en 1994, ces discussions spécifiques auront lieu dans le cadre des « sous-comités conjoints de suivi » qui doivent régler les détails concernant la mise en œuvre, sur le territoire israélien, d'un passage protégé et garanti pour la circulation des personnes et des biens palestiniens entre les territoires de Gaza et de Cisjordanie, la construction d'un pont et la mise en service d'un aéroport à Gaza, de même que la libération progressive des trois à quatre mille prisonniers palestiniens détenus par Israël.

De fait, ces discussions bilatérales n'ont jamais abouti et leur re-

prise, qui sera sans doute saluée comme une avancée par la diplomatie américaine, n'est pas, en soi, une garantie de succès. « L'essentiel, répète-t-on dans les milieux diplomatiques américains, est que les deux parties se parlent ».

Officiellement, c'est parce que M. Netanyahu et le département d'État américain ont noté « avec satisfaction » que M. Arafat s'en était pris à la fin de la semaine dernière à ce qu'ils appellent « l'infrastructure terroriste du Hamas » (Le Monde du 27 septembre) que les contacts vont reprendre. Mais la police de M. Arafat, qui a fermé vendredi seize associations culturelles et sociales liées au Hamas et fait arrêter environ soixante-dix militants islamistes dans les enclaves autonomes qu'il contrôle, devra certainement faire plus pour convaincre Israël et les États-Unis de sa bonne foi.

### 100 MILLIONS RESTITUÉS

Fermement invité par Washington à faire un « geste », le premier ministre a accepté dimanche de restituer 17 millions de dollars (plus de 100 millions de francs) supplémentaires sur les 34 millions qui restaient dus au gouvernement palestinien au titre des taxes prélevées sur ses travailleurs en Israël. Couronnées d'un certain succès, côté palestinien, en matière de lutte antiterroriste, les pressions américaines demeurent en revanche superbement ignorées par M. Netanyahu en ce qui concerne ce que les Palestiniens vivent comme « le cœur du problème », à savoir la colonisation accélérée de leurs terres.

Patrice Claude

## Le Parti communiste japonais amorce son aggiornamento

Le PCJ est la seule force d'opposition en progrès

### TOKYO

de notre correspondant

Le 21<sup>e</sup> congrès du Parti communiste japonais (PCJ), qui s'est tenu du 22 au 26 septembre à Atami, aux environs de Tokyo, a marqué la fin d'une ère : celle de Kenji Miyamoto, chef historique d'un parti dont il a guidé la ligne politique pendant près de quatre décennies. Agé de quatre-vingt-huit ans, Miyamoto a quitté les fonctions de président du comité central pour devenir président honoraire. Attendu, le retrait d'un homme qui, après la disparition de Ho Chi Minh, de Mao Zedong ou de Kim Il-sung, est la dernière grande figure asiatique du Komintern, devait accentuer l'orientation modérée du PCJ sous la houlette des deux hommes auxquels Miyamoto a délégué la direction depuis le congrès de 1994 : le président du présidium, Tetsuzo Fuwa, et le secrétaire général, Kazuo Shi.

Deux grandes directions ont été adoptées à l'issue de ce congrès : la participation du PCJ à un gouvernement de coalition au début du XXI<sup>e</sup> siècle, sans exclusion - ce qui est nouveau - une alliance avec des forces conservatrices, et la normalisation des relations avec le Parti communiste chinois. Avec vingt-six députés (soit 5,2 % des voix), le PCJ pèse certes d'un faible poids sur la scène parlementaire mais c'est le seul parti d'opposition dont la popularité croît régulièrement. Profitant d'un report de voix de l'électorat de gauche déçu par les compromis des socialistes, le PCJ a fortement progressé au niveau local (quatre mille élus). Lors des élections pour l'assemblée municipale de Tokyo, il a recueilli l'équivalent de deux tiers des voix de la majorité libérale démocrate. Bien que la diffusion de son

organe central, Akahata, régresse et que le nombre de ses adhérents stagne, le PCJ est un protagoniste du débat politique.

Le ton chaleureux de la plupart des journaux dans leurs commentaires du retrait de Kenji Miyamoto est révélateur de l'aura, mêlée de réserves en raison de l'image négative du communisme au Japon, dont bénéficie un parti « résistant » qui s'opposait au militarisme puis réussit dans les années 60 à conserver son indépendance en rompant successivement avec Pékin et Moscou : le PCJ se plaçait avant l'heure sur la voie « eurocommuniste ».

Les commentateurs attribuent la cohésion du PCJ au charisme de Miyamoto. Pour des dissidents ou des exclus du parti, Miyamoto a fait du PCJ un organisme monolithique et bureaucratique évacuant le débat interne. Bien que Miyamoto ait initié un rajeunissement en nommant, en 1990, M. Shi, alors âgé de trente-cinq ans, à la tête du secrétariat, une évolution était impossible tant que son ombre planait sur le parti. Le tandem Fuwa-Shi se démarqua-t-il de la ligne Miyamoto ?

Le PCJ ne semble pas s'orienter sur la voie italienne : il n'envisage ni de changer son nom ni de revenir sur le credo du centralisme démocratique ou du « socialisme scientifique ». Mais il se dessine une dichotomie entre un parti idéologique, dirigé essentiellement par des intellectuels, et un parti populaire soucieux d'action sociale. Une symbiose entre ces deux « visages » est la tâche des successeurs de Miyamoto s'ils veulent atteindre leur objectif d'une centaine de députés au début du siècle.

Philippe Pons

## Kinshasa s'oppose toujours à l'enquête de l'ONU au Congo

LE GOUVERNEMENT de Kinshasa a réaffirmé samedi 27 septembre son opposition au déploiement dans toutes les régions de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) de la mission des Nations unies chargée d'enquêter sur les massacres de réfugiés hutus rwandais. « Il y a des Noirs qui sont tués aux États-Unis, d'autres qui sont exterminés au Congo-Brazzaville, il n'y a jamais eu d'enquête. Pourquoi doit-on s'occuper de nous ? », s'est interrogé le ministre des Affaires intérieures, Kongolo Mwenze, à propos de la volonté de l'ONU d'enquêter en RDC.

### EXPULSION EN QUESTION POUR LES ONG

À la suite d'une conférence de presse, le ministre a indiqué que les autorités de Kinshasa allaient lancer une enquête sur les activités des organisations humanitaires établies dans les régions du Nord et du Sud-Kivu (Est), qui abritent d'importants sites où ont été massacrés des réfugiés. Certaines organisations non gouvernementales (ONG) pourraient être expulsées.

L'enquête - qui a débuté le 23 septembre - doit durer huit jours. Un rapport sera adressé au gouvernement, qui décidera du maintien ou de l'expulsion des organisations humanitaires, selon Kongolo Mwenze, qui a dit avoir effectué cette semaine une mission de travail à Goma et Bukavu, capitales du Nord et du Sud-Kivu. La plupart de ces organisations s'étaient

établies dans ces régions en 1994 pour aider les réfugiés rwandais. « Aujourd'hui, il n'y a plus de réfugiés. Les activités de certaines organisations sont devenues inutiles. Si cela est démontré, ces organisations seront mises dehors tandis que celles qui resteront devront négocier leur séjour », a averti Kongolo Mwenze.

Certaines de ces organisations étaient présentes au Nord et au Sud-Kivu lors de la progression des soldats de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila et de leurs alliés rwandais et ougandais, qui ont finalement chassé du pouvoir le maréchal Mobutu Sese Seko en mai.

M. Mwenze a confirmé l'arrestation par les services de sécurité de Jean-Marie Bergeio (Le Monde du 26 septembre), un ressortissant français, établi de longue date dans le pays. Le ministre des Affaires intérieures a toutefois affirmé ignorer les raisons pour lesquelles ses services avaient arrêté le 10 septembre M. Bergeio, propriétaire d'une concession forestière dans la région de Kisangani. Un citoyen belge, Antoine De Klerk est également incarcéré à Kinshasa.

Le ministre a aussi annoncé que huit des cinquante soldats jugés par un tribunal militaire de Kinshasa pour « tentative de mutinerie » avaient été condamnés à mort. Ces militaires avaient tiré des coups de feu en l'air dans la nuit du 20 au 21 septembre pour réclamer le paiement de leurs soldes. - (AFP/Reuters)

## Deux déçus de l'Afrique du Sud post-apartheid créent une nouvelle formation politique multiraciale

### JOHANNESBURG

de notre correspondant  
Rompre avec les clivages politiques post-apartheid : c'est l'ambition du nouveau parti lancé, samedi 27 septembre, en Afrique du Sud. Dans la perspective des élections de 1999, le Mouvement démocratique uni (UDM) souhaite attirer le vote des Blancs comme celui des Noirs afin de contester l'hégémonie du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela.

Pour mener à bien cette révolution, les fondateurs de l'UDM, Roelf Meyer et Bantu Holomisa, donnent l'exemple d'une direction multiraciale. Ils joignent aussi sur leur popularité dérangeante. M. Meyer est l'ancien numéro deux du Parti national (NP), la formation blanche organisatrice de l'apartheid. Réformateur déçu par la dérive conservatrice du NP, il a daigné la porte du mouvement, en mai. En lançant son propre parti, à cinquante ans, M. Meyer espère relayer les aspirations progressistes des Blancs modérés.

Afin d'élargir son audience à l'électorat noir, il s'est allié à M. Holomisa. Représentant très populaire de l'aile gauche de l'ANC, cet ancien général de quarante-deux ans a été exclu du parti en septembre 1996 pour avoir stigmatisé la corruption au sein du mouvement. Mais c'est surtout

son discours radical et populiste qu'a voulu sanctionner l'ANC, embarrassé par le désenchantement d'une partie de son électorat.

Aujourd'hui, M. Meyer compte sur M. Holomisa - ancien chef du bantoustan du Transkei - pour exploiter ce phénomène grandissant au profit de leur parti. L'ANC a perdu environ 10 % d'intentions de vote dans les sondages et son aile gauche se fait l'écho du mécontentement provoqué par la lenteur des changements depuis 1994. Ce parti, néanmoins, dispose encore d'un important soutien, fondé sur la fidélité de la majorité noire au mouvement qui l'a libéré de l'oppression. La formation de M. Mandela bénéficie également d'une opposition laminée ne représentant aujourd'hui que 20 % des voix. Les différents partis qui la composent n'ont jamais réussi à s'entendre pour faire front commun.

### MARIAGE DE CIRCONSTANCE

Dans ce contexte, la volonté de M. Meyer et Holomisa de constituer une plate-forme d'opposition multiraciale paraît ambiguë. Leur programme - encore très flou - vise à satisfaire déçus et mécontents de tous bords, en s'articulant autour des thèmes du chômage et de la criminalité. Mariage de circonstance entre deux personnalités et deux visions poli-

tiques différentes, l'alliance de l'Afrikamer modéré et du dirigeant noir populiste laisse le monde politique sceptique.

Plusieurs responsables du NP ont quitté le parti pour rejoindre M. Meyer. M. Holomisa, de son côté, dispose d'un soutien populaire important dans sa région d'origine, le Transkei, et dans les townships. Mais aucun autre parti ne s'est déclaré prêt, pour l'instant, à se rapprocher d'eux. A la recherche d'appuis financiers et de ralliements pour donner une assise à leur mouvement, les deux hommes ont encore beaucoup à faire pour mettre en place une véritable force électorale.

Le besoin d'une opposition forte est pourtant bien réel. Lors d'un récent sondage, 22 % de la population s'est déclarée favorable à la création d'un parti de M. Meyer et Holomisa. L'ANC, qui ne peut pas être vraiment inquiété lors des élections de 1999, prend la menace au sérieux et mène une campagne de discrédit contre Bantu Holomisa, le présentant comme un traître opportuniste. Même si elle dérange le parti au pouvoir, l'émergence d'une opposition multiraciale représente un début de normalisation pour la vie politique sud-africaine encore marquée par les vestiges de l'apartheid.

Frédéric Chambon

MONTEPIO

GERAL

À

PARIS

BUREAU DE REPRÉSENTATION

32, Rue Notre-Dame des Victoires

127, Rue de la Bourse

75002 Paris



MONTEPIO GERAL

HÁ VALORES QUE DURAM SEMPRE

# Composez vous-même votre forfait.

APL Itineris® marque déposée par France Télécom. France Télécom SA au capital de 25 000 000 000 F



## itineris®

### Evolution d'Itineris

Par mois :

**145 F + 60 F/heure\***  
service Itineris      communications nationales

**Vous avez accès à la performance du service Itineris :** Messagerie Vocale, 711 SVP Itineris, 712 Renseignements Directs, Mini-Messages, Double Appel, Renvoi d'Appel, Facturation détaillée, Option Europe. **Vous choisissez le nombre d'heures dont vous avez besoin :** de 1h à 5h de communications nationales mensuelles. **Vous pouvez modifier votre forfait gratuitement :** le nombre d'heures et les options choisies.

\* Forfait de communication en France métropolitaine; (au-delà du forfait : 2 F/min, 1,50 F/min vers les mobiles Itineris, OLA, Olla Toulouse et mobicarte) les appels vers certains N° inclus dans le forfait font en outre l'objet d'une tarification spécifique. Abonnement de 12 mois minimum. Frais de mise en service en sus.

APPEL GRATUIT  
**N° Vert 0 800 830 800**

<http://www.itineris.tm.fr>

Nous allons vous faire aimer l'an 2000.



**France Telecom  
Mobiles**

cal  
ieu,  
2 s  
gé  
gr  
bla  
me  
Cas  
F  
put  
de l  
sior  
telle  
les  
dien  
câbr  
à e  
fran  
tion.  
cous  
« re  
fican  
chés  
tiqu  
impr  
pres  
Ce  
penn

مكتبة ابن خلدون



**EXTRÊME DROITE** La fête des « Bleu-blanc-rouge », organisée chaque année par le Front national sur la pelouse de Reuilly, à Paris, a été l'occasion pour Jean-Marie Le Pen,

président du parti d'extrême droite, de se présenter, dimanche 28 septembre, en rival des responsables de la droite pour incarner l'opposition au gouvernement de Lionel Jospin. M. Le

Pen a qualifié la droite de « marigot » et reproché à la gauche de ne pas tenir ses promesses. ● LA FÊTE DU FN a accueilli, parmi les publications et symboles nostalgiques évoquant le

régime de Vichy, la collaboration et le nazisme, les sympathisants de l'extrême droite dans une ambiance qui se voulait bon enfant. Toutefois, des journalistes ont été agressés.

● À MULHOUSE, le second tour d'une élection partielle dans le canton nord de la ville a donné la victoire, dimanche, au candidat de l'extrême droite face à celui du PS.

## Le Front national veut devenir le principal parti d'opposition

Pour Jean-Marie Le Pen, entre la gauche et lui-même, il n'y a plus qu'un « marigot » qu'il se propose d'« assécher ». La victoire de son parti à Mulhouse lui donne bon espoir de marquer des points aux élections cantonales et régionales de mars 1998

ÉLOIGNÉ de son parti pendant deux ans, un ancien journaliste d'extrême droite avait sa surprise, dimanche 28 septembre, en se promenant dans les allées de la fête des Bleu-blanc-rouge : « Je ne connais plus grand monde, assurait-il, tellement il y a de nouvelles ». Des anonymes pour la plupart, mais aussi, à en croire plusieurs cadres du Front national, des petits notables de droite venus en exploration, incognito, dans la foule. Plus surprenant encore : deux adjuits au maire et deux responsables de circonscriptions RPR et UDF de Seine-Saint-Denis sont venus saluer le secrétaire fédéral de ce département, Frank Timmermans.

Dans les stands, les conversations avec les responsables fédéraux ont souvent tourné autour des contacts et repas pris avec des élus ou représentants de l'opposition RPR et UDF. Tout cela - et, peut-être, le ralliement récent d'un vice-président du conseil régional de Picardie et conseiller général de l'Oise, Guy Desseaux, ex-RPR - a stimulé Jean-Marie Le Pen, qui, dans son discours de conclusion, a invité « les électeurs polytraumatisés de gauche et de droite » à venir rejoindre son parti, « la seule force politique et cohérente susceptible » de les accueillir.

A entendre le président du FN, il ne reste plus grand-chose, en effet, de la droite. « Entre nous et les socialistes-communistes, il n'y a plus rien qu'un marigot, qu'il suffira d'assécher », a-t-il lancé en se gaussant de

la recomposition de la droite recherchée par certains. « Quand ils disent « recomposition », l'écho répond « décomposition », a-t-il dit. Jacques Chirac est désigné comme « premier responsable » de ce que M. Le Pen qualifie de « Bérézina », même s'il « n'est pas le seul ». Aussi, M. Le Pen convie « les cadres du RPR et de l'UDF ainsi que leurs électeurs à tirer les leçons de l'échec » de la droite aux dernières législatives et à changer d'attitude vis-à-vis du FN.

A la gauche, M. Le Pen prédit un

avenir difficile, tant « la déception risque d'être grande ». Les électeurs, selon lui, ne devraient pas tarder à découvrir que Lionel Jospin les « a trahis ». Après avoir « jeté en pâture à ses troupes une poignée de mesures démagogiques, régularisé des clandestins, envoyé dame Vignat soutenir la Gay Pride », le premier ministre a tourné le dos à ses promesses en « affaiblissant la solidarité » familiale. En outre, les emplois-jeunes sont, pour le chef du parti d'extrême droite, une manœuvre destinée à détourner les modes de re-

crutement de la fonction publique et à instaurer « à l'échelle de l'Etat le copinage ».

M. Jospin est accusé de s'être « couché devant les exigences allemandes » sur l'Europe. « Il y a quatre mois, le PS faisait de Juppé sa tête de Turc, et, aujourd'hui, Jospin, c'est bien un Juppé nouveau modèle », a commenté M. Le Pen, qui a réservé son « Jospé-Jupin, c'est bonnet rose et rose bonnet » à la gauche communiste, enfin, s'est entendu reprocher de « se rallier au grand capital apatride ». Restait au pré-

sident du FN à présenter son parti comme l'« ultime recours » et la « seule réelle opposition ».

Galvanisé par la perspective d'une victoire du FN à la cantonale partielle de Mulhouse-Nord (lire ci-dessous), M. Le Pen a annoncé que son parti se présenterait dans toutes les élections « dans les assemblées politiques, les organismes sociaux, syndicaux et professionnels », et a vivement incité ses militants et sympathisants à se présenter aux élections des chambres de commerce du 17 novembre et des

prud'hommes du 10 décembre. Officiellement, la FNEML (Fédération nationale entreprise moderne et libérale, présidée par Jean-Michel Dubois, membre du bureau politique du FN) ne présentera des candidats qu'aux seules élections des chambres de commerce. En fait, officiellement, et comme le montrait également présent aux prud'hommes. Les lepenistes auront donc des candidats dans les deux collèges - salariés et employeurs - de ces dernières élections, ce que critiquaient les cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, et CFE-CGC), qui ont demandé à rencontrer Martine Aubry à ce sujet.

« RIEN NE NOUS ARRÊTERA ! »

« Rien ne nous a arrêté, rien ne nous arrêtera ! », s'est exclamé M. Le Pen. Écarté des consultations sur le cumul des mandats que le premier ministre compte organiser avec les « partis républicains », il proteste avec véhémence et ressort le tout nouvel article 3 des statuts du FN pour prouver son caractère républicain, ajoutant : « Nous, nous n'obéissons aux mots d'ordre d'aucune organisation extérieure, comme le B'nai B'rith, ou intérieure, comme le Grand-Orient ».

Dénouant une « mode qui est à la culpabilisation et à la demande du pardon », deux jours avant la déclaration de repentance des évêques de France sur la persécution des juifs (lire page 11), M. Le Pen s'est appliqué à banaliser la Shoah en expliquant, par exemple, qu'à ses yeux le blocus de l'Irak est aussi un génocide. Puis, après avoir critiqué, la veille, le procès de Maurice Papon pour crime contre l'humanité, il a demandé que les crimes « contre la nation » soient, eux aussi, « imprescriptibles ». Aussi a-t-il promis « solennellement » que le FN, au pouvoir, « exigera des comptes de la part de tous les corruptus, gangsters, prébendiers qui, inconscients ou cyniques, ont conduit la patrie au bord du colapsus ». Ainsi, Vichy avait-il organisé, à Riom, le procès des responsables de la III<sup>e</sup> République.

Ch. Ch.

## La droite exclut toute alliance

EN RÉPONSE à Bruno Mégret, qui réclama des désistements réciproques entre la droite et le Front national aux cantonales, Eric Raoult, chargé des élections à la direction collégiale du RPR, a déclaré, dimanche 28 septembre, sur Radio-J : « Quand on n'a pas les mêmes idées, on ne se met pas ensemble ». Il a rappelé la ligne prônée par le président du RPR, Philippe Séguin, à l'égard du parti de Jean-Marie Le Pen : « Ni alliance ni diabolisation ». Alors qu'on lui demandait si la droite pouvait continuer de refuser de discuter avec le FN, M. Raoult a demandé : « Est-ce que de Gaulle a fait alliance avec Vichy quand il est allé à Londres ? (...) De Gaulle a combattu et il a gagné. Notre attitude vis-à-vis du FN doit être gaulliste. »

### POLITIQUES NOTOIRS

Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui était, le même jour, l'invité du Grand Jury RTL-Le Monde, a rejeté toute idée de dialogue avec les dirigeants du FN : « Lors des dernières élections législatives (...), M. Le Pen a fait gagner le Parti socialiste. Par conséquent, ces personnes qui naviguent et qui sont des politiciens notoirs, je n'irai pas avec elles ». M. Debré a dénoncé « l'alliance objective » du FN et du PS, en évoquant les « relations particulières » de l'ancien président, François Mitterrand, et de l'extrême droite.

Nicolas Sarkozy, porte-parole de la direction du RPR, a refusé, sur TF 1, de « se déterminer par rapport à M. Jean-Marie Le Pen », tout en souhaitant pouvoir « récupérer » ses électeurs. Plaidant pour une opposition claire entre la gauche et la droite, le député des Hauts-de-Seine a estimé que « quand il y a de la confusion dans le débat politique, quand la droite n'ose pas s'affirmer telle qu'elle est (...), c'est le FN qui en profite ». Il a ajouté que « si l'on veut le FN à 25 %, on n'a qu'à se dépêcher de faire une fusion [entre RPR et UDF]... ».

## Le rouge-noir-blanc nazi en honneur chez les « Bleu-blanc-rouge »

IL Y AVAIT des guingettes avec des accordeons et même un karaoké ; des huîtres venues tout droit de La Trinité-sur-Mer ; du foie gras du Périgord et du champagne cuvée « Jean-Marie Le Pen ». A l'odeur des saucisses-frites se mêlait le parfum des crêpes. Il y avait même une grande roue et des autos tamponneuses.

C'était surtout pour se retrouver entre soi, pour se revivifier en écoutant les interventions des responsables du FN que militants et sympathisants assistaient, samedi 27 et dimanche 28 septembre, à la fête des « Bleu-blanc-rouge ». Beaucoup étaient venus en famille. Des jeunes croisaient des vieux, et des dames en collier de perles côtoyaient les sans-domicile-fixe du pasteur Blanchard. On se bousculait pour embrasser le « président », photographier sa femme ou obtenir un autographe du numéro 2 du parti, Bruno Mégret. Même le soleil était de la partie. On se serait presque cru dans une fête politique bon enfant,

n'étaient quelques relents historiques ou idéologiques.

Les enseignes de certains stands, comme celui de Poitiers (La Table de Martel) ou celui d'un commerçant (La Gaule aux Gaulois), indiquaient une préférence pour les imbricés qui restent chez eux. La croix gammée stylisée, portée par un vendeur de bière, et le succès de l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber venu dédicacer son livre *Le Pen le rebelle*, montraient que les nostalgiques de l'Allemagne nazie sont toujours chez eux aux BBR.

Les organisateurs de la fête avaient interdit les Mythes fondateurs de la politique israélienne, de Roger Garaudy, ainsi que tout ouvrage comportant en couverture le nom ou la photo de Pétain (Phédonomadaire *Riviera* s'en était plaint), mais les livres d'Emmanuel Ratier, dénonçant juifs et francs-maçons, ou ceux de l'ancien milicien François Brigneau, défendant Robert Faurisson, étaient présents, de même que l'Association des amis de Robert Brasillach.

Monté sur une chaise, Pierre Vial, membre du bureau politique du FN, dissertait sur le Graal, qui, disait-il, « pose la question de l'identité culturelle » et souligne l'importance du sang que l'on a dans ses veines et de qui on descend. Terminant son intervention à la gloire des Celtes et des peuples, M. Vial exaltait l'association du rouge, du noir et du blanc. Ces couleurs étaient celles du drapeau nazi. A quelques pas de là, Bruno Schaeffer, prêtre schismatique de 58 rue Nicolas du Chardonnet, terminait une messe au cours de laquelle l'un des co-officiants avait refusé la communion à une mère de famille dont il jugeait la jupe trop courte.

Des journalistes ont vécu un autre genre de manifestations d'intolérance : crachats au visage, mains aux fesses, coups de pied et cigarette avancée près de l'oreille, ces agressions étant coordonnées, une fois au moins, par un cadre d'une municipalité FN.

Ch. Ch.

## L'extrême droite entre au conseil général du Haut-Rhin

MULHOUSE de notre correspondant  
Sa troisième tentative a été la bonne. Battu de 244 voix en 1989, puis de 63 voix en 1994, Gérard Freulet (FN) a pris sa revanche. Dimanche 28 septembre, il a devancé le candidat du PS, Jean Grumont, de 418 voix. En faisant perdre le canton de Mulhouse-Nord aux socialistes, il devient le cinquième conseiller général du mouvement d'extrême droite. Jean-Marie Bockel, maire socialiste de Mulhouse,

s'est dit « déçu mais pas découragé ». « Chacun a sa part de responsabilité. Comme maire de Mulhouse, j'assume la mienne, a-t-il reconnu. Pour la suite, il est important que chacun balaise devant sa porte. La droite en particulier a perdu sa crédibilité dans cette affaire. »

Le RPR et l'UDF n'ont pas donné de consigne alors qu'aucun de leurs candidats n'a été en mesure de se maintenir. Aussitôt la victoire de M. Freulet proclamée, le président du conseil général du Haut-Rhin,

Jean-Jacques Weber (Force démocratique), a déclaré : « Nous attendons de pied ferme (...) les propositions qui pourront faire le nouveau conseil général de Mulhouse-Nord. Chaque fois qu'elles iront dans le sens de l'intérêt des habitants des quartiers qui composent ce canton, elles seront examinées avec soin et attention ». Le canton de Mulhouse-Nord fait partie de la circonscription dont M. Weber est le député.

La mobilisation pour le second tour a été forte : 2 121 électeurs supplémentaires se sont déplacés. Il reste que si le candidat de la gauche a gagné 1 756 voix d'un tour à l'autre, celui de l'extrême droite a attiré 1 406 nouveaux électeurs. Sur dix-sept bureaux de vote, trois lui ont donné plus de 60 % des voix. Le quartier de la rue de la 4<sup>e</sup> Division-des-Marcagnols-de-Montagne lui a même accordé 65,6 %. Les habitants du quartier Furstenberger vivent

souvent mal leur proximité avec les populations immigrées et mettent régulièrement en tête le FN. Dans ce quartier, le taux de chômage est de 2 à 3 points supérieur à la moyenne de Mulhouse, elle-même déjà proche de 15 %. En revanche, dans le quartier voisin de Brossollette, composé à 85 % d'immigrés, le candidat socialiste a fait son meilleur score (66,2 %). Mais la réhabilitation des logements et le développement social y sont à l'œuvre depuis longtemps.

Lucien Naegelen

Christiane Chombeau

## Dix mille personnes ont manifesté à Paris

« F COMME FASCISTE, N comme nazi. A bas le Front national ! » Ils étaient près de dix mille, samedi 27 septembre, place de la République, à Paris, à scander ce slogan pour manifester contre la fête des Bleu-blanc-rouge du FN. Lancée par la fédération parisienne du PCF, cette initiative avait été reprise au vol par le Comité national de vigilance contre l'extrême droite, qui regroupe l'ensemble des partis de gauche, les syndicats et une quarantaine d'associations.

Yves Cochet, Jean-Luc Bernhamas et Alain Lipietz formaient la délégation des Verts. Serge Guichard, responsable du secteur immigration au PCF, Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux du PS, et Jean-Marc Sabatini, secrétaire général du PRS, représentaient leur parti. Seul le Mouvement des citoyens avait ignoré le rassemblement : jugeant, en conseil national, que les manifestations anti-FN sont inefficaces, le parti n'avait appelé qu'à une « participation individuelle ». L'extrême gauche était fortement représentée : la Ligue communiste révolutionnaire avec Alain Krivine, Lutte ouvrière avec Arlette Laguiller, et les anarchistes

de la CNT. Des syndicalistes (CGT, CFDT en lutte, SUD, FSU, UNEF-ID) et de nombreuses associations (Ras l'front, MRAP, Ligue des droits de l'homme, Droits devant, ACI) se sont joints à la manifestation.

Au milieu des slogans, les conversations vont bon train sur la manière de faire face au FN. Pour Abraham, militant depuis 25 ans au MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), « il faut dissoudre ce parti, l'interdire ». Francis, qui défend de décrire la bannière de Ras l'front, croit davantage en une mobilisation « citoyenne ».

La musique reprend vite le dessus ; le symbole n'est pas très loin : la soie de la fédération communiste diffuse *Ma France*, de Jean Ferrat, tandis que l'orchestre de Ras l'front joue *L'Age d'or* de Léo Ferré.

« La jeunesse emmerde le FN ! », pouvait-on entendre dans le cortège. Les organisations de jeunes (JC, MJS, FIDL, UNEF-ID), il est vrai, formaient le gros des bataillons. Sébastien, vingt et un ans, étudiant en première année de droit, arbore, comme tous les mili-

tants du Manifeste contre le FN, un T-shirt « Non à l'extrême droite ». Sa grande peur ? « La tentation d'une partie de la droite de s'allier avec le FN. » Mais il observe aussi : « L'abrogation des lois Pasqua-Debré, ce n'est pas le sujet du jour, mais impossible de ne pas en parler. »

« Des papiers pour tous ! », scandent les sans-papiers de Saint-Bernard, au rythme des djembés et des sifflets. Une importante délégation de travailleurs d'origine asiatique, formant le « quatrième collectif » et encadrée par la CGT, leur fait écho. Quelques slogans, dans les rangs du PCF et des Verts, réclament aussi l'abrogation des lois Pasqua-Debré. « Je me sens un peu gêné, concède Bernard, enseignant et adhérent au PS. J'aurais préféré l'abrogation de ces lois ; avec « suppression », on joue sur les mots. »

Place de la Bastille, le cortège se disperse, tandis que les derniers manifestants proclament qu'il faut « libérer Marie-Jeanne » (la marijuana) et « enfermer Jean-Marie » (Le Pen).

Caroline Delabroy

Après avoir lu cette annonce, relisez la météo.

Paris  
Toulon  
en TGV  
190F\*

Avec Découverte 330, vous prenez votre billet 30 jours à l'avance pour bénéficier d'une réduction d'au moins 50%. Autrement dit, vous allez

directement du centre de Paris au centre de Toulon pour 190F\*. Vous ne pouvez pas que les distances paraissent beaucoup plus courtes tout à coup ?

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

## Philippe Séguin assure aux militants du RPR que Jacques Chirac demeure la « référence »

Le député des Vosges doit tenir compte de l'attachement gaulliste au chef de l'Etat

En réponse à ceux qui s'inquiétaient de voir la droite commencer à s'organiser sans référence au président de la République, Philippe Séguin a sou-

haité exclure formellement, devant le conseil national du RPR, samedi 27 septembre, que le président du mouvement puisse « se dresser ou, a fortiori, se

présenter contre le président de la République sortant ». Le député des Vosges affirme que le RPR doit se consacrer avant tout à l'échéance des législatives.

LA PRÉSIDENCE du RPR est donc désormais occupée « par un militant parmi les militants ». Philippe Séguin a tenu à le préciser, samedi 27 septembre, devant les délégués du conseil national du RPR, en expliquant que, par là même, cette présidence avait « changé de nature ». « L'homme qui est désormais à la tête du RPR n'a ni la légitimité du créateur du mouvement, ni une vocation quelconque à briguer, en votre nom, quelque poste que ce soit », a-t-il affirmé.

En excluant qu'il puisse se présenter, un jour, es-qualités, contre le président de la République sortant (Le Monde daté 28-29 septembre), M. Séguin considère qu'il n'a vraiment rien dit de neuf. A peine a-t-il été contraint de répondre à ce qu'il appelait lui-même, du temps où il était président de l'Assemblée nationale, « un silence assourdissant ». Une semaine auparavant, lors d'un colloque de l'Association pour la réforme, réuni autour d'Edouard Balladur, les observateurs présents n'avaient pas pu, en effet, ne pas remarquer l'absence de toute référence au président de la République dans les propos tenus par quelques-uns des principaux responsables de l'opposition. Mieux, même, M. Séguin avait considéré qu'il ne pouvait répondre aux critiques, à peine voilées, formulées par le président de l'UDF, François Léotard, envers le chef de l'Etat, sous peine de faire apparaître les divisions de l'opposition.

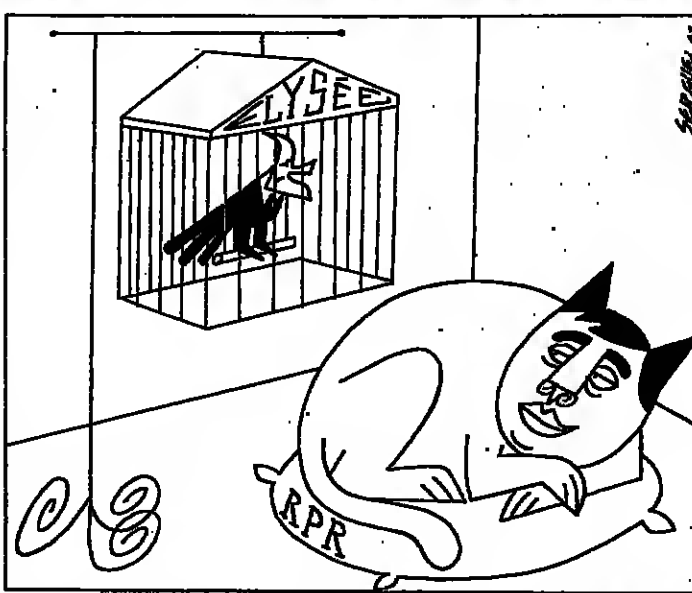
Dès le lendemain, le premier

rappel à l'ordre était venu du Club 89, présidé par Jacques Toubon, conseiller de Jacques Chirac : « Les dirigeants de l'opposition auraient tort d'enterrer le président de la République ». Charles Pasqua, conseiller du président - du RPR -, était pareillement de fort méchante humeur. Le premier, Nicolas Sarkozy, présent au colloque, rectifiait très vite le tir, en affirmant que le président de la République demeure « une référence ».

### INTERVENIR SUR L'ESSENTIEL

C'est désormais le terme consacré. « Jacques Chirac, même s'il n'est plus notre chef, demeure notre référence », a affirmé, samedi, M. Séguin, se réservant pour lui-même le qualificatif de « patron ». « Dans les circonstances présentes, servir le président de la République, c'est le protéger, non l'exposer et le faire intervenir malgré lui dans la vie quotidienne de l'opposition républicaine », a expliqué, de son côté, Jean-Louis Debré. « Notre rôle est de faire en sorte qu'il intervienne pour l'essentiel, et non pas dans l'organisation des partis », a précisé le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, dimanche, au « Grand Jury-RTL-Le Monde ».

La relation entre le chef de l'Etat, le RPR et son nouveau président est-elle clarifiée pour autant ? Alors que M. Séguin se défend, soutenu en cela par M. Debré, de cooquière, face au gouvernement, une opposition « banasse au mollassonne », M. Chirac a lui-même pris ses dis-



tances, ces derniers jours, y compris de l'étranger, avec plusieurs initiatives gouvernementales : le plan emploi pour les jeunes proposé par Martine Aubry recréerait quelque chose de « faillacieux », le ralentissement des privatisations « France serait une erreur ». En ces occasions, le président de la République paraît même coller au terrain choisi par l'UDF et les libéraux du RPR - à commencer par MM. Balladur et Sarkozy -, à savoir le retour aux valeurs libérales.

Alors que les principaux responsables de l'UDF, Alain Madelin et François Léotard notamment, s'affirment libres de tout engagement

à l'égard de M. Chirac, l'affaire est autrement plus complexe pour les dirigeants du mouvement néogaulliste, ce serait-ce qu'en raison de l'attachement des militants à la personne du président de la République. Sans rien gommer de sa volonté de rénover le RPR et de le doter d'un projet susceptible de rassembler durablement pas moins de 30 % des Français, M. Séguin engage donc son mouvement vers « l'échéance majeure qu'il a vocation à préparer, celle des élections législatives », qui doit précéder, en tout état de cause, celle de l'élection présidentielle.

Jean-Louis Saux

## Trois motions sont en compétition pour le congrès du PS

Les militants voteront entre le 6 et le 15 novembre

PIERRE MAUROY ne dissimulait pas son bonheur, samedi 27 septembre, à l'issue du conseil national du Parti socialiste. « Le gouvernement et le parti sont au diapason du ciel », déclarait l'ancien premier ministre en observant la luminosité du temps. En vue du congrès de Brest, du 21 au 23 novembre, trois motions d'orientation seront adressées, au plus tard le 8 octobre, aux militants du PS, qui voteront entre le 6 et le 15 novembre : celle de François Hollande, premier secrétaire délégué, signée par Lionel Jospin, rassemble jospinistes, rocardiens, mauroyistes, aubryistes, fabiusiens, emmanuelistes, mermasians, une partie des poparénistes, Jean-Marie Bockel et Edith Cresson, Partages, Agir en socialistes et Changer ; celle d'une fraction des poparénistes ; celle « pour une autre cohérence » de la Gauche socialiste.

Avec le concours de Daniel Vailant, homme de confiance de M. Jospin et ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Hollande rassemble largement. Laureot Fabius, élogieux pour M. Hollande, qui sera « un très bon premier secrétaire », a souligné que ni l'apinon ni les militants « ne comprendraient la division » ; mais le président de l'Assemblée nationale a surtout insisté sur « les échéances qui nécessitent le rassemblement » - du combat contre le Front national à l'épreuve de vérité sur l'Europe -, en laissant entendre combien son appui serait indispensable. M. Fabius est le grand bénéficiaire de la synthèse, non en sièges au conseil national - la question a été officiellement laissée de côté - mais en emprunts à sa contribution, de l'éducation continue à la semaine de quatre jours, en passant par l'économie partenariale.

Dans cette motion de synthèse, qui devait encore être mise en forme par Alain Bergougnoux afin d'intégrer des aménagements, M. Hollande affirme que « notre volonté de construire une société juste doit s'éprouver dans la durée ». Le texte, se référant au « réalisme de gauche » de M. Jospin, définit le rôle du PS par deux verbes : « soutenir et proposer ». « Soutenir, précise-t-il, parce que nous sommes liés au gouvernement d'une manière indissociable et solidaire. Proposer, parce que nous avons un contrat avec le peuple et que nous voulons être conformes à

ce qui fonde notre identité politique ».

Voulant à la fois rénover le PS et « faire baisser le Front national », M. Hollande s'appuie sur un modèle très social-démocrate et des « contours d'une convergence démocratique » avec les syndicats et les associations. Cinq grands thèmes de réflexion - l'Europe et la nation, l'Etat et l'entreprise, le combat pour la solidarité, l'éducation et la culture dans la société de l'information, territoire - feront l'objet de conventions nationales. Un ajout de Jean Glavany jugeant le « mythe de l'appropriation collective des moyens de production » totalement « archaïque et dépassé » et invitant à un examen de conscience sur les nationalisations de 1981 n'a pas été retenu, de même qu'une défense de la cogestion. La motion prône, cependant, le « portage du pouvoir dans l'entreprise ».

### « INTERIORISATION DE L'ÉCHEC »

Défendant l'action de son gouvernement, M. Jospin n'a pas résisté à égratigner la Gauche socialiste en s'en prenant à « une interiorisation de l'échec », « comme si l'échec était programmé, comme si la gauche ne pouvait qu'échouer ou se renier ». Jean-Luc Mélenchon, interrompu par le premier ministre pendant son intervention quand il a évoqué l'immigration et l'ouverture du capital de France Télécom, a confirmé que sa motion marquerait un désaccord de fond avec la politique du gouvernement tout en en gommant des termes comme « recule » ou « reniement ».

La Gauche socialiste a obtenu des ralliements inattendus, avec celui de Philippe Dauriol, ancien président de l'UNEF-ID et emmanueliste, et, plus encore, venant d'Agir en socialistes, à la droite du PS, de Bernadette Merchez. En revanche, Julien Dray n'a pas réussi à convaincre la fraction des poparénistes qui, contrairement à Michel Debout et Jean-Louis Cottigny, a refusé, derrière Marie-Thérèse Moutin et les députés Alain Vidalies et Raymond Douyère, de rallier la motion de synthèse. Au risque de ne pas atteindre le seuil de 5 % permettant d'être représenté au conseil national, les « mutinistes » ont déposé leur propre motion, créant la seule petite surprise de cette réunion du conseil national.

Michel Noblecourt

## Le RPR est décidé à se doter d'un « projet politique »

LA RÉNOVATION est en marche. Après la tournée des comités fédéraux du RPR, qu'il avait entreprise au début du mois, Philippe Séguin a respecté à la lettre la motion de synthèse des assises du mouvement néogaulliste, en réunissant, samedi 27 septembre, le « parlement » du parti. Le processus doit continuer désormais dans chacune des cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions législatives, sur la base d'un questionnaire qui doit être envoyé, dans les prochains jours, aux militants néogaullistes.

Cet exercice d'introspection a reçu une caution sans équivoque de la part de Jean-Louis Debré. « Les Français n'attendent pas de nous un programme "marketing" pour le temps d'une campagne, mais un projet politique pour la durée d'une législature », a affirmé le nouveau président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. « Il y a trois mois, le mouvement gaulliste subissait un traumatisme profond : plus qu'une simple dé-

faite électorale, ce sont les fondations mêmes de l'édifice constitué par la V<sup>e</sup> République qui ont vacillé », a expliqué l'ancien ministre de l'Intérieur.

### MISE EN GARDE DE CHARLES PASQUA

Principal représentant de la sensibilité chiraquienne parmi les hiérarches du RPR, M. Debré a précisé que l'échec de la droite aux élections législatives la « contraint à s'interroger sur [sa] méthode de gouvernement » et qu'il « serait illusoire et dangereux de se borner à guetter les défaillances de la gauche plurielle et d'en escamoter un retour automatique de la confiance ». A ceux qui reprochent à M. Séguin de ne pas critiquer assez fermement l'action du gouvernement, M. Debré a répliqué : « A quoi servirait-il de s'égarer si c'est pour ne pas être entendu ni compris ? »

Appelant de ses vœux la formation d'« un grand mouvement républicain, moderne, nation-

nal et humaniste », Charles Pasqua a, de la même façon, mis en garde ceux de ses compagnons qui voudraient se « contenter de reproduire la stratégie ancienne ». « Nos victoires de 1993 et de 1995 nous ont amenés à nous endormir sur nos lauriers », estime le sénateur des Hauts-de-Seine.

Sans qu'il apparaisse nécessaire de procéder à un vote, le conseil national a donné son aval à cette remise en ordre du parti. Il a aussi élu un proche de M. Séguin, Etienne Pinte, député des Yvelines et maire de Versailles, trésorier du mouvement. Dans un premier rapport, celui-ci a indiqué que l'exercice 1996 avait enregistré un solde positif de 45 millions de francs, mais que le RPR avait dépensé 60 millions de francs pour les dernières élections législatives... dont 10 millions au titre des sondages.

J.-L. S.



**N'EST-CE PAS FORMIDABLE  
QUE CE SOIT LE COLIS  
QUI ATTENDE VOTRE CLIENT  
PLUTOT QUE LE CONTRAIRE ?**

Le service Express Plus UPS vous garantit une livraison avant 8 h 30 le lendemain matin...  
Avant même que la journée commence.

<http://www.ups.com>

Pour plus d'information sur les services, les destinations et les détails sur la garantie de remboursement d'UPS, appelez le 0 800 877 877 (appel gratuit) ou composez le 8615 UPSFRANCE (2,23 F/mn).

C'est comme si c'était fait.

d'au  
pl

ca  
jet  
2 s  
gé  
gr  
bic  
me  
Ca  
I  
pul  
de  
sion  
tell  
les  
tier  
carr  
à e  
frat  
tion  
coll  
«re  
fico  
ché  
tiq  
imm  
pres  
G  
per

Le Guide  
du Pouvoir



## Sept élections cantonales partielles

**NORD**  
Canton de Lille-Sud (premier tour).  
L. 19 539; V. 3 621; A. 81,46 %; E. 3 498.  
Caroline Charles, PS, c. m. de Lille, 1 492 (42,65 %); Robert Moreau, FN, c. r., 743 (21,24 %); Jean-Pierre Pruvot, RPR, 412 (11,77 %); Didier Polidor, PC, 270 (7,71 %); Michel Tadifine, div., 172 (4,91 %); Nadia Lucchinacci, PRS, 172 (4,91 %); Rachid Iffri, écol., 141 (4,03 %); Daniel Fillebeen, écol., 96 (2,74 %). **BALLOTAGE.**

[Arrivé notamment en tête en dépit des divisions de la gauche, Caroline Charles (PS) devait succéder à Bernard Roman (PS), deuxième adjoint au maire de Lille, conseiller général de ce canton depuis 1988, élu député en juin et démissionnaire pour cause de cumul des mandats. M<sup>me</sup> Charles affrontera le conseiller régional Front national, Robert Moreau, qui progresse de près de 7 points. La droite enregistre un recul de près de 8 points. Le candidat du PCF maintient son score.]

20 mars 1994: L. 19 805; V. 3 534; A. 51,86 %; E. 3 177; Bernard Roman, PS, 4 240 (46,20 %); Alain Blawen, RPR, 1 794 (19,54 %); Robert Moreau, FN, c. r., 1 365 (14,87 %); Didier Polidor, PC, 666 (7,25 %); René Penet, Verts, 410 (4,46 %); Madeleine Horn, div., 409 (4,45 %); Alain Debout, G2, 293 (3,39 %).

**NORD**  
Canton de Louvain (premier tour).  
L. 26 919; V. 8 420; A. 68,72 %; E. 8 086.  
Thérèse Brunet, PS, 3 959 (46,96 %); Denis Vinckler, UDF-FD, 2 090 (25,84 %); Marcel Delmaet, FN, 1 235 (15,52 %); Muriel Clerbout, PC, 782 (9,67 %). **BALLOTAGE.**

[Elu député en juin, le maire PS de Louvain, Yves Durand, a dû abandonner son siège de conseiller général en raison de la loi sur le cumul des mandats. Arrivée très nettement en tête dans ce canton marqué à gauche, la candidate socialiste, Thérèse Brunet, devrait bénéficier du report des voix qui se sont portées sur la candidate communiste, en progression de près de deux points. M<sup>me</sup> Brunet affrontera le candidat unique de la droite, Denis Vinckler (UDF-FD). Le FN progresse d'un peu plus de 2 points.]

20 mars 1994: L. 26 332; V. 8 673; A. 34,18 %; E. 15 954; Yves Durand, PS, m., 7 546 (47,28 %); Jacques Pezant, div. d., 3 185 (19,96 %); Christophe Mancel, FN, 2 147 (13,45 %); Pierre Kébreve, UDF-CDS diss., 1 521 (9,41 %); Marcel Verpoest, PC, 1 253 (7,86 %).

**PAS-DE-CALAIS**  
Canton d'Aubigny-en-Artois (second tour).  
L. 8 515; V. 6 461; A. 24,12 %; E. 6 228.  
Jean-Michel Desailly, PS, m. d'Aubigny-en-Artois, 3 250 (52,18 %). **ÉLU.**

Pierre Guillemant, div. d., m. de Magnicourt-en-Comté, 2 978 (47,81 %).

[Jean-Michel Desailly (PS) reprend à la droite ce canton devenu vacant à la suite de la démission forcé de Georges Caron (UDF-DA), condamné à cinq ans de privation de droits civiques pour détournement de biens sociaux. Ce résultat ne modifie pas l'équilibre politique du conseil général déjà dominé par la gauche.]

21 septembre 1997: L. 8 515; V. 6 461; A. 30,29 %; E. 5 791; Jean-Michel Desailly, 2 886 (46,86 %); Pierre Guillemant, 2 306 (40,23 %); Jean-Jacques Guillemant, PC, 314 (5,47 %); Jean-Pierre d'Hollander, FN, 286 (4,69 %); Jean-Paul Dufosse, div. g., 139 (2,42 %).

27 mars 1994: L. 8 444; V. 7 089; A. 16,04 %; E. 6 772; Georges Caron, UDF-PR, 3 461 (51,30 %); Jean-Michel Desailly, PS, 3 311 (48,69 %).

**HAUTE-VIENNE**  
Canton de Limoges-Grand-Trenil (second tour).  
L. 4 904; V. 1 237; A. 74,77 %; E. 1 004.  
Stéphane Destruant, PS, 1 004 (100 %). **ÉLU.**

[Stéphane Destruant (PS) était seul en piste après le retrait du candidat communiste, Jean-Pierre Normand, arrivé en seconde position au premier tour. M. Destruant succède à Claude Lafanica (PS), vainqueur du RPR Alain Marnaud aux élections législatives, touché par la limitation du cumul des mandats.]

21 septembre 1997: L. 4 409; V. 1 835; A. 56,21 %; E. 1 878; Stéphane Destruant, 907 (46,29 %); Jean-Pierre Normand, PC, 312 (16,61 %); Bernard Descotes, RPR, 290 (15,44 %); Franck Peyrot, div., 147 (7,82 %); Bernard Dangin, FN, 129 (6,86 %); Marie-Claude Labeau, UDF, 93 (4,95 %).

27 mars 1994: L. 5 039; V. 3 221; A. 36,07 %; E. 2 942; Claude Lafanica, PS, 1 899 (64,54 %); Camille Gendier, RPR, 1 043 (35,45 %).

**SEINE-SAINT-DENIS**  
Canton du Blanc-Mesnil (second tour).  
L. 23 577; V. 7 332; A. 68,90 %; E. 9 946.  
Hervé Brany, PC, adj. m. du Blanc-Mesnil, 4 158 (59,86 %). **ÉLU.**

Yves Baudouin, FN, c. r., c. m. du Blanc-Mesnil, 2 788 (40,13 %).  
[Opposé à Yves Baudouin (FN), le candidat du Parti communiste, Hervé Brany, a emporté le siège laissé vacant par le maire, Daniel Fourès (PCF), devenu député après la nomination au gouvernement de Marie-George Buffet, dont il était le suppléant.]

21 septembre 1997: L. 23 577; V. 6 469; A. 72,56 %; E. 6 369; Hervé Brany, 1 881 (28,24 %); Yves Baudouin, 1 647 (25,86 %); Alain Ramon, PS, adj. m. du Blanc-Mesnil, 1 214 (19,04 %); Marc Boulangier, RPR, c. m. du Blanc-Mesnil, 1 191 (18,70 %); Jean-Yves Soubou, Verts, adj. m. du Blanc-Mesnil, 360 (5,65 %); Salvador Panchito, PRS, 126 (1,97 %).

27 mars 1994: L. 24 013; V. 12 792; A. 46,72 %; E. 12 336; Daniel Fourès, PC, m., 6 101 (49,45 %); Alain Chazaud, UDF, 3 784 (30,67 %); Yves Baudouin, FN, c. m., 2 451 (19,86 %).

**SEINE-SAINT-DENIS**  
Canton d'Épinay-sur-Seine (second tour).  
L. 22 131; V. 6 201; A. 71,98 %; E. 5 896.  
Serge Méry, PS, c. r., adj. m. d'Épinay-sur-Seine, 3 713 (62,97 %). **ÉLU.**

François-Xavier Skidos, FN, c. m. d'Épinay-sur-Seine, 2 183 (37,02 %).  
[Arrivé largement en tête du premier tour devant le candidat du Front national, le premier secrétaire de la Fédération socialiste de Seine-Saint-Denis, Serge Méry (PS), succède au maire d'Épinay, Bruno Le Roux (PS), qui avait démissionné de son mandat après avoir été élu député. M. Méry reprend le siège qu'il avait déjà occupé entre 1988 et 1992.]

21 septembre 1997: L. 22 131; V. 5 441; A. 75,41 %; E. 5 349; Serge Méry, 1 817 (33,96 %); François-Xavier Skidos, 1 266 (23,66 %); Hervé Chevener, UDF-RPR, c. m., 925 (17,29 %); Liliane Joudon, PCF, 644 (12,04 %); Christophe Terra, AREV, adj. m., 328 (6,13 %); Pierre Taveres, ss. écol., 191 (3,60 %); Jean-Claude Flaudin, ss. écol., c. m., 176 (3,25 %).

29 mars 1992: L. 25 329; V. 12 999; A. 46,69 %; E. 12 336; Bruno Le Roux, PS, 4 732 (38,39 %); Anne Roudaut, RPR, 4 191 (34,00 %); Philippe Sellon, FN, 3 403 (27,60 %).

**MARTINIQUE**  
Canton de Rivière-Pilote (premier tour).  
L. 8 721; V. 2 686; A. 69,20 %; E. 2 582.  
Lucien Veilleur, MDM, 2 259 (87,49 %). **ÉLU.**

Georges Pastel, div. g., 295 (11,42 %); Guy Guiller, div., 28 (1,08 %).  
[Le candidat du Mouvement indépendantiste martiniquais, Lucien Veilleur, est élu dès le premier tour d'un scrutin organisé à la suite de la démission du président de son mouvement, Alfred Marie-Jeanne. Maire de Rivière-Pilote, M. Marie-Jeanne avait abandonné son mandat après son élection comme député de Martinique, en juin.]

22 mars 1992: L. 8 482; V. 6 047; A. 28,70 %; E. 5 827; Alfred Marie-Jeanne, MDM, 9 345 (92,07 %); Georges Pastel, div. g., 315 (5,40 %); Alain André Corraze-Brebe, RPR, 147 (2,52 %).

### Biographies & photos

## Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

11e édition (3 volumes) 990 frs TTC  
Éditions Jean-François Douma  
Tél. 01 42 46 58 10

### DÉPÊCHE

**BUDGET:** l'ancien ministre du budget, Michel Charasse (PS), estime que le projet de budget pour 1998 « va dans le bon sens », mais ajoute qu'« à part les cantines scolaires et le logement social rien n'améliore réellement le sort des plus pauvres ». Dans un entretien au *Figaro* du 29 septembre, le sénateur du Puy-de-Dôme juge « choquant » la décision du gouvernement de rétablir les « déductions accordées sans raison à une certaine de professions ».

# M. Jospin recherche un « équilibre » entre la loi et la négociation sur le passage aux 35 heures

Certains socialistes et M. Viannet (CGT) préféreraient une attitude plus ferme face au patronat

Lionel Jospin, qui intervient lundi 29 septembre sur TF 1, a indiqué, samedi devant le conseil national du PS, qu'il ne se prononcerait à propos

des 35 heures sur l'articulation entre la loi-cadre et la négociation que lors de la conférence nationale du 10 octobre. Dans *Le Parisien* du 29 sep-

tembre, Louis Viannet réclame une loi-cadre et une date-butoir au risque de provoquer des réactions « particulièrement vives ».

**DOMINIQUE STRAUSS-KAHN**, qui s'exprimait dimanche 28 septembre au club de la presse d'Europe 1, a reconnu qu'il « y a une discussion au sein du gouvernement » sur les modalités du passage aux 35 heures (*Le Monde* daté 28-29 septembre). Mais le ministre de l'économie et des finances a refusé de se prononcer sur la nécessité ou non d'une loi-cadre. Un peu plus tard, sur France 3, Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, a renvoyé dos à dos « mesure couperet » ou « enlèvement ».

Devant le conseil national du Parti socialiste, réuni samedi 27 septembre, Lionel Jospin n'a pas parlé de la loi-cadre, prévue dans le programme du PS et reprise avec mention d'une date-butoir sans autre précision — dans la motion de synthèse de François Hollande, premier secrétaire délégué, en vue du congrès de novembre. « Il faut trouver un équilibre », a assuré le premier ministre, entre l'impulsion des pouvoirs publics — indispensable — et la libre négociation des partenaires sociaux.

**Nous allons le trouver.** M. Jospin a donné des coups de patte à Jacques Chirac et au patronat. Au premier, il a fait observer à propos des emplois-jeunes qu'« ils sont nombreux comme les jeunes et les familles à ne pas trouver ces emplois foliacieux ». Il a jugé le second « extrêmement négatif », « ce qui ne veut pas dire, a-t-il ajouté, que les chefs d'entreprise le soient tous, y compris sur la question du temps de travail ».

**ENTRE DEUX RISQUES.** Résumant les 35 heures tout de suite et payées 39 — « ce serait un coût non supportable pour les entreprises et donc une décision anti-économique » —, comme un passage aux 35 heures avec baisse des salaires — « ce serait une mesure antisociale, une fuite politique et un contresens économique » —, le premier ministre a défini la difficulté de l'exercice: « C'est donc entre ces deux bornes, au cas des risques, que nous devons proposer un chemin, une perspective et des espaces de négociation aux partenaires sociaux ».

Mais ce n'est qu'à la conférence du 10 octobre que M. Jospin réservera aux partenaires sociaux, « comme ils le souhaitent », « la prime » de son arbitrage. Cette prudence n'a pas rassuré les socialistes. « Tout a des limites, y compris le réalisme, fût-il de gauche », a lancé Henri Emmanuelli en refusant de faire des 35 heures « une contre-partie de la flexibilité », « frontière au-delà de laquelle se poseraient des questions très sérieuses aussi bien dans notre parti que pour l'ensemble de la gauche ».

Inquiet de voir que l'on ne sortirait de « cette ambiguïté » que le 10 octobre, M. Emmanuelli s'est interrogé: « Et si ce matin-là, la motion qui porte aujourd'hui toutes mes espérances jaillissait d'un seul coup ? Cela poserait un sérieux problème ».

M. Hollande a averti le patronat que si la négociation « était refusée par principe », les pouvoirs publics devraient « l'ignorer ». Mais il ne s'est pas avancé sur la date d'un passage aux 35 heures: « Laissons cette conférence se tenir et on verra la bonne date-butoir. » Le PS va

lancer une campagne d'« explications » sur les 35 heures mais plusieurs responsables, à commencer par la Gauche socialiste favorable aux 35 heures tout de suite, ont plaidé pour un autre rapport de forces, « pour aider à la mobilisation des salariés », selon la formule de Michel Debout.

### LOI-CADRE ET DATE-BUTOIR

Dans *Le Parisien* du 29 septembre, Louis Viannet fait monter la pression. « Il faut la loi-cadre, affirme le secrétaire général de la CGT, comme point de départ des négociations. Il faut ensuite une date-butoir, avec un bilan à mi-étape, pour que les négociations ne traînent pas pendant des mois et des mois ».

Qualifiant le comportement du patronat d'« absolument injustifiable », M. Viannet prévient que si la conférence du 10 octobre ne débouche que sur « des déclarations de bonnes intentions pour le futur (...) la déception et la désillusion seraient fortes ».

Michel Noblecourt



**DE MIAMI, TOUTE L'AMÉRIQUE LATINE A VOL D'OISEAU.** Aucune compagnie ne propose autant de destinations en Amérique Latine. Alors, la prochaine fois que vos affaires vous y emmènent, permettez-nous d'être votre guide. Vous rejoindrez Miami à bord d'un vol direct tout confort grâce à notre "International Flagship Service" dont les qualités sont reconnues dans le monde entier. A Miami, nous vous faciliterons votre correspondance en vous assurant un transit simplifié. Et c'est à bord d'un vol direct que vous arriverez à destination dans les meilleures conditions. Laissez-nous vous guider aux Amériques. Nous connaissons tellement bien ce continent que nous en partageons même le nom. Pour toutes informations ou réservations, contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Île de France) ou 0 800 23 00 35 (Provinces). 3615 American Airlines (1,29 €/min).

**American Airlines**

Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional. International Flagship Service, American Airlines et American Eagle sont des marques déposées d'American Airlines, Inc. © 1997 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

BLE  
S  
ENT  
IRE?



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 30 SEPTEMBRE 1997

**ÉDUCATION** Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a présenté, lundi 29 septembre, ses « priorités et actions politiques » pour les zones d'édu-

cation prioritaire (ZEP). M<sup>me</sup> Royal a précisé au Monde qu'elle s'en remettait à Lionel Jospin : « On planifiera les moyens nécessaires et je les obtiendrai. C'est une priorité du premier mi-

nistre et j'en fais mon engagement politique. » ● **DANS UN RAPPORT INÉDIT** consacré aux « déterminants de la réussite scolaire dans les ZEP », deux inspecteurs généraux de l'édu-

cation nationale tentent un bilan de cette politique de discrimination positive mise en œuvre il y a quinze ans. Globalement, c'est dans les ZEP qui accordent une priorité aux missions

de l'école et à l'apprentissage que l'on enregistre le plus de succès. ● **À ARGENTEUIL** (Val-d'Oise), les enseignants confient leur crainte du misérabilisme.

## Le gouvernement cherche à relancer la politique en faveur des ZEP

Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a présenté ses objectifs en faveur des zones d'éducation prioritaire, qui se révèlent être davantage des intentions que des mesures concrètes. Pour les moyens, elle déclare s'en remettre au premier ministre

À PEINE quatre mois après son arrivée rue de Grenelle, Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a présenté à la presse, lundi 29 septembre, ses « priorités et actions politiques » pour les zones d'éducation prioritaire (ZEP). Sans modifier le principe de « discrimination positive » qui fonde les ZEP - donner plus à ceux qui ont moins -, M<sup>me</sup> Royal a défini cinq axes qui lui semblent essentiels.

Le premier concerne la « reconnaissance » du travail effectué par les enseignants. Ceux qui exercent en ZEP bénéficient actuellement d'une indemnité de 6 200 francs par an et d'une bonification de « barème » qui accélère l'obtention d'un établissement lors d'une demande de mutation. La ministre souhaite que l'on repère les enseignants « qui arrivent à sortir les élèves du trou noir », afin de leur proposer une accélération de carrière, un congé sabbatique, voire une autre forme de compensation,

« toutes les pistes étant ouvertes ». Sur quels critères définit-on ces enseignants estimés plus valeureux ? M<sup>me</sup> Royal reconnaît que l'évaluation des enseignants ne le permet pas dans sa forme actuelle et qu'elle requiert « un travail de fond ».

L'amélioration des carrières toucherait également les chefs d'établissement et les directeurs d'école, ces derniers devant davantage être déchargés de leur classe. Cette « reconnaissance du métier » est à revoir, elle aussi. Le pilotage du système, dont l'évaluation fait défaut, devrait être plus resserré : ainsi « il conviendrait de définir des ZEP à taille humaine », tandis que le contour des zones serait « révisable régulièrement ». Un échelon national de gestion de la politique des ZEP sera créé à l'administration centrale lors de sa réorganisation. Le ministre est supposé « engager une discussion ferme et volontariste » avec les zones les moins performantes. Des « tableaux de bord » seront mis

au point pour permettre aux recteurs de suivre avec précision l'évolution des ZEP.

Le deuxième axe concerne les relations avec les familles. « Il faut, déclare Ségolène Royal, refonder ces relations, par exemple en utilisant les médiateurs, en essayant de combler le

fossé culturel. » Il est prévu de lancer une campagne sur la représentation des parents au sein de l'école.

En matière de santé, domaine partagé entre l'école et la famille, M<sup>me</sup> Royal souhaite qu'une meilleure coopération s'engage avec les PMI (centres de protection matri-

nelle et infantile), les municipalités, les caisses d'assurance-maladie, pour que la prévention « ne se fasse pas seulement à l'école ».

Au chapitre des « priorités pédagogiques », la ministre a inscrit la scolarisation à deux ans. Il ne s'agit pas « de mettre tous les [enfants de] deux ans du jour au lendemain huit heures par jour à l'école », mais de réfléchir à « une transition douce entre la crèche et l'école ». Les inspecteurs devront tout de même préparer « un plan de rattrapage » pour la scolarisation des tout petits. Pour la pédagogie proprement dite, M<sup>me</sup> Royal demande que l'on favorise « les contrats de réussite centrés sur les apprentissages », en particulier ceux qui touchent « l'acquisition des langages » et la lecture.

Le troisième volet s'intitule « le décrochage scolaire » et « lutte contre le ghetto ». Il invite à une vigilance particulière contre les stratégies d'évitement des parents qui aboutissent à la ségrégation des populations sco-

laires dans les établissements. M<sup>me</sup> Royal préconise le renforcement des liens pédagogiques entre écoles et collèges. Des assises nationales des ZEP pourraient être organisées au printemps prochain.

Enfin, M<sup>me</sup> Royal souhaite que les ZEP évoluent vers des « réseaux d'éducation prioritaire », qui intégreraient des établissements jusque-là injustement exclus du dispositif : les personnels de santé ou les médiateurs pourraient « travailler par bassins d'écoles », M<sup>me</sup> Royal ajoute que l'on « ne peut pas dire aux ZEP qui réussissent que l'on va leur retirer leurs moyens. Il faut avoir le droit de réussir ». Pour le financement de cette politique, Ségolène Royal s'en remet à Lionel Jospin. « On planifiera les moyens nécessaires et je les obtiendrai. C'est une priorité du premier ministre et j'en fais mon engagement politique », nous a déclaré M<sup>me</sup> Royal.

Béatrice Gurrey

### 9,8 % des collégiens

● 1982-1984, 380 ZEP ont été créées durant cette période, regroupant 8,5 % des élèves des écoles et 10,5 % des collégiens.

● 1990, 544 ZEP ont été instituées lors de la redéfinition de la carte en 1990 par Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation. Depuis cette période, malgré des promesses répétées, cette carte n'a été modifiée qu'à la marge.

● 1997, 531 ZEP sont dénombrées aujourd'hui, auxquelles il faut ajouter 178 établissements classés « sensibles ». 805 établissements du

second degré et 9,8 % des collégiens sont concernés. Dans le premier degré, 5 300 écoles ressortissent du dispositif, consommant 500 millions de francs en postes, 530 millions de primes et 45 millions de bonification indiciaire. On ignore les sommes consacrées aux ZEP pour le second degré.

● 1998, 18 millions de francs de crédits, dans le budget 1998, sont explicitement consacrés aux ZEP, mais Ségolène Royal a indiqué qu'elle pourrait plus largement redéployer les crédits pédagogiques en favorisant au besoin les ZEP

### La ZEP d'Argenteuil en butte au misérabilisme

UN GESTE DISCRET de l'index, et le collégien qui dévalait en trombe l'escalier retire sa casquette. « Tu sais que cet escalier est réservé à la mantie ? » Doublement pris en faute, Hichem bredouille et continue sa descente sur la pointe des pieds. Après cet incident menu, le chef d'établissement lève les yeux vers le plafond qui s'écaille. Le collège Claude-Monet d'Argenteuil (Val-d'Oise) est un bâtiment métallique, construit à la va-vite dans les années 70. Conçu pour durer dix ans, il est toujours là, après vingt-cinq ans d'expansion scolaire continue. A peu près refait dedans, lépreux dehors.

Dans la salle des profs, l'humeur est assez joyeuse. Un enseignant d'histoire-géographie montre à qui veut un rapport qu'il a rédigé après qu'un élève eût « soudainement tuteur, injurié en arabe, avant de [le] traiter de "pédé", tu vas voir à la sortie [sic] ». D'abord demandée sur un ton « obséquieux », une casquette confisquée par l'enseignant est à l'origine du conflit. Chacun jette un coup d'œil distrait aux photocopies du collégien, en expliquant que les faits sont « inadmissibles ». Mais on ajoute aussitôt : « Il ne faut rien exagérer. Ce n'est quand même pas le lot global. Il n'y a qu'une petite minorité qui nous empêche de travailler ».

Classé en ZEP (zone d'éducation prioritaire) dès la mise en œuvre de cette politique au début des années 80, le collège a « failli perdre le label en 1991 », lors de la relance des ZEP par Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation. « Dans le cadre de la politique de la ville, on avait rasé quelques murs dans le quartier et cela suffisait », explique un ancien. « On s'est battus avec le rectorat et on a gardé le classement ZEP », ajoute un autre. Aujourd'hui, la dalle d'Argenteuil, à cent mètres du collège, est promise à la démolition. « C'est l'habitat qui commence à dire qu'on est dans la ZEP », estime un prof. « La société a déjà parqué les gens dans certains endroits, c'est ça qui crée la ZEP », renchérit un autre.

#### « MÈRE TERESA EN ZEP, C'EST LA CATÉ »

Philippe Campet, un professeur de lettres de trente ans, ne se sent guère découragé. Possible figure du hussard noir moderne, il dit tranquillement avoir « choisi la ZEP parce que c'est le seul endroit qui donne un peu de sens à [son] travail ». Le parcours ? Deux ans au Val-Fourré à Mantes-la-Jolie après les capes, deux ans en Afrique, et, depuis cinq ans, la ZEP d'Argenteuil. « J'ai postulé au mouvement particulier des établissements classés sensibles. Cela fait partie des petites avancées, une petite brèche dans le mammoth », dit-il. Spontanément, il invite dans sa classe. Ce sont des cinquièmes, à l'image de l'établissement, qui compte trente-trois nationalités. Au programme de l'heure, un poème difficile de Supervielle, *alter ego*. « S'il n'y a pas de rimes, alors c'est de la prose, comme M. Jourdain ? », interroge Francis. Sur la table, une pile de livres : *La Force de maître Pathelin*, que les élèves devront acquiescer pour 17,20 francs. « Je sais bien que j'écarne



le principe de gratuité, dit Philippe, mais ce serait regrettable qu'ils n'aient jamais un livre à eux. » Lors d'une pause, parlant des élèves, un professeur d'anglais confie : « Les jours où l'on n'est pas en forme, ils le sentent et ils nous bouffent. » « Pas plus ici qu'ailleurs », rétorque un de ses collègues, qui dit « avoir gardé un souvenir épouvantable de la morgue des élèves dans un collège de centre-ville ». Philippe hésite : « C'est formidable l'idée de la réparation, donner plus, mais cela veut dire qu'on est "moins". C'est cette idée-là avec laquelle je ne suis pas d'accord. » Patrice Lamorlette, jeune professeur de maths, avoue sans détours « être là pour les avantages matériels ». Mais quand on lui demande combien il gagne en plus, à être en ZEP, il ne sait que répondre. Il ajoute : « Je voulais avoir une expérience forte pour commencer. Je me suis dit que ce serait un apprentissage puissance dix. J'ai été servi. » Des regrets, une envie de partir ? Du tout.

A la maternelle Paul-Eluard, trois cents mètres plus loin, Claude Gerson, directeur d'une école de quatre classes, a choisi de réfléchir aux relations avec les parents. Le travail de la semaine avec les enfants est affiché et expliqué dans le couloir, comme un menu de cantine. « Il ne peut pas y avoir d'enfants et de parents citoyens à l'école s'ils ne savent pas ce que l'on attend d'eux. Le temps est révolu où l'on pensait qu'il suffisait de faire un couscous avec les parents pour résoudre tous les problèmes. » Quant à Stella Buchery, enseignante dans l'école primaire voisine, elle fulmine contre le misérabilisme : « Mère Teresa en ZEP, c'est la caté », résume-t-elle à sa façon abrupte. « L'enfer, c'est le niveau, il faut que l'on rejoigne le groupe de tête », assène-t-elle. Et de regretter le manque d'évaluation, le gâchis d'argent, l'absence de contrôle réel. « Est-ce que l'on est sûr, à chaque fois, que les crédits versés servent aux enfants et pas à acheter un ordinateur pour le bureau d'un directeur ? », demande-t-elle.

B. G.

### La nécessité d'un recentrage sur les missions de l'école

ENFANTS CHÉRIES de la gauche, les ZEP (zones d'éducation prioritaire) ont symboliquement marqué l'action d'Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale de l'alternance, en 1981. Décidées dans leur principe dès cette date, elles sont mises en œuvre l'année suivante. « Pour la première fois dans l'éducation nationale, et même dans le service public, une stratégie inégalitaire était employée dans un objectif d'équité », rappelle Catherine Moisan et Jacky Simon, dans un rapport inédit de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (Igaen) sur « les déterminants de la réussite scolaire dans les ZEP » qu'ils viennent de remettre à Ségolène Royal.

Le principe de cette politique a été caricaturé d'une formule mille fois répétée : donner plus à ceux qui ont moins. Son objectif ? La correction des inégalités sociales par l'attribution de moyens supplémentaires aux établissements des quartiers difficiles, où sévit plus qu'ailleurs l'échec scolaire. Autrement dit, une forme de « discrimination positive ». Mais le mirage « pédagogique-budgétaire », selon l'expression de Patrick Bouveau et Jean-Yves Rochex dans les ZEP entre école et société (Hachette éducation, CNRP, 1997), « qui consiste à penser que plus de moyens est une condition suffisante pour résoudre les problèmes d'échec scolaire » s'est assez rapidement évaporé. Ce devait être « le laboratoire du changement social en éducation ». Ce n'est, souvent, qu'un concentré de difficultés où point la lassitude. Depuis quatre ans, le silence ministériel et la baisse des crédits ont ajouté au découragement.

#### PERSISTANCE DES AMBIGÜITÉS

En quinze ans, la politique des ZEP a fait l'objet de trois relances successives sans que soient levés ses ambiguïtés. Dès 1984, les directions indiquées par Jean-Pierre Chevènement - l'évaluation et le bilan, le recentrage pédagogique, le rapprochement entre l'école et le quartier - sont pertinentes. Mais elles ne trouvent pas d'échos

satisfaisants. Lionel Jospin y ajoutera en 1990 la nécessité de structures de pilotage, d'une démarche de projet, la programmation et la gestion des moyens, la coordination avec la politique de la ville. De bonnes intentions aujourd'hui quasiment évaporées.

Dans le même temps, la dégradation des conditions socioéconomiques, en particulier l'aggravation du chômage et la montée de la violence, s'est répercutée durement dans les ZEP. L'idée, communément admise, est que, sans ces dernières, la scolarité de quelques milliers d'enfants aurait été un naufrage auquel ils ont échappé.

Quinze ans d'existence et un peu moins de recherches ont permis de cerner les travers et les défauts de perspective des ZEP : contrairement à la démarche proposée par M. Jospin, c'est une logique d'actions et non de projet général qui y prévaut presque toujours. Ainsi, les promoteurs de « telle ou telle action argumentent a posteriori pour [la] justifier et bien sauvent pour en obtenir le financement et/ou la reconnaissance institutionnelle », comme le font observer les auteurs de *La Scolarisation de la France* (éditions La Dispute, sous la direction de Jean-Pierre Terrail, septembre 1997, 250 pages, 125 francs). La plupart du temps, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue, de projets culturels, d'aide aux devoirs, d'actions de socialisation « des élèves, ou visant à l'amélioration des rapports avec les familles (mais très peu de projets de nature scientifique).

Conçues à travers le prisme unique du « handicap socioculturel » et de « l'équation simpliste selon laquelle les enfants de pauvres ne sauraient être que de pauvres enfants », ces actions dédouanent en quelque sorte l'école de sa responsabilité dans la production de l'échec scolaire. Pis, elles broient le travail d'« identification des difficultés propres » à chaque élève. Elles se perdent dans le « faire » (un journal, un spectacle, une exposition), sans qu'il soit possible de savoir ce que les élèves en ont réellement ap-

pris. Est-il bien utile de programmer la « récupération de vieux cartons », l'élaboration d'une charte de vie au collège en passant par l'organisation d'un cross de la ZEP ? se demandent Catherine Moisan et Jacky Simon. Il y a un grand danger, également souligné par le rapport, à considérer la « socialisation » et les apprentissages comme deux domaines indépendants, l'un devant précéder les autres. Apprendre n'est-ce pas se socialiser ? Cette question en appelle une autre. Le métier d'enseignant est-il si différent dans les ZEP ?

#### EXPLICATION DIFFICILE

Aujourd'hui, personne ne sait exactement ce que contiennent les ZEP. Mais l'institution a au moins commencé à tenter de comprendre les raisons de leurs échecs et de leurs succès. Les inspecteurs de l'Igaen ont trouvé une corrélation entre la taille des ZEP et les résultats scolaires obtenus : plus la ZEP est grande, plus les résultats sont faibles.

A travers trente-six monographies, l'inspection a affiné son portrait. Ainsi, la ZEP de Colmar-Môre fondée sa solidité sur une longue tradition pédagogique inspirée de Freinet. Celles de Nantes-Dervallières ou de Lyon-États-Unis ont fait porter l'effort sur la scolarisation des enfants de deux ans. Mais aucun critère n'explique à lui seul l'échec ou le succès. « Les ZEP qui ont évolué », souligne le rapport, vont toutes dans le sens d'un recentrage sur les missions de l'école, d'une priorité réaffirmée pour les apprentissages. » Une de ses phrases claires comme un slogan : « Pas d'enseignement au rabais pour acheter la paix. »

Parfois, pourtant, certaines ZEP produisent « des résultats étonnants », réussissant à maintenir l'équilibre entre la nécessaire stabilité de l'équipe pédagogique et son renouvellement. Mais elles n'en restent pas moins enfermées dans une logique territoriale de concurrence qui a déjà trié les « bons » et les « mauvais » élèves.

B. G.

## LE PROCÈS DE MAURICE PAPON

Un récit-portrait de l'accusé. Un entretien avec Pierre Nora sur la mémoire. Des repères sur l'administration de Vichy, la persécution anti-juive et l'épuration.

Un cahier spécial de 8 pages à lire demain dans **Le Monde**



# L'épiscopat s'attaque aux racines chrétiennes de l'antisémitisme

Dans sa « déclaration de repentance » qui sera lue au camp de Drancy (Seine-Saint-Denis), l'Eglise de France déplore son silence sur la persécution des juifs sous le régime de Vichy

Mgr Olivier de Berranger, évêque de Saint-Denis, ira, mardi 30 septembre, à l'occasion du 57<sup>e</sup> anniversaire du premier statut des juifs adopté par Vichy (3 octobre 1940), au mémorial du camp d'internement de Drancy

(Seine-Saint-Denis), une « déclaration de repentance » sur l'attitude de l'Eglise sous le régime de Vichy. Ce texte qui demande pardon à la communauté juive ne se contente pas de déplorer les silences et les compro-

missions qui ont contribué, sous l'Occupation, à la persécution des juifs. Il dénonce les racines chrétiennes de l'antisémitisme. Le rapprochement entre l'Eglise et la communauté juive s'était amorcé à la fin de

la guerre. Il faudra cependant attendre vingt ans pour que la concilia Vatican II (1962-1965) renonce à la notion de « peuple déicide » et condamne solennellement toute forme d'antisémitisme.

HISTORIENS et experts consultés au sujet de la « déclaration de repentance » qui sera lue au nom des évêques de France, mardi 30 septembre par Mgr Olivier de Berranger, au mémorial du camp d'internement de Drancy (Seine-Saint-Denis) s'affirment unanimement frappés par la netteté et la franchise du propos. Ils en font un acte majeur dans l'histoire de l'Eglise de France et une étape toute nouvelle dans le rapprochement avec la communauté juive amorcée dès l'après-guerre.

Ce document n'est pas seulement l'aveu des « erreurs » et des « compromissions » qui, dans le catholicisme, ont participé à la persécution collective et contribué à la persécution. Il n'ignore pas les actes de courage qui se sont manifestés à partir des rafles de 1942. Mais sa force vient de la dénonciation des racines chrétiennes de l'antisémitisme. A côté de l'« antisémitisme d'Etat » reproché à Vichy, l'antisémitisme pluriséculaire de l'Eglise fut à l'origine de la passivité, voire de la complicité constatée lors de la mise en œuvre des premières mesures discriminatoires du régime

de Vichy. Dès les premiers siècles de l'histoire de l'Eglise, cet « enseignement du mépris » avait donné du peuple d'Israël une image tronquée et dégradante.

C'est lui que l'historien français Jules Isaac avait dénoncé, en 1960, dans le bureau de Jean XXIII, ancien nonce à Paris. Au moment de lever l'audience, Jules Isaac avait demandé à Jean XXIII s'il pouvait en espérer une suite. « Vous avez droit à plus que de l'espoir », avait répondu le pape qui, dès le début du concile Vatican II (1962-1965) et en dépit de puissantes résistances, avait engagé les changements qui suivront dans la catéchèse et la prédication de l'Eglise sur le judaïsme. A l'« enseignement du mépris », avait alors succédé l'« enseignement de l'estime ».

## DÉCLARATION DE SEELISBERG

C'est en 1948, que Jules Isaac avait, avec Edmond Fleg, créé l'Amitté judéo-chrétienne de France (AJCF), dont la charte était constituée par les « dix points » de la déclaration de Seelisberg (Suisse) où, pour la première fois, en 1947, une conférence internationale avait réuni des personnalités catholiques et protestantes pour examiner la responsabilité de l'enseignement chrétien dans l'extermination de six millions de juifs. La déclaration de Seelisberg proposait une refonte complète de l'enseignement, de la liturgie, de la théologie chrétienne, mais il fallut attendre près de vingt ans pour que le concile Vatican II renonce à la notion de « peuple déicide », condamne solennellement toute forme d'antisémitisme et reconnaisse le lien spirituel unique entre le peuple de l'Ancien et celui du Nouveau testament. Le concile est cependant resté muet sur la Shoah et sur la création de l'Etat d'Israël que Paul VI, en visite en Terre sainte (1964), ne mentionnera pas une seule fois.

C'est à Paris aussi, dans la grande salle du consistoire central, en 1971, que s'était ouvert, sous la présidence du grand rabbin Joseph Kaplan, la première rencontre du Comité international de liaison entre les juifs et les catholiques. Toutes les grandes organisations juives à travers le monde, les experts du Vatican et de l'Eglise de France étaient réunis. Le silence et l'émotion étaient grands. « Depuis vingt siècles, on n'avait jamais vu des juifs et des représentants de l'Eglise assis à la même table », avait raconté l'un des témoins, le Père Bernard

Dupuy. Ce comité de liaison juifs-catholiques avait traversé toutes les crises, fourni une contribution décisive à l'amendement des textes catholiques et ouvert à Prague, en 1990, la voie à ce que le cardinal Caselli, représentant le pape, appellera la repentance et la conversion (teshuvah).

Un autre événement-clé est, encore à Paris en 1973, la publication d'une déclaration de l'épiscopat sur l'Etat d'Israël, à l'initiative de Mgr Eichinger, la plus avancée à l'époque de toute l'Eglise. Au nom des persécutions subies, elle reconnaissait aux juifs « le droit et les moyens à une existence politique propre parmi les nations ». Le grand rabbin Kaplan avait alors déclaré qu'il s'agissait du « plus beau jour de [sa] vie ». Mais les chrétiens de gauche avaient crié au « lâchage » des Palestiniens et les pays arabes avaient violemment protesté contre l'Eglise de France. Il faudra attendre vingt ans pour que le Vatican reconnaisse officiellement à son tour l'Etat d'Israël.

Parmi les autres francs-tireurs du rapprochement judéo-chrétien, il y eut les cardinaux Decourtray et Lus-

tiger. Mgr Decourtray, nommé archevêque de Lyon en 1981, avait réservé sa première visite à la colonie des enfants d'Izieu tragiquement déportés. C'est lui aussi qui, après l'arrestation en 1989 de Paul Touvier, avait créé une commission d'historiens, présidée par René Rémond, qui avait fait le constat accablant pour l'Eglise des complicités entre des institutions religieuses (couvents, presbytères, écoles) et la milice. La « déclaration de repentance » qui sera lue à Drancy engage aussi l'institution catholique dans son ensemble et, à ce titre, provoquera des remous comme au moment de l'affaire Touvier.

## RESPONSABILITÉ

Avec Théo Klein, alors président du CRIF, et René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, avec Bernard Dupuy et Jean Dujardin, leurs experts pour les questions juives, les cardinaux Decourtray et Lustiger ont joué un rôle décisif dans le dénouement de la polémique créée par l'aménagement d'un carmel polonais dans le camp d'Auschwitz. A l'issue de négociations à Genève, en

1986-1987, ils ont fini par convaincre l'épiscopat polonais et le Vatican longtemps réservé (le pape mettra neuf ans avant d'intervenir) de la seule solution possible : le démantèlement des reliques polonaises et la construction d'un musée du souvenir.

La « déclaration de repentance » de Drancy parachève cette évolution par une reconnaissance de la responsabilité, théologique et politique, de l'Eglise dans la tragédie. Celle-ci va au bout de son autocritique, convaincue de la fragilité de ce rapprochement que deux polémiques récentes viennent encore d'illustrer : la traduction d'une Bible dite des communautés chrétiennes par deux prêtres français, inspirée par une lecture antijuive de l'Ancien Testament, et le scandaleux soutien apporté par l'abbé Pierre au livre révisionniste de Roger Garaudy. Ces deux initiatives avaient été désavouées à temps par les évêques de France. Ceux-ci aujourd'hui réclament une vigilance de tous les instants.

Henri Tincq

## Le grand rabbin Siruk loue « l'héroïsme » de l'Eglise

Au cours de la cérémonie annuelle à la mémoire des déportés, dimanche 28 septembre, à la synagogue de la rue de la Victoire à Paris, le grand rabbin de France, Joseph Siruk, a déclaré à propos de la demande de pardon de l'épiscopat français : « Reconnaître son erreur est plus que du courage, c'est de l'héroïsme. Voilà pourquoi demain le pardon de l'Eglise de France nous ira droit au cœur. Il est le propre des croyants sincères. Il est empreint d'humilité. Il sera acte de fraternité. » Le grand rabbin de France a évoqué « tous ceux qui, bourreaux ou complices, ont laissé assassiner leurs frères humains dont le seul crime était d'être juif ». « Tous ? Non, ils étaient nombreux, humbles ou grands de ce monde, qui se sont battus pour rester des hommes à côté de leurs frères », a-t-il dit, en annonçant que le Consistoire central allait rendre hommage, le 2 novembre à Thonon-les-Bains, à tous les « justes » qui ont contribué à sauver des juifs durant l'Occupation.

## Un chasseur a tué l'un des trois ours réintroduits dans les Pyrénées

### TOULOUSE

de notre correspondant  
Un chasseur a tué, samedi 27 septembre, Melba, l'un des trois ours slovènes réintroduits dans les Pyrénées l'an dernier. Jean-Philippe Gausserand affirme avoir été surpris, alors qu'il chassait seul, par l'apparition de cette ours d'une centaine de kilos accompagnée de deux oursins. Il estime qu'elle était à un mètre de lui lorsqu'il a fait feu avec une arme de gros calibre (7,64 mm). L'enquête menée par le commandant du groupement de gendarmerie de Haute-Garonne semble confirmer ses propos.

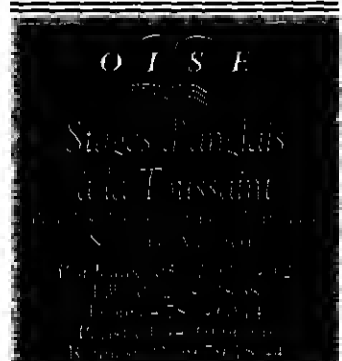
Les forces de l'ordre ont tenté de retrouver la trace des oursins nés pendant l'hiver. Le cadavre de la femelle a été retrouvé sur place dans la nuit de samedi à dimanche

dans l'espoir d'attirer les petits à peine sevrés, qui n'ont guère de chances de survie à l'approche de l'hiver. Des mangeoires vont être installées dans la montagne, dans l'attente d'un ordre de capture.

Melba avait perdu, il y a quelques semaines, le collier émetteur qui permettait de prévenir les bergers et les chasseurs de ses allées et venues. « Sans cela, elle serait encore probablement en vie », remarque André Rigoni, le maître de Melles, qui fut à l'origine de cette expérience de réintroduction d'ours. Pierre-Yves Quemette, le biologiste chargé des opérations de suivi, rappelle cependant que « tout le monde » savait où étaient Melba et ses oursins. Il avait organisé des réunions d'information avec les présidents des sociétés de chasse.

L'originalité de cette expérience reposait sur l'absence de toute contraintes réglementaires interdisant la chasse ou l'activité humaine dans des zones à ours. Aujourd'hui, la nécessaire coopération entre les écologistes et les chasseurs risque cependant de voler en éclats. L'association Artus, qui était chargée de capturer les ours en Slovénie, souligne la responsabilité collective des chasseurs. « Ils ne tiennent pas leurs engagements, ils doivent être sanctionnés », note son président, Michel Clouet.

Stéphane Thépot



PON  
Le Monde

## Quand Paris rejette ses déchets sur la banlieue

Faut-il construire de nouveaux incinérateurs en Ile-de-France pour traiter des millions de tonnes d'ordures, quand, en 2002, les décharges auront disparu ? Dans le Val-de-Marne, élus et associations s'y refusent. Dominique Voynet s'interroge sur l'opportunité d'un important projet à Vitry-sur-Seine

DES DÉCLARATIONS critiques de Dominique Voynet (Verts), ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ; un recours en annulation déposé par les élus Verts des Hauts-de-Seine devant le tribunal administratif de Paris ; deux autres en préparation dans le Val-de-Marne et dans l'Essonne. Si, à l'échelon national, l'élimination des déchets est, de plus en plus, un enjeu casse-tête (*Le Monde* du 17 septembre), à l'échelle de l'Ile-de-France, les plans départementaux de gestion des déchets ménagers provoquent depuis des mois de vifs débats.

De nouvelles et importantes implantations sont en effet prévues pour éliminer les montagnes de déchets que la région capitale produit chaque année : 5,137 millions de tonnes d'ordures ménagères et 5 millions de tonnes de déchets industriels banals (déchets provenant des artisans, commerçants et PME). Sur ce total, 41 % partent en décharge, 53 % sont incinérés, 3 % sont recyclés et 3 % affectés au compostage. Le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne (Syctom) table sur

un taux d'incinération de 85 % à l'an 2000, d'où la nécessité de capacités supplémentaires.

Le Val-de-Marne est particulièrement touché : le conseil général prévoit la construction de deux gros nouveaux incinérateurs - le premier, d'une capacité de 415 000 tonnes, à Vitry, l'autre, de 205 000 tonnes, à Créteil. Ces derniers s'ajouteraient à trois usines existantes, Ivry, Rungis et Créteil, qui totalisent un tonnage de 840 000 tonnes.

### « LA POUBELLE DE PARIS »

Le 4 juin, l'assemblée locale d'Alfortville, sous la houlette de son maire, René Rouquet (PS), a voté à l'unanimité contre le projet de Vitry. Après une lettre adressée à ses administrés, les appelant à se mobiliser et à remplir les registres de l'enquête publique, le maire a annoncé l'organisation d'un référendum le 12 octobre. Le maire de Vitry, Paul Mercieca (PC), vient lui aussi d'appeler ses administrés à se prononcer contre l'incinérateur. Son collègue de Maisons-Alfort, l'UDF Michel Herbillon, farouche opposant à l'incinérateur, avait écrit à Corinne Lepage, ministre de l'en-

vironnement d'Alain Juppé, pour lui demander d'examiner le dossier d'un projet « qui, s'il se réalisait, porterait gravement atteinte à la qualité du cadre de vie des Val-de-Marnais ».

En refusant que leur département devienne « la poubelle de Paris », les élus ont pris le relais de la fronde lancée voici quatre ans par le collectif Recyclons 94, regroupant les Verts, le Mouvement écologiste indépendant, Que choisir ? et des associations locales contre le plan départemental d'élimination des déchets : « Le Val-de-Marne va détenir le record de France en termes de capacité d'incinération. Au total, le plan départemental des déchets prévoit que le département 94 brûlera 1,5 million de tonnes d'ordures ménagères, dont moins de la moitié provient du département. Le reste, soit 770 000 tonnes par an, arrive des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et surtout de Paris », constate Frédéric Quoniam-Barré, responsable du collectif Recyclons 94.

Dans les autres départements franciliens, les plans départementaux ont planifié la construction d'incinérateurs capables de brûler au total plus de 3 000 kilotonnes de

déchets (3 000 partent déjà en fumée dans les usines existantes). La liste des projets est longue : deux usines en Seine-et-Marne (Melun et Monthon) et un nouveau four à Moothereau et Saint-Thibault ; trois installations dans les Yvelines (Cardères-Poissey, Guerville et Thiverval) ; une usine en Essonne à Vert-le-Grand et deux nouveaux fours à Massy et Villejust ; deux incinérateurs dans le Val-d'Oise (Sarcelles et Cergy), plus une extension à Argenteuil ; une usine dans les Hauts-de-Seine (Gennevilliers) ; une usine en Seine-Saint-Denis (Tremblay) ; est prévue enfin la reconstruction de l'usine d'Issy-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

A travers les protestations, c'est toute la gestion des déchets à Paris qui se trouve à nouveau posée. Au conseil de Paris, tandis que l'opposition PS-PC ne s'exprime guère sur la question, les Verts tentent en vain d'obtenir une remise à plat : « Le département de Paris ne respecte pas la loi qui oblige tous les départements à élaborer un plan de gestion » des déchets, souligne Martine Billard. Ce constat est partagé par la Fédération France nature environnement : « Paris est le seul dé-

partement de France à ne pas avoir de plan d'élimination des déchets, car il les expédie en banlieue », assène Liliane Elsen, responsable du réseau déchets. La Ville, qui n'a pas souhaité nous répondre, a en effet délégué cette responsabilité au Syctom, considérant « qu'il était la pour ça », selon les termes de son président, Philippe Dominati (UDF-DL), conseiller de Paris.

Ce syndicat, qui regroupe quatre-vingt-sept communes sur cinq départements, doit éliminer 2,4 millions de tonnes de déchets. Confronté à l'échéance prévue par la loi du 13 juillet 1992, qui fixe à 2002 la fermeture des décharges pour les ordures ménagères, le Syctom cherche à satisfaire la demande de vingt communes, qui ne peuvent faire brûler leurs déchets, faute de place, dans les fours existants. « Aujourd'hui, 461 000 tonnes partent en décharge, soit 20 % du tonnage total [du territoire couvert par le Syctom], c'est pour cela que nous construisons l'incinérateur de Vitry », assure M. Dominati.

### UNE FUITE EN AVANT

L'explication ne satisfait pas ses détracteurs, qui soutiennent que l'absence de politique de recyclage et de tri sélectif dans la capitale est en cause. « Si Paris recyclait 20 % de ses déchets, comme cela est affiché dans ses documents, cela représenterait 600 000 tonnes d'économies et on n'aurait pas besoin de construire Vitry et Créteil », affirme Martine Billard. La déléguée régionale de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) va dans le même sens : « La Ville n'équipe de poubelles pour le tri sélectif que les immeubles qui le demandent. Cela peut faire sourire quand on sait que toutes les autres communes le font sans poser la question. Promouvoir la collecte sélective

nécessite une volonté municipale forte. Avec 3 % de recyclage, Paris est à la traîne », constate Dominique Collet.

Les écologistes mettent également en cause les calculs du Syctom, qui incluent dans les déchets ménagers les déchets industriels banals (DIB), c'est-à-dire ceux des artisans et commerçants de la capitale. Normalement, les producteurs de ces déchets sont responsables de leur élimination. De nombreuses communes assurent ce service, contre le versement d'une redevance spéciale.

A Paris, la mairie se refuse jusqu'à présent à faire payer les PME. « Le maire n'a pas envie de se les mettre à dos, ce sont des électeurs capifs », affirme l'Ademe. Or l'organisme public a constaté que, lorsqu'une commune instaure une redevance spéciale, le tonnage de DIB a tendance à diminuer, les entreprises exigeant de leurs fournisseurs qu'ils reprennent leurs emballages.

Les industriels, de leur côté, réclament sur l'utilisation des emballages et la possibilité d'en diminuer le volume. Autant d'arguments qui plaident en faveur d'une réflexion globale et volontariste des autorités municipales. La crainte de voir s'ériger des fours surdimensionnés alerte les associations, qui redoutent une fuite en avant pour requalifier les installations. Conscient du danger, le ministre de M. Voynet réfléchit à une réorientation des plans départementaux : les préfets pourraient être amenés à revoir leur copie dans les prochains mois. Celles des départements de l'Ile-de-France sont déjà sur le bureau de M. Voynet, saisie par ses amis Verts des Hauts-de-Seine.

Sylvia Zappi

## Mme Voynet veut développer les procédés écologiques

LA GROGNE des élus et associations du Val-de-Marne tombe à pic pour Dominique Voynet : la levée de bouillottes qui accompagne le projet de construction d'une grosse usine d'incinération à Vitry va lui permettre d'illustrer sa méthode d'approche de la gestion des ordures ménagères. Depuis sa nomination, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a en effet été très claire sur ses objectifs : si elle maintient le cap inscrit dans la loi du 2 juillet 1992 (fermeture le 2 juillet 2002 des décharges publiques classiques), la ministre entend bien revenir sur les choix des élus locaux dans les plans départementaux d'élimination des déchets (PDED).

Ces plans, prévus au départ pour réorganiser la filière de gestion des déchets, de leur production à leur élimination en passant par leur valorisation, ont largement mis l'accent sur l'incinération : selon une étude du réseau Amorce, une association de collectivités locales spécialisée dans les déchets, les communes ont prévu un taux de déchets à incinérer de 65 % à 70 % du volume total à traiter.

M. Voynet veut également, ainsi qu'elle l'a annoncé à La Baule lors des Assises des déchets ménagers, le 17 septembre, « engager la révision [des plans départementaux] et la reprise de la concertation locale » afin de renforcer le recyclage. Quant à l'usine de Vitry, la ministre a assuré au maire d'Alfortville qu'elle « suivrait personnellement avec la plus grande attention l'évolution de ce projet, dont l'opportunité ne [lui] semble pas acquise ».

S. Z.

### DÉPÊCHES

■ **BÉARN** : François Bayrou (UDF-FD), député, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, et André Labarrère (PS), député et maire de Pau, ont présenté, vendredi 26 septembre, à Pau, les grandes lignes de leur projet de création du « pays de Béarn » (*Le Monde* du 15 avril). Les deux personnalités ont exhorté les élus de droite et de gauche et les représentants des milieux économiques, culturels, sportifs et associatifs à préparer ensemble « ce pari sur l'avenir ». (Corresp.)

■ **LA HAGUE** : de nouvelles analyses, effectuées par l'université de Brême (Allemagne), indiquent d'importants rejets de plutonium et de strontium, dangereux isotopes radioactifs, à l'extrémité de la canalisation de rejet en mer de l'usine de retraitement de La Hague, a affirmé, dimanche 28 septembre, l'organisation écologiste Greenpeace. La Cogema a repris, samedi 27 septembre, ses opérations de déchargement (*Le Monde* du 27 septembre).

■ **ROISSY** : une liaison TGV Cherbourg-Lille, via l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, a été inaugurée, lundi 29 septembre, à titre expérimental jusqu'au 26 juin 1998. Cette liaison, en aller-retour quotidien (sauf week-end et jours fériés), permettra de rallier Lille depuis la Normandie en un peu moins de cinq heures. Elle assurera également la connexion de la Normandie avec le réseau TGV national nord et sud-est, ainsi qu'avec Londres par l'Eurostar et Bruxelles par Thalys.

**LA PUISSANCE AU MEILLEUR PRIX.**

**HP VECTRA VL TD**  
PROCESSEUR PENTIUM® AVEC  
TECHNOLOGIE MMX™ 200 MHz  
7350 FHT\*

2 ports USB  
Mémoire Vidéo 64 bits 2 Mo  
Dual boot Windows 3.11/95  
Garanti 3 ans (dont 1 an sur site)

Intel Inside  
pentium®

Processus Intel Pentium® avec technologie MMX™ 200 MHz  
Ram EDO 16 Mo  
Disque Dur Master IDE 1,6 Go  
Mémoire Cache 256 Ko

N° Indigo 0 802 800 800

... COMME PROMIS.

\* Montre non compris. Prix TTC : 8964,10 Francs. Pour plus d'informations appelez vite le n° Indigo (1 F TTC/min). Offre valable dans la limite des stocks disponibles.



AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Après quelques mois d'immersion dans mon univers, me voilà arrivé dans votre Monde, à Saint-Germain-en-Laye, le 24 septembre 1997.

Louis-Adrien.

Anna et Patrice LAVISSE,  
306 - Willington Road,  
Eastbourne - BN20 9TT,  
Grande-Bretagne.

M. Jean-François BARSACQ

M<sup>me</sup>, née Elisabeth MAYEUR,  
Alexandre, Mathieu et Marion  
ont la joie d'annoncer la naissance, le  
19 septembre 1997.

d'Antoine.

Mariages

Marie-Laurence et Clara-Louise  
ont le plaisir d'annoncer le mariage de  
leurs parents.

Alexis BONHOMME

Jeanne-Marie BOVIN,

le 27 septembre 1997.

23, rue de Rocroy,  
75010 Paris.

Cécile TÉROUANNE

Stanislas FOURQUIER  
ont le plaisir d'annoncer leur mariage,  
qui a eu lieu le 27 septembre 1997, dans  
l'intimité familiale.

4, rue du Jura,  
75013 Paris.

Anniversaires

- Cher

Jean CAILLOUX,

À l'aube de votre trentième anniversaire  
parmi vos mille amis de Publicis, vous  
avez choisi de vous consacrer au  
« Monde ».

Nous qui avons eu la chance de vous  
rencontrer sur ce parcours fait  
d'échanges, de confiance et de fidélité,  
nous qui avons été vos compagnons et vos  
complices, nous vous remercions de ces  
années précieuses.

Bonne route, Jean, nous ferons en sorte  
qu'elle soit jalonnée de nos retrouvailles.

Décès

M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Ansel,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Charles Saccot,  
leurs enfants et petits-enfants,  
La famille Girard,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Suzanne BAUDOUIN,

née ANCEL,  
ancien professeur de lycée à Paris,  
survenu le 26 août 1997, dans sa cent-  
vingtième année.

La défunte avait fait don de son corps à  
la Faculté de médecine.

32, rue Cassette,  
75006 Paris.  
10, boulevard de Belgique,  
98000 Monaco.

Hervé BLÉAS

est décédé accidentellement, à cinquante-  
neuf ans, lors d'un saut de plongée à  
Dahab - golfe d'Aqaba (Égypte),  
le 18 septembre 1997.

La cérémonie religieuse et  
l'inhumation auront lieu à La Bernière-  
en-Retz, le 30 septembre, à 10 h 30.

3, place de la République,  
44200 Nantes.

THÈSES

Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

- Catherine Butaud,  
son épouse,  
Antoine Butaud,  
son fils.

Jeanne Butaud, sa mère,  
Jean Philippe et Marie Sylvie Butaud,  
Laurence et Martin Robain,  
Gilles Butaud  
et leurs enfants,  
Antoinette Coldefy,  
sa belle-mère,  
ont la douleur de faire part du décès de

Michel Antoine BUTAUD,

survenu le 22 septembre 1997, dans sa  
cinquante-septième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de  
Montmarne, le vendredi 26 septembre,  
dans la plus stricte intimité.

- M. et M<sup>me</sup> Michel de Dehn,  
M<sup>me</sup> Elisabeth de Dehn,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe de Dehn.

Charles, Alice, Sébastien, Gabriel et  
Aude, Lucie, Lise, Julie, Arthur, Laure,  
Clotilde.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Louise de DEHN,

survenue le dimanche 21 septembre 1997, à  
l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

En respect de ses dernières volontés,  
M<sup>me</sup> de Dehn sera inhumée.  
La cérémonie aura lieu au cimetière du  
Père-Lachaise, à Paris-20<sup>e</sup>, ce lundi  
29 septembre.

6, rue Camille-Corot,  
91440 Bures-sur-Yvette.  
6, Grand'Rue,  
38610 Clères.

- Claude Garabiol,  
son épouse,  
Nathalie, Nicolas, Laurent, Véronique,  
ses enfants.

Robert et Geneviève Garabiol,  
ses parents,  
Alain et Maguy Garabiol,  
Dominique et Anne-Christine Garabiol,  
Philippe et Lilya Garabiol,  
ses frères et belles-sœurs,  
et leurs enfants,  
Guy et Françoise Lambrey,  
ses beaux-parents,  
et leurs enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Bernard GARABIOI,

le 20 septembre 1997, à l'âge de  
cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse et  
l'inhumation ont eu lieu à Mont-  
de-Marsan, le 23 septembre 1997.

- Martine Rion, née Lanjart,  
son épouse,  
Catherine et Bertrand Labrousse,  
Dominique et Pierre de Pores,  
Claudine Rion,  
Tom et Véronique Rion,  
Robert et Catherine Rion,  
Pascal et Frédérique Rion,  
ses enfants, ses gendres et ses belles-  
filles,  
ses dix-sept petits-enfants et ses trois ar-  
rières petits-enfants,  
ont la tristesse d'annoncer que le

docteur Jean RIOU,

ancien chef de service  
à l'hôpital d'Aix-en-Provence,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

à qui ce monde dans sa quatre-vingt-  
huitième année, le 27 septembre 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu au  
temple du Chambon-sur-Lignon (Haut-  
Loire), ce 29 septembre, à 10 h 30.

« Il y a beaucoup de demeures  
dans la maison du Père. »  
Jésu, XIV-1.

La Boquerie Sainte-Croix,  
Route de Courthouren,  
13770 Venelles.

Le Borne Saint-Croix,  
Route de Courthouren,  
13770 Venelles.

CARNET DU MONDE

Fax: 01-42-17-21-36

- Ecilly, Charbonnières, Paris, Reaf.

Magdeleine,  
son épouse,  
Olivier et Elisabeth,  
Bertrand et Pascale,  
Guillaume et Véronique,  
ses enfants,  
Cécile et David, Samuel,  
Tristan et Maxime,  
ses petits-enfants,  
Les familles Robert,  
Boudier, Dumond,  
Caviard, Rougier, Démaris,  
Alicia,  
Et alliées,  
ont la tristesse de faire part de la  
disparition, dans sa soixante-dixième an-  
née, du

docteur

Jacques-Michel ROBERT,  
professeur émérite des universités,  
doyen honoraire  
de la faculté de médecine Lyon-Sud,  
ancien chef  
du service de génétique  
de l'Hôtel-Dieu de Lyon.

Les obsèques ont eu lieu à Ecilly, le  
24 septembre 1997, dans l'intimité  
familiale.

« Ce jour-là, le soir venu,  
Jésu dit à ses disciples :  
passons sur l'autre rive. »  
Marc IV, 35.

Communications diverses

- L'hébreu moderne/biblique pour  
tous en dix séances ou à distance. Stages  
express individuels du professeur J. Be-  
naïssis : 01-47-97-30-22/06-60-43-45-78.

CARNET DU MONDE

Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone:

01-42-17-39-80  
01-42-17-38-42  
01-42-17-29-96

- Jean Trilles,  
Laurent et Sylvie,  
Isa et David,  
Marie, Pierre,  
son mari,  
Ses enfants,  
Et ses premiers petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Christiane TRILLES,

ancienne directrice  
de l'école Sainth-Clément,  
survenue à Paris, le 16 septembre 1997.

Comme elle l'avait souhaité, ses  
obsèques ont eu lieu dans l'intimité de  
son village natal, au pied du massif des  
Aubères, en terre caennaise.

Nous remercions tous d'elle et de son long  
combat courageux contre un cancer qui a  
fini par la terrasser.

Nous l'aimons éternellement...  
Nous l'aimons toujours encore.

211, avenue Gambetta,  
75002 Paris.

- Philippe Devise  
fait part de la mort de

Roger WYBOT,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
compagnon de la Libération,  
fondateur de la DST.

Les obsèques auront lieu le mercredi  
1<sup>er</sup> octobre 1997, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Louis des Invalides, suivies de  
l'inhumation au cimetière de Livry-  
Gargan (Seine-Saint-Denis).

De la part de  
Jean-Claude Delépine,  
René Bonnard,  
Patrick Collard,  
André Guenon,  
ses amis très proches,  
Agnès Monneray,  
Edgard Tapes Thouriet,  
anciens collaborateurs et amis,  
Robert Leca,  
son cousin germain.

44 bis, boulevard Suchet,  
75016 Paris.

(Le Monde daté 28-29 septembre.)

Messes anniversaires

- En souvenir de

Yves HELLER.

décédé le 26 septembre 1996.

Une messe sera célébrée le vendredi  
3 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-  
Séverin, Paris-5.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée en l'église  
Saint-Roch, rue Saint-Honoré, à la  
mémoire de

Geneviève, Zénobe, Florence

BOUNIN,

le vendredi 3 octobre 1997, à 18 h 30.

- Messe à la mémoire de

Philippe ROSSILLON,

décédé le 6 septembre 1997.

L'Union laïque.  
Et tous les amis de Philippe Rossillon,  
vous convient à une messe célébrée en  
l'église Saint-Louis des Invalides.

Mercredi 1<sup>er</sup> octobre, à 18 heures.

Anniversaires de décès

- Il y a dix ans, disparaissait  
subitement, le 29 septembre 1987, le

docteur Michel TILLET

que tous ceux qui l'ont connu et aimé  
aient une pensée pour lui.

« Les morts sont des invisibles.  
Ils ne sont pas des absents. »  
Saint Augustin.

30, rue Neuve-Bourg, l'Abbé,  
14000 Caen.

DISPARITION

■ JIMMY WITHERSPOON, chan-  
teur américain, est mort, jeudi  
18 septembre, à Los Angeles. Né  
James Gurdon, le 8 août 1923, Jim-  
my Witherspoon débuta sa carrière  
dans le blues auprès du pianiste Jay  
McShann, au milieu des années 40.  
C'est l'énorme succès de son *Ain't  
Nobody's Business*, en 1949, qui le pro-  
pulsait en tête des classements du  
rhythm'n'blues, un genre qu'il adop-  
ta avant que la vague du rock'n'roll,  
au milieu des années 50, ne le dé-  
passe. En 1959, invité au festival de  
jazz de Monterey, il connut de nou-  
veau le succès et devint durant quel-  
ques années une référence dans le  
jazz où étaient appréciés son ex-  
pressivité, le découpage de son  
phrasé et sa puissance vocale. Au  
milieu des années 60, il enregistra  
des chansons plus pop. Homme de  
spectacle reconnu, il enchaîna en-  
suite des tours de chant sans sur-  
prises, constitués de ses succès et  
des thèmes les plus fameux de la  
musique populaire noire américaine.  
Atteint d'un cancer de la gorge, il  
avait dû restreindre ses activités,  
mais continuait de monter sur scène  
dans des clubs ou des festivals.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 22-  
mardi 23 septembre sont publiés :  
● Sang : un décret relatif aux mo-  
dalités de fixation et de versement  
de la dotation exceptionnelle du  
Fonds d'orientation de la transfu-  
sion sanguine, prévue par la loi du  
28 mai 1996 portant diverses me-  
sures d'ordre sanitaire, social et  
statutaire ; un arrêté fixant le  
montant de cette dotation à  
50 millions de francs.

# La recherche a permis de guérir la moitié des cas de cancer déclarés. C'est bien mais que faire de l'autre moitié ?

Chaque jour, en France, on compte  
environ 460 nouveaux cas de cancer.

Soit près de 170 000  
par an. Cette maladie  
est la première cause  
de mortalité entre 35  
et 64 ans.

Le cancer repré-  
sente certainement l'un  
des plus grands défis de la société.

Mais un défi de dimension humaine  
que médecins et scientifiques ont  
déjà en partie relevé. Aujourd'hui, en  
guérissant un cancer sur deux, la moi-  
tié du chemin a été effectuée. Une  
autre moitié reste à parcourir. Pour  
cela, la recherche est plus que jamais  
nécessaire et l'ARC est l'association  
qui consacre aujourd'hui le plus gran-  
de partie de son budget à la recherche  
fondamentale.

C'est d'abord en amont, avant  
que la maladie n'apparaisse que de  
nouvelles études doivent être enga-  
gées. La prévention nécessite que l'on  
s'intéresse davantage à notre environ-  
nement pour identifier d'éventuelles  
substances cancérigènes. A ce titre,  
l'ARC participe à un programme  
d'évaluation des effets des insecti-  
cides, herbicides, fongicides...

Par ailleurs, même si l'on en sait  
déjà beaucoup sur les mécanismes  
biologiques et gé-  
nétiques qui induisent  
la cancérisation d'une  
cellule, le poursuite des  
travaux, notamment sur  
le développement, le  
suppression et le mort

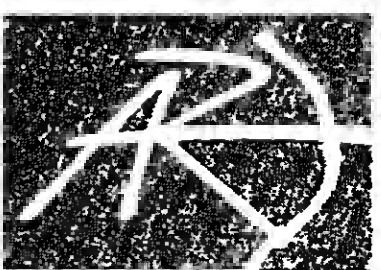
de ces cellules, est indispensable.  
Enfin, de nouveaux traitements  
sont également en cours de déve-  
loppement. La thérapie génique et l'im-  
munothérapie sont deux approches  
d'avenir qui, aujourd'hui, font l'objet de  
nombreux travaux financés par l'ARC.

De quoi ont surtout besoin ces  
programmes de recherche ? De  
compétences bien sûr. D'argent, bien  
évidemment. En effet, si la contri-  
bution de l'Etat est importante, le  
financement d'études spécifiques  
par l'ARC apporte un plus indispen-  
sable. Deux fois par an, le Conseil  
Scientifique soumet après expertise  
au Conseil d'Administration de l'ARC  
les meilleurs projets à financer en  
recherche fondamentale, clinique et  
de prévention. Cette année, l'ARC  
consacrera 160 millions de francs à la  
recherche, soit 70 % des dons et legs.

L'ARC aujourd'hui.

Priorité à la recherche :

- 70 % des ressources consacrées à la recherche.
- 180 millions de francs affectés à la recherche en 1997 contre 140 millions de francs en 1996.
- Transparence et rigueur :
- nouveau conseil d'administration élu en 1996.
- publication de comptes annuels détaillés.
- fonctions de recherche et de gestion clairement dissociées.
- mise en place d'une commission financière garante d'une gestion claire et précise.
- nouveau conseil scientifique assisté de cinq commissions nationales correspondant aux grands domaines de la recherche et de cinq commissions régionales.



Association  
pour la Recherche  
sur le Cancer

Reconnue d'utilité publique

## Nous, on continue. Et vous ?

Pour continuer la lutte contre le cancer, je soutiens la recherche :

Mr ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

☐ Je veux lutter pour la vie et contre le cancer. Pour cela je m'associe aux efforts des chercheurs et je fais un don de ..... F

☐ Je désire obtenir des informations complémentaires sur le cancer.

Veuillez retourner ce bon accompagné de votre chèque de don à l'ordre de l'ARC à :  
ARC BP 300 94803 Villejuif Cedex ou consultez le 3615 ARC (1,29 F/mn). Un reçu fiscal vous sera adressé sous 10 jours.

Capayef

Événement

Mikhaïl Gorbatchev

dédicacera ses

"Mémoires"

(Éditions du Rocher)

mardi 30 septembre

de 12h30 à 14h

au Salon Opéra

des Galeries Lafayette Haussmann

## HORIZONS

PORTRAIT



# Jacques Calvet seul contre tous

**Le président du directoire de PSA quitte ses fonctions le 30 septembre. D'un groupe au bord de la faillite, à son arrivée en 1982, il a fait un constructeur automobile rentable au prix d'une politique sociale discutée ; mais ce grand commis de l'Etat n'a jamais pu assouvir sa passion pour la politique**

**I**l est en train de rater sa sortie », observe mi-désolé, mi-ironique, un haut dirigeant du secteur public qui a travaillé naguère sous ses ordres. Le 30 septembre, Jacques Calvet prend sa retraite.

Après quinze ans de règne, il va quitter le groupe PSA Peugeot-Citroën sans tambour ni trompette. Le PDG a interdit toute manifestation en son honneur. Lui qui maniait si bien naguère la menace de démission ne supporte pas de se voir bientôt réduit à l'inactivité. Comme Lee Iacocca, l'ancien patron de Chrysler, il a même tenté de s'accrocher à son fauteuil. Mais les Peugeot, pour une fois intraitables avec lui, ont refusé de réviser les statuts de PSA afin de lui permettre de proroger son mandat ainsi qu'il le souhaitait. Et, comme pour se venger de quinze ans d'absolutisme, ces ingrats se font tirer l'oreille pour le nommer au conseil de surveillance, selon la tradition de la maison pour ses anciens présidents.

La retraite, Jacques Calvet la redoute plus que tout, car elle va le priver de « la drogue de la décision », confiait-il récemment, et surtout d'une tribune pour défendre ses idées. Il part au moment où triomphe ce qu'il a toujours combattu : la gauche, Maastricht, la monnaie unique, la réduction du temps de travail... et alors que le diesel, fer de lance dont il a doté PSA, a rarement été autant attaqué. Difficile, dans ces conditions, de l'imaginer consacrant ses journées à tailler ses chers rosiers, au côté de Françoise, son épouse adorée, dans leur résidence secondaire de Veulettes-sur-Mer, en Normandie.

M. Calvet laisse à son successeur un groupe à l'image du patron qu'il fut : irréprochable du point de vue financier, mais inachevé sur le plan de la stratégie. Mais le vrai bilan du PDG est peut-être à chercher ailleurs que dans l'entreprise. Son testament est politique, au sens étymologique du terme. Rarement patron aura à ce point marqué son époque. Son ombre a plané sur le patronat français et même sur la vie politique du pays tout au long des années 80 et des deux septennats de son ennemi juré, François Mitterrand.

Lorsqu'il entre chez Peugeot, en mai 1982, à cinquante ans, la gauche est au pouvoir depuis un an. L'ancien directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing qu'il est s'est fait débarquer quelques semaines plus tôt de la présidence de la BNP. Précurseur ou indécrottable conservateur, il n'a cessé de proclamer son opposition aux nationalisations. Chez Peugeot, il prend d'emblée à bras-le-corps les problèmes pour tirer le groupe du gouffre au bord duquel il vacille. « Nous étions virtuellement en déficit de bilan tous les matins », se souvient un ancien. PSA perd en 1981 près de 2 milliards de francs avec un endettement supérieur à 30 milliards. Victime de sa boulimie mal contrôlée - il a racheté en 1974 Citroën et en 1978 Chrysler Europe -, le constructeur français est au seuil de graves restructurations. Un sujet explosif sous le nouveau pouvoir socialiste.

Le PDG se bat pied à pied avec ses ex-collègues banquiers pour obtenir de l'argent frais. Son rival, Jean-Paul Parayre, ne résiste pas longtemps à sa puissance de travail. En 1984, Jacques Calvet est nommé à sa place président du directoire. Commence alors une chevauchée triomphale qui culminera, au milieu des années 80, par une avalanche de distinctions, dont celle très prisée de « Manager de l'année » décernée par *Le Nouvel Economiste* en 1985. D'un groupe au bord de la faillite, M. Calvet fera, au tournant de la décennie, l'un des constructeurs automobiles les plus rentables du monde.

Ce grand serviteur de l'Etat, qui a passé quinze ans dans les coulisses du ministère des finances avant de rejoindre, en 1974, une banque nationalisée, découvre les

charmes du capitalisme privé et la formidable cascade de résonance qu'est l'automobile, secteur autrement médiatisé que la banque. Il devient l'un des patrons les plus en vue de la décennie 80. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce catholique austère, toujours vêtu d'un costume trois pièces, que se situe aux antipodes des « années fric ». En octobre 1988, consécration : il est le premier chef d'entreprise invité à l'émission politique d'Antenne 2 « L'heure de vérité ». Il y pulvérise les scores de popularité des meilleurs témoins politiques, réunissant 71 % d'opinions favorables à l'issue de l'émission.

Fort de ces succès médiatiques, Jacques Calvet commence à repenser ouvertement à sa passion jamais reniée : la politique. Il en a toujours rêvé. Déjà lorsqu'il dirigeait le cabinet de M. Giscard d'Estaing au ministère de l'économie, entre 1970 et 1974, on l'appela le « vice-ministre ». Devenu président de la République, Giscard pensait à lui par deux fois pour un poste ministériel, mais il ne sautera pas le pas. M. Calvet s'est déjà forgé une réputation d'homme incontrôlable. Après 1988, François Mitterrand réélu, Jacques Calvet sort de ses gonds.

**D**u haut de son fauteuil de premier patron privé de France, il joue les contempteurs du régime, ciblant ses attaques de plus en plus précisément sur le président de la République, « l'ignoble vieillard », dit-il de sa voix chuintante et sarcastique. Au grand dam des Peugeot, élevés, en bons protestants, dans le culte de la discrétion et qui ont surtout à cœur de vendre des voitures à tout le monde. En 1992, lors de la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht, M. Calvet rejoint Philippe Séguin dans le camp des « non ». Il est même approché par TF1 pour affronter le président au cours du fameux débat télévisé qui précède le

vote, mais l'Elysée met son veto. Sa conception du rôle de patron dépasse largement les frontières de l'entreprise. En ce sens, l'ancien grand commis de l'Etat l'est toujours un peu resté au fond de lui-même. « Je ne suis pas un ultralibéral », se plaît-il à répéter. Ses idées, martelées à temps et à contre-temps, souvent dans l'outrance, frappent parfois juste. En guerroyant contre les Japonais, il est l'un des premiers à soulever les problèmes à venir de la mondialisation. En stigmatisant « l'Europe des technocrates », il pointe du doigt les carences futures du traité de Maastricht. L'homme a une vision très gaullienne de l'industrie. Cela l'amène souvent à s'ingérer dans les affaires des autres. Valeo garde un souvenir douloureux de l'interventionnisme de M. Calvet, mais c'est un peu grâce à lui que l'équipementier doit d'être toujours français aujourd'hui.

Les réalités de l'entreprise finissent cependant par le rattraper.

En 1989, alors qu'il est au faite de sa gloire - PSA dégage cette année-là son record de profits, à plus de 10 milliards de francs -, c'est la rupture, brutale. A l'automne, démarre à Sochaux et à Mulhouse une grève qui va précipiter le PDG du haut de son Capitole. Le patron s'accroche sur ses positions, refusant de lâcher un pouce de terrain aux grévistes qui réclament des augmentations salariales. « Il lui manque une case sociale », dit un syndicaliste CGT.

**J**ACQUES CALVET estime au contraire qu'il a, par sa résistance, sauvé la France d'un dérapage général des salaires. Il ne pardonnera pas à François Périgot, à l'époque président du CNPF, de l'avoir lâché, ni à un PS, alors dans les affaires de l'après-congrès de Rennes, d'avoir « refait son unité sur [son] dos », après que *Le Canard enchaîné* eut publié sa déclaration de revenus. Le confit qu'il a « uné » des médias au profit de la chute du mur de Berlin en novembre 1989. Mais, pour Jacques Calvet, rien ne sera plus jamais comme avant.

Le PDG-star devient cassant, y compris avec ses pairs de l'automobile. En décembre 1990, les patrons des constructeurs européens démissionnent en bloc de leur lobby commun pour aller fonder, sans lui, une autre association. Ils sont las des vituperations du patron de PSA qui, après avoir tempêté en vain contre l'adoption du catalyseur pour polluer les voitures, prétend maintenant bloquer les accords en cours de négociation entre Bruxelles et Tokyo pour une ouverture progressive du marché européen aux voitures japonaises.

Plus isolé que jamais, Jacques Calvet se cherche des bons émissaires. Il tourne sa vindicte contre son homologue de Renault, Raymond Lévy. Celui-ci est coupable à ses yeux d'avoir obtenu la recapitalisation de la Régie, à hauteur de 12 milliards de francs. Pour Jacques Calvet, Renault est resté le symbole des dysfonctionnements de l'Etat-patron. Mais, surtout, le patron du groupe privé ne supporte pas de voir que son rival public réussit mieux que lui, tant en termes de qualité que de créativité. Tout oppose l'énarque Calvet et le polytechnicien Lévy. L'affrontement tourne à la haine lorsque M. Calvet, dans une tribune au *Monde*, parle de « collaboration » à propos de la bienveillance accordée aux Japonais par M. Lévy. « C'est le mot de trop », commente celui-ci, qui a porté l'étoile jaune sous l'Occupation. Les deux hommes ne se parleront pratiquement plus.

La récession de 1993 fait plonger PSA dans le rouge. Obligé de retourner au charbon, Calvet remplace ses rêves de reconversion politique. Il rétablit la situation dès 1994. Mais l'avenir reste incertain.

Brillant dans la phase de redressement financier, le PDG semble manquer de vision stratégique. En 1987, il avait assigné un objectif ambitieux à PSA : devenir le premier constructeur automobile européen à l'avènement du marché unique, en 1993. Faute d'une politique de croissance appropriée, PSA ne parviendra jamais à rattraper Volkswagen. Le nationaliste Calvet, qui maîtrise mal l'anglais, ne s'est jamais senti à l'aise à l'étranger. Sous son règne, Peugeot perdra définitivement l'Afrique, chasse gardée de la marque au lion du temps des 404, et se retirera des Etats-Unis et de Chine - où Citroën a, en revanche, mieux réussi. Sa ligne de défense ne varie pas : il veut être le patron qui aura refusé de délocaliser sa production pour préserver l'emploi en France. C'est oublier que l'internationalisation de Volkswagen ne l'a pas pour autant amené à fermer des usines en Allemagne.

Le Calvet animal politique est aussi sur le déclin. Il tente bien encore d'appâter son monde en affichant ses ambitions présidentielles. « Si les Français me le demandaient, pour quoi pas... », lâche-t-il devant un partenaire de

journalistes médusés à Roland Garros, en juin 1994. Mais son heure est passée. A la présidentielle de 1995, il se contentera de soutenir son « ami » Jacques Chirac - qui fut membre comme lui de la Cour des comptes, rencontré au début des années 60 dans le sillage de Georges Pompidou -, en rêvant en vain à un maroquin ministériel. Son ultime tentative de conjurer le sort vire au tragi-comique. Pris de cours par la dissolution de l'Assemblée nationale en avril 1997, Jacques Calvet tente d'arracher l'investiture du RPR face au jeune maire de Levallois, Olivier de Chazeaux. L'opération capote sans gloire face à la détermination du « tombeur » de Patrick Balkany.

Il reste au PDG à assurer sa succession. Difficile pour un automate comme lui. Il use ses doudous les uns après les autres.

**Il part au moment où triomphe ce qu'il a toujours combattu : la gauche, Maastricht, la monnaie unique, la réduction du temps de travail... et alors que le diesel, fer de lance dont il a doté PSA, a rarement été autant attaqué**

Jean-Yves Helmer, Frédéric Saint-Geours, Paul-Marie Chavanne ont tous, à un moment ou à un autre, pu se croire investis par le patron. Mais Jacques Calvet s'ingéniera à diviser pour mieux régner. Ce sont finalement les Peugeot qui iront chercher Jean-Martin Folz chez Eridania - Béghin Say.

Cet X-Mines a l'habitude des tandems avec les patrons à fort caractère : il a successivement été l'adjoint de Didier Pineau-Valencienne chez Schneider et de Jean Gandois chez Pechiney. Jean-Martin Folz joue la montre, avec l'assentiment de Pierre Peugeot, membre du directoire et gardien des statuts de la maison. Bombardé numéro deux à la tête de la division automobile du groupe, il se gardera pourtant d'installer son bureau au neuvième étage de l'avenue de la Grande-Armée, pour éviter de voir Jacques Calvet y débouler en trombe comme il aime à le faire avec ses proches collaborateurs.

De son long règne chez Peugeot, M. Calvet « espère laisser l'image d'un patron "social" et d'un homme de produit », affirme ses proches. L'homme ne doute décidément de rien : c'est sur ces deux terrains, précisément, qu'il est le plus critiqué. Ses détracteurs observent que le vrai bilan de Jacques Calvet chez Peugeot est d'abord patrimonial : embauché par la famille Peugeot, il l'a bien servie. Propriétaire d'un groupe au bord du gouffre en 1982, celle-ci contrôle toujours la minorité de blocage d'une entreprise qui a multiplié par près de trente sa valeur en Bourse.

Le PDG est d'autant plus vexé que personne n'ait tenté de le renvoyer. Mais après quinze années passées sous la poigne de fer de Jacques Calvet, le groupe automobile est décidé à tourner la page. Le patron le plus connu de France va sortir de Peugeot comme il y est entré : par une porte dérobée. « De toute façon, souligne un observateur en interne, il n'est jamais parti de nulle part de son plein gré. Il a toujours fallu le pousser dehors. »

Pascal Galinier  
et Virginie Malingre



Gilbert Rouget, ethnomusicologue

# « Je préconise l'ethnomusicologie d'urgence pour ces musiques de tradition orale »

Pour ce pionnier qui a étudié, dans différentes parties du monde, les polyphonies les plus diverses, la musique est un tout et il faut l'exposer ainsi

« Comment avez-vous découvert l'Afrique ? »

« J'étais devenu un peu par hasard archéologue au Musée de l'Homme, au département d'ethnomusicologie dirigé par André Schaeffner. En 1946, un jeune documentariste, Noël Ballif, qui montait une expédition cinématographique en Afrique, m'a demandé de m'occuper du son. Son idée était d'enregistrer les musiques sur cylindre, afin que son frère, Claude Ballif, compose la musique du film d'après les originaux. Je suis allé voir Maurice Martenot, l'inventeur des ondes Martenot, pour prendre des leçons d'enregistrement sur disques. Le Conservatoire des arts et métiers a mis au point un équipement professionnel. Nous sommes partis ainsi pendant six mois chez les Pygmées du Moyen Congo (le Congo Brazzaville), aux confins du Cameroun et du Tchad. Les disques étaient gravés en direct - ils étaient en aluminium et recouverts d'une mince pellicule de vernis - nous avions 800 kilos de matériel. C'était une merveilleuse aventure, une vraie découverte, que finalement nous avons éditée en 1947 en 78 tours.

« Ma deuxième expédition africaine a été déterminée par ma rencontre avec le photographe et ethnologue Pierre Verger. En revenant d'Argentine, je me suis arrêté à Salvador de Bahia, sur les conseils de Claude Lévi-Strauss, qui s'est toujours beaucoup intéressé à la musique. Verger m'a emmené voir des superbes cérémonies de *condomblé* (religion afro-brésilienne). Nous avons demandé à Théodore Monod, alors directeur de l'Institut d'Afrique noire (IFAN) de Dakar, de nous confier une mission conjointe en Afrique. Nous sommes arrivés tous deux au Dahomey (le Bénin) pour effectuer un programme de recherche sur les *vodoums* et *oriss*. J'avais parallèlement proposé à Monod de travailler sur un programme intitulé *Recueil des traditions orales dans les pays les plus menacés par la modernité*. Il avait accepté. A l'époque, on n'avait pas un son. J'ai donc été aidé par la bibliothèque du Congrès de Washington, qui m'a donné des bandes magnétiques, par l'Unesco - un gros magnéto, - etc. Je suis allé de la Mauritanie à la Guinée, et j'ai ramené une énorme quantité d'enregistrements. Le magnétophone marchait à 76 centimètres par seconde, il était prétendument portable, mais en deux valises de 30 kilos chacune. J'avais un chargeur, un groupe électrogène, 100 kilos de batterie, une communauté, bref, il me fallait un camion.

« Comment parveniez-vous à n'effrayer personne dans ces conditions ? »

« Il n'y a pas de honte à dire que, dans ces conditions, l'ethnologie a logé dans les camions du colonialisme. Les ethnographes du bon temps étaient aidés par l'administration coloniale, sauf quand ils étaient en pétard, ce qui arrivait à Michel Leiris notamment. Dans l'ensemble, nous avions des missions officielles. Aujourd'hui, mes collègues ont beaucoup plus de

difficultés. Une jeune ethnomusicologue en mission chez les Bororo au Mali m'a raconté comment elle circulait à bicyclette et dormait par terre.

« Dans *La Musique et la Transe*, vous dressez un panorama mondial des rites de possession. Cela suppose-t-il une sensibilité mystique ? »

« Je suis un athée militant, anticlérical et quarante-huitard. Je suis d'un rationalisme fervent. C'est la musique initiatique des *vodoums* du Bénin qui m'a intéressé. J'ai entendu un jour, dans la banlieue de Porto-Novo, une musique prodigieuse, chantée par des jeunes filles dans un silence incroyable, d'une seule voix, sans le moindre accompagnement même de battements de main. Je me suis cru à Solesmes, je n'en croyais pas mes oreilles. Des moines sont-ils venus ici apprendre cette musique à ces gens-là, me demandais-je ? Les initiations duraient alors cinq ou six ans. On venait y chanter les grandes actions de grâce aux divinités, apprendre la langue secrète, les danses, une certaine façon de se comporter, tout cela en vue de modifier profondément le comportement individuel, de former le caractère à l'ascétisme, à la maîtrise de soi. Aujourd'hui, on n'a plus le temps.

« Il y a eu la révolution au Bénin ; Mathieu Kérékou, président marxiste, a déclaré la guerre au féodalisme, au tribalisme et à la sorcellerie. Les convents féodaux ont pris un coup, entre 1972 et 1980. Beaucoup ne s'en sont pas relevés. Il y a cette incroyable aventure d'une fête-chasse, *Yawo Rischia*, devenue la cérémonie commémorative au peuple préposée aux cultures féodales, une femme extraordinaire, belle comme tout. Elle du Dien Kango, elle a négocié un compromis avec Kérékou : le *vodoum* était reconnu, les convents laissés, en paix, moyennant quoi la durée des initiations était ramenée à quinze jours-trois semaines. Impossible d'apprendre en si peu de temps ces chants si compliqués, de chambarder la personne humaine par l'exercice de la possession. De même, au Vietnam des pans entiers de la culture musicale ont disparu. Là aussi, on a fait la chasse au passé, au rétrograde. Il n'y a pas eu que la colonisation française ou les bombes américaines, mais aussi la politique culturelle du gouvernement vietnamien face à ses minorités. Nous avons au Musée de l'Homme des archives fabuleuses que mon collègue Hango Zemp, en collaboration avec Tran Quan Hai et Pjotr Pjotrov, a éditées en CD et qu'ils vont présenter au sommet francophone de Hanol en novembre. Quant aux Pygmées, ils sont bontement exploités par les Africains locaux, leurs polyphonies n'existent plus que dans quelques flûtes, et je doute que toutes les cérémonies soient conservées. Comment pourraient-ils se protéger des compagnies qui détruisent la forêt ? Sans parler du génocide des Indiens d'Amazonie, sans pitié, épouvantable.

« Tout cela est-il perdu à jamais ? »

« Je peux passer pour réactionnaire, bien qu'ayant été d'extrême gauche pendant très longtemps, mais je prétends qu'il y a urgence à s'occuper de ces musiques profondément intégrées à la vie, à la génétique même de ces groupes ethniques encore protégés de la modernité, avant de s'intéresser aux métissages de la *world music*, par ailleurs fort intéressants. Il y a quelque chose de fondamentalement différent entre le métissage contemporain et celui qui s'est effectué tout au long des millénaires. De tout temps les gens ont voyagé. Si la musique traditionnelle a survécu au choc du métissage pendant si longtemps, c'est parce que d'abord il n'existait pas de diffusion massive comme aujourd'hui, et ensuite parce que les peuples étaient très attachés à leur identité musicale, à leurs différences, ce qui est aux antipodes de la *world music*.

« Quand je dis que la musique de mon bon roi de Porto-Novo [un roi africain et sa musique de cour. Chants et danses du Palais de Porto-Novo sous le règne de Gbeto, 1948-1976, CNRS, 1996] est authentique - les jeunes turcs de l'ethnomusicologie contestent la notion même d'authenticité -, c'est parce qu'elle est le résultat d'une très longue maturation locale, d'échanges avec des voisins placés sur un pied d'égalité et pratiquant le même genre d'activités musicales. Nous avons affaire à une évolution endogène, et non exogène. Je préconise l'ethnomusicologie d'urgence pour ces musiques de tradition orale, nées dans des univers clos, produites par le corps, des moyens mécaniques simples - membranes, cordes... - où l'on peut encore espérer débusquer une logique, un système, ce qui est le but de l'ethnologie, de l'ethnomusicologie ou de l'ethnolinguistique. Les musiques produites par la technologie industrielle échappent à tout contrôle, et il n'est plus question



## La jeunesse d'esprit



GILBERT ROUGET

DYNAMIQUE, infatigable, volontiers joueur, Gilbert Rouget appartient à la race des pionniers de l'ethnologie, dont le Musée de l'Homme, à Paris, a été le creuset. En 1967, il prend la direction du département d'ethnomusicologie de l'établissement. Célèbre dans l'histoire de cette discipline, sa première mission sur le terrain, dite de « l'Ogoué-Congo », permet, en 1946, la découverte des polyphonies vocales des Pygmées.

Pour l'Institut français d'Afrique noire et le Musée de l'Homme, il réalise en 1954 le premier enregistrement de musique maure à Saint-Louis du Sénégal. En 1958, le Dahomey (rebaptisé Bénin en 1972) devient le terrain de recherches en profondeur. Il en tire, en 1966, *Un roi africain et sa musique* de cour. Chants et danses du palais à Porto-Novo sous le règne de Gbeto (1948-1976). Scientifique, il a beaucoup publié et mené des recherches théoriques, notamment avec Jean Schwartz.

Helléniste fervent, qui trouve dans le Phédre de Platon les sources théoriques des relations entre la musique et la transe, Gilbert Rouget sera à l'origine de la collection de disques du CNRS et du Musée de l'Homme, l'une des meilleures du monde. Ami de Jacques Rivet, chez qui il rencontre Ho Chi Minh, de

Pierre Verger, compagnon de route d'André Schaeffner, de Michel Leiris ou de Claude Lévi-Strauss, il ne déviara jamais de son credo : la musique est un tout, et il faut l'exposer ainsi. Avec Jean Rouch, il fondera donc le laboratoire audiovisuel de l'Ecole pratique des hautes études (V<sup>e</sup> section, sciences religieuses). Ensemble, ils réalisent chez les Dogons le premier film synchrone à l'aide d'un équipement piloté au quartz (*Un film expérimental : Batteries dogon. Eléments pour une étude des rythmes. L'Homme V-2 1965*). Il dépassera les frontières de la recherche ethnomusicologique en publiant, en 1980, un ouvrage, préfacé par Michel Leiris et d'une grande richesse, *La Musique et la Transe. Esquisse d'une théorie générale des relations de la musique et de la possession*.

V. Mo.

★ Le 11 octobre à 15 heures, à la Cité de la musique de Paris, Gilbert Rouget animera un forum musical, « Chants et danses initiatiques pour les Vodoun (Bénin) ».

de trouver un quelconque système. Or, l'idée contemporaine de la déstructuration, peut-être un phénomène de mode, donne à croire que toute recherche d'une constante est vaine et illusoire.

« Quel rôle jouent les archives sonores, le musée, dans ce dispositif ? »

« Georges-Henri Rivière pensait qu'il fallait constamment montrer que le monde moderne était compénétré d'ethnologie, mais à mon avis cette bonne idée a entraîné des confusions. Le Musée de l'Homme devrait être celui de l'histoire des civilisations anciennes. Quant aux archives sonores, elles peuvent être aussi le lieu de l'illusion. D'abord parce que cette musique n'est pas faite pour être écoutée en silence. Le disque la transforme en objet de conservation occidentale. Par contre, j'ai beaucoup milité pour le cinéma. J'ai fait quatre films avec Jean Rouch, précisément pour que la musique soit donnée dans son contexte. Le cinéma ethnomusicologique reste la grande affaire à venir. Ensuite, il y a des raisons techniques. Quand nous avons enregistré les 78 tours de l'expédition Ogoué-Congo, cela nous paraissait le gage de l'éternité. Aujourd'hui, il n'y a plus de machines pour les lire. Dans quelques dizaines d'années, le DAT et le son numérique seront périmés. Parfois tout se passe bien. Il existe des enregistrements effectués à l'Exposition universelle de 1900 qui ont été mis sur cylindre à l'époque, qui ont été recopiés aux Etats-Unis par Jean Schwartz [chercheur au CNRS] sur bande magnétique, et dont il a fait des disques compacts récemment.

« Que pensez-vous de l'arrivée au Louvre des arts africains ? »

« Jacques Chirac a décidé que les arts premiers devaient aller au Louvre à la suite d'une conversation un peu âpre avec Henry de Launay, directeur du Musée d'histoire naturelle (dont le Musée de l'Homme dépend). Le président de la République lui a dit que considérer les arts primitifs comme des objets d'études ethnologiques était complètement ringard, presque raciste. Que c'était les preuves d'une admiration universaliste. Or, le Louvre est un lieu qui parle à ses visiteurs un langage auquel ils sont habitués. Tandis que les arts premiers, ou primitifs, ont besoin, pour être compris, d'être mis en rapport avec les systèmes de parenté, la linguistique, l'écologie. Représenter ces civilisations uniquement par l'esthétique, c'est commettre une erreur fondamentale.

« Au Louvre, les masques africains sont isolés d'un rituel où la musique est fondamentale, puisque ils sont portés par des danseurs. Le masque n'est qu'un élément d'un spectacle total. Dissocier ces éléments est une forme d'impérialisme culturel. D'ignorance totale. C'est aller contre le mouvement des sciences humaines. Nous sommes en plein néocolonialisme culturel. »

Propos recueillis par  
Véronique Mortaigne

Brendan O'Leary, professeur à la London School of Economics

## « Dans le conflit nord-irlandais, le désarmement doit avoir lieu avant tout dans les esprits »

« L'ouverture de négociations directes entre les principales parties au conflit nord-irlandais ouvre-t-elle une nouvelle phase dans l'histoire de la province après trois quarts de siècle de conflit entre catholiques et protestants ? »

« Elle indique en tout cas qu'un accord politique a de bonnes chances de voir le jour. Je ne puis toutefois m'empêcher de penser que l'on aura pu en arriver là plus tôt, dès l'été de 1995. Mais le gouvernement de John Major, qui avait besoin pour sa survie parlementaire des voix du Parti unioniste UUP n'a pas su faire preuve de la détermination nécessaire pour créer les conditions d'une négociation entre toutes les parties. Il faut reconnaître que toutes les idées qui se trouvent dans l'accord-cadre anglo-britannique viennent du gouvernement irlandais.

Londres n'a fait qu'y répondre. La population unioniste était incertaine sur la manière de réagir au cessez-le-feu de l'IRA de 1994. Certains le considéraient comme une reddition et refusaient toute concession ; d'autres y voyaient un piège destiné à les entraîner dans des négociations dans lesquelles les deux gouvernements les auraient forcés à accepter une Irlande unie dont ils ne veulent pas. C'est pourquoi la communauté unioniste a refusé d'entrer dans des négociations après le premier cessez-le-feu.

« Après les élections de 1997 et le second cessez-le-feu, l'UUP et son chef, David Trimble, se sont trouvés face à un gouvernement Blair doté d'une confortable majorité. Ils n'avaient plus le choix qu'entre courir le risque que Londres et Dublin prennent des initiatives institutionnelles der-

rière leur dos, s'ils refusaient la négociation, et y participer. Dans ce cas, ils auraient à faire face à deux problèmes : le refus des paramilitaires (IRA et loyalistes protestants) de désarmer pendant les pourparlers de paix, et le fait que l'accord-cadre - qui prévoit le partage du pouvoir entre les deux communautés, la création d'institutions transfrontalières Nord-Sud et l'existence d'une conférence anglo-irlandaise chargée de superviser le processus - qu'ils avaient rejeté en 1995, était le seul texte disponible. Mi-Trimbale entame donc les négociations avec un ordre du jour défavorable.

« Comment voyez-vous l'avenir de l'Irlande du Nord ? »

« Toute solution doit être fondée sur la reconnaissance que l'Irlande du Nord est à la fois irlandaise et britannique et que les deux gouvernements auront un

rôle à jouer dans les affaires de la région. La solution que je préconise est un système de partage du gouvernement entre Londres et Dublin, faisant de l'Irlande du Nord une région binationale dans laquelle les deux traditions bénéficient d'un respect équivalent, liée à la République d'Irlande et à l'Union européenne. Ce lien entre les deux gouvernements se manifesterait à travers la conférence intergouvernementale. L'Assemblée de la province maintiendrait aussi ses relations avec Westminster. La souveraineté serait à la fois partagée et divisée. Cet accord-cadre, unique en Europe, est un modèle de double protection dans lequel les deux gouvernements garantissent les mêmes droits individuels et collectifs aux deux parties de l'Irlande. La majorité (protestante) au Nord doit avoir la garantie qu'en cas de réunification elle

bénéficierait des mêmes droits et privilèges que la minorité (catholique) aujourd'hui.

« Croyez-vous possible un désarmement des paramilitaires des deux camps ? »

« En cas d'accord, je pense que le gros des armes seront cachées et que seul une petite quantité sera restituée par des gens désireux d'obtenir une amnistie. Pour le moment, c'est du domaine de l'utopie. L'histoire de l'Irlande nous montre que les gens ont traditionnellement enterré leurs armes. C'est peut-être un cliché, mais ce qui me semble primordial, c'est que le désarmement ait lieu avant tout dans les esprits. Après, la restitution des armes perdra de son importance.

« Comment les Britanniques valent-ils aujourd'hui l'Irlande et les Irlandais ? »

« On assiste à un changement

historique chez les Britanniques qui, à l'exception de certains conservateurs, considèrent que l'Irlande du Nord n'est pas britannique mais irlandaise. C'est un problème grave pour les unionistes et une menace pour leur identité même. Le gouvernement comme la population ont révisé leur opinion sur la République d'Irlande. En raison de sa réussite démocratique et économique aussi bien que de sa sécularisation, la perception qu'ils en avaient comme d'un pays médiéval, catholique et rural, peuplé de gens étranges et stupides, a fait place à un certain respect. En fin de compte, la majorité des Britanniques seraient ravis de se débarrasser de l'Irlande du Nord, d'une manière civilisée s'entend. »

Propos recueillis par  
Patrice de Beer

## Des controverses à la repentance

par François Bédarida

**R**ÉCURRENTES depuis un demi-siècle, les controverses sur le comportement de l'Eglise durant la guerre - tout particulièrement face à la persécution des juifs - ont connu une vigueur renouvelée au cours des années récentes. Tandis que la mémoire de Vichy ne cesse de tarauder les Français, elle tinte peut-être encore plus aux oreilles du magistère. Longtemps, dans les milieux ecclésiastiques, on a préféré recourir à des discours apologetiques plus ou moins spéculatifs cherchant à justifier, au lieu d'assumer le passé et de reconnaître avec franchise et courage la réalité des faits. Aujourd'hui, au contraire, grâce aux instruments de connaissance et de réflexion désormais réunis, le moment semble mûr pour prendre la mesure de l'événement et procéder à un authentique examen de conscience. C'est pourquoi l'Eglise - et tel est bien le sens de la déclaration épiscopale de repentance - est venue à entreprendre une lecture critique de son passé, appuyée sur une analyse historique rigoureuse et sans complaisance.

Le débat, en fait, tourne autour de quatre questions.

1) Compte tenu de la politique officielle de collaboration de Vichy, l'Eglise a-t-elle collaboré, directement ou indirectement ?

2) Dans son adhésion au régime du maréchal Pétain, est-elle

S'il était primordial d'agir, n'était-il pas aussi primordial de rappeler avec force les principes de la justice et des droits de la personne en vue d'éclairer des consciences chloroformées ?

allée au-delà de la doctrine d'obéissance au pouvoir établi ?

3) Devant les mesures antisémites du gouvernement français et devant la violence exterminatrice de l'occupant nazi, l'Eglise a-t-elle parlé pour dénoncer une persécution raciale portant atteinte aux droits élémentaires de la personne humaine en même temps qu'aux racines de la foi chrétienne ?

4) Comment se sont comportés concrètement les catholiques envers les juifs traqués ?

Sur le premier point, s'il est vrai que quelques figures notoires d'ecclésiastiques ont prôné la collaboration - du cardinal Baudrillard à M<sup>re</sup> Maynié de Luppé - et que l'on peut citer nombre de paroles malvenues ou imprudentes émanant de membres du clergé, cela n'autorise nullement à soutenir que l'Eglise en tant que telle a collaboré avec l'occupant. Du reste, les autorités d'occupation ne s'y sont pas trompées, puisque jusqu'au bout elles ont nourri une méfiance tenace à l'endroit de l'Eglise, de ses institutions et de ses prêtres, soupçonnés à la fois d'entretenir des sentiments anti-allemands et d'être hostiles aux doctrines nazies.

Cependant la question n'est pas tranchée pour autant, dans la mesure où le soutien apporté au régime aboutissait, en appelant les fidèles à la docilité et à l'obéissance, à soutenir un pouvoir de plus en plus dans la main de l'occupant. Ce qui avait motivé, en 1941, l'équation impitoyable formulée par le Père Fessard dans *France*, prends garde de perdre ton âme, le premier des *Cahiers de Témoignage chrétien* : « Collaborer au gouvernement du Maréchal = collaborer à l'ordre nouveau = collaborer au triomphe des principes nazis. »

De même, il est évident que, face au pouvoir établi, l'épiscopat, par son allégeance persis-

tante et quasi inconditionnelle au gouvernement et à son chef, a largement outrepassé ce qui était requis traditionnellement à l'égard d'un pouvoir légal, au lieu de se référer à la prescription édictée par le catéchisme du concile de Trente : lorsque les détenteurs de l'autorité commandent quelque chose de mauvais ou d'injuste, on ne doit pas leur obéir.

Si l'on en vient maintenant à l'attitude de l'Eglise et des catholiques à l'égard de la persécution antisémite, et si l'on veut échapper aux visions schématiques et simplistes, cinq ordres de données sont à mettre en évidence et à articuler ensemble.

1) A côté de la collusion de fait entre l'Eglise et le régime, il convient, sur un plan mi-doctrinal mi-culturel, de prendre en compte le poids de l'antijudaïsme proprement religieux. Celui-ci, au fil des siècles, a imprégné la vision que les chrétiens se sont faite des juifs - une vision relayée à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par l'antisémitisme moderne. Aussi a-t-on multiplié à l'endroit du « peuple déicide » les griefs, les préjugés, les stéréotypes, tant sur le plan pastoral que sur le plan social, en adjoignant de surcroît tous les maux de la modernité - rationalisme et laïcisme, capitalisme et socialisme (ou communisme), matérialisme et athéisme. D'où l'habitus péjoratif colorant bien souvent l'image d'Israël dans le monde catholique.

2) Devant la politique antisémite instaurée par le gouvernement du Maréchal, c'est le silence qui, sans contexte, a prévalu de 1940 à 1942, tout particulièrement lors des deux statuts des juifs (octobre 1940 et juin 1941), ce que le Père de Lubac a jugé à l'époque et continuera d'appeler jusqu'à sa vieillesse « une lourde erreur ». Le mutisme continuera en face du port de l'étoile jaune imposé en zone occupée au printemps 1942.

3) C'est seulement au moment des taffes opérées en zone sud en août 1942 que la conscience officielle réveillée s'exprime avec force dans des déclarations publiques protestant contre le traitement inique infligé aux juifs. Trois archevêques et trois évêques font savoir leur réprobation aux fidèles en termes vigoureux au nom des principes du christianisme et ces déclarations ne laissent pas d'avoir un grand retentissement.

4) Toutefois, à la base, un certain nombre de catholiques n'avaient pas attendu les signaux donnés par quelques membres de la hiérarchie pour faire connaître la voix de la conscience et condamner radicalement l'antisémitisme. Mais à ces résistants, il a fallu choisir la voie de la clandestinité. C'est le cas notamment des *Cahiers de Témoignage chrétien* lancés en 1941 par un jésuite, le Père Chaillet.

5) Parallèlement, sur le plan de l'aide aux victimes, on a compté, tant de la part du clergé que des fidèles, et avec l'encouragement de nombreux évêques, de multiples gestes de charité et de sauvetage. Si, au total, la majorité des juifs de France a pu échapper à l'extermination, c'est dans une mesure importante grâce à l'aide apportée par les milieux catholiques - convents, écoles, presbytères, familles - et grâce à l'appui d'organisations comme l'*Amitié chrétienne*, œuvres réunissant catholiques et protestants et couvrant les opérations d'organisations juives de secours.

Reste une question qu'on ne saurait éluder : s'il était primordial d'agir, n'était-il pas aussi primordial de rappeler avec force les principes de la justice et des droits de la personne en vue d'éclairer des consciences chloroformées ? Pour une large part, c'est sans doute à apporter une réponse d'ordre spirituel à cette interrogation qu'est destinée la déclaration épiscopale du 30 septembre.

François Bédarida, historien, est directeur de recherche au CNRS.

## L'Eglise libérée de ses médiocres attaches

par Théo Klein

**C**AR, les uns et les autres, nous avons une longue marche à faire vers la justice et la paix.

Ces mots, extraits du message qu'Albert Decourtray, alors déjà archevêque de Lyon et primat des Gaules, mais pas encore cardinal, nous avait envoyé ce message à l'occasion du quarantième anniversaire de la création clandestine du CRIF, dans Lyon encore occupée par les Allemands, me viennent à la mémoire alors qu'est annoncée une déclaration des évêques de France relative à l'attitude de l'Eglise pendant le régime de Vichy. C'était après Vatican II et l'Eglise catholique était bien engagée sur la route difficile et sinuée de son examen de conscience fondamental. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Cette Eglise triomphante, qui avait choisi les Romains pour mieux mépriser les juifs, commençait un retour difficile, mais nécessaire, vers sa source et appelait - enfin - ses fidèles à reconnaître que Jésus était juif et l'était demeuré jusqu'à sa mort dans la plénitude de sa foi et dans l'accomplissement scrupuleux des fêtes et des rites.

Le choix de Rome était celui de l'impérialisme, et la catholicité de l'Eglise ne pouvait s'exprimer qu'en latin. L'Eglise, par ses cloches, entend gérer le temps des hommes et, par sa statue et ses monuments, nourrir leur imagination.

L'Eglise a porté la communication de masse vers son plus somptueux niveau et se veut présente partout où bat le cœur des hommes et où vivent ou meurent les nations. C'est cette Eglise qui met aujourd'hui en œuvre sa capacité de frapper les esprits pour reconnaître ses erreurs et ses fautes. L'Eglise, qui se veut parole universelle et retentissante, répond aujourd'hui de ses silences. Des silences qui ont accompagné l'assassinat de six millions de frères de Jésus dans une Europe où sa présence était au cœur de tous les villages.

L'écho de ce silence, tellement catholique, donne un sens et une profondeur exceptionnels à l'acte de repentance, à cette prise de conscience douloureuse et à la volonté de fraternité que veut sans aucun doute traduire cette déclaration des évêques de France.

Nous réécouterons tous avec attention et respect. En tant que juif, j'en prendrai acte comme d'un geste d'ouverture à un dialogue encore plus libre, plus profond. Ce ne sont pas des mots de reconnaissance, encore moins de remerciements, que j'exprimerai, mais la joie de rencontrer des partenaires engagés dans un rapport de respect mutuel.

L'Histoire n'efface pas le passé. Celui-ci demeure : mémoire et enseignement. Mais la vie invite au présent et à l'avenir. Les hommes, comme le pressentait Albert Decourtray, ne seront jamais trop nombreux pour bâtir la justice et la paix.

C'est pourquoi je salue cette Eglise de France qui remonte vers notre source commune dont elle a vainement tenté de nous chasser pendant près de deux mille ans. Je salue le courage de ce retour et je crois en sa profonde sincérité.

Que l'Eglise accepte de se dépouiller d'une partie de son impérialisme pour reconnaître dans le juif, croyant ou incroyant, un frère trop longtemps méprisé, n'est-ce pas aussi le signe qu'elle renie ses liens trop longtemps maintenus avec le pouvoir politique et ses rapports privilégiés avec les rois et les dictateurs, en l'occurrence avec un vieux maréchal de France ?

L'Eglise, en découvrant la démocratie et la laïcité, s'est enfin libérée de ses médiocres attaches qui lui faisaient bémol les injustices et avilir la violence. Hors des enjeux de pouvoir, l'Eglise délie son action de toutes entraves extérieures et trouve la liberté de son credo.

Ce geste prend, dès lors, une ampleur bien plus vaste. Il marque la reconnaissance, par l'institution religieuse la plus universellement

comme, du danger d'une inféodation de la religion à la politique. Si la religion peut offrir à l'homme les voies d'un salut, elle doit laisser le citoyen libre de ses engagements dans la cité.

Les temps sont révolus où le pape pouvait convoquer l'Empereur à Canossa dans un affrontement où la parole du ciel était bien absente. Mais demeurent cependant des régions du monde où ceux qui prétendent porter la parole divine entendent l'imposer à leurs contemporains, pour les enfermer dans un système de pensée et de droit qui leur arrache leur liberté.

Je souhaite que cette déclaration des évêques de France s'inscrive dans le combat le plus nécessaire et le plus quotidien : celui de la liberté de l'homme de puiser à toutes les sources de la pensée et de la croyance, de vivre ses convictions dans la plénitude de leur exercice individuel ou collectif. Ainsi ce message qui sera aussi, je le suppose, un message de fraternité, de justice et de paix, nous le transmettrons à nos frères, notamment en Israël, pour qu'ils en mesurent l'actualité et l'impérieuse et immédiate nécessité.

Théo Klein est avocat, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

### OUVERTURE DU CAPITAL

Achetez des actions France Télécom. Gardez-les 18 mois et recevez une action gratuite pour 10 achetées. C'est gratuit, et c'est automatique.

Si vous avez réservé au moins 10 actions France Télécom et si vous les conservez pendant 18 mois, vous recevrez une action gratuite pour 10 achetées.

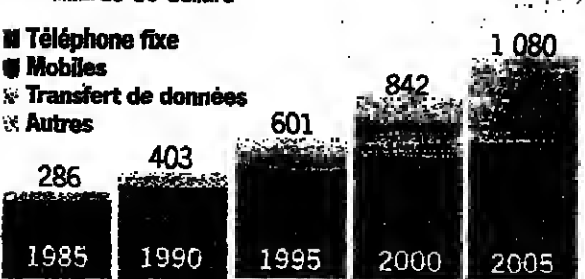
### France Télécom : une entreprise de taille mondiale

Les télécommunications : un marché à fort potentiel

L'époque est à la communication globale, qui se vit à l'échelle de la planète.

Le marché mondial des télécommunications s'élevait à 601 milliards de dollars en 1995 ; il devrait atteindre 1 080 milliards de dollars en 2005.

en milliards de dollars



\* Source : Institut de l'Audiotélex et des Télécommunications en Europe

France Télécom n'a cessé de développer et de diversifier son offre de services dans le monde. Plus que

jamais, France Télécom entend participer largement à l'expansion de ce marché.

Une entreprise mondiale

France Télécom exporte son savoir-faire dans plus de 50 pays, dans les réseaux fixes et mobiles. Global One, né de son partenariat stratégique avec Deutsche Telekom et l'opérateur américain Sprint, lui permet d'accompagner ses clients sur les cinq continents. Déjà plus de 30 000 entreprises dans le monde sont clientes de Global One qui, dès sa première année d'existence, a réalisé un chiffre d'affaires de 803 millions de dollars.

Une entreprise rentable et bénéficiaire

En milliards de francs	1995	1996
Chiffre d'affaires consolidé	147,8	151,3
Résultat opérationnel courant	29,6	30,3
Résultat net part du groupe	9,2	2,1
Résultat net hors éléments spécifiques	14,0	14,5

(\* liés au changement de statut)



# Drogues : qu'interdit-on ? Que soigne-t-on ? Que punit-on ?

par Alain Ehrenberg

**P**uér et guérir sont jusqu'à présent les deux axes de la politique française des drogues : elle allie la bienveillance du thérapeute à la sévérité du juge, car ni ses objectifs ni ses priorités ni ses stratégies n'ont fait l'objet d'une quelconque clarification de la part de l'acteur politique. En conséquence, les lois de l'inconscient, qui gouvernent notre équilibre psychologique, et celles de la République, qui garantissent la paix publique, sont quelque peu confondues. Les thérapeutes se prennent parfois pour des juges et les juges parfois pour des thérapeutes.

Les choses vont-elles changer après les déclarations d'Elisabeth Guigou et de Dominique Voynet ? Peut-être, mais la bonne volonté ou le courage ne suffisent pas pour un sujet aussi confus. Il faut aussi une intelligence politique du problème qui intègre l'opinion, parce qu'elle a les plus grandes difficultés à se repérer sur le bien et le mal en la matière. L'important est de réunir les conditions d'un consensus sur une politique de la drogue digne de ce nom. En effet, les changements se sont opérés sans éclaircissement des problèmes, sans analyse politique d'ensemble. D'où des incohérences flagrantes : la prévention du risque VIH, qui implique de laisser les consommateurs poursuivre leurs

pratiques, est contradictoire avec la façon française de voir le traitement, qui vise l'abstinence. Ce faisant on ne froisse personne mais on dévalorise l'action publique.

Changer pourquoi ? Comment ? Au nom de quelle référence ? Avec quels objectifs ? Voilà les questions qu'il faudrait poser avant de se précipiter en urgence sur des solutions.

Pour relativiser les dangers du cannabis, M<sup>me</sup> Voynet évoque les consommateurs de tranquillisants. Si elle a tort de stigmatiser ces derniers, elle porte l'attention sur le centre du problème : la confusion entre une drogue, qui altère la personnalité, et un médicament, qui la soigne. Il y a en effet aujourd'hui une redistribution globale des cartes en matière de substances psychotropes.

1. - Le consensus sur l'interdit des drogues illicites s'est érodé. Plusieurs rapports (commission Herion, Livre blanc de l'Association nationale des intervenants étonnants, etc.) proposent la législation du cannabis et la dépénalisation des usages des autres drogues. La neurobiologie considère que la distinction entre produits licites et illicites ne repose pas sur des bases scientifiques, tandis que des recherches en sciences sociales ont montré que la toxicomanie n'est pas le destin inéluctable de ceux qui consomment des drogues, y compris

les plus dures comme l'héroïne. En matière d'héroïne, la prohibition ne facilite pas la mise en place de politiques de réduction des risques attachées aux pratiques d'injection. En matière de cannabis, le problème est différent : il y a une distance croissante entre la légitimité d'un usage apparemment massif et l'illégalité juridique dans laquelle est tenu le produit. Cette distance accroît la crise de signification de l'interdit. La politique française contribue ainsi à faire perdre le sens de la loi au lieu de le renforcer. Dans la foulée, on a aucune politique énonçant les dangers associés à l'usage du cannabis. La signification de l'interdit des drogues devient floue.

2. - Les fonctions thérapeutiques des médicaments psychotropes sont remises en question et font l'objet de vives polémiques : elles ont d'abord porté sur les anxiolytiques et les hypnotiques, puis sur les antidépresseurs. La perception de ces médicaments a basculé, à tort ou à raison, dans un conflit entre soin, confort et dépendance. Se contentant-on d'alléger des angoisses ou des syndromes dépressifs sans soigner les véritables pathologies sous-jacentes ? Si oui, les médicaments sont-ils des drogues socialisées ? Mais en quel cas est-ce un mal ou en quel cas est-ce un risque ou en consommant des antidépresseurs pour surmonter une mauvaise

passée ? Cela ne vaut-il pas mieux que d'user de l'alcool, ce « briseur de soucis » (Goethe) ? Peut-on encore faire une distinction entre les malheurs qu'occasionne la vie et la souffrance pathologique ? Plus en-

dépendance ont désormais partie liée.

Il s'est donc produit récemment dans nos sociétés un rapprochement entre drogue et médicament. Le signe le plus probant est qu'on est

**Nous ne savons plus très bien dans quels cas nous restaurons notre équilibre psychologique et dans quels cas nous altérons notre personnalité**

cons, doit-on la faire ? Car qui va décider et au nom de quoi qu'une souffrance est normale, et doit être assumée par la personne, ou pathologique, et doit être prise en charge médicalement ? L'objet du soin est devenu incertain et, dans la foulée, la notion de guérison est entrée en crise.

3. - Le problème des médicaments est d'autant plus lié à celui des drogues que la clinique psychiatrique considère que la dépression entraîne des comportements « addictifs ». Qu'il s'agisse d'alcoolisme, d'héroïnomanie, de consommation compulsive de tranquillisants ou de boulimie, ce sont des tentatives d'automédication des dépressions. Mobilisation des esprits sur la dépression et crainte généralisée de la

passé d'un problème diagnostique tout à fait courant, en général en médecine et en particulier en psychiatrie, à un problème moral qui est le sous-bassement de la peur que les drogues nous inspirent : quelles sont les limites à la propriété de soi au-delà desquelles on bascule dans l'homme artificiel ? Dans une société où les gens prennent en permanence des substances psychoactives qui agissent sur le système nerveux central et modifient ainsi artificiellement leur humeur, on ne saurait plus ni qui est soi-même ni qui est normal.

Nous prenons en permanence de l'aspirine pour soulager nos douleurs, mais personne ne parle de consommation abusive alors que la dose mortelle est atteinte beaucoup plus facilement qu'avec un médicament psychotrope. La raison est simple : l'aspirine soulage les douleurs du corps, le médicament psychotrope celles de l'esprit. Or celui-ci est, pour nous les modernes, le noyau sacré de la personne. D'où la confusion entre la notion de toxicité et celle de dépendance, entre un problème médical et une question morale.

Nous ne savons plus très bien dans quels cas nous restaurons notre équilibre psychologique et dans quels cas nous altérons notre personnalité. Les frontières entre les deux catégories de substances ne sont plus nettes. Cet état de fait doit être à la base de la réflexion politique sur les drogues comme sur les médicaments.

La réforme de la politique des drogues ne consiste pas à prendre seulement le contrepied de ce qui a été fait jusqu'à présent. C'est plutôt une réforme de l'entendement politique qu'il faut entreprendre. La lé-

galisation d'une drogue ne signifie pas que tout soit permis, mais l'élaboration d'un autre partage entre le permis et le défendu, un partage qui fasse sens pour les consommateurs comme pour l'opinion et qui soit en conséquence acceptable. Cette élaboration est difficile dans une société où la référence à la notion d'interdit apparaît comme un réflexe conservateur. Le rôle de l'action publique n'est pas d'être au service des désirs privés de l'individu, qui a, politiquement parlant, ni droit au plaisir ni droit au bonheur, mais d'instaurer les conditions permettant de vivre avec nos psychotropes à moindre risque.

Un interdit qui ne fait plus sens, un système thérapeutique dont on ne sait pas ce qu'il guérit et une puritologie d'autant plus inéquitable qu'elle frappe les pauvres, voilà déjà trois questions à aborder : qu'interdit-on ? On a d'autant plus intérêt à les éclaircir que les problèmes liés à l'intersection du psychiatrique et du pénal se multiplient avec les mêmes confusions (pensez seulement aux multiples facettes de la délinquance sexuelle - qui est dans la même confusion politique que les drogues). Le pire serait d'en rester à la situation actuelle où l'invocation morale se conjugue à l'impuissance publique.

Le problème des drogues peut parfaitement être arraché à son idéologisation. C'est une question de méthode politique : réduire les passions et les craintes que les drogues suscitent pour en faire un objet politique normal. Un problème est politique quand il n'a pas de solution technique évidente : il y a des arguments contradictoires qu'il convient de soupeser, mais aussi des solutions pratiques. On peut montrer à l'opinion qu'elles ne sont certes ni simples ni définitives, mais que nous ne sommes nullement démunis d'outils. Cela permettrait à la société française de découvrir une culture du débat dans laquelle elle n'a jamais été à l'aise. La chose politique se sortirait grande et les problèmes seraient traités avec plus d'équité et d'efficacité.

**Alain Ehrenberg** est sociologue, codirecteur du groupement de recherche du CNRS psychotropes, politique, société.

Recevez une action gratuite pour dix achetées

**En gardant vos actions France Télécom pendant 18 mois**

Vous recevrez automatiquement sur votre compte titre, en avril 1999 et sans frais, une action gratuite pour dix actions achetées (dans la limite de 30 000 F).

Par exemple, si vous avez acheté 83 actions

France Télécom, vous recevrez 8 actions gratuites et 3/10 du prix de l'action en espèces.

Le prix de l'action sera compris entre 170 F et 190 F. En tant que particulier, vous bénéficierez d'une réduction de 5 F sur ce prix, quel que soit le montant de votre achat.

Bénéficiez de tous les autres avantages exclusifs pour les particuliers

**La réservation pour être mieux servi.**

**Tous les avantages fiscaux du PEA.**

**L'adhésion au club des Clients-Actionnaires.**

**L'exonération de droits de garde pendant 18 mois.**

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la COB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 1010 et de France Télécom.

Jusqu'au 6 octobre inclus, réservez votre place dans le capital de France Télécom. Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10\* !

Renseignez-vous en appelant le

**10 10**

appel gratuit 24 h sur 24

\* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 ou 3623 code 1010FT (0,37 F mn) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>

France Télécom. L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



**France Telecom**

## Prolonger Ottawa à Genève

Suite de la première page

Certains prétendent que l'accord d'Ottawa présente le défaut de ne pas être universel. Il s'agit de créer un modèle, une norme, une référence indiscutable et aussi un espoir. Le nombre d'Etats déterminés à signer le traité est d'ores et déjà tel - au moins une centaine - que son existence aura nécessairement un impact sur le comportement des autres gouvernements. Et c'est en créant une dynamique d'adhésion que l'on pourra, pour ce traité comme pour d'autres, se rapprocher de l'universalité, puis l'atteindre un jour.

Par ailleurs, certains Etats - c'était notamment la position du gouvernement des Etats-Unis à Oslo - auraient voulu que le texte du futur traité prévoit des exceptions, des exemptions, des délais de mise en œuvre prolongés pour tenir compte de certaines situations particulières. Mais une telle approche aurait conduit à retirer beaucoup de sa crédibilité à l'interdiction totale et les participants à la conférence d'Oslo ont donc été sages de ne pas la retenir.

Aussi plaiderons-nous vigoureusement pour l'universalité du traité d'interdiction totale. Nous souhaiterions que les Etats-Unis, le Japon ou l'Australie signent le traité à Ottawa dès cette année. Soyons réalistes cependant. Plusieurs grands Etats producteurs et utilisateurs, comme la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, ont déjà fait savoir qu'ils n'envisagent pas à ce stade de se joindre au traité d'interdiction totale des mines antipersonnel. Ces Etats n'en sont pas moins conscients de leurs responsabilités, certainement soucieux, par d'autres voies, de

contribuer également à la lutte contre les mines antipersonnel.

Il sera donc nécessaire, après Ottawa, de continuer la lutte contre les mines antipersonnel. Le dialogue devra se poursuivre entre les signataires du traité d'interdiction totale et les autres Etats. Le lieu naturel de ce dialogue est la Conférence du désarmement de Genève. Il ne s'agit pas d'y refaire ce qui aura été fait à Ottawa. Il ne s'agit pas non plus de discuter à Genève comme si le traité d'Ottawa n'existait pas. En revanche, c'est un fait que la Conférence du désarmement, organe normal des Nations unies pour l'élaboration des traités de désarmement, a un rôle à jouer dans la lutte contre les mines antipersonnel.

Dans un premier temps, et cela très rapidement, elle pourrait mettre au point un accord sur l'interdiction des transferts (importations et exportations) qui, négocié à Genève, aurait d'emblée vocation à l'universalité. Or, un accord universel d'interdiction des transferts des mines antipersonnel contribuerait de manière déterminante à mettre un terme au commerce mondial des mines. Fermer le marché auquel s'aliennent les gouvernements mais aussi les acteurs des gouvernements (mouvements rebelles, factions dans les guerres civiles) représenterait un progrès considérable. Un accord universel d'interdiction des transferts serait donc un complément particulièrement utile au traité d'interdiction totale d'Ottawa. Loin d'affaiblir celui-ci, il constituerait une première étape vers son universalité.

On a souvent du mal à percevoir les conséquences concrètes des traités de désarmement. Ce n'est pas le cas du traité d'Ottawa : chacun peut comprendre que c'est un bon traité parce qu'il épargnera des vies humaines.

Hubert Védrine

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75240 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

### Les défis du contrat persan

**T**OTAL a crevé l'abcès. En concluant avec l'Iran un contrat gazier de 12 milliards de francs, la compagnie pétrolière française défie les États-Unis. Elle contrevient à la loi dite D'Amato, en vertu de laquelle toute compagnie étrangère qui investit pour plus de 40 millions de dollars en une année dans le secteur des hydrocarbures en Iran - et en Libye - s'expose automatiquement à des sanctions de la part de Washington.

Il y a plus. Au-delà de Total, c'est un face-à-face américano-européen qui se profile. L'Union européenne (UE) rejette ladite loi, à juste titre : elle est contraire aux règles du commerce international. L'UE s'est dotée il y a près d'un an d'un dispositif législatif lui permettant de riposter à d'éventuelles sanctions américaines. L'objectif de la loi D'Amato, adoptée en août 1996, est de priver l'Iran des ressources qui, selon Washington, aident le régime islamique à se doter de l'arme nucléaire et à financer le terrorisme. Cette législation s'inscrit dans la politique américaine de « double endiguement » : il s'agit de mettre en quarantaine l'Irak et l'Iran, pays considérés comme menaçant la paix et la sécurité régionales.

Le régime iranien, qui assure ne vouloir s'équiper que du seul nucléaire civil, n'est assurément pas composé d'enfants de chœur. L'Europe le sait et prône une vigilance de tous les instants. Elle a été échaudée par « l'expérience » de l'Irak que le monde entier

croyait, ou disait croire sur parole, lorsque Bagdad affirmait que son programme nucléaire était exclusivement civil, ce qui n'était manifestement pas le cas. Mais l'Union estime aussi que le langage de la force n'est pas le plus efficace que les sanctions. D'où ce « dialogue critique » engagé avec Téhéran, et que Washington récusait.

De leur côté, les États-Unis ne sont pas seulement mus par les grands principes. Leurs intérêts économiques sont au moins aussi importants. Ayant interdit, dès 1995, à leurs propres compagnies pétrolières - au grand dam de ces dernières - d'investir en Iran, ils courent le risque d'être supplantés par les autres. Cela a déjà été le cas. Total - toujours elle - a pris il y a deux ans la place de son homologue américaine Conoco pour l'exploitation des gisements offshore de Shirri, dans le sud du Golfe.

La loi D'Amato autorise le président américain à ne pas imposer de sanctions si les pays visés - en l'espèce la France - prennent, par ailleurs, des mesures efficaces contre l'Iran et la Libye. Mais quelle que soit leur réaction, les États-Unis n'échapperont pas au double débat posé par ce contrat : comment faut-il traiter la République islamique d'Iran ; comment justifier le droit qu'ils s'arrogent d'imposer unilatéralement des sanctions internationales ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani, Directeur général  
Directeur adjoint : Jean-François Laguerre, Directeur adjoint

Directeur de la rédaction : Rémy Roure  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-François Laguerre, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Gascar  
Lauréat Grellet, Edith Israël, Michel Fajana, Bertrand Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Ropert  
Rédacteur en chef technique : Edith Israël  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médiateur : Thomas Perreault  
Directeur éditorial : Edith Israël ; directeur délégué : Anne Chaussegros  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Millaud, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Lemaire (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1794  
Capital social : 940 000 F. Actionnaires : Société civile « Les éditeurs du Monde »  
Associations : Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements  
Le Monde Presse, MSA Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### Péniches bloquées

DEUX péniches de sucre sont bloquées à Verdun. Est-ce du sucre français destiné aux Allemands aux dépens de nos compatriotes ? On comprendrait alors l'émotion que soulèverait cet envoi. Mais il n'en est rien, et le gouvernement, par toute une série de communiqués dans la presse et à la radio, a fait connaître qu'il s'agit de sucre en transit qui a été raffiné en France pour être expédié aux autorités américaines d'occupation.

C'est un échange commercial pur et simple qui est en cause. Au moment où le sucre bloqué franchira la frontière de l'Est, une quantité double sera débarquée dans un port de l'Ouest. L'opération est favorable aux consommateurs français, elle permet de donner du travail aux ouvriers raffiniers.

Comme l'écrit Le Populaire, « les

communistes le savent ». Ils n'ont pas hésité cependant à exciter la population, à provoquer ainsi des actes de violence et de sabotage. Est-ce un essai de guerre civile à l'échelle réduite ? Est-ce plus simplement un geste un peu rude de propagande électorale ?

Il est si facile de stigmatiser l'acte « odieux » d'un président du conseil qui « expédie en Allemagne le sucre qui manque aux enfants de France », même si le résultat de cette belle affaire est de priver de sucre ces mêmes enfants de France !

La démagogie ne demande pas beaucoup d'imagination. On fait flèche de tout bois, et même du patriotisme. Surtout du patriotisme dans une ville comme Verdun.

Rémy Roure  
(30 septembre 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-54

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-03-73-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Le budget 1999, vrai rendez-vous des armées

JACQUES CHIRAC et Alain Richard seraient-ils de connivence ? Le président de la République, chef des armées selon la Constitution, et le ministre de la défense, qui l'accompagne comme le veut le protocole, se retrouvent, mardi 30 septembre, dans le midi de la France, où ils doivent assister côte à côte à un grand exercice interarmées destiné à mettre en œuvre les forces d'intervention. De fait, il faut rechercher ailleurs la cause qui semble rapprocher ces deux hommes. Leur alliance, qui pourrait apparaître incongrue a priori bien qu'ils soient, tous deux, en charge de la sécurité extérieure de la France, a une même origine, qui a eu sa traduction, passée relativement inaperçue, lors de l'adoption du projet de budget pour 1998 par le conseil des ministres du 24 septembre.

Ce jour-là, en effet, le chef de l'État, qui est l'inspirateur d'une loi de programmation militaire 1997-2002 conçue en 1996 pour assurer la professionnalisation et la modernisation des armées, a tenu à rappeler, face au gouvernement réuni à l'Élysée, ses engagements antérieurs sur le sujet. A savoir qu'il continuait à se porter garant de l'exécution de cette loi et que la diminution du budget de la défense prévue pour 1998 - consacrée essentiellement à l'équipement des armées - devait

revêtir « un caractère exceptionnel », limité à l'année prochaine. Or, à son tour, le ministre de la défense, dans une lettre datée du même jour et adressée à ses subordonnés, écrivait : « Je sais toutefois que les économies qui seront faites en 1998 et qui revêtent un caractère exceptionnel, venant après un effort important déjà consenti en 1997, ne seront pas sans conséquences » dans les armées. Et de citer les effets que ces baisses de crédits ne manqueraient pas d'avoir sur « l'environnement des forces » et, plus explicitement, sur leur infrastructure, leur capacité à s'entraîner et à entretenir les matériels, et sur l'outil industriel de la défense.

#### DÉLÉGUÉ SYNDICAL

Dans les enceintes militaires, où a immédiatement traduit par le slogan « Chirac-Richard, même combat ! » le fait que les deux hommes, pourtant de familles politiques radicalement différentes, semblaient s'être donné le mot : l'austérité, qui sera imposée aux armées en 1998, ne peut être qu'« exceptionnelle », et le vrai rendez-vous à venir se situera en 1999, c'est-à-dire l'année où la programmation passe ou « casse », selon que le budget de la défense bénéficie ou non de la reprise économique attendue.

Certains, notamment dans les

états-majors, expriment, non sans quelque naïveté, l'espoir de transformer, sur ce point, M. Chirac - et, pourquoi pas, M. Richard - en « délégué syndical » de l'institution militaire qui porterait haut et fort les besoins, sinon les revendications des armées.

A l'occasion du projet de budget pour 1998, ce qui était en filigrane dans la programmation militaire et qui en a fondé l'ambition éclipse, en réalité, au grand jour. Le gouvernement précédent a voulu mener de pair trois objectifs : la professionnalisation des armées, leur modernisation et la restructuration de l'outil industriel de la défense en comprimant au maximum les crédits sur la base d'un volume de dépenses intangible et exprimé en francs constants 1995. Dès lors que le budget accuse de retard au fil des ans (3,8 milliards de francs supprimés en 1997 sur les crédits d'équipement et une amputation de 8,7 milliards pour 1998), c'est toute la construction même de cette programmation qui en est ébranlée. C'est d'autant plus le cas que ces réductions touchent singulièrement la part, au sein des crédits d'équipement, attribuée à l'achat et à l'entretien des matériels, c'est-à-dire à la commande d'armements neufs et modernes, et jusqu'au maintien en condition opérationnelle des arsenaux existants mais vieillissants. Sans compter les effets induits de ce tour de vis donné aux armées, comme la suppression de quelque 15 000 emplois dans le secteur industriel de la défense, ainsi que M. Richard l'admet lui-même.

D'où la décision du ministre de la défense, annoncée dans Le Monde du 25 septembre, de relancer la réflexion avec son initiative de procéder, entre cet automne et le printemps 1998, à ce qu'il appelle « une revue » des programmes d'armement à partir de laquelle on pourra anticiper sur la préparation du budget 1999 et des années suivantes. Ce que d'aucuns ont déjà assimilé à la perspective d'« une révision » de la programmation.

Finalement, ce que le gouvernement de Lionel Jospin découvre, c'est que l'amputation, sur deux années consécutives, de 12,5 milliards de francs le conduit à réajuster les rythmes - peut-être pas encore les objectifs, sauf à choisir de continuer la baisse tendancielle des budgets - de la professionnalisation et de la modernisation des armées. L'un et l'autre ne

sont pas tout à fait équivalents. On peut même considérer qu'ils ne sont guère, ou peu, conciliables. Le rythme de la professionnalisation se calcule en années, celui de la modernisation s'évalue en décennies. Mais l'un comme l'autre doivent être harmonisés autant que faire se peut, en dépit de la difficulté de l'exercice. L'enjeu est de taille. Sinon, en effet, comment espérer recruter des volontaires de qualité si on ne leur garantit pas de servir des armées adaptées aux temps nouveaux - au moins, égales à celles de forces alliées comparables - et si les conditions de leur existence professionnelle et individuelle ne sont pas à la hauteur ?

Tel est bien le défi actuel. Une ironie de l'Histoire veut que ce soit à des ministres de gauche, qui n'avaient pas approuvé la programmation militaire lorsqu'ils étaient parlementaires, qu'il revient de trouver les moyens, au-delà des années 1997 et 1998 « exceptionnelles », de la mettre en œuvre sous le contrôle d'un chef des armées qui n'est pas des leurs.

#### A BONNE ÉCOLE

D'autant que le chef de l'État a placé la barre très haut durant son intervention en conseil des ministres. Il a évoqué le risque que soient compromises « l'efficacité et la cohérence » de la politique de défense et a invoqué « la place, l'influence et les intérêts de la France en Europe et dans le monde ». M. Chirac a été à bonne école. Il a notamment servi Georges Pompidou, qui, du temps où il a occupé l'Élysée, s'était entendu conseiller par Richard Nixon de ne pas trop baisser les bras dans le domaine des dépenses militaires si le président français voulait être pris au sérieux par les grandes puissances.

En 1997, la France se veut en flèche dans les négociations internationales et, en particulier, elle est en première ligne pour revendiquer l'exigence d'une « européanisation » accrue de l'OTAN au travers de la rénovation des commandements alliés qui doit permettre aux Européens de prendre leur part de responsabilités dans des crises sur le continent. Ce qui supposerait - et là réside, sans doute, les difficultés des arbitrages à venir en France sur la défense - d'édifier un outil militaire conforme à ses ambitions diplomatiques.

Jacques Isnard

### Métaphysique par Calligaro



## Le double jeu de Moscou entre l'Europe et Washington

LA DIPLOMATIE russe a une qualité : la persévérance. Elle a, parmi d'autres, un défaut : elle ne répute pas à mettre dans l'embarras ses interlocuteurs, y compris ses amis. Jacques Chirac a fait cette double expérience lors de sa visite d'État à Moscou, comme d'ailleurs de ses prédécesseurs. Son ami Boris a tenu devant lui un discours reprenant les thèmes traditionnels de la sécurité européenne. L'objectif reste le départ des Américains du Vieux Continent, les Européens assurant seuls leur défense, en étroite liaison avec la Russie. C'est ce qu'autrefois on appelait le « découplage » entre l'Europe et les États-Unis. On se serait cru revenu au temps de la guerre froide, quand le Kremlin n'avait de cesse de proposer une organisation du continent dans laquelle sa puissance n'aurait rencontré aucun contrepoids.

Boris Eltsine a pu penser que cette vision d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » trouverait un écho favorable chez un président qui se présente volontiers comme un béatifier spirituel du général de Gaulle. Ce fut sans doute le cas, mais la dénonciation de « l'hégémonie américaine » a beau se bien porter aujourd'hui à Paris les nécessités de l'équilibre imposent aussi de prendre quelques distances vis-à-vis de ces déclarations à l'emporte-pièce.

Car le duo franco-russe n'est pas exempt de contradictions. Sur l'élargissement de l'OTAN, par exemple. Le président russe a réitéré son opposition à un mouvement déjà bien engagé pour signifier qu'il ne fallait pas aller au-delà des trois candidats admis. Jacques Chirac n'a sans doute jamais été un partisan enthousiaste de l'extension de l'OTAN, mais, tant qu'à

l'élargir, il veut aller plus loin... Jacques Chirac n'aborda que très discrètement ces divergences, pour ne pas flâcher, un partenaire qui, lui, ne se prive pas de mettre les points sur les i. Car, c'est encore une constante du dialogue entre Paris et Moscou, du côté français on pense - sans doute à tort - qu'en tenant ses Russes le discours qu'ils veulent entendre, on se fera d'autant mieux comprendre.

#### CONCURRENCE

Si le Kremlin poursuit inlassablement le même but en Europe, les conditions ont changé, sous deux aspects au moins, depuis la fin de l'empire soviétique. Dans les années de la guerre froide, Moscou s'était fixé deux objectifs : détacher les Européens des Américains et diviser les Européens. Pendant des décennies, les dirigeants soviétiques ont dénoncé dans l'intégration européenne un complot germano-vaticane qui'ils considéraient d'ailleurs comme une machine de guerre américaine contre le camp socialiste. Il a fallu attendre la fin des années 70 et, plus encore, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev pour que l'URSS prenne au sérieux les efforts faits par les Européens de l'Ouest pour s'unir et comprendre les avantages politiques et économiques qu'elle pouvait en tirer. Boris Eltsine ne dédaigne pas de jouer concurrentiellement de son amitié pour Jacques Chirac et de son amitié pour Helmut Kohl (lors d'une récente visite officielle d'un homme d'État allemand à Moscou, il a déclaré que les relations avec Bonn étaient la « priorité » de la politique russe), le Kremlin n'en tient pas moins aujourd'hui l'Union européenne pour un interlocuteur à part entière.

Le deuxième changement fondamental est l'intégration de la nouvelle Russie dans un système de sécurité européen dominé par les Occidentaux. La France y a joué un rôle important en liant son acceptation de l'élargissement de l'OTAN à la conclusion d'un accord avec Moscou. C'est l'acte fondateur qui a été signé le 27 mai à Paris et qui a donné naissance à un conseil conjoint OTAN-Russie dont la première réunion vient d'avoir lieu à New York, avec la participation des ministres des affaires étrangères. Ce n'est qu'un début, et l'avenir de ce conseil conjoint est tributaire de l'attitude qu'y adopteront les Russes. Mettront-ils sur la coopération ou chercheront-ils à jouer des contradictions au sein de l'Alliance atlantique pour tenter d'isoler tel ou tel de ses seize membres ? Les deux sans doute et le bilan dépendra du dosage.

En marge de cette première réunion, d'importants accords portant sur le désarmement ont été signés entre le ministre des affaires étrangères russe, Evgueni Primakov, et le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright. C'est aussi significatif du jeu des Russes. Pendant que Boris Eltsine et Jacques Chirac faisaient, assaut d'amabilités, les choses sérieuses se passaient à New York.

#### INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ

Les Russes sont tout disposés à flatter les Européens ; ils se déclarent prêts, avec leur aide, à chasser les Américains du Vieux Continent, mais c'est avec Washington qu'ils traitent. Leur interlocuteur privilégié se trouve outre-Atlantique. Pour des raisons pratiques : la Russie et les États-Unis doivent ensemble liquider des séquelles de la guerre froide pour

lesquelles les Européens n'ont pas leur mot à dire. Et pour des raisons politiques, voire simplement de prestige : en parlant, avec Washington, la Russie a l'impression de retrouver un peu de ce statut de grande puissance qu'elle a perdu depuis la fin de la guerre froide.

Ce double jeu participe d'une conception habile de l'action diplomatique et il n'y a pas lieu de s'en offusquer, surtout de la part d'un pays qui n'a plus les moyens de ses ambitions. On peut, en revanche, observer avec quelque ironie les protestations d'amitié que les dirigeants russes dispensent aux oreilles complaisantes.

Daniel Vernet

#### RECTIFICATIFS

##### ELISABETH HUBERT

Elisabeth Hubert, ancien ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie, récemment nommée directeur général des laboratoires Fournier, nous précise qu'elle n'avait pas réintégré sa fonction de chargée de mission auprès du président de la République au lendemain des dernières élections législatives, contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 4 septembre.

##### VILLIERS-SUR-MARNE

Dans l'article consacré à l'enquête judiciaire sur le groupe Caplain Hébert, publié dans nos éditions du 17 septembre, c'est par erreur que nous avons attribué à Serge Delaporte, mis en examen le 26 mars, la qualité de maire (PS) de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne). M. Delaporte ayant été battu lors des élections municipales de 1995, son successeur est Jacques Benisti (Force démocrate).



## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 30 SEPTEMBRE 1997

**ÉNERGIE** La compagnie pétrolière française Total a signé, dimanche 28 septembre dans la soirée, un contrat avec la National Iranian Oil Company (NIOC) pour le

développement d'une partie d'un gisement gazier géant dans le golfe Persique. ● TOTAL a pris pour partenaires le russe Gazprom et le malaisien Petronas, à hauteur de 30 %

chacun. L'investissement est estimé à 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) et la production attendue s'élèvera à 20 milliards de mètres cubes par an. ● EN SIGNANT cet ac-

cord, Total et ses associés s'exposent aux menaces de sanctions américaines prévues par la loi D'Amato à l'encontre toute entreprise investissant en Iran. ● THIERRY DESMA-

REST, président de Total, soutenu par les pouvoirs publics, rappelle que l'investissement est conforme aux règles française et européenne. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

# La compagnie française Total emporte un contrat gazier en Iran

Associé au russe Gazprom et au malaisien Petronas, le groupe pétrolier est la première firme européenne à s'exposer aux sanctions américaines. La loi D'Amato interdit depuis 1996 tout investissement dans ce pays, accusé de financer le terrorisme

LE GROUPE FRANÇAIS Total a signé, dimanche 28 septembre dans la soirée, à Téhéran, un contrat, annoncé depuis plusieurs mois, avec la National Iranian Oil Company (NIOC), pour le développement d'une partie du gisement gazier géant de South Pars Field, situé dans les eaux du Golfe Persique. La compagnie que préside Thierry Desmarest a pris pour partenaires le russe Gazprom et le malaisien Petronas, qui auront chacun une participation de 30 %. Total, avec 40 % des parts, est l'opérateur de ce projet dont l'investissement est estimé à 2 milliards de dollars (12 milliards de francs). Le contrat prévoit le développement, par 70 mètres de profondeur d'eau, de deux sites sur ce champ dont les réserves sont évaluées à environ 8 000 milliards de mètres cubes. Le septième pétro-

lier mondial emporte ainsi son deuxième contrat en Iran et s'affirme, en raison de l'embargo américain, comme la seule firme internationale opérant dans ce pays. En juillet 1995, Total était retenu pour exploiter le gisement pétrolier de Sirri au voisinage de la frontière maritime avec Dubaï. A l'époque, la firme avait profité du désistement de l'américain Conoco. Celui-ci avait dû renoncer à ce projet après la mise en place d'un embargo commercial américain à l'encontre de Téhéran.

Cette fois, le Français s'expose aux menaces de sanctions américaines prévues, depuis août 1996, par la loi D'Amato contre toute entreprise investissant en Iran. A plusieurs reprises, les États-Unis ont fait savoir au gouvernement français et à la firme pétrolière que des sanctions seraient mises en



œuvre en cas d'accord avec l'Iran. Ce cas a valeur de test : c'est la première fois qu'une firme européenne est visée par cette loi. Le président de Total reste néanmoins serein, considérant que ce texte ne s'applique pas aux firmes non américaines. Il sera, co-outre, difficile aux États-Unis d'imposer leur loi conjointement aux Européens, aux Russes et aux Malaisiens.

### DIVISÉ EN HUIT

Le champ de South Pars Field est l'un des plus importants du monde. A la limite des eaux territoriales du Qatar, il jointe le réservoir géant de North Field qu'exploite aussi, pour partie, la firme française. En 1991, les Iraniens ont signé une lettre d'intention avec Total pour étudier le développement de ce gisement. Les autorités

de Téhéran ont divisé la zone en huit, afin de les attribuer aux compagnies internationales. Le groupe français vient de se voir attribuer deux permis qui auront chacun une production de 10 milliards de mètres cubes par an, soit ensemble, l'équivalent de la production du gisement de Troll en Norvège ou la moitié de la consommation française de gaz.

Le principe du contrat repose sur le « buy back ». Les trois partenaires (Total, Gazprom et Petronas) financent et réaliseront les travaux de forage pour une mise en production prévue en 2001. L'année suivante, une fois l'exploitation démarrée, les trois associés passeront le relais à la NIOC. Ils seront rémunérés par l'accès, durant plusieurs années, à une partie de la production de pétrole et de condensats, les Iraniens gardant le gaz, dont ils exporteraient une partie vers la Turquie. Selon la compagnie française « sur la base des prix actuels du pétrole, ce paiement représentera 80 000 barils de condensats par jour sur une période de sept ans à compter du démarrage de la production ». Au cours de 18 dollars le baril, cela représenterait 525 millions de dollars par an.

D'autres contrats de ce type devraient être signés sur South Pars Field. L'anglo-néerlandais Shell, numéro un mondial, serait le prochain sur les rangs, mais attendra sans doute la réaction américaine pour s'engager.

Propos recueillis par Dominique Gallois

D. G.

## Thierry Desmarest, président du groupe pétrolier Total « Nous avons le soutien du gouvernement et des Européens »

« Vous venez de signer un important contrat en Iran, malgré les menaces de sanctions américaines prévues par la loi D'Amato. Pourquoi prendre un tel risque ?

« Je répondrai plus largement sur le Moyen-Orient. Cette région recèle les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et un tiers de celles du gaz. Une compagnie pétrolière ne peut avoir de stratégie à long terme sans chercher à se renforcer dans cette zone. Pour Total, c'est viscéralement culturel : nous sommes nés là-bas et y avons établi des positions importantes. Mais nous devons nourrir notre portefeuille en permanence. L'Iran est un acteur mondial essentiel : il détient, à lui seul, quelque 10 % des réserves de pétrole et près de 20 % de celles du gaz. Nous voulons nous développer dans ce pays malgré un contexte un peu particulier où les sanctions américaines dissuadent un certain nombre de sociétés d'investir. Mais nous pensons que nous avons notre liberté d'entreprendre.

« Dans ce contexte, le choix de vos partenaires, comme celui du russe Gazprom, est-il politique ou purement économique ?

« Il est un tout petit peu politique en ce sens que les compagnies américaines ne sont pas autorisées à venir. Après, c'est une question



THIERRY DESMAREST

siennne Petronas ont chacun 30 %. Le but est d'avoir des partenaires solides avec lesquels partager l'investissement, plus que de faire des calculs politiques.

« Craignez-vous des représailles américaines ?

« En application des règles française, européenne et internationale (par exemple d'organismes comme l'ONU), nous avons parfaitement le droit d'investir en Iran. Il existe même une réglementation française qui nous interdit de nous soumettre aux législations extraterritoriales américaines. Nous sommes dans notre droit quand nous décidons d'investir en Iran. Les autorités américaines, sous la pression d'un certain nombre de lobbies, ont mis en place une législation qui menace de sanctions les entreprises

le gouvernement américain.

« Avant de signer, avez-vous obtenu des soutiens aux niveaux français et européen ?

« Absolument. Nous avons eu des réponses très claires à tous niveaux reconnaissant que nous sommes parfaitement dans notre droit. Nous avons le soutien du gouvernement. Le chef de l'État, comme le premier ministre, ont clairement manifesté leur opposition à toute forme d'extraterritorialité. Nous sommes aussi soutenus au niveau européen où nous sommes le premier cas d'application de la loi D'Amato. Une entreprise canadienne a signé un accord en août, mais les Américains n'ont pas encore réagi.

« Êtes-vous prêt à assumer un boycott de votre marque ou des sanctions sur vos activités aux États-Unis ?

« Aux États-Unis, nous venons de fusionner Topna, notre filiale de distribution, avec une autre entreprise américaine, Ultramar Diamond Shamrock, et nous n'avons plus que 8 % dans cet ensemble. Je ne vois pas qui irait s'attaquer à Ultramar. L'accord est intervenu jeudi, juste avant la signature iranienne. C'est un hasard, mais personne ne nous croira. Dans la chimie, nous avons des intérêts modestes aux États-Unis. La loi D'Amato prévoit que les filiales non concernées par les activités iraniennes ne sont pas soumises aux sanctions.

« Après les critiques sur votre implantation en Birmanie, ne redoutez-vous pas que l'accord iranien ternisse l'image de Total ? Ne serez-vous pas soupçonné de financer le terrorisme ?

« Ces histoires de financement du terrorisme sont absurdes. L'Iran produit 3,6 millions de barils de pétrole par jour. Dire que la production complémentaire d'hydrocarbures qui viendra de ce nouveau champ dans quatre ans permet à l'Iran de financer des actions terroristes, alors que ce pays tire des revenus majeurs de ses productions actuelles, cela n'a pas de sens.

« Ce projet, s'il est contesté, ne risque-t-il pas d'affaiblir l'ensemble du groupe ?

« Je ne le crois pas : nous sommes de ceux qui diversifions beaucoup les risques et avons des implantations très réparties dans le monde. De plus, beaucoup de géos constatent, y compris aux États-Unis, que cette multiplication d'embargos ne mène à rien. A l'heure actuelle, pas moins du tiers de la population mondiale est d'une manière ou d'une autre, sous embargo américain. Après trente années de sanctions pour Cuba, la situation n'a pas tellement évolué. Depuis quelques mois, et surtout depuis l'élection du nouveau président iranien, un débat s'est ouvert aux États-Unis sur l'attitude à adopter vis-à-vis de ce pays.

« Aux États-Unis, quelle sera la réaction des hommes politiques et de vos actionnaires ?

« Cela ne fera pas plaisir à certains hommes politiques américains, mais je pense que ce sera qu'une réaction de mauvaise humeur. Quant à nos actionnaires américains, nous entretenons de très bonnes relations avec eux. Ils sont parfaitement au courant du projet et nous n'avons pas vu dimi-

nuer leur participation. Pour eux, il s'agit d'un dossier d'investissement comme un autre. Je reviens des États-Unis. Dans l'esprit des gestionnaires de fonds, l'Iran c'est fait. Leurs questions portent désormais sur l'ampleur des découvertes du bloc 14 et Angola et sur nos perspectives en mer Caspienne. »

### Le champ d'application de la loi D'Amato

La loi américaine D'Amato, votée le 5 août 1996 pour cinq ans, n'a encore jamais été appliquée. Elle interdit tout investissement étranger (de plus de 40 millions de dollars par an la première année, 20 millions les quatre suivantes) dans le pétrole et le gaz en Iran et en Libye, considérés comme les principaux pourvoyeurs de fonds du terrorisme international.

Avant toute sanction à l'égard du contrevenant, le président des États-Unis peut s'accorder deux délais de quatre-vingt-dix jours pour négocier avec le pays dont la firme dépend. Il peut renoncer aux sanctions s'il prouve au Congrès que ce pays a pris des dispositions satisfaisantes contre l'Iran ou la Libye. En cas de sanctions, il en choisit deux sur une liste de six (interdiction de crédit, restrictions d'importations de produits, suppression de licences sur des matériels technologiques sensibles, boycott de produits et services dans les marchés publics...).

d'opportunité. A la différence du contrat de Sirri, signé en 1995 et qui ne tombe pas sous la loi D'Amato, celui de South Pars Field que nous venons de conclure est beaucoup plus important. Il représente 2 milliards de dollars d'investissement (12 milliards de francs) contre 610 millions de dollars pour le précédent. Sur ce champ, les deux permis que nous venons d'obtenir auront un débit de 10 milliards de mètres cubes par an chacun, soit ensemble la moitié de la consommation annuelle de gaz en France. Devant l'ampleur du projet et pour limiter les risques, nous nous sommes associés dès le départ, ce que nous n'avions pas fait pour Sirri. Total a 40 % des parts et garde la responsabilité des opérations. Le russe Gazprom et la société malai-

siennne Petronas ont chacun 30 %. Le but est d'avoir des partenaires solides avec lesquels partager l'investissement, plus que de faire des calculs politiques.

« Quelles sont ces sanctions ?

« Si le président américain déclare qu'une entreprise est condamnable, il peut prendre deux sanctions sur une liste de six pénalités de nature financière ou commerciale. Il peut, par exemple, priver la société de l'accès au crédit export américain. Nous n'en avons pas obtenu depuis des années. Il peut décider de sanctions commerciales, mais je pense que c'est un problème délicat : au regard de l'Organisation mondiale du commerce, le recours à de telles sanctions poserait problème. Ce dossier est au centre de discussions entre les autorités européennes et



Ajusteur-outilleur, Christian Minisclou est spécialiste du montage des moteurs SNECMA CFM56-7 du Boeing 737 Prochaine Génération. Par la minutie de ses gestes, il contribue à en faire un des avions les plus fiables au monde. Depuis 30 ans, Boeing travaille

avec des entreprises européennes, pour que chaque partie de chaque avion soit réalisée par les meilleurs. C'est le plus court chemin vers l'excellence. Et ce n'est pas Christian Minisclou qui s'entraîne tous les jours au marathon qui vous dira le contraire.

BOEING

## DÉPÊCHES

■ **COCKERILL-SAMBRE**: l'entreprise sidérurgique belge dirigée par Jean Gandolf, par ailleurs président du CNPF, va réduire le temps de travail de 37 à 34 heures hebdomadaires au 1<sup>er</sup> janvier 1999, sans perte de salaire et avec embauche de 150 personnes. Les salariés ont approuvé, vendredi 26 septembre, cet accord financé en grande partie par des aides publiques.

■ **FN HERSTAL**: Fiat Industries a accepté, vendredi 26 septembre, de repousser de quelques jours l'échéance des négociations sur la reprise de sa filiale belge FN Herstal par l'armurier américain Colt, qui devait être terminée le 30 septembre. La région wallonne, qui détient 8 % de la société, demande des garanties sur cette cession.

■ **VOLKSWAGEN**: le constructeur allemand veut installer une usine de sa filiale tchèque Skoda à Sarajevo, selon le quotidien *Süddeutsche Zeitung* du 29 septembre. Elle fabriquerait 30 000 à 40 000 véhicules par an.

■ **CRÉDIT AGRICOLE**: le résultat net du premier réseau bancaire français a progressé de 19,8 % au premier semestre de 1997, à 4,63 milliards de francs, le bénéfice le plus élevé du secteur. Les fonds propres ont gagné 9,1 % à 118,2 milliards de francs.

■ **LUFTHANSA**: l'offre publique de vente sur les 37,5 % de la compagnie aérienne que détient encore l'Etat allemand a débuté lundi 29 septembre. Cette opération devrait lui rapporter 4,5 milliards de francs (plus de 15 milliards de marks). Lufthansa a annoncé lundi qu'elle compte réaliser en 1997 un bénéfice avant impôts de plus d'un milliard de francs, soit 300 millions de marks de plus qu'en 1996.

■ **AIR FRANCE**: l'ouverture du capital d'Air France « peut aller jusqu'à 45 %, voire 49 %, mais pas au-delà car il faut garder un sens aux mots », a indiqué dimanche 28 septembre le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, lors du Club de la Presse sur Europe 1.

■ **FRANCE TÉLÉCOM**: un million d'actionnaires potentiels ont réservé des actions de l'opérateur public, une semaine après le démarrage de la période de réservations, a indiqué, dimanche 28 septembre, le ministre de l'économie Dominique Strauss-Kahn.

■ **MICRO-ORDINATEURS**: plus de 20 % des foyers français sont équipés d'un ordinateur personnel, contre 18 % en 1996, selon la société d'études TMO et le magazine *L'Ordinateur Individuel*.

■ **SNCF-RATP**: la circulation des trains était perturbée, lundi 29 septembre, dans la matinée, sur certaines lignes du réseau SNCF banlieue de Paris-Nord ainsi que sur la ligne B du RER, en raison de mouvements de grève. A la SNCF, les agents protestent contre la mise en place des horaires d'hiver. A la RATP, la CGT souhaite une autre organisation du travail sur la ligne.

## Avec Endesa, l'Espagne lance sa plus importante privatisation

L'offre publique de vente proposée lundi 29 septembre porte sur un tiers du capital de la compagnie d'électricité. Le montant de l'opération, de plus de 40 milliards de francs, dépasse celui atteint pour la cession de Telefonica en février

Premier fournisseur d'électricité en Espagne, Endesa est une compagnie semi-publique dont le capital avait déjà été ouvert à des actionnaires privés par le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez. Son successeur, le li-

béral José Maria Aznar, souhaite la privatiser entièrement. Lundi 29 septembre a démarré une offre publique de vente portant sur 25 % à 35 % du capital. Le reste des actions doit être cédé dans un an. Par cette opéra-

tion, le gouvernement continue d'appliquer son « plan stratégique de privatisations ». Depuis le début de l'année, l'Etat a déjà cédé plusieurs entreprises publiques, comme Enagaz, Repsol (pétrole), Retevisión (télévisi-

on) et surtout Telefonica. A elle seule, la vente des actions de l'opérateur de téléphonie a rapporté 25 milliards de francs. Les recettes de privatisations de 1997 dépasseront les prévisions du gouvernement.

## MADRID

de notre correspondant

L'Espagne a donné, lundi 29 septembre, le coup d'envoi à sa plus importante opération de privatisation, celle du premier fournisseur national d'électricité, Endesa. Ce groupe semi-public, qui a dégagé en 1996 un bénéfice net de quelque 8 milliards de francs, contrôle 47 % de la production et 43 % de la distribution de l'électricité en Espagne et vient d'effectuer une percée importante en Amérique du Sud. La dernière grande opération de privatisation sur la péninsule remonte à février, avec l'entrée en Bourse de 21 % du capital de Telefonica, la compagnie des télécommunications, totalement privatisée.

La privatisation complète du groupe Endesa doit s'effectuer en deux étapes : la première est l'opération publique de vente (OPV), commencée le 29 septembre, la deuxième étant prévue pour le deuxième semestre 1998. Endesa, présentée dans les campagnes publicitaires des banques et dans les spots diffusés à la radio et à la télévision ces dernières semaines comme le *« nec plus ultra »* des entreprises privatisables, emploie cinq mille personnes.

## DÉJÀ COTÉE EN BOURSE

L'entreprise a déjà fait l'objet de deux privatisations partielles sous le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez et 30 % de son capital étaient déjà cotés en Bourse.

L'Etat, qui contrôle 66,8 % du capital d'Endesa, ne sera plus majoritaire au terme de cette OPV. La SEPI (Société d'Etat des participations industrielles), organisme d'Etat qui gère toutes les entreprises publiques espagnoles, met en vente 25 % à 35 % de sa participation à Endesa.

L'opération devrait rapporter entre 40 et 48 milliards de francs, de quoi alléger le déficit public espagnol. Un oiseau dur d'actionnaires regroupe aujourd'hui les grandes banques espagnoles, le Banco Santander, Agentaria et le Banco Central Hispano.

Ce sont 260 millions d'actions qui vont être mises sur le marché mais leur nombre pourrait être porté, si la demande se révélait très forte, à 340 millions de titres. L'opération, qui durera jusqu'au 24 octobre, s'adresse d'abord aux petits porteurs. Le ministre espagnol de l'Industrie, Josep Piqué, avait souhaité, lorsque le gouvernement avait donné son feu vert

aux mois de juillet, que « le capital soit le plus disséminé possible », Endesa étant « une entreprise solide et bien implantée ».

C'est ainsi que 57,5 % des actions seront destinées aux petits porteurs, dont 15,5 % aux salariés de l'entreprise, qui bénéficieront d'un tarif préférentiel de 10 % inférieur au prix établi. Les 42,5 % restants seront attribués aux investisseurs institutionnels dont 10 % aux Espagnols (instituts de crédit, caisses d'assurances, fonds de pension, etc.) et 32,5 % aux investisseurs internationaux. Les particuliers ont jusqu'au 13 octobre pour formuler leurs ordres d'achat (date à laquelle sera fixé le prix maximal de l'action Endesa) qui devront se situer entre un minimum de 4 000 francs et un maximum de 40 000 francs.

Ces petits porteurs auront la possibilité, jusqu'au 16 octobre, de revenir sur leur demande et le prix définitif du titre Endesa sera fixé le 20 octobre, veille du placement en

Bourse des nouvelles actions. La liquidation a été fixée au 24 octobre. Le titre Endesa, qui a connu une forte augmentation en Bourse depuis le début de l'année, se situait la semaine dernière à quelque 124 francs et pourrait atteindre, selon de nombreux analystes,

148 francs à la fin de 1998, soit une revalorisation de 20 %. Selon ces analystes financiers, l'action Endesa serait surtout un très bon placement à moyen terme.

L'entreprise leader de l'électricité espagnole est présidée depuis le mois de février par Rodolfo Martín

Villa, qui fut ministre de l'Intérieur dans les années difficiles de la transition. Doté d'un grand talent de négociateur, Rodolfo Martín Villa s'est attaché, depuis le printemps, à placer le groupe Endesa sur tous les fronts. Associé avec la STET (les télécommunications italiennes), Endesa contrôle depuis juillet Retevisión qui deviendra en 1998 le second opérateur espagnol de téléphonie. Outre les communications, des alliances ont été également passées dans le secteur des carburants avec l'entreprise Cepa.

La péninsule paraissant désormais exiguë aux dirigeants du groupe, ceux-ci ont mis le cap sur l'Amérique latine. En août Endesa a racheté 29 % du capital d'Enersis, compagnie électrique chilienne, pour 10 milliards de francs. On Enersis est la première holding électrique d'Amérique du Sud, leader au Chili, mais aussi implantée en Argentine, au Pérou, au Brésil et en Colombie. (Interim.)

## Le plan dépasse les espérances du gouvernement

Le gouvernement de Jose Maria Aznar avait adopté, en juin 1996, « un plan stratégique de privatisation » visant à réduire le déficit public pour accéder à l'euro. Il espérait alors des recettes de privatisations de 25 milliards de francs pour 1997, et de 80 milliards d'ici à la fin 1999. Ces prévisions seront dépassées : la vente de Telefonica, en février, a déjà rapporté 25 milliards de francs. Après la cession de 10 % de Gas Natural en novembre 1996, la dernière participation de l'Etat dans Telefonica a été vendue cette année, de même que des participations publiques dans Repsol (carburants), Enagaz, on Retevisión, le futur concurrent de Telefonica. Pour 1998, sont prévues la privatisation totale d'Endesa, du groupe bancaire Argentaria, de la compagnie d'Etat Tabacalera, mais aussi celle de la société de duty free Adesana, et surtout la mise en vente de 10 % du capital de la compagnie aérienne Iberia. Gauche et syndicats estiment que, par cette politique, le gouvernement est en train de « brader tout le secteur public ».

## Les usines Trabant, symbole de la RDA, entrent en Bourse

## BONN

de notre correspondant

Poussives, polluantes, de taille ridicule et surchargées de bagages, les automobiles Trabant furent, pendant les mois qui suivirent la chute du mur de Berlin, l'objet de toutes les railleries. Pour les Allemands de l'Est, partis humer la liberté sur les autoroutes de l'Ouest, ces malheureuses voitures, qui rendaient clarté le retard de l'industrie de la RDA, furent la source de bien des humiliations. Et dire qu'il fallait patienter treize ans sous le règne communiste pour obtenir ce véhicule de rêve, dont, du jour au lendemain, plus personne ne voulait !

Aujourd'hui, les Trabant tiennent une petite revanche. Non pas que la production soit relancée. Le dernier véhicule est sorti des chaînes d'assemblage de Zwickau, en Saxe, le 30 avril 1991. Mais la société Sachsenring, qui a produit plus de trois millions de ces fameux modèles depuis 1958, sera accueillie en grande pompe, jeudi 2 octobre, par le capitalisme ouest-allemand. Elle fera, ce jour-là, son entrée au nouveau marché de la Bourse de Francfort, devenant ainsi la seule société allemande originaire de l'Est cotée en Bourse. Sachsenring n'assemble plus de voitures, mais est devenue un sous-traitant automobile spécialisé dans la carrosserie, notamment pour Volkswagen, qui a installé une usine d'assemblage de ses Polo à quelques kilomètres de là.

Lorsque la Treuhandschaft, l'organisme chargé de privatiser l'économie est-allemande, a pris le contrôle de Sachsenring, l'entreprise était bonne à mettre à la casse. Les effectifs sont passés de plus de 11 000 salariés sous l'ère communiste à 330. Tout semble perdu lorsque deux hommes d'affaires de l'Ouest, qui dirigent avec succès une entreprise familiale, les frères Ulf et Ernst-Wilhelm Rittinghaus, débarquent. Dans le scepticisme général, les deux Wesis reprennent cette ruine industrielle de 230 000 m<sup>2</sup> qui réalise alors 25 millions de marks de pertes pour 36 millions de chiffre d'affaires. Ils investissent 150 millions environ en deux ans, gèrent des subventions, de l'ordre de 16 000 marks par salarié – ce qui est peu pour l'Allemagne de l'Est –, améliorent considérablement la productivité, allongent la durée du travail à 45 heures et étendent la production au samedi.

Et c'est le miracle : fin 1996, l'entreprise était revenue à l'équilibre, avec un chiffre d'affaires de 170 millions de marks, qui devrait augmenter de 60 % en 1997. Surout, les effectifs atteignent désormais 950 salariés, deux fois plus que ce qu'avait préconisé la Treuhandschaft. Mais l'expansion a été réalisée au prix d'une forte dépendance vis-à-vis de Volkswagen. Le géant de Wolfsburg, qui a désigné Sachsenring comme son meilleur fournisseur, représente encore plus de la moitié du chiffre

d'affaires de l'entreprise, contre 95 % il y a trois ans. Sachsenring cherche à diversifier sa clientèle : la société va réaliser des cabines de camion pour Mercedes et des systèmes de direction pour Opel.

L'entreprise lèvera en Bourse environ 50 millions de deutschemarks (168 millions de francs) pour accélérer son développement et mettra un peu plus du quart de son capital sur le marché, les frères Rittinghaus conservant 44 % des parts. « Pour le moment, Sachsenring est une aventure exclusivement allemande », note Martin Ziegenbalg, analyste financier chez Dresdner Kleinwort Benson, qui pense que l'entreprise aura des possibilités de croissance dans les pays de l'Est.

Sachsenring conserve toutefois la nostalgie de la construction. Son service de recherche a mis au point un véhicule prototype de sept places, utilisant au choix le diesel ou l'énergie électrique. L'entreprise aura du mal à produire elle-même ce véhicule, qui nécessiterait des investissements de plusieurs centaines de millions de marks. Mais elle cherche à renouer avec la tradition d'innovation de son fondateur, August Horch, qui avait créé l'usine de Zwickau en 1904, avant de lancer quelques années plus tard la marque Audi. Histoire d'oublier la dense fumée bleue, caractéristique des moteurs deux temps des « Trabies ».

Arnaud Leparmentier

## Longwy a défilé samedi pour ne pas devenir une ville morte

## NANCY

de notre correspondant

Samedi 27 septembre, peu avant 16 heures, le barman du Café de la Place à Longwy a pris ses clients d'expédier cafés et denrées. Puis il a fermé boutique, comme tous les

## REPORTAGE

La fermeture du train à fil Unimetal porte un nouveau coup à l'emploi local

commerçants de Longwy, qui avaient collé l'affichette jaune appelant à la manifestation. Un peu plus tard, deux cortèges se sont rejoints sur la place Leclerc. Loin des mobilisations massives des années 80, la manifestation de samedi a rassemblé 1 500 personnes venues protester contre la fermeture du train à fil Unimetal de Herserange, mais aussi contre celles des usines

JVC et Panasonic. A la mi-96, les 235 ouvriers de l'usine de fil de JVC apprennent que la production doit être délocalisée en Chine.

Le PDG, Jean Bessis, assure qu'il fait tout pour « limiter la casse sociale ». Mais rien ne vient. En juillet, c'est au tour de Panasonic, qui appartient au même groupe japonais Matsushita, d'annoncer la fermeture de son usine de composants pour magnétoscopes. En jeu : 140 emplois. Le coup de grâce arrive le 11 juillet, avec l'annonce de la fin du train à fil, due à une reorganisation d'Unimetal. Avec lui s'éteint le dernier témoin du passé sidérurgique de Longwy.

Le 24 juillet, les syndicats avaient rassemblé plus de 3 000 personnes. Samedi, ils étaient moitié moins, des quadragénaires passés d'un site à l'autre au gré des restructurations, des épouses, des enfants en tête du cortège avec des badges CFDT collés aux t-shirts. Au train à fil, la moyenne

d'âge est de quarante-neuf ans. La plupart des hommes ont connu les manifestations de 1979, le plan acier de 1984. Samedi, la manifestation unitaire était presque tranquille et teintée de tristesse. « C'est logique », note la femme d'un retraité de cinquante-six ans, qu'on a « foutu à la porte à cinquante », « aujourd'hui la sidérurgie n'emploie plus beaucoup de monde. Les gens ont vieilli. Les jeunes vont travailler ailleurs. Mais, si on ne fait rien, Longwy finira par devenir une ville morte ». Benoît, chômeur de vingt-six ans, est monté de Nancy « parce que les gens d'ici existent et qu'ils résistent ».

Au milieu du cortège qui scande « l'emploi c'est la vie », on aperçoit les maires d'Hussigny, Mexy, Longvillotte, Saulnes, Villers-la-Montagne, Haucourt-Moulaine... Victor Zaffagni, maire d'Herserange, soixante-trois ans, ancien chef du personnel à Usinor, a été de toutes les manifestations. « A la grande époque, on était 20 000 sidérurgistes. Aujourd'hui, à Longwy, on n'est plus que 600. Forcément, la motivation n'est plus la même. Mais ne dites pas que c'est un combat d'arrière-garde. Ils mentent quand ils disent que le train à fil n'est plus rentable. » C'est ce que les syndicats veulent démontrer en justice : vendredi, CGT, CFDT et Silestam-CGC réunies en comité central d'entreprise ont décidé d'attaquer l'entreprise pour entrave au bon fonctionnement du CCE.

« La fermeture du train à fil, c'est 60 % du fret de la gare de Longwy qui en prend un coup », lance Roland Favaro, conseiller régional

PC. Jean-Paul Durieux, député et maire PS de Longwy, se fait aussi du souci pour les écoles, le tribunal, la Secu, l'association hospitalière. Il sera, mardi 30, au ministère de l'Industrie, avec d'autres élus, espérant une médiation du secrétaire d'Etat, le Lorrain Christian Pignatelli. « Le gouvernement doit faire pression sur l'industriel. Je sais que c'est compliqué », reconnaît le maire de Longwy.

Monique Raux

**RAFAL**

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

**GRANDS FORTS**

15, place du Havre  
Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 01-43-87-34-84

NICE  
18, av. J.-Médéric  
C.C. CAP 3000

LYON ROURY  
80, rue E.-Harriot

**SICAV UNIVAR**

- Orientation : Instruments monétaires en francs
- Durée de placement : 3 mois à 2 ans
- Valeur Liquidative au 26/09/1997 : action C : 311,53 F  
action D : 298,56 F

**Assemblée générale extraordinaire**

Les actionnaires de la Sicav Univar sont convoqués à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le lundi 27 octobre 1997 à 10 h 30, 91/93 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le mercredi 5 novembre 1997 à 10 h 30 dans les mêmes locaux.

Cette Assemblée générale extraordinaire aura pour objet de statuer sur la fusion-absorption du Fonds commun de placement Compte Epargne Obligations par la Sicav Univar.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'UNIVAR sur SICAVCOUTE : 08.36.68.56.55  
Codes : "C" 15 - "D" 18 (3 unités par cent)

**INDOCAM**  
Asset Management La Société de Gestion du Crédit Agricole



## COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 30 SEPTEMBRE 1997

# M<sup>me</sup> Trautmann annonce son plan d'aides à la production audiovisuelle

Au Mipcom, la ministre de la culture et de la communication a exprimé sa volonté d'étendre à toutes les chaînes thématiques, françaises et étrangères, diffusées par câble et satellite, la taxe de soutien à l'industrie des programmes télévisés

**CANNES**  
de notre envoyé spécial  
Aides à la production, fluidité du marché et réflexion sur les missions du service public ont été les maîtres mots de Catherine Trautmann, à l'occasion de la treizième édition du Marché international des programmes de télévision (Mipcom), qui a lieu à Cannes du 26 au 30 septembre. Selon la ministre de la culture et de la communication, « un plan

d'aides à la production » sera mis en œuvre à partir de 1998. Pour le financer, il est prévu que « toutes les chaînes reçues en France, généralistes ou thématiques, hertziennes ou par câble et satellite, françaises et étrangères » seront assujetties à la taxe alimentant le compte de soutien à l'industrie des programmes (Cosip).

L'extension du périmètre d'activité de cette taxe, qui sera inscrite dans la loi de finances rectificative pour 1997, a pour objectif, selon Catherine Trautmann, de « majorer le soutien apporté aux œuvres commandées par les chaînes thématiques et [d'] inciter les diffuseurs à coproduire ensemble ».

### France Télévision veut rester dans TPS

« Dans l'immédiat, France Télévision n'a pas l'intention de se laisser diluer dans le capital de télévision par satellite (TPS) », a indiqué Xavier Gonyou Beauchamps au Mipcom. « Tout se passe bien sur TPS », même si le PDG de France Télévision évoque sa « déception » de ne pas avoir « réussi à persuader TPS de reprendre Euronews ». Toutefois, la chaîne Histoire a été reprise par TPS, « ce qui n'aurait pas été évident si France Télévision n'avait pas été actionnaire » du bouquet, et ce statut permet à la chaîne France 3 Régions de figurer dans les projets de TPS. La fin annoncée de l'exclusivité des chaînes publiques dans TPS ne devrait pas remettre en cause leur diffusion sur ce bouquet : « En refusant de nous transmettre, TPS offrirait une exclusivité à CanalSatellite », Xavier Gonyou Beauchamps souligne que France Télévision ait « un système d'acquisition de droits » à l'image de la société commune TCM créée par TF1 et M6, qui pourrait réunir France 2, France 3, mais aussi TV5.

### PLURIANNUALITÉ

Aujourd'hui, seules les recettes des chaînes thématiques sont poctionnées pour alimenter le Cosip. Du côté des chaînes généralistes comme des satellites-opérateurs (TPS ou CanalSatellite), les ardeurs fiscales manifestées par la ministre n'ont pas déclenché l'enthousiasme. En outre, certains observateurs laissent percer leur perplexité quant aux moyens de collecter cette taxe auprès de chaînes étrangères, certes reçues en France, mais non commercialisées et diffusées par satellite sur l'Europe. Seuls les programmes étrangers, repris sur les réseaux câblés, ne devraient pouvoir y échapper.

Grâce à l'élargissement de l'assiette de la taxe, « les ressources du Cosip augmentent de 72 millions de francs en 1998, soit une hausse de 6,7 % par rapport à 1997, pour s'élever à 1,136 milliard de francs », a précisé Catherine Trautmann. En 1996, deux mille six cent cinquante heures de pro-

grammes audiovisuels ont été aidées. Une hausse de 20 % par rapport à 1995 qui illustre, selon la ministre, « la vitalité du secteur de la production ». Toutefois, l'effort financier de la France ne sera pas suffisant car « la croissance du volume d'œuvres aidées est plus rapide que la croissance des ressources du Cosip », a souligné M<sup>me</sup> Trautmann, favorable à « la création d'un fonds de garantie européen ».

Des mesures destinées à améliorer « la fluidité du marché » et la circulation des œuvres de-

vraient être intégrées dans la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Elles auront pour objectif, a précisé M<sup>me</sup> Trautmann, « d'identifier et séparer les droits acquis selon les moyens de diffusion, de limiter la durée maximale des droits hertziens pour toute utilisation sur le câble, le satellite ou tout autre support multimédia ». Soucieuse que l'effort financier en faveur du service public - +3,3 % en 1998 - serve principalement à l'amélioration des programmes et l'innovation, Catherine Trautmann a chargé Jean-Louis Missika, pa-

tron de l'institut BVA, « d'une mission de réflexion et de propositions ».

M<sup>me</sup> Trautmann a regretté que ces dernières années « les missions du service public passaient plutôt au second plan par rapport aux préoccupations de financement » des chaînes. Selon elle, une telle logique aurait eu pour conséquence de « déresponsabiliser l'Etat, qui ne jouait plus son rôle d'actionnaire ». « Pour permettre la réussite des projets d'entreprises que sont les chaînes publiques, il faut travailler sur leurs

perspectives », a-t-elle ajouté, ramenant le serpent de mer de la pluriannualité. Catherine Trautmann souhaite « avoir, avec les chaînes, un travail sur leurs structures financières et leurs projets de développement pour qu'ils ne soient pas simplement déterminés par l'annualité budgétaire ». Selon la ministre de la culture et de la communication, les chaînes, qui sont des entreprises, « ne peuvent pas vivre au rythme de l'évolution du budget de l'Etat ».

Guy Dutheil

## Les nouvelles émissions du monde entier mises en fiches

QUELS SONT les programmes lancés par les chaînes de télévision à l'étranger qui pourraient faire les jours heureux des télévisions françaises ? Comment suivre la carrière internationale des émissions produites en France ? Pour permettre de suivre le parcours des « étoiles montantes » du paysage audiovisuel international, Médiamétrie, via son département international Eurodata TV, et l'International media consultants associés (IMCA) ont lancé, samedi 27 septembre au Mipcom à Cannes, « New on the Air (NOTA) », un service de veille permanente des nouvelles émissions.

Aucun « magazine, talk-show, jeu, sitcom, telenovela ou feuilleton » ne devrait échapper aux mailles du filet tendu par le réseau de correspondants qui surveilleront la cinquantaine de chaînes généralistes hertziennes des cinq principaux marchés européens ainsi que les networks australien, canadien et américain. Chaque nouvelle émission fera l'objet d'une fiche qui détaillera le contenu - jusqu'au sy-

opsis et à l'identité du présentateur - et l'audience obtenue par ce programme depuis sa première diffusion. Ces informations seront ensuite disponibles chaque semaine par e-mail, sur disquette ou papier. Deux bilans saisonniers - volume des nouveautés par genre, pays, chaîne et origine de production - seront également commercialisés fin décembre, pour la période courant de septembre à novembre, et fin juin, pour la période allant de septembre à mai.

Médiamétrie a souhaité pousser plus avant ce qu'il avait commencé à faire, il y a trois ans, avec les « New Seaso TV Cards » : des fiches signalétiques analysaient déjà les nouveaux programmes, mais uniquement en septembre et octobre, période qui correspondait aux premières semaines de diffusion des grilles de rentrée des chaînes de télévision. Mais la donne aujourd'hui a changé. Selon Jacques Bram, directeur délégué chargé de l'international et de la diversification à Médiamétrie, « la nouvelle programmation devient permo-

nente. Les chaînes renouvellent désormais leurs grilles trois à quatre fois par an, d'après par les marchés spécialisés dans la commercialisation de programmes : outre le MipTV et le Mipcom à Cannes, il y a en janvier le Nipex aux Etats-Unis et au printemps les Screenings de Los Angeles ». Eurodata TV veut covalocier une dizaine d'entreprises audiovisuelles dont la dimension est internationale de l'utilité de son nouveau service - et les faire souscrire un abonnement à 300 000 francs - d'ici août 1998.

NOTA ouvrira peut-être les écrans français à la nouvelle série britannique « Vets in practice », qui retrace les tribulations de vétérinaires fraîchement diplômés de l'université de Bristol, et vient d'être lancée avec succès en première partie de soirée sur la BBC1, ou « Close Ups », la nouvelle série australienne au cours de laquelle une personnalité du spectacle raconte une histoire, seule, face à la caméra.

Florence Amaïou

## Les téléspectateurs de Felletin expérimentent le « câble sans fil »

**FELLETIN**  
de notre envoyé spécial  
Ni câbles ni paraboles : les habitants de Felletin (Creuse) bénéficient, depuis le vendredi 26 septembre, d'un nouveau système de diffusion de la télévision : le MMDS. D'origine américaine, ce procédé de transport par onde hertziennes, utilisant de très hautes fréquences (les micro-ondes) évite les investissements en travaux publics du câble et l'enlaidissement des paysages par les paraboles.

A Felletin, il a suffi aux ingénieurs de Télédiffusion de France (TDF) de relever de vingt mètres le récepteur de télévision et de poser quelques « antennes-cigares », discrètes et peu onéreuses, pour permettre aux trois mille habitants de cette commune

creusoise de s'abonner à treize programmes analogiques ou numériques de télévision et de recevoir Internet sur leur téléviseur.

Un réseau MMDS comprend une station de réception de programmes satellite et terrestres, une station d'émission dans la bande des très hautes fréquences.

### FABRIQUE COÛT

L'expérience de Felletin a d'ailleurs exigé une autorisation spéciale du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et de l'Agence de régulation des communications (ART) car ce procédé suppose l'utilisation par l'audiovisuel de fréquences normalement réservées aux télécommunications. « Il s'agit d'une première européenne. A terme, ce câble sans fil permettra

de recevoir une centaine de programmes », assure Bruno Chetail, PDG de TDF.

L'opération de Felletin a coûté 3,5 millions de francs dont 2 millions à la charge de TDF. Le reste a été pris en charge par les collectivités locales qui y voient un moyen d'aménagement du territoire. « Le faible coût de ce système permet d'égaler les possibilités d'accès aux différents programmes de télévision et d'aider les populations les plus faibles. Il offre aussi le développement de télévisions locales et l'accès à Internet », explique Michel Pinton, maire (UDF-DL) de Felletin. MMDS devrait, en effet, permettre, dès maintenant, la diffusion des émissions de Télé-Millevaches et rapidement d'un programme local.

Lors de la démonstration de ce procédé, les représentants de TDF étaient particulièrement fiers de la rapidité d'accès à Internet que permet leur système : trois secondes pour obtenir la météo au lieu de dix-sept secondes par les voies habituelles. Des performances qui seront vantées aux entreprises et aux internautes de la région.

En ce qui concerne les Felletinois, une enquête récemment menée indiquait que 36 % d'entre eux étaient disposés à s'abonner à ce nouveau système. En outre, plusieurs communes, comme Brive (Corrèze), Aubusson (Creuse), Saint-Dié (Vosges), seraient intéressées par cette expérience.

Françoise Chivot

**UNE JOURNÉE A LILLE**  
**Le Monde** EDF

**Vendredi 3 octobre 1997**  
**Toute l'équipe du Monde vous invite à une journée spéciale pour**

- Rencontrer**  
Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde
- Découvrir**  
Le Monde, ses publications, le multimédia, et les véhicules électriques
- Débattre**  
« Vivre à Lille »

au PALAIS DU NOUVEAU SIÈCLE à partir de 13 h 30  
8, place Mondés-François  
Entrée libre et gratuite

THÉÂTRE DE L'OPÉRA à 18 heures  
Place du Théâtre - Lille  
Entrée libre dans la mesure des places disponibles

Posez vos questions sur l'avenir de Lille  
Question : \_\_\_\_\_

A retourner par courrier à : LE MONDE, Pierre Chervaux  
70, rue du Chevalier-François, 59800 Lille

**VALÉRIE PAYET**

**ELLE EST SUR RTL A 20H00**

**RTL**

“Et dire que pendant ce temps-là, y'en a qui regardent la télé”







## AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 30 SEPTEMBRE 1997

**ESPACE** L'amarrage de la navette Atlantis à la station russe Mir a eu lieu comme prévu, samedi 27 septembre à 23 h 58 (heure française). Les sept membres d'équipage de la

navette ont été accueillis avec allégresse par les trois occupants de la station, qui ont dû faire face à plusieurs incidents techniques. ● L'AMÉRICAIN Michael Foale, arrivé

sur Mir en mai, cède la place à son collègue David Wolf, qui doit y rester jusqu'au mois de janvier 1998. La NASA a hésité jusqu'au dernier moment à laisser un de ses astronautes à bord

d'une station vieillissante, nécessitant des soins constants peu compatibles avec la poursuite d'expériences. ● LA SEMAINE qui vient sera consacrée au transbordement de ma-

tériels, dont une réplique de l'ordinateur de bord de la station russe, mais aussi de vivres et débris. Elle sera marquée par la sortie extravéhiculaire de deux astronautes.

# Atlantis et la station Mir valsent à 370 km au-dessus de la Terre

La septième rencontre, depuis 1995, entre une navette américaine et la station orbitale russe a eu lieu sans encombre. Un nouvel ordinateur central sera installé sur Mir, qui voit ainsi son espérance de vie prolongée

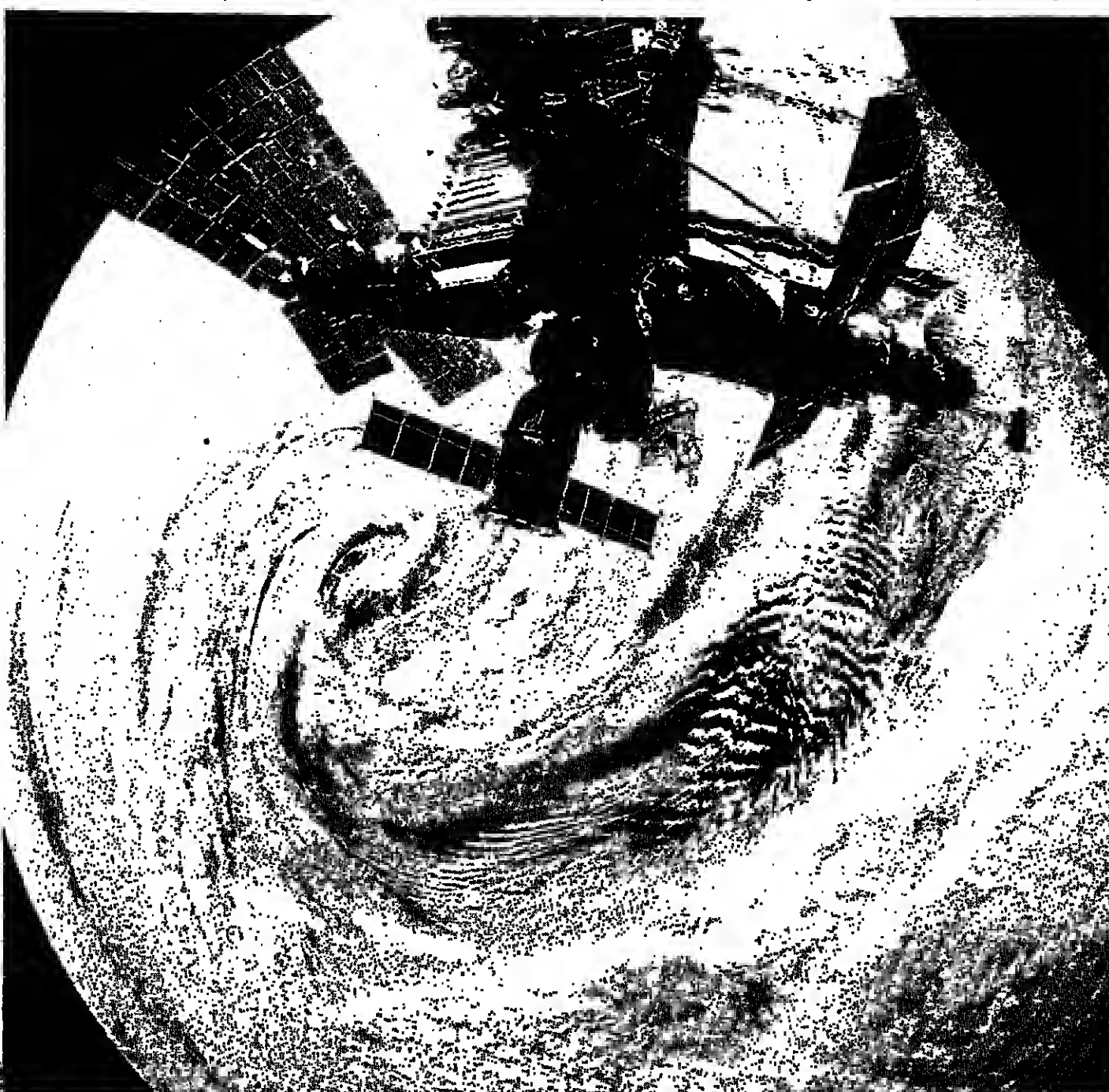
« NOUS L'AVONS EUE ! Houston ». Il est 23 h 58 (heure française), samedi 27 septembre, et Jim Wetherbee, le commandant d'Atlantis, ne cache pas son soulagement. La navette américaine et la station Mir ont parfaitement enclenché leur système d'amarrage, pour la septième rencontre de ce type depuis 1995. « On a beaucoup parlé de risques », a indiqué le commandant, faisant allusion aux nombreuses mises en garde vis-à-vis de la sûreté de Mir et sur l'intérêt d'y séjourner. Nous sommes ici pour vous dire que les avantages l'emportent largement sur les risques », a-t-il conclu, avant d'entamer la semaine de travail à bord de la station.

La manœuvre, extrêmement délicate menée à un train de séquence, n'a même pas été perturbée, comme on le redoutait, par ces pannes dont l'ordinateur central de Mir est coutumier. Quelques heures avant l'amarrage, il avait pourtant montré de nouveaux signes de faiblesse : « L'un des canaux de l'ordinateur a émis des données fausses pendant quelques micro-secondes », a reconnu Konstantin Fedotchinov, l'un des concepteurs de Mir. Mais tant que les deux autres canaux marchent, tout est paré à bord ». De fait, aucune perturbation n'a été signalée au moment crucial.

### SUR UNE LIGNE IMAGINAIRE

L'opération tient à chaque fois de l'exploit : deux bolides de plus de cent tonnes chacun doivent s'accommoder en douceur à 370 kilomètres d'altitude, tout en gravitant à 28 158 km/h ! La course-poursuite s'était engagée dès l'envol d'Atlantis, jeudi 25 septembre, depuis le centre spatial Kennedy de Cap Canaveral (Floride). La navette disposait d'une « fenêtre de tir » d'une dizaine de minutes, pendant laquelle sa trajectoire de départ lui permettait d'être alignée sur le plan orbital décrit par la station. Atlantis ne s'est pas immédiatement portée à son niveau. Elle s'est « contentée », dans un premier temps, de décrire une trajectoire allongée, située entre une altitude maximale (apogée) de 306 km et une hauteur minimale (périgée) de seulement 157 km, qui s'est arrondie à mesure qu'elle s'éloignait de la Terre.

Au sol, des radars déterminent en permanence les positions relatives des deux engins, et ces données sont renvoyées aux ordinateurs de bord afin de calculer les



La station Mir sur fond de tempête, au-dessus des « quarantièmes rugissants ». Photo prise depuis Atlantis en septembre 1996.

allumages de deux types de moteurs permettant de contrôler altitude et vitesse d'approche de la station. Les moteurs d'orbite sont destinés aux impulsions importantes, tandis que de petits jets de gaz permettent d'affiner la manœuvre.

Une heure avant le contact, Jim Wetherbee avait pris place dans le

poste de pilotage arrière afin de vérifier grâce à des caméras et de visu, à travers un hublot, le bon alignement du port d'amarrage de Mir avec celui situé dans la soute de la navette. Celle-ci doit être positionnée sur une ligne imaginaire baptisée « r-bar », allant de Mir au centre de la Terre. Il s'agit de mettre à profit la mécanique

céleste, qui veut que plus l'orbite est basse, plus la vitesse de rotation autour de la Terre est rapide. En s'approchant « par en-dessous » de la station, l'avion spatial bénéficie d'un freinage naturel.

Les distances sont mesurées en permanence par des systèmes radar et laser embarqués, reliés à

des ordinateurs portables que scrutent attentivement Mike Bloomfield et Scott Parazynski. Dans le même temps, Vladimir Titov assurait une veille supplémentaire à l'aide d'un laser-mètre manuel, tandis que le Français Jean-Loup Chrétien avait pour mission de filmer et photographier toutes les opérations.

L'ultime approche se déroule en trois temps. A 52 mètres de distance, on vérifie que Mir est convenablement orientée. A 9 mètres, on juge du bon alignement des ports d'amarrage, avant de décider de se rapprocher à une vitesse de 3,1 cm/s, dans un couloir large de 7,6 cm. Lorsque les deux engins ne sont plus distants que de 5,1 cm, il suffit d'une petite poussée supplémentaire des micropropulseurs de la navette pour enclencher le mécanisme de verrouillage des systèmes d'amarrage.

### PASSATION DE RELAIS

Une heure et demie plus tard, les sas étaient ouverts, et les équipages pouvaient se congratuler, avant de commencer leur travail de démenageurs. Outre une série d'expérimentations scientifiques et une sortie dans l'espace de six heures de Vladimir Titov et Scott Parazynski, l'essentiel de leur mission consistera à transborder 3,4 tonnes d'équipement scientifique et de matériel, ainsi que des éléments de logistique. Le plus précieux est un casier de 27 kg, dans lequel se trouve l'ordinateur de rechange. Il s'agit en fait de la copie du calculateur « fatigué » qui se trouve actuellement à bord de la station et a connu trois pannes successives en trois semaines. C'est aussi, malgré quelques améliorations, fondamentalement le même que celui qui équipait la station à ses débuts, il y a onze ans. L'équipage devra le raccorder au plus tôt, afin de profiter de la stabilité assurée par la navette Atlantis.

Mais le geste le plus symbolique a consisté à installer dans la capsule de secours Soyuz le siège de David Wolf à la place de celui de son prédécesseur Michael Foale. Chaque astronaute doit disposer d'un équipement dessiné à sa mesure, afin de bénéficier du meilleur amorti lors de l'atterrissage. Ce transbordement a marqué la passation de relais officielle entre les deux hommes. Foale a dû affronter toutes sortes de mésaventures sur Mir, dont la dramatique collision entre un cargo de ravitaillement Progress et la station, le 25 juin. Il a recommandé à son remplaçant, qui doit rester à bord jusqu'en janvier 1998, de ne pas compter les jours car, assure-t-il, « le temps passe bien assez vite ».

Hervé Morin

CRS-COTE

Un rendez-vous à 28 000 kilomètres/heure



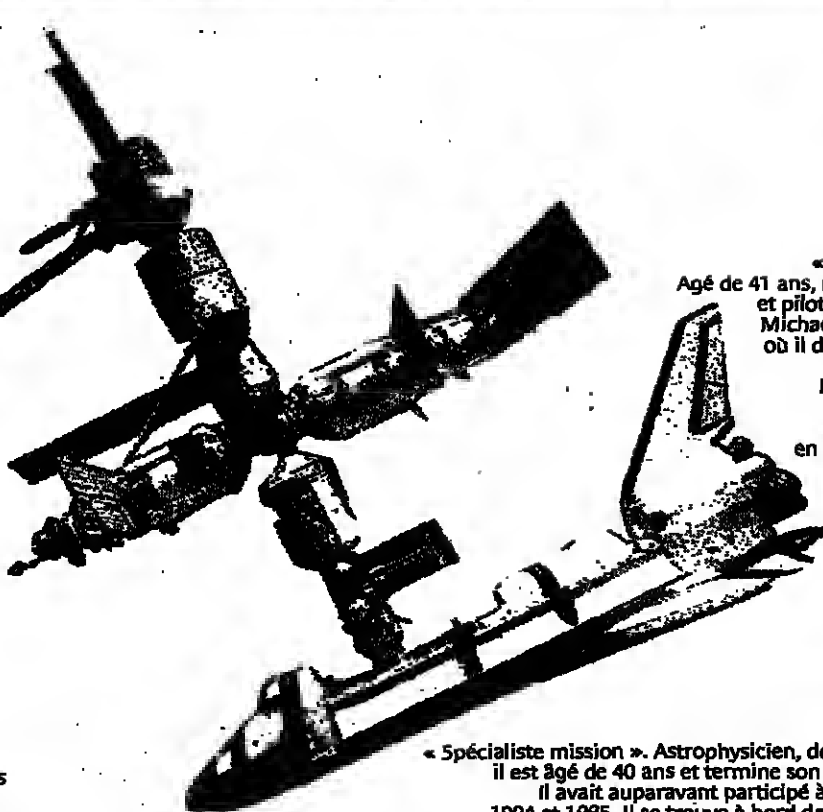
Anatoli Soloviev

Commandant de bord de Mir. Agé de 49 ans, il est pilote de chasse et pilote d'essai de formation. Cosmonaute depuis 1979, il a volé sur Mir en 1988, 1990 et 1992 (189 jours en orbite). Il a déjà pris place à bord d'une navette américaine en 1995.



James D. Wetherbee

Commandant de bord d'Atlantis. Agé de 45 ans, il a déjà effectué trois vols dans l'espace, en 1990, 1992 et 1995. Ancien pilote de chasse et pilote d'essai, M. Wetherbee est astronaute depuis 1985.



David A. Wolf

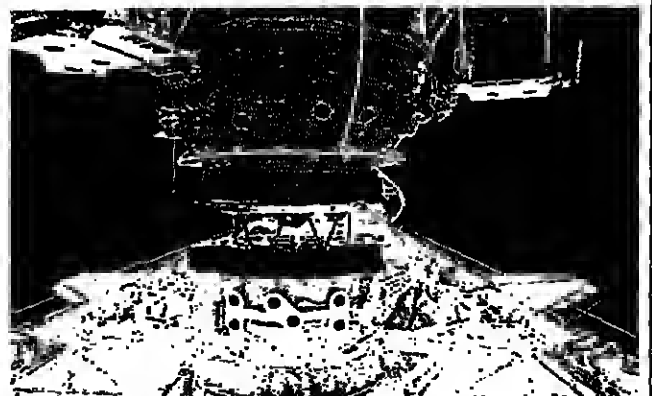
« Spécialiste mission ». Agé de 41 ans, médecin de formation et pilote d'avion, il remplace Michael Foale à bord de Mir, où il doit séjourner jusqu'au mois de janvier 1998. Il a déjà passé 16 jours à bord de la navette américaine Columbia en 1993. Il est astronaute depuis 1990.



C. Michael Foale

« Spécialiste mission ». Astrophysicien, docteur en philosophie. Il est âgé de 40 ans et termine son quatrième vol spatial. Il avait auparavant participé à des missions en 1992, 1994 et 1995. Il se trouve à bord de Mir depuis le 15 mai. Il a été sélectionné par la NASA en 1987.

Dès son envol, la navette américaine Atlantis a poursuivi la station Mir. La position relative des deux engins - de 120 tonnes chacun - est connue en permanence grâce à des radars terrestres. La navette américaine emporte sept passagers et 3,4 tonnes de matériel et de vivres destinés aux trois occupants de Mir.



L'amarrage est une opération délicate, qui s'effectue en trois temps. A 52 mètres de distance, l'équipage d'Atlantis vérifie que Mir est convenablement orientée. A 9 mètres, il s'assure que le port d'amarrage de la navette - qui se trouve dans sa soute (en bas sur la photo) - est bien aligné avec celui de la station. La navette se rapproche alors à la vitesse de 3,1 centimètres par seconde. Lorsque les deux engins ne sont plus qu'à 5 centimètres l'un de l'autre, un ultime « coup de gaz » est donné pour enclencher les systèmes de verrouillage couplant les deux engins spatiaux. Il faut encore s'assurer de l'étanchéité du raccordement et pressuriser le sas pour que les deux équipages se donnent l'accolade.

# L'écurie Williams-Renault termine la saison en trombe

Malgré les problèmes de fiabilité rencontrés par les monoplaces cette année, l'écurie de Frank Williams est en tête au championnat des constructeurs

La victoire de Jacques Villeneuve au Nürburgring, la septième d'une Williams-Renault en 1997, et la troisième place de son coéquipier Heinz-Harald Frentzen, sa quatrième d'affilée, ont permis à l'écurie anglo-française de

prendre le large au championnat du monde des constructeurs - elle devance désormais Ferrari de 26 points et a donc toutes les chances de remporter le nouveau titre de constructeur de son histoire, un record.

Pourtant, l'équipe de Frank Williams, si dominatrice depuis le début de la décennie, est toujours à la recherche de son premier double cette année. Elle a vu fondre sa suprématie pour au moins trois raisons : à plusieurs

reprises, elle s'est enfoncée dans des choix de stratégie discutables, notamment dans des conditions climatiques changeantes, elle a connu quelques incidents de course et, surtout, une absence de fiabilité inhabituelle.

## NÜRBURGRING

de notre envoyé spécial  
« La FW 19 est sortie de l'hiver très performante, mais elle n'en est pas sortie très fiable », reconnaît Denis Chevrier, ingénieur moteur de l'écurie Williams-Renault. Au rayon des performances pures, la monoplace de Jacques Villeneuve semble en effet largement en avance sur ses adversaires, lurs du premier Grand Prix de 1997, en Australie. Sa pole position, enlevée grâce à un tour de qualification 1 sec 7 plus rapide que Heinz-Harald Frentzen et 2 sec 1 plus vite que la Ferrari de Michael Schumacher, estomacque le paddock : personne ne pourra suivre le vice-champion du monde ! Mais, le 9 mars, le jour de la course, une manœuvre risquée d'Eddie Irvine porte un premier coup aux ambitions du Canadien, qui ne peut franchir le premier virage. Ensuite, au Brésil et en Argentine, Jacques Villeneuve croit avoir remis les points sur les 11 : deux pole positions, deux victoires.

L'année 1997 s'annonce donc magnifique chez Williams-Renault, en dépit d'un léger souci : la monoplace de Heinz-Harald Frentzen ne marche pas très bien. « Heinz-Harald n'était pas très satisfait de sa voiture, se souvient Patrick Head, directeur technique de Williams. Nous pensions que le problème venait de lui plutôt que de la voiture. Mais, à mesure que la saison s'avance, nous avons dû reconnaître qu'il y avait bien un problème du côté de la voiture. » Le pilote allemand aura

beau triompher au Grand Prix de Saint-Martin, imité par Jacques Villeneuve au Grand Prix d'Espagne, fin mai, les Williams-Renault sont tour à tour minées par des difficultés inattendues. Après la « bavure » de Monaco - un départ en pneus « secs » sous la pluie -, la concurrence sent que le championnat est plus ouvert qu'il n'y semblait. Ferrari est la première écurie à s'en réjouir. Après six courses, la Scuderia pointe en tête du championnat des constructeurs.

Ce printemps en dents de scie sera suivi par un été cruel pour Williams. A Montréal, puis à Magny-Cours, les Ferrari, fiables depuis le début de la saison, étonnent par leur soudaine rapidité. C'est Michael Schumacher qui enchaine alors deux pole position et deux victoires. « Comme tout le monde, nous avons subi la domination de Ferrari », raconte Denis Chevrier. Mais, lors du Grand Prix de France, tout le monde a été interloqué de voir cette équipe qui, du rang de septième au huitième lors des essais privés, réalise un mois plus tôt sur le même circuit, s'est présentée comme intouchable le week-end de course. Des soupçons pèsent sur la nature des performances des Ferrari : exploitation astucieuse d'une faille du règlement nu « triche », le débat n'est pas tranché (lire ci-dessous).

Seules certitudes, Michael Schumacher et Ferrari mènent la danse, pendant que les Williams-Renault peinent et plétoient dans une guerre interne. Jacques Villeneuve,

aussi furieux que déçu par ses contre-performances du moment, se plaint à voix haute de ne pouvoir imposer ses choix de réglages : « On a réussi à faire le week-end en l'air », fulmine-t-il à l'issue du Grand Prix de France. Lui qui déteste « les voitures molles, qui cachent les problèmes », a du mal à faire entendre ses arguments. « La façon dont Jacques veut maîtriser

conduite qu'il rencontre au volant d'une voiture plus souple. »

## REGAIN DE FORME

Selon le directeur technique de Williams, la solution est apparue après Hockenheim, fin juillet. Sur un circuit rapide où les Williams avaient pris l'habitude de briller, Jacques Villeneuve et Heinz-Harald Frentzen n'ont pas marqué le

## Olivier Panis, de retour dans les points

Pour son retour à la compétition après trois mois d'absence, Olivier Panis s'était efforcé, sur les conseils pressants du patron de l'écurie Alain Prost, d'envisager le Grand Prix du Luxembourg comme « une course d'entraînement ». Qualifié à la onzième place sur la grille de départ, le pilote de la Prost avait opté pour une stratégie à un seul arrêt-ravitaillement qui lui a permis de terminer la course en sixième position et de s'octroyer d'emblée un nouveau point au classement des pilotes. Pas trop épuisé à la fin de la course, Olivier Panis s'avouait lui-même « surpris » de n'avoir rencontré « aucun problème physique » pour son retour. Jean Alesi a lui aussi été très agréablement surpris d'enlever la deuxième place du Grand Prix du Luxembourg après s'être élavé de la dixième place.

une voiture est contrainte à celle employée par tous ses prédécesseurs chez Williams, explique Denis Chevrier. Il aime des voitures très dures, vivres. Parce qu'il a une aptitude à réagir excessivement rapide, il préfère disposer d'une voiture à la limite de l'instabilité, mais qui va le prévenir immédiatement. » Jacques aime des réglages plus durs que ceux que je crois le mieux adaptés à sa voiture pour la course, concède Patrick Head. Moi, je m'efforce de comprendre les problèmes de

moindre point. « Mais c'est à ce moment que nous avons identifié le problème majeur qui handicapeait nos voitures, continue Patrick Head. Depuis, nous ne l'avons pas totalement résolu, mais nous avons appris à le contenir. Et nous avons ensuite recommencé à travailler tous ensemble, comme une équipe. »

Après un nouveau succès de Villeneuve en Hongrie, un nouvel épisode malheureux viendra couper ce bel élan retrouvé. « A Spa-Francorchamps, le circuit renommé pour

être le juge de paix, on retrouve un Jacques Villeneuve impérial, imbattable, affirme Denis Chevrier. Cela est vrai le vendredi, le samedi, le dimanche matin : il fallait le voir, il avait vraiment une tête de quelqu'un qui allait gagner sa course. » Mais un orage à vingt minutes du départ, un choix de pneus « conservateur » et un Michael Schumacher époustouflant sur le mouillé ont contrarié ce projet. De nouveau, Jacques Villeneuve, alors à onze points de Michael Schumacher, a sa déception. Mais l'écurie Williams serre les dents pour affronter les gros temps : « C'est dans les moments difficiles que l'on voit les grosses équipes », dit-on chez Williams.

Par la suite, le regain de forme des Williams-Renault sera très net. Lors des trois derniers Grands Prix, l'écurie franco-britannique a infligé un retentissant 34 points à 2 à sa rivale Ferrari. Jacques Villeneuve a pour sa part repris 20 points à son adversaire Michael Schumacher. Ce finish extraordinaire cache toutefois un léger trac, peut-être porteur d'espoir pour les adversaires des Williams : « Pendant la première partie de la saison, nous étions très concentrés sur la voiture de l'année prochaine, glisse Patrick Head. Pour revenir, nous avons effectivement dû nous retourner un peu sur celle de cette année. Et, oui, cela a probablement un peu retardé notre programme de 1998. »

E. C.

## Jean Todt, directeur de l'écurie Ferrari

« La nouvelle réglementation nous est tout à fait défavorable »

## NÜRBURGRING

de notre envoyé spécial  
Jean Todt, le directeur de la gestion sportive de Ferrari, ne cachait pas son amertume après l'échec de Michael Schumacher au Grand Prix du Luxembourg. Déçu mais pas abattu par la mauvaise série de résultats des Ferrari, il livre ses impressions sur la fin de la saison et revient sur la polémique qui avait agité le milieu de la Formule 1 vers la mi-saison : l'écurie Ferrari avait été accusée de prendre de vitesse tous ses opposants en réinterprétant à son avantage la réglementation sur l'aide au pilotage - notamment grâce à un système électronique d'anti-patinage, capable, selon Alain Prost, de faire gagner « entre 0 sec 3 et 1 sec au tour selon les conditions et les pneus utilisés ».

« Avez-vous vécu l'abandon

de Michael Schumacher, victime d'un accrochage avec son frère Ralf, comme une injustice ?

« Dans ces cas-là, on se dit que les événements ne nous ont pas servi comme ils ont servi à nos adversaires. Mais c'est la course qui veut cela. La course, c'est souvent une leçon d'humilité, de courage. Il faut pouvoir encaisser les coups et se battre pour continuer à aller de l'avant. »

« Quelles conclusions en tire l'équipe Ferrari ?

Cette mésaventure confirme qu'il vaut mieux partir de devant sur la grille de départ. Dès qu'un commence à être dans le peloton, on se retrouve face à des risques plus importants. On l'a vu souvent cette saison. C'est dommage que cela arrive de cette manière, lors d'une course aussi importante pour le

championnat du monde.

« Comment envisagez-vous la fin de cette saison de Formule 1 ?

« Voilà trois courses que nous ne rapportons pratiquement aucun point alors que nos adversaires font presque un carton plein. Cela fait une énorme différence. Pour le championnat des constructeurs, même si tout reste mathématiquement possible, je ne crois pas aux miracles. Pour le championnat des pilotes, Michael Schumacher accuse neuf points de retard sur un Williams-Renault très fort, très fiable, sur un Jacques Villeneuve en grande forme. Ce sera très difficile mais nous allons tout essayer. »

« Faudra-t-il consentir de nouveaux efforts sur la voiture pour permettre à Michael Schumacher de partir plus haut sur la grille de départ ?

« Nous faisons de gros efforts en qualifications depuis le début de l'année. Nous sommes pratiquement arrivés à la fin du développement de la voiture. Mais nous savons très bien que la nouvelle interprétation du règlement, contrairement à tout ce qui a été dit, nous est tout à fait défavorable. Elle avantage principalement l'équipe McLaren-Mercedes : on voit leurs performances actuelles, très impressionnantes. Cela favorise également Williams-Renault, à un degré moindre. Cette interprétation concernant les possibilités d'utilisation de l'anti-patinage électronique ne correspond pas du tout à l'esprit du règlement, ni à la philosophie de la course. »

Propos recueillis par Eric Collier

## Les classements

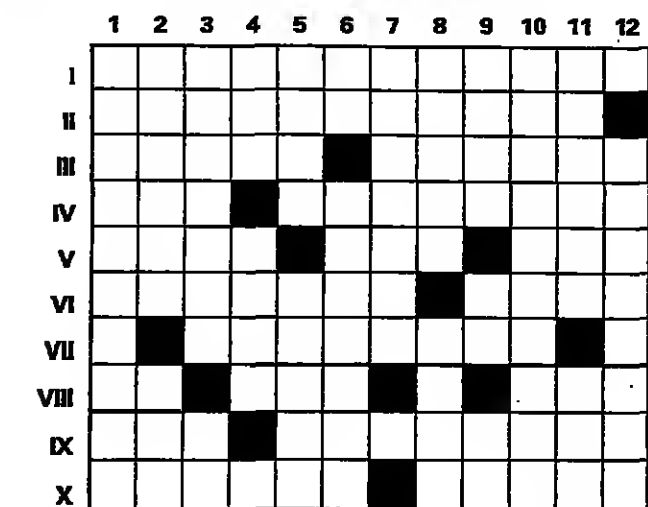
● Grand Prix du Luxembourg  
1. Jacques Villeneuve (Can./Williams-Renault), les 305,235 km (67 tours) en 1 h 11 min 27 s 834 (moyenne : 200,222 km/h) ; 2. Jean Alesi (Fra./Benetton-Renault), à 11 s 770 ; 3. Heinz-Harald Frentzen (All./Williams-Renault), à 13 min 48 s ; 4. Gerhard Berger (Aut./Benetton-Renault), à 16 s 416 ; 5. Pedro Diniz (Bré./Arrows-Yamaha), à 43 s 147 ; 6. Olivier Panis (Fra./Prost-Honda), à 43 s 750.  
● Championnat du monde des pilotes après 15 épreuves :  
1. J. Villeneuve, 77 pts ; 2. M. Schumacher (All./Ferrari), 68 ; 3. H.-H. Frentzen, 35 ; 4. J. Alesi, 34 ; 5. D. Coulthard (GB/McLaren-Mercedes), 30 ; 6. G. Berger, 24.  
● Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 112 pts ; 2. Ferrari, 86 ; 3. Benetton-Renault, 62.

E. C.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97213

♦ SOS Jeux de mots :  
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

1. Met le feu aux urnes. - II Un cru qui pourrait nous faire tourner la tête. - III. Ammonciateur d'une grande séparation. Arrêtez le malfrat. - IV. Autre type. Ses champs filent nos rejets. - V. Bout de village vu d'outre-mer. Sans retour possible. Le grand garçon chez Noël. - VI. cellule nerveuse. En Belgique. - VII. Mètre de côté. - VIII. Le technétium. Fit entrer les filles au lycée. On peut s'y rendre masqué pour se faire remarquer. - IX. Porteur de charge. Chante comme

une alouette. X. Il nous glace en tombant. Courent plus vite qu'ils ne volent.

## VERTICALEMENT

1. Sort souvent des sentiers battus. - 2. Une petite boule dans le caillon. Vient renforcer le cri. - 3. Responsable du bon fonctionnement du foyer. Négation. - 4. Prend l'eau de toutes parts. Donne beaucoup d'importance. - 5. Ile du Pacifique. Marque la fin. - 6. Préposition. Il faut être dessus pour être dans les bonnes places. - 7.

Plus avides de gain que de grain. - 8. Plein comme un sac. Pour suspendre. - 9. Prépare un piège. Un peu d'argent. Club phocéan. - 10. Tiendra le coup sous les coups. - 11. Sinistres monnaies d'échange. Métal blanc. - 12. Assurent le contact avec la base.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 97212

### HORIZONTALEMENT

I. Budgetaire. II. Opposés. - III. Un. Lupin. BL. - IV. Tub. Rosaces. - V. Opérés. List. - VI. Niger. Serte. - VII. Neuf. Fusain. - VIII. Idéales. TAT. - IX. Es. Soude. LI. - X. Ostéite. - XI. Excès. Texel.

### VERTICALEMENT

1. Boutonnière. - 2. Nu-pieds. - 3. Do. Bègue. Oc. - 4. GPL. Refasse. - 5. Epurer. Lots. - 6. Topos. Feue. - 7. Isis. Susdit. - 8. Vénales. Eté. - 9. Os. Cîrât. Ex. - 10. Bestial. - 11. Existentiel.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
ISSN 0395-2037

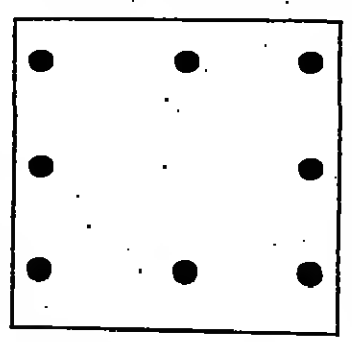
Imprimerie du Monde  
12, rue U. Gumbourg  
94852 Ivry cedex.

PRINTED IN FRANCE

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 37

## Périmètre magique



nombre de la liste les multiples de la « période ».

Voici leur description :

- 1... (période 2)
- 1, 3... (période 6)
- 1, 3, 7... (période 12)
- 1, 7, 13... (période 24)
- 1, 7, 19... (période 24)
- 1, 7, 25... (période 48)
- 1, 25, 55... (période 24)
- 1, 25... (période 96)
- 1, 25, 97... (période 192)
- 1, 97, 217... (période 384)
- 1, 97... (période 384)
- 1, 97, 385... (période 768)
- 1, 385, 865, 1 537, 1 921
- 1, 385, 1 537, 1 921
- 1, 385, 1 537
- 1, 1 537
- Fin

Il y a donc un nombre chanceux : 1 537. Le nombre malchanceux est 385.

1997 n'est ni « chanceux », ni « malchanceux », car il est rayé au deuxième tour, avec les nombres de la forme  $6p + 5$  ( $1997 = 6 \times 332 + 5$ ). Plus généralement, on montre

que les listes successives de nombres restants observent des variations qui se répètent régulièrement au terme de « périodes ». On obtient une liste complète en ajoutant aux premiers

## Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu.  
Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.  
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.  
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.  
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.  
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.



## Les golfeurs européens conservent la Ryder Cup

Le capitaine de l'équipe, Severiano Ballesteros, a trouvé la bonne stratégie pour vaincre la jeune sélection américaine

SEVERIANO Ballesteros a joué vingt-huit parties de golf en trois jours. Il a frappé plus de coups qu'il n'est humainement possible en si peu de temps. Face à des adversaires américains, il a joué chaque trou avec la dernière énergie. Il a gagné des parties, en a perdu aussi, à fait quelques matches nuls. Dimanche 28 septembre, peu avant dix heures, il a fait ses comptes et le monde du golf avec lui. Il avait quatorze points et demi, les États-Unis treize et demi seulement. Il avait donc réussi à conserver, sur le parcours de Valderrama en Espagne, la Ryder Cup et l'Europe pouvait le remercier.

Rarement un homme aura à ce point marqué de sa présence la plus prestigieuse compétition golfique du monde. Pourtant, pour cette neuvième participation, Severiano Ballesteros n'a pas touché une canne de golf. Ses clubs n'ont pas quitté leur fourreau. Le capitaine de la sélection européenne a joué par procuration. « C'est nous qui tenions les clubs mais c'est lui qui frappait les balles », résumait Ignacio Garrido. Les prête-noms n'étaient pas franchement des hommes de paille. Le patron les avait choisis avec soin. Ils étaient douze au total, représentant ce qui se fait de mieux actuellement sur le Vieux Continent et dans les îles avoisinantes. Douze hommes en colère qu'on avait dit vaincus d'avance par la jeune escouade nord-américaine et qui entendaient se battre contre cette idée reçue.

Mieux que le tableau des scores, le visage du capitaine renseignait sur l'état de la bataille. Qu'il s'illumine et c'était le signe qu'une tentative était réussie quelque part. Qu'il se renfrognait et il était évident qu'un des siens était en difficulté. Au cours de ses vingt-trois ans de carrière professionnelle, Severiano Ballesteros a toujours tranché sur un milieu volentiers compassé par son tempérament et sa fougue gestuelle. Cette fin de semaine, le personnage vivait les parties avec une passion encore accrue par son impuissance.

### DE JOUR COMME DE NUIT

L'homme jouait dans sa tête le jour et plus encore la nuit. Plusieurs fois, l'insomniaque avait tiré ses adjoints de leur lit pour leur soumettre une idée. Au long de ses nuits blanches, il avait échafaudé sa stratégie, soupesé les différentes formules possibles. D'une certaine manière, la victoire de l'Europe s'est décidée en nocturne. Face aux jeunes surdoués américains, « Captain Seve » avait décidé de tabler sur l'expérience, ce qui en l'occurrence constituait un sacré coup d'audace. Et quand Tom Kite, le sélectionneur américain, s'appliqua à faire tourner intelligemment son effectif afin de le ménager, Ballesteros décida au contraire de s'appuyer sur un noyau de sept hommes qu'il fit jouer jusqu'à l'écoeurement.

Le « boss » avait tout prévu lors de ses nuits sans répit, sauf la



L'Écossais Colin Montgomerie (ici pendant le Trophée Lancôme) a disputé cinq matches de la Ryder Cup.

pluie, improbable en Andalousie à ce moment de l'année. Vendredi matin et samedi matin, deux violents orages se sont pourtant abattus sur Valderrama, perturbant l'ordonnement des parties. Les organisateurs furent contraints à des reports, et les bonnes idées de Ballesteros manquèrent finir noyées. Vendredi, Colin Montgomerie et Bernhard Langer n'eurent ainsi qu'une demi-heure pour se restaurer entre deux parcours. Samedi, Nick Faldo et Lee Westwood furent contraints de jouer trois parties. C'était l'usine, les « trois dix-huit ». Mais les grognards repartaient sans broncher au combat, sous l'œil du Napoléon des Asturies.

Quand le programme, des deux premières journées fut enfin complété, la vieille garde avait remporté son pari. L'Europe menait 10,5 à 5,5, un des plus gros écarts jamais réalisés aux deux tiers de l'épreuve. Tétanisée par l'enjeu,

### Une alchimie délicate

La Ryder Cup est un délicieux anachronisme dans un sport professionnel et individualiste (Le Monde du 26 septembre). Elle représente une des rares compétitions par équipe du calendrier. Les meilleurs golfeurs américains et européens jouent leur honneur sans recevoir un centime. L'effort y est collectif, la mentalité de bande, notamment les deux premiers jours où les deux camps s'affrontent par paires. Il convient alors d'élaborer les couples les plus complémentaires. Bien que devant composer avec six nationalités différentes, le capitaine européen, Severiano Ballesteros, a réussi la délicate alchimie alors même que ses « hommes de base », Nick Faldo, Bernhard Langer et José María Olazábal, n'étaient que l'ombre d'eux-mêmes depuis le début de la saison et que Colin Montgomerie connaissait une inquiétante méforme.

la fière équipe américaine était en pleine débâcle. Eldrick « Tiger » Woods accumulait les défaites (trois en cinq parties contre un victoire et un nul). Dans cette compétition si stressante, le prodige devenait un novice de vingt et un ans que chevronné partenaire, Mark O'Meara, ne parvenait pas à apaiser. À l'inverse, associé à son idole Nick Faldo, Lee Westwood, moutard de vingt-quatre ans, parvenait, lui, à se transcender.

Dimanche midi, au moment des affrontements en simple, l'Europe n'avait plus que 3,5 points à glaner sur les douze encore en jeu (en cas d'égalité à quatorze points, le tenant du titre conserve en effet le trophée). Mais Nick Faldo, José María Olazábal et Lee Westwood n'étaient plus alors que des loges humaines. Le Suédois Jesper Parnevik, qui avait largement justifié sa « wild card » les deux jours précédents, craquait également. En duel d'homme à homme, les Amé-

ricains démontraient le plus souvent leur supériorité intrinsèque. Mais le retard était trop important. Un point de Per-Ulrik Johansson, un autre de Costantino Rocca, encore un demi de Thomas Björn : l'Europe approchait lentement du dénouement. Bernhard Langer, qui fit perdre à l'Europe la Ryder Cup en 1991 sur un putt raté, la lui fit gagner cette fois en réussissant un coup semblable. Colin Montgomerie ajoutait encore un dernier demi-point. Tremblé par la pluie diluvienne qui se remit à cet instant à tomber, Severiano Ballesteros sembla pour la première fois absent tandis que venait l'instant des effusions. Étaient-ce simplement l'envie de dormir ?

Benoît Hopquin

### Cinq à cinq

Les Américains mènent 23 victoires à 7 (et deux nuls) en trente-deux éditions de la Ryder Cup. Mais depuis que l'affrontement des États-Unis et de la Grande-Bretagne s'est élargi à l'Europe en 1979, le palmarès s'est équilibré. Les Américains l'ont emporté en 1979, 1981, 1983, 1991 et 1993 et les Européens en 1985, 1987, 1989, 1995 et 1997. La prochaine édition, en 1999, se déroulera à Brookline, dans le Massachusetts.

### Les résultats

● Europe : Colin Montgomerie (Eco.) : 5 matches, 3 victoires, 1 nul, 1 défaite ; Nick Faldo (Ang.) : 5 m., 2 v., 3 d. ; José María Olazábal (Esp.) : 5 m., 2 v., 1 n., 2 d. ; Lee Westwood (Ang.) : 5 m., 2 v., 3 d. ; Jesper Parnevik (Suè.) : 4 m., 1 v., 2 n., 1 d. ; Costantino Rocca (Ita.) : 4 m., 3 v., 1 d. ; Ignacio Garrido (Esp.) : 4 m., 3 n., 1 d. ; Bernhard Langer (All.) : 4 m., 3 v., 1 d. ; Thomas Björn (Dan.) : 2 m., 1 v., 1 n. ; Darren Clarke (Irlande du Nord) : 2 m., 1 v., 1 d. ; Per-Ulrik

Johansson (Suè.) : 2 m., 2 v. ; Ian Woosnam (Gal.) : 2 m., 1 v., 1 d. ● États-Unis : Tiger Woods : 5 m., 1 v., 1 n., 3 d. ; Mark O'Meara : 4 m., 2 v., 2 d. ; Fred Couples : 4 m., 2 v., 2 d. ; Tom Lehman : 4 m., 1 v., 2 n., 1 d. ; Justin Leonard : 4 m., 2 n., 2 d. ; Davis Love III : 4 m., 4 d. ; Phil Mickelson : 4 m., 1 v., 2 n., 1 d. ; Brad Faxon : 3 m., 1 v., 2 d. ; Jim Furyk : 3 m., 1 v., 2 d. ; Scott Hoch : 3 m., 2 v., 1 n. ; Lee Janzen : 3 m., 2 v., 1 d. ; Jeff Maggert : 3 m., 2 v., 1 d.

## Jours tranquilles à Pontypridd

Deux semaines après les incidents à Brive, le match retour de Coupe d'Europe s'est conclu dans le calme sur un score nul (29-29)

### PONTYPRIDD

de notre envoyé spécial  
Christophe Lemaire était le plus attendu. Il fut pourtant l'un des derniers à sortir de l'étroit vestiaire réservé aux visiteurs du Pontypridd Rugby Football Club. Comme s'il fallait prendre tout son temps, avant d'en finir avec une sale histoire, avec le douloureux souvenir d'une bataille sans rime ni raison, d'un visage tuméfié, d'une nuit de peur et d'incompréhension, cauchemar de l'après-match aller, quinze jours auparavant à Brive. A Pontypridd, en ce samedi 27 septembre, il faisait beau. Lemaire avait inscrit 24 des 29 points de son équipe. Avant d'entendre le speaker du stade l'appeler obstinément « Christian » à chaque pénalité transformée ? Il affichait un air tranquille, un peu fermé. Oui, il n'y avait jamais eu de problèmes. Non, il n'avait pas eu peur de jouer ce match. « Ils ont voulu nous faire oublier ce qui s'était passé à Brive », recommandait l'arrière corrézien, avant d'ajouter d'une voix ferme : « C'est difficile à oublier. » Au coup de sifflet final, il n'a serré que quelques mains, tout juste du bout des doigts. « Ce ne sont pas mes amis, je n'ai rien à faire avec eux », a-t-il dit simplement. Puis il s'est éclipse au plus vite vers le car qui ramenait directement les joueurs et les dirigeants à l'aéroport de Cardiff. Dans le pub construit sous la tribune, la bière coulait encore à flots. On buvait entre Gallois.

En deux jours, ceux-ci n'auront pas ménagé leurs efforts pour éviter le moindre incident. « Nous ne prononcerons pas un mot qui puisse être interprété comme une insulte à l'égard de Brive », avait annoncé

Cenydd Thomas, le manager de Pontypridd. Le match nul entre les deux équipes, un score fait pour ne mécontenter personne, ressemblait à un symbole de cette bonne volonté, étalée au coin de chaque rue d'une petite ville hantée par la fermeture de ses mines de charbon, l'explosion de son chômage. Vendredi après-midi, à leur arrivée, les Brivistes ont débarqué dans un aéroport de Cardiff au calme ordinaire.

### NI CRIS, NI MENACES

Pas de supporters vociférants. Ni cris ni menaces. Trois motards étaient là, en guise de comité d'accueil. Ils ont escorté le bus des joueurs dans tous ses déplacements. « Nous n'avons aucune inquiétude pour le match, expliquait Laurent Selge, l'entraîneur, c'était la fable, les gens qu'on ne contrôle pas. » Les rancuniers ont rompu leur rancune en silence. Ils ont oublié que les leurs avaient été traités d'« animaux ». Les visiteurs ont

donc eu la paix, dans leur hôtel, situé à 5 kilomètres du stade, à l'écart de la ville.

À l'échauffement, quelques minutes avant le match, les Brivistes furent même applaudis. À leur grande surprise. « On croyait que cela allait être l'enfer, le chaudron, commentait l'international Olivier Magne, ça a été le chaudron, mais dans le bon sens. Je n'avais jamais vécu une ambiance comme celle-là. » Sur le terrain, les Gallois ont multiplié les gestes de conciliation. Ils s'entraînaient, à leur manière, l'heure de la détente. Le beau-frère de Neil Jenkins, le meilleur joueur de « Ponty », se fendait d'un mimé comique. Déguisé en clown, il aplaudissait dans l'en-but une boudin en forme de mouton, puis transformait ce drôle d'essai d'un ferme coup de pied. Dordère la fanfare, Jenkins lui-même pénétrait sur le terrain, accompagné de deux jeunes enfants, soudain promus page d'un après-midi pacifique. La rencontre ne pouvait être qu'exem-

plaire. L'arbitre irlandais aura vainement pisté la trace d'un mauvais geste chez ces trente joueurs convertis en « gentlemen pendant quatre-vingt minutes », selon le mot d'Alain Penaud, le capitaine briviste. Pontypridd s'est concentré sur le jeu de rugby, a démontré qu'en la matière il n'était pas ignorant, avec trois essais marqués contre un seul encaissé.

Et Brive s'est un peu rassuré. Ses avants sont à nouveau capables d'embarquer leurs adversaires dans une reculée de plusieurs dizaines de mètres. L'équipe a pu faire fi des circonstances. Il y a encore dix jours, il n'était pas question de venir au pays de Galles. Samedi, elle a su se concentrer sur un match pas comme les autres. Le soulagement faisait passer plus vite que de coutume sur le trop grand nombre d'imprécisions dans le jeu et d'erreurs en défense. Les joueurs, tout à leur soulagement d'un résultat qui leur laisse une chance de qualification directe, n'avaient qu'un regret. Ils s'étaient promis de dédier leur victoire à Philippe Carboneau. Le demi de mêlée briviste, le seul blessé de la rixe à ne pas encore avoir repris la compétition, devra se contenter d'un match nul. « Si ce qui s'est passé doit effacer le match aller, je suis d'accord, concluait Patrick Sebastian, le président. Ça n'efface pas ce qui s'est passé après dans le bar, et qui n'avait rien à voir avec le rugby. » En Corèze, la juge poursuit son instruction. Rien à y faire. Pontypridd entendra encore parler de Brive et de ce dimanche maudit.

Pascal Ceaux

### Un week-end français en demi-teinte

Bilan mitigé pour les clubs français en Coupe d'Europe. Seul Toulouse l'a facilement emporté face à Milan (69-19), conservant la première place de la poule A. En revanche, Pau, battu à Llanelli (Pays de Galles) par 14 à 10, a subi son premier revers dans une poule E dont la Section garde pourtant la tête. Mais la plus mauvaise opération aura été pour Bourgoin-Jallieu malmené sur son terrain par les Harlequins (18-30) dans la poule D. Deux essais de Laurent Cabannes et quinze points de Thierry Lacroix, deux Français de l'équipe londonienne, ont hypothéqué les chances de qualification de l'équipe iséroise. En conférence européenne, Agen, Montferrand, le Stade français, Bègles-Bordeaux, Colomiers, Toulon, Castres et Narbonne l'ont emporté. Montpellier, La Rochelle, Dax, Biarritz, Perpignan, Nice, Grenoble ont perdu, Béziers faisant match nul.

**82% des Franciliens qui fréquentent un centre de magasins d'usine vont chez Usines Center.**

(Conclusion : les Franciliens ont de bonnes fréquentations.)

USINES CENTER

une enquête réalisée par IPSOS en mars 1997 auprès d'un échantillon représentatif de 377 personnes.

PARIS NORD II & VILLACOUBLAY



## Encore une belle journée

**L'ANTICYCLONE** positionné sur l'Europe continue à nous protéger. Cependant, il a tendance à s'affaïsser vers le sud. En conséquence, les nuages associés aux perturbations atlantiques parviendront à s'infiltrer sur le nord du pays, mais ils ne seront pas menaçants.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** — En Basse-Normandie, les nuages d'altitude deviendront de plus en plus épais au fil des heures, le soleil se fera donc discret. Par contre, en Bretagne et pays de Loire, le soleil restera dominant après la dissipation des brouillards. Il fera de 20 à 26 degrés.

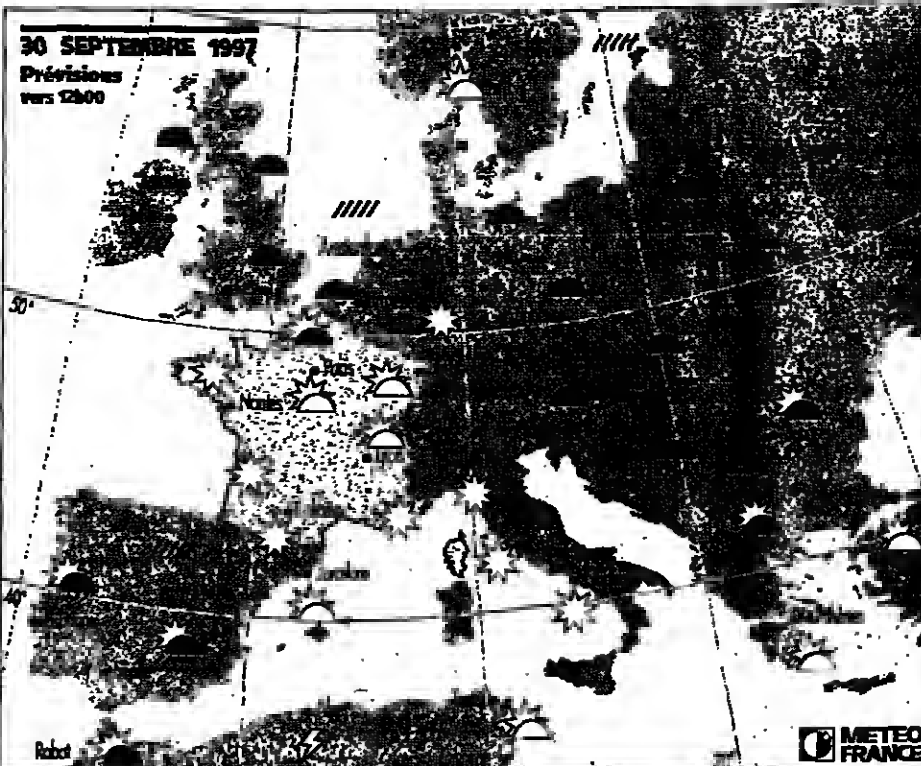
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le ciel prendra une teinte grise sur le Nord-Pas-de-Calais. Des nuages circuleront de la Haute-Normandie à la Picardie et aux Ardennes. Le soleil sera vaillant en Ile-de-France et surtout en région Centre. Il fera de 20 à 25 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** — Les brouillards seront fréquents en matinée mais ils se dissiperont assez vite. Ensuite, le soleil prendra le relais. Des nuages d'altitude arriveront l'après-midi sur le nord de la Champagne et de la Lorraine.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Le soleil brillera. Les brouillards se feront vite oublier en matinée. Les températures afficheront un niveau encore remarquable, avec 26 à 30 degrés.

**Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes.** - Le beau temps restera de mise. Quelques bronillards dans les vallées n'offriront pas une grande résistance au soleil. Il fera jusqu'à 25 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** — Comme les jours précédents, des nuages bas, voire des bancs de brouillard se formeront ici ou là. Ils se désagrégeront en fin de matinée laissant place à un soleil très généreux. Il fera de 23 à 28 degrés.

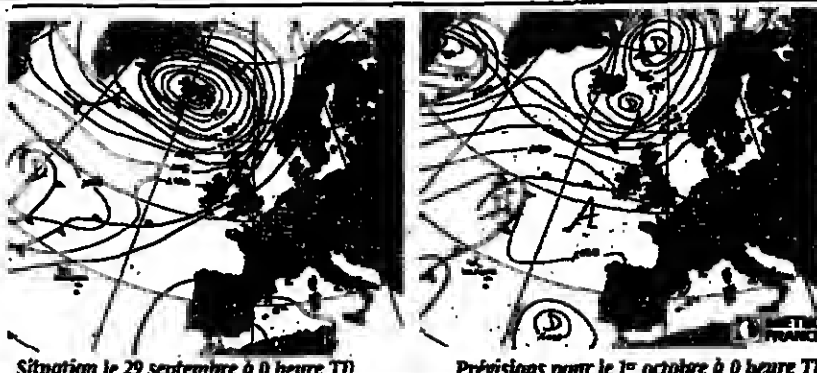


## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALLEMAGNE.** Un « train-tramway » reliant la gare de Sarregrummes (Moselle) au centre de Sarrebruck (Allemagne) a été mis en service dimanche 28 septembre. Il roule comme un train sur les voies ferrées allemandes (12 km) ou françaises (1 km), mais aussi comme un tramway en milieu urbain à Sarrebruck (5 km). Les rames assureront 34 mouvements dans la journée. A terme, Sarrebruck va prolonger la ligne urbaine ; le parcours sera de 44 km sur lesquels rouleront 28 rames contre 15 actuellement.

■ **FÉRIÉS**. En raison de fêtes religieuses ou nationales, les services publics et les banques sont fermés dans les pays suivants : mercredi 1<sup>er</sup> : en Chine, à Chypre, à Macao, au Niger, au Rwanda, en République de San Marin ; jeudi 2 : en Chine, en Guinée, en Inde, en Israël, à Macao ; vendredi 3 : en Allemagne, au Honduras, en Israël, en Corée du Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 30 SEPTEMBRE 1997		RAPÈTE		24/29 N		KIEV		4/9 P		VENISE		14/24 S		LE CAIRE		19/27 S	
VILLE, les minimaux : de température et l'écart du côté opposé; N : magna; S : co; vent; P : pluie; + : neige.		POINTE-A-PIT.		18/24 S		LISBONNE		17/27 N		MARAKECH		9/20 C		NAIROBI		15/25 C	
		EUROPE															
AMSTERDAM	13/20 P	ATÈNES	17/26 N	BARCELONE	19/24 P	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S
BORDEAUX	12/26 S	PARIS	9/25 S	BELGRADE	10/22 C	BELIN	10/22 C	BOSQUE	17 P	LIMA	18/25 S	BANGKOK	26/35 N	BOMBAY	25/29 S	BOMBAY	25/29 S



## Une semaine décisive pour les clubs de football français

**À LA LUEUR** des résultats du week-end dans les championnats nationaux voisins, les clubs français inscrits en coupe d'Europe peuvent nourrir quelques ambitions. Leurs adversaires n'ont, en effet, que peu brillé. Les Glasgow Rangers, qui reçoivent Strasbourg, ont fait match nul, samedi 27 septembre, face à Motherwell (2-2) et sont dépassés au classement général par Hearts, vainqueur de Kilmarnock (3-0)... Ce dernier accueille Nice, jeudi 2 octobre, en Coupe des vainqueurs de coupe. Le Benfica Lisbonne, qui reçoit Bastia mardi, a fait match nul face au Sporting et occupe la onzième place du classement.

Les Monégasques, sévèrement battus au match aller par le Sporting du Portugal, ont sans doute vu le match nul du Bayer Leverkusen, leur prochain adversaire, contre le Hansa Rostock (1-1) avec un peu de soulagement, comme les Bordsdals, qui vont affronter mardi Aston Villa (match aller 0-0). Le club anglais a concédé un match nul, samedi, contre Sheffield, l'avant-dernier du classement du championnat d'Angleterre (2-2). La performance du week-end revient au club espagnol de La Corogne. L'adversaire de l'AJ Auxerre a battu, samedi 27, le Racing Santander (4-1). Deux des quatre buts du vainqueur ont été marqués sur penalty.

● **Mardi 30 septembre**  
Coupe de l'UEFA (32<sup>e</sup> de finale-retour):  
Glasgow Rangers (Eco.)-Strasbourg (Fra.) (match aller 1-2); Aston Villa (Ang.)-Bordeaux (Fra.) (0-0); Auxerre (Fra.)-La Corogne (Esp.) (2-1); Brøndby (Dan.)-Lyon

(Fra.) (1-4); Nantes (Fra.)-Aarhus (Dan.) (2-2); Metz (Fra.)-Mouscron (Bel.) (2-0) à 22 h 30 sur Canal Plus; Benfica (Por.)-Bastia (Fra.) (0-1).

● Mercredi 1<sup>er</sup> octobre  
Ligue des champions (2<sup>e</sup> journée):

- Groupe A: Borussia Dortmund (All.)-Sparta Prague (Tch.); Parme (Ita.)-Galatasaray Istanbul (Tur.).
- Groupe B: Feyenoord (PB.)-FC Kosice (Slo.); Manchester United (Ang.)-Juventus de Turin (Ita.).
- Groupe C: FC Barcelone (Esp.)-PSV Eindhoven (PB.); Dynamo Kiev (Ukr.)-Newcastle (Ang.).
- Groupe D: FC Porto (Por.)-Real Madrid (Esp.); Rosenborg Trondheim (Norv.)-Olympiakos Le Pirée (Grè.).

Groupe F: Lierse (Bel.)-Sporting Portugal (Porto); AS Monaco (Fra.)-Bayer Leverkusen (All.), à 22 h 30.

● **Jeudi 2 octobre**  
Coupe des coupes (16<sup>e</sup> de finale retour) :  
Kilmarnock (Eco.)-Nice (Fra.)  
match aller 1-3, à 20 h 15 sur Canal Plus.

● Samedi 4 octobre  
Championnat de France  
10<sup>e</sup> journée):  
Bastia-Cannes; Guingamp-  
Lyon; Lens-Châteauroux;  
Auxerre-Rennes; Marseille-Tou-  
ouse; Le Havre-Monaco; Mont-  
pellier-Bordeaux.  
● Dimanche 5 octobre  
Championnat de France  
10<sup>e</sup> journée, matches retardés):  
Strasbourg-Metz; Nantes-Paris  
S.G.

## DÉPÊCHES

■ Le Milan AC, concédé une nouvelle défaite, dimanche 28 septembre à domicile face à Vicence (1-0) lors de la quatrième journée du championnat d'Italie. Le club glisse à la quatorzième place du classement général. L'Inter de Milan a, lui, conforté sa première place au classement en allant battre Lecce (5-1) grâce au dynamisme de son duo d'attaque franco-brésilien, Zéiré Djorjao-Ronaldo, chacun ayant marqué deux buts. Grâce à ce quatrième succès consécutif, l'Inter compte deux points d'avance sur le second, qui est détaché à la deuxième place par un succès sur Udinese (4-0). Les trois derniers buts ont été inscrits dans les sept dernières minutes de la partie. — (AFP).

■ **Troyes a pris seul la tête** du championnat de France de division 2 après la douzième journée, disputée samedi 27 septembre. Les Aubois ont fait match nul (1-1) face à Lille, tandis que Lorient concédait sa deuxième défaite consécutive à Valence (2-3). Dernier du classement, Saint-Etienne a été une nouvelle fois battu à Wasquehal (1-2).

■ **LOTTO** : résultats des tirages n° 78 du samedi 27 septembre. Premier tirage : 3, 6, 22, 25, 31, 35, numéro complémentaire : 47. Rapport pour 6 bons numéros : 7 282 585 F. Rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 70 715 F ; pour 5 bons numéros : 7 195 F ; pour 4 bons numéros : 147 F ; pour 3 bons numéros : 15 F. Second tirage : 1, 10, 20, 28, 30, 40, numéro complémentaire : 43. Rapport pour 6 bons numéros : 1 015 810 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 20 975 F ; pour 5 bons numéros : 470 F ; pour 4 bons numéros : 81 F ; pour 3 bons numéros : 15 F.

**FORN**

**N**

**Zepter un partenaire pour votre alimentation**

**OFFRE EXCEPTIONNELLE : Entrez dans le monde de ZEPTEK !**  
 Un système multi-cuisson empilable en Acier Inoxydable 10/18  
 Une cocotte 3.7 l + un compartiment vapeur 20 cm + un bol de service 1.9 l  
 = 990 FF au lieu de 1.799 FF  
 Téléphonez au (N° vert) 0800 50 55 22  
 pour vous permettre dès à présent de profiter d'une nutrition saine et de redécouvrir les vrais saveurs.

**SERGEY B.**  
 Champion du monde  
*"Je sais que je peux cuisiner avec ce système multi-cuisson Zepter une alimentation saine et équilibrée enrichie en vitamines"*

**Si vous désirez devenir l'un de nos représentants contactez tout simplement directement d'informations sur nos produits et possibilités de ventes, contactez-nous directement.**

**zepter INTERNATIONAL**  
**zepter France**  
 144, Avenue de la République  
 75008 PARIS  
 Tél. 01 40 30 30 30

**striving for a longer life**



**POLÉMIQUE** Le professeur Alan Sokal, physicien américain de l'université de New York, monte en chaire. Après un article canular publié en 1996 dans une revue universi-

taire américaine, qui prenait en flagrant délit les hommes et femmes savantes de la pensée « postmoderne » en France – Lacan, Deleuze, Kristeva, Baudrillard... –, il passe du

pastiche à la critique. ● **INTITULÉ** *Impostures intellectuelles*, un livre co-écrit avec le physicien belge Jean Bricmont, paraît le 2 octobre aux éditions Odile Jacob. Il met cette fois

sérieusement en cause les penseurs français dont les œuvres influencent durablement le discours intellectuel américain. ● **PROLONGEANT** un débat déjà engagé dans nos colonnes,

Roger-Pol Droit se demande si le soupçon d'incompétence reproché aux philosophes français ne fait pas le lit d'un « scientisme » correct » à l'argumentaire limité.

## L'Américain Alan Sokal face aux « imposteurs » de la pensée française

D'un article-canular, deux hommes de science ont voulu faire un livre qui brocarde la légèreté de la pensée des principaux philosophes français. Invités à réagir, ces derniers dénoncent une tentative anti-intellectuelle et francophobe

ALAN SOKAL en est encore tout piqué de rire. Lui-même n'y croyait pas. Lorsqu'il confia à *Social Text* – revue américaine d'études sociales et culturelles de l'université de Caroline du Nord – un article bardé de références rédigé dans la ligne et la langue du « relativisme post moderne », les éditeurs n'ont vu que du feu à ce qui était en fait un pot-pourri de citations confuses et dénuées de sens, destinées à flatter leurs préjugés idéologiques et émises par les intellectuels français les plus influents outre-Atlantique : en vrac, Jacques Lacan, Jacques Derrida, Julia Kristeva, Gilles Deleuze et Félix Guattari, Paul Virilio, Jean Baudrillard, Jean-François Lyotard, Michel Serres, Bruno Latour ou Luce Irigaray. L'article paraît en avril 1996 sous un titre joyeusement pompeux : « Transgresser les frontières : vers une herméneutique transformatrice de la gravitation quantique. » « Ce que je craignais est arrivé : ils ont publié ce texte, malheureusement », rappelle Sokal avec une ferveur de dépit bien comprise. Depuis, la parution du canular a fait grand bruit. Pas moins que les « unes » du *New York Times*, du *Herald Tribune*, de *l'Observer* ou du *Monde*, sans compter les nombreux colloques et débats à New York ou à Boston, mais plus encore : et cela donne à penser – à Paris.

### ABUS D'AUTORITÉ

Ce qu'Alan Sokal et Jean Bricmont ont voulu faire dans un pastiche, la gangrène du relativisme radical dans les sciences humaines et l'usage fumeux, approximatif et fallacieux que feraient des sciences certains philosophes, sociologues, psychanalystes ou critiques littéraires français –, les deux hommes de science proclament leur intention de l'analyser plus méthodiquement. D'un article en forme de farces et d'atrapes, volé à desormais un livre dont le titre, *Impostures intellectuelles*, ne trompe personne. La parodie cède la place au passage en revue des parodies : un par un, Lacan en tête, les « victimes » du canular ont droit – presque toutes – à un chapitre. Et nul besoin d'être mathématicien pour trouver risibles des citations aussi exotiques que leur contexte, comme : « C'est ainsi que l'organe érectile [...] est égalé à la roche corréenne de moins 1 de la signification plus haut produite... » (Lacan), ou cette fautive phrase à l'honneur dans le canular : « La Pi d'Euclide et le G de Newton, qu'on croyait jadis constants et universels, sont maintenant perçus dans leur inéluctable historicité... »

### L'affaire dans « Le Monde »

Après la publication d'un premier article consacré à l'affaire Sokal dans *Le Monde* du 20 décembre 1996, de nombreuses personnalités ont participé dans nos colonnes au débat lancé par le professeur américain, parmi lesquelles notamment : ● Denis Dulong, directeur de recherche au CNRS : « Sokal n'est pas Socrate » (*Le Monde* du 3 janvier 1997). ● Jean Bricmont, professeur de physique théorique à l'Université de Louvain : « La vraie signification de l'affaire Sokal » (*Le Monde* du 14 janvier). ● Bruno Latour, agrégé de philosophie : « Ya-t-il une science après la guerre froide ? » (*Le Monde* du 18 janvier). ● Michel Rio, écrivain : « Grâce au ciel, à Sokal et à ses pareils » (*Le Monde* du 11 février). Alan Sokal avait expliqué les raisons de sa démarche dans un point de vue : « Pourquoi j'ai écrit ma parodie » (*Le Monde* du 31 janvier).



Alan Sokal.

En dressant un tel bétisier pour pointer l'abus d'autorité, les deux savants n'ont pas de mal à mettre les tiens de leur côté. Mais ceux qui les soutiennent ne sont pas nécessairement réputés pour leur sens de l'humour : notamment, outre le linguiste Noam Chomsky ou le philosophe Paul Boghossian, le Prix Nobel de physique Steven Weinberg, qui dénonce non seulement le mauvais usage des sciences, mais l'absurdité en soi à tirer des conséquences philosophiques ou politiques des théories scientifiques. « Je conçois à la rigueur que la théorie d'Einstein puisse être une métaphore, comme

les nuages pour le poète Keats, explique Weinberg, mais absolument rien n'autorise à l'utiliser comme influence philosophique. »

Au-delà de la boutade, Sokal et Bricmont soulèvent une question de fond : comment une certaine pensée française qui fait autorité aux États-Unis a-t-elle pu produire de telles déviances relativistes ? Autant qu'intellectuel, le problème est politique. Homme de gauche accusé de faire le jeu de la droite, Sokal se voudrait au contraire le redresseur de torts d'une gauche dévoyée par sa propre volte-face. Une gauche qui ne serait plus fondée par la puissance rationaliste,

mais par un subjectivisme et un relativisme épistémiques où la science ferait figure de mythe parmi d'autres. Où serait mis en doute le statut même du fait, où l'opposition ne serait plus entre la vérité et l'erreur, mais entre différents modes de narrations. L'adversaire est tout désigné : les « social studies », bastion américain du multiculturalisme, de la « political correctness » et d'un relativisme dédoublé, à force d'interprétations abusives, d'une certaine pensée française.

Si le canular tombait à propos aux États-Unis, pourquoi donc publier en France, et en France seule-

ment, un livre condamnant des dérives philosophiques qui n'y ont plus lieu ? Quel point commun entre Lacan, Kristeva, Baudrillard ou Irigaray, sinon ce que les « cultural studies » américaines en perçoivent, en les regroupant sous la catégorie inexistante de « post-modernisme » ? « Quelle est l'intention d'une telle polémique, si loin des préoccupations actuelles ? », se demande Julia Kristeva. Cela correspond à une entreprise intellectuelle antifrancophone. Face à l'aura des penseurs français aux États-Unis, la francophilie a cédé le pas à la francophobie. Une façon de « botter en touche » ? En attendant, les victimes de Sokal et Bricmont sont bel et bien prises la main dans le sac. « Et alors ? », diront même les scientifiques, au rang desquels le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond : « Pour qu'il s'agisse d'erreurs », il faudrait que ces phrases constituent l'élément-clé d'un discours démonstratif. Ce n'est pas le cas. Les « erreurs » sont plutôt des abus d'interprétation ou des dérapages qui ne prétent pas à conséquence. »

### DÉVALUATION INTELLECTUELLE

« Les scientifiques auraient-ils un rapport privilégié à la vérité ? », renchérit la mathématicienne Françoise Balibar. Si un de mes élèves faisait le schéma de Lacan pour illustrer le stade du miroir, je mettrais zéro. Mais quelle importance ? Lacan aurait trouvé une autre métaphore, son raisonnement eût été le même. » C'est l'usage de la métaphore que revendique Julia Kristeva – comme l'avait fait Barthes (*Critique et vérité*) en réponse aux attaques lancées par Raymond Picard dans un livre aux accents déjà sokaliens : *Nouvelle critique, nouvelle imposture* –, au nom de la spécificité de la démarche des sciences humaines : « Celles-ci utilisent les références autrement que comme sciences exactes : non comme modèles mais comme métaphores au travail. La science des sciences humaines n'a jamais été pure. Elle introduit une subjectivité plus proche de la littérature que de la science. »

Philosophe des sciences, Isabelle Stengers, pourtant peu amène envers les « post structuralistes » ou les « post modernes » et que le canular avait fait « rigoler », va plus loin en attaquant Sokal et Bricmont sur leur propre terrain : la science, loin d'être « pure », userait elle-même du langage comme d'une métaphore : « Quand les

### Un homme de gauche

Agé de quarante-deux ans, Alan Sokal est professeur de physique à l'université de New York, spécialisé en physique mathématique, physique statistique et théorie quantique. Se désignant comme homme de gauche et « féministe », il a enseigné les mathématiques à l'université nationale du Nicaragua au temps des sandinistes. Sa « mystification » – dont la révélation a entraîné la création d'une centaine de sites sur Internet – a paru dans *Social Text*, revue de gauche incarnant les « cultural studies » et les « social studies ». Ce courant intellectuel se consacre notamment à l'étude des phénomènes sociaux, philosophiques, historiques, culturels ou scientifiques sous l'angle des différences minoritaires.

scientifiques, pour désigner le « système dynamique à coefficient de Lyapounov positif » utilisent le terme moins scientifique de « chaos », cela paraît humain. Mais une fois qu'ils se sont appropriés, ils voudraient que plus personne n'y touche. »

Il s'en est fallu de peu que le tour soit joué, si Sokal et Bricmont s'en étaient tenus à leur objet initial. Mais sous prétexte de régler leur compte aux dérives obscurantistes de la pensée de 68, ils répondent par une opération scientiste de dévaluation intellectuelle. Un prétendu « retour aux Lumières » fait d'oppositions rigides (jugé / vérité, illusion / connaissance, mythe / science) qui n'est pas dépourvu d'implications politiques. La vraie victime, c'est la pensée. « L'héritage du XIX<sup>e</sup> siècle nous impose aussi une critique de certaines illusions des Lumières et celle d'une croyance trop naïve dans le progrès », remarque le philosophe Alain Finkielkraut (dont Alan Sokal sera, avec Michel Deguy, l'invité de son émission « Répliques », sur France-Culture, le 11 octobre). Quant au sociologue Bruno Latour, il notait dans *Le Monde* du 18 janvier que l'on « ne saurait faire appel à une notion ancienne de la gauche pour sauver une conception de plus en plus décalée de la science ».

En somme, la guerre menée par Sokal et Bricmont sent vaguement la naphthaline. Elle sonne comme une vieille rengaine, la réponse ressassée du berger à la bergère, des scientifiques aux moins scientifiques, des sciences « dures » aux sciences « molles » – c'est-à-dire humaines.

Marion Van Renterghem

**THEATRE DE LA VILLE LES ABBESES**  
31 RUE DES ABBESES PARIS 14  
DU 1<sup>er</sup> AU 25 OCT 20430  
**L'HERITAGE**  
BERNARD-MARIE KOLTES  
Catherine Marnas  
LOCATION 01 42 74 22 77

## Au risque du « scientifiquement correct »

FINIE la rentrée des classes. Déjà les premiers devoirs. Les nouveaux maîtres rendent les copies. Elles sont bordées de rouge, couvertes de points d'exclamation, surchargées de verdicts sans appel :

« faux », « erreur », « absurde », « à revoir ».

Visiblement, la classe est nulle.

Le niveau en maths est très bas, en physique il est indigne. La plupart des notions élémentaires ne sont pas acquises. L'élève Kristeva (Julia), sur Cantor, a tort, elle ne comprend rien au contenu ni à l'axiome de choix. Appréciation sur sa copie : « Ne comprend manifestement pas toujours la signification des termes qu'elle emploie. » Chez les filles toujours, Irigaray (Luce) « ne comprend pas la nature des problèmes physiques et mathématiques qui se posent en mécanique des fluides ».

Les garçons ne sont pas plus brillants : l'élève Lacan (Jacques) croit épater ses camarades en prétendant connaître ses tores, ceux que la topologie étudie ; il ne fait qu'étaler sa suffisance et ses insuffisances, confond les nombres irrationnels et les nombres imaginaires, affirme sans démontrer et fait rire. Latour (Bruno) se vante d'étourdissement d'avoir compris Einstein ; Baudrillard (Jean) soupçonne ses banalités de termes scientifiques mal digérés ; Deleuze (Gilles) et Guattari (Félix), au fond de la classe, tiennent des propos que les nouveaux maîtres jugent incompréhensibles, tandis que le jeune Virilio (Paul) confond les notions de base en cinématique.

Bref, cette petite horde n'est qu'une nuée de cancre. De l'ordre, halte au chaos !

Tout en main, citations à l'appui, Sokal et Bricmont s'emploient à confondre tous ces prétendus imposteurs, et entreprennent de montrer que, comme ils disent, « le roi est nu ». Qu'est-ce que cela signifie au juste ? Il semble bien que dans cette entreprise démythificatrice quelque chose cloche. Pour le comprendre, il faut démasquer certains fils que les polémiques ont commencé à nouer.

### COMPTES AMÉRICAINS

Constatons d'abord que les deux scientifiques ont collecté un bétisier impitoyable et réjoignant, conforme à la loi du genre. On apprend grâce à eux que certains auteurs français, parmi les plus renommés en sciences humaines, ont écrit de grosses bêtises sur des questions scientifiques qu'ils maîtrisent mal. « OK, but so what ? », dirait-on en VO, ce qui donne en français, moins sommairement : « Je vous l'accorde, mais qu'en conclure ? » Que prouve ce relevé des contre-sens ? Doit-on seulement tirer cette leçon : nos honorables créateurs de théories psychanalytiques ou de concepts philosophiques auraient mieux fait de ne pas se hasarder à commenter le théorème de Gödel, la physique quantique ou la logique propositionnelle, vu que, en effet, ils n'y connaissent pas grand-chose ? Ou bien s'agit-il de montrer que leurs boudes en maths les disqualifient en philo, que leurs ignorances en sciences physiques les transforment en imposteurs dans tout travail théorique en sciences humaines ?

L'ambiguïté du livre de Sokal et Bricmont tient au fait que la réponse à ces questions n'apparaît pas clairement. Tantôt les auteurs insistent sur le fait qu'eux-mêmes ne sont compétents qu'en maths et physique, ne relèvent que les erreurs commises dans ces domaines, ne jugent pas l'œuvre entière des penseurs incriminés. A d'autres moments, les deux scientifiques affirment en cause sont bien des imposteurs : ils auraient appuyé dédaigneusement leurs démonstrations en sciences humaines sur des assertions scientifiques fausses ou approximatives. D'autres fois encore, Sokal et Bricmont insistent que le niveau constant des connaissances en physique permet de douter de la validité théorique de l'ensemble. Le fil sur ce point important est flou. Pour pouvoir proclamer que « le roi est nu », il est nécessaire que ce roi ait réellement prétendu se parer des plumes de l'ensemble. Si l'on peut oser cette expression, Deleuze, par exemple, n'a jamais réellement pris appui sur des données scientifiques pour élaborer ses inventions philosophiques. Baudrillard, lui non plus, ne prétend pas fonder ses analyses sur des concepts ou des données scientifiques.

D'un canular intéressant et instructif, Sokal passe avec Bricmont à un projet plus ambitieux : attaquer la dérive antirationaliste de la pensée « post-moderne » française, combattre le relativisme dominant sur les campus américains, restaurer une éthique de l'argumentation intellectuelle, rendre un sens aux politesses élémentaires de la pensée (savoir de quoi on parle, refuser de se payer de mots, ne jamais céder à

l'argument d'autorité, etc.). Là encore, trop de fils sont emmêlés. La pensée « post-moderne » n'existe pas. Ce n'est qu'une étiquette aux contours vagues, où l'on a tenté de regrouper des œuvres incompatibles et tout à fait antagonistes, comme celles de Lacan et celle de Deleuze.

Cette démarche, qui paraît absurde en France, a connu une forte expansion aux États-Unis, notamment dans les départements de littérature française. Ainsi, en s'attaquant à des renommées parisiennes, le livre règle-t-il des comptes américains. Mais il est publié en français, à Paris, en première édition. Et son sens, dans ce contexte, est encore différent. A qui profite la rumeur d'imposture, l'insinuation d'incompétence, le soupçon jeté sur cette génération-là de penseurs ? A quelle nouvelle vague ? Il y a plus important. On risque d'oublier vite, sous les querelles prévisibles et les amalgames inévitables, la conception de la pensée que Sokal et Bricmont prennent pour modèle. Est-ce simplement, comme ils le répètent, la clarté des Lumières ? Pas uniquement. En déclarant volontiers « dénué de sens » tout ce qui n'est pas énoncé mathématiquement ou vérifié expérimentalement, il se pourrait qu'ils favorisent, pour combattre les travers du « politiquement correct », un « scientifiquement correct », lui aussi fort pauvre. Finie la récré ?

Roger-Pol Droit

\* *Impostures intellectuelles*, d'Alan Sokal et Jean Bricmont. Ed. Odile Jacob, 274 p., 140 F. (En librairie le 2 octobre.)



## Saint-François d'Assise, un grand atelier mis à mal

Le tremblement de terre n'a pas épargné un patrimoine exceptionnel

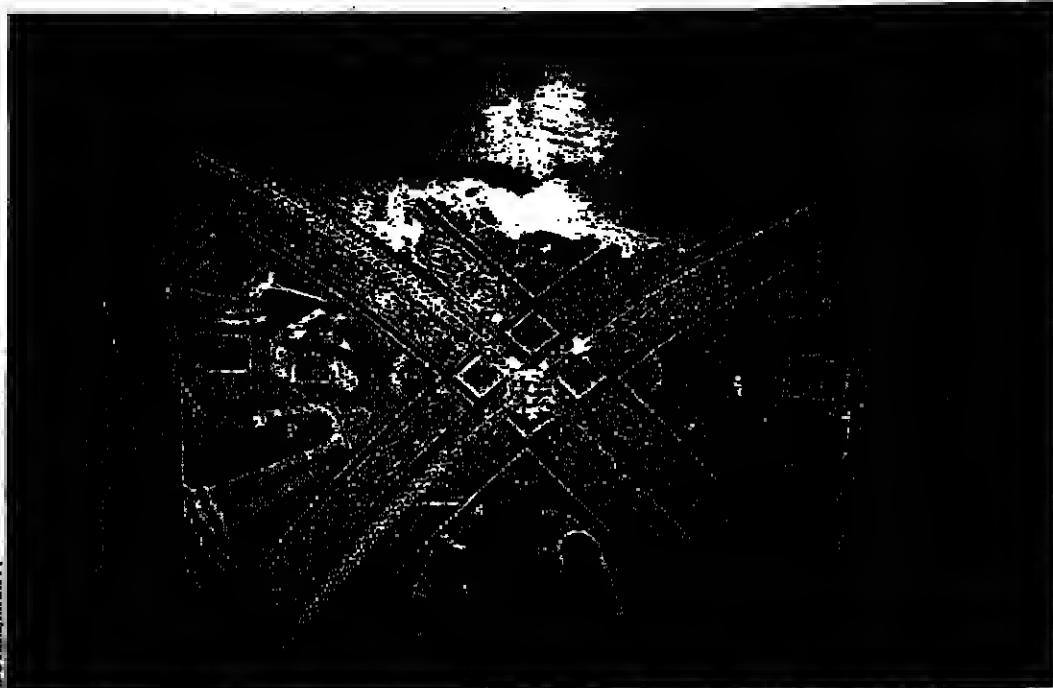
À ASSISE, la basilique de pierres blanches de Subasio, le mont qui domine la petite ville où naquit saint François, a tremblé. La voûte de l'église supérieure s'est effondrée en deux points, à la croisée du transept et à proximité du mur de façade. Celle-ci était encore couverte des échafaudages d'une restauration en voie d'achèvement. Il en faudra d'autres, beaucoup d'autres pour réparer les dégâts dont l'ampleur n'est pas encore mesurée. Auparavant, il faudra vérifier, sonder, ausculter tous les murs, non seulement ceux de la basilique supérieure où les dommages sont apparents, mais aussi ceux de la basilique inférieure, dont les fresques ne semblent pas avoir souffert. Mais on imagine mal que les secousses du 26 septembre n'aient pas provoqué de secrètes fissures qui pourraient être fatales à des pans du décor peint comme au monument.

Sœur Anagl, dominicaine, archéologue et historienne d'art qui vit à Assise, a décrit de façon précise à l'Agence France-Presse les dommages subis par ce joyau du patrimoine mondial : deux clés de voûte situées à chaque extrémité de la grande nef se sont effondrées, dont l'une, à gauche du grand autel, comportait une fresque de Cimabue, *La Crucifixion*, unique par sa valeur historique et artistique. Dans tous les cas, le programme de restauration sera lourd, long, coûteux, s'il veut être à la hauteur de ce que représente l'ensemble des fresques d'Assise : le grand atelier d'Ombrie où, pendant un demi-siècle, entre 1280 et 1330 environ, les meilleurs maîtres de Rome, de Toscane, puis de Sienne, et leurs assistants, se sont côtoyés ou croisés. Au point

qu'on ne sache pas démêler assurément la part de chacun dans l'embellissement de la basilique vouée à saint François.

Les experts continuent d'ailleurs de s'y quereller à propos de l'attribution à Giotto des fresques du cycle de saint François, dans la nef de l'église supérieure, où, on le sait depuis longtemps, il n'a pas opéré seul : des différences stylistiques au fil des vingt-huit scènes du cycle en attestent. D'aucuns aimeraient y voir la main de Pietro Cavallini, le Romain. Cela importe moins que le constat qu'il y a là la conduite d'expériences picturales nouvelles, stimulées peut-être par l'esprit du lieu et par le vent de naturalisme dans lequel commençait à baigner la légende du bon saint reposant dans la crypte.

Le cycle des vingt-huit fresques consacrées à sa vie décorent les murs droits de la nef. Quelques



Une des fresques de la basilique attribuées à Giotto, endommagée par le séisme du 26 septembre.

scènes accompagnent depuis des siècles sa légende : ainsi de celle du *Sermon aux oiseaux*, qui du point de vue plastique n'est sans doute pas la plus passionnante à considérer. Ce cycle, qu'il soit ou non de la main de Giotto, ou

contrôlé partiellement par lui, n'en reste pas moins un lieu d'expériences picturales nouvelles qu'il ne paraît pas sage de retirer à la jeunesse du maître. En début de carrière à Assise, celui-ci y met au point un art de l'espace scénique sans équivalent alors : arcatures en perspective donnant une profondeur où loger les personnages, qui ont du volume et du poids. Si tout l'art occidental moderne a commencé pas exactement à Assise, comme on tend à le dire sous le choc du séisme, beaucoup de choses s'y sont produites dans la foulée de la construction de la basilique sous la conduite de Frère Elie, qui a vu grand et développé une image de l'ordre franciscain un peu contraire à l'esprit du pouvoir.

LA MALCHANCE DU MAÎTRE  
Le décor peint est à la mesure de l'ambition du lieu. Cimabue fut le premier maître à opérer à Assise. Son intervention y a été déterminante - et pas seulement dans l'avenue de l'art italien. Lui et ses aides ont travaillé avec certitude

sur les murs du transept et dans la voûte au-dessus de l'autel, celle qui s'est en partie effondrée, créant, selon Antonio Paolucci, superintendant des biens culturels de Florence chargé de la restauration de Saint-François, une situation analogue à celle du Campanario de Pise après le bombardement de 1944.

La *Crucifixion* de Cimabue, malgré les atteintes du temps antérieures au séisme, témoigne de la vigne passionnée de l'artiste : un étonnant usage d'anges et d'anges polaires au-dessus de la croix et du Christ, au corps sinués comme une flamme. Aut-il rappeler que la malchance accable le corps du maître, justement, dans ses images du Christ en croix : les boîtes de l'Anno qui se sont déversées sur Florence en 1966 ont presque en raison de son grand crucifix en bois, que le Musée de l'œuvre de Santa Croce conserve, restauré.

Les richesses artistiques de Saint-François d'Assise et de l'église Sainte-Claire, la splendeur du site au-dessus de la plaine d'Ombrie, sa luminosité, et le souvenir des saints attirent chaque année des centaines de milliers de visiteurs. Assise est aussi devenue, au cours des dernières années, un symbole de paix et d'occurrence à la faveur des rencontres entre les responsables des diverses religions initiées par le pape Jean Paul II.

Geneviève Breerette

### Premiers bilans

- Assise. Outre les dégradations constatées à la basilique Saint-François, ont été endommagées la cathédrale San Rufino, du XII<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'église gothique de Santa Chiara.
- Bevagna. Sévères dégâts dans la cathédrale du XIII<sup>e</sup> siècle.
- Fabriano. Destruction de la façade de l'église San Biagio e Romualdo ; dommages importants subis par le dôme de San Venanzo.
- Foligno. Effondrement du toit du campanile de San Feliciano et destruction partielle de la coupole.
- Nocera Umbra. Le campanile de la cathédrale s'est effondré,

- ainsi que plusieurs bâtiments du centre historique.
- Orvieto. Chute de fragments de marbre du décor du portail du dôme.
- Pievevita. Destruction de l'église.
- Tolentino. Dommages à la basilique San Nicola, du XIII<sup>e</sup> siècle.
- Urbino. Des fissures ont été constatées dans les murs de la façade du dôme, construit au XVII<sup>e</sup> siècle, et reconstruit après un tremblement de terre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- Serravalle. Destruction de l'église médiévale de Santa Maria Assunta.
- Sesto. Destruction de l'église de la Madonna del Parto.

## Dee Dee sort du purgatoire

DRÔLE D'AUTOMNE pour Dee Dee Bridgewater, chanteuse. Il suffit d'un rien : un disque discutable (*Tribute to Ellington*), une exhibition aux JMI, et pour finir, un hommage pris comme une récupération. *Dear Ella*. Il n'en faut pas plus pour renverser la chance. On aime Dee Dee Bridgewater sans réserve, pour sa façon excessive d'être chanteuse, son mauvais goût, son génie, son goût tout court. Elle tente des coups qui ne lui vont pas. Elle est artiste jusqu'au bout. Le public, les critiques, les deux ensemble, les professionnels, se retournent pour un oui, pour un non. *Dear Ella* renverse la vapeur.

Le *Tribute to Ellington* fut un loupé de production. On propose un orchestre symphonique à Dee Dee. Tous les musiciens de jazz, toutes les chanteuses ont ce désir-là. Dee Dee ne savait pas qu'il s'agissait de cet orchestre-là : « Je me suis trouvée piégée. » Sa photo (belle) sur la couverture : trop tard. Dans la foulée, son *Dear Ella* est pris avec des pinces. Elle est morte l'an dernier. On la voit marcher sur les brisées, profiter de l'élan. Autant prévenir le métier, les incrédules et les garçons coiffeurs : ce disque va rencontrer son public pour une raison simple : il est superbe et franchement ficelé.

« Après mon hommage à Horace Silver et le pape, il semble que je suis la chanteuse des hom-

mages, moi qui n'aime pas les célébrations... » Elle s'exprime avec gaîté : « Pendant six mois, après la mort d'Ella, je n'ai pas pu parler, portant une espèce de deuil ougel je ne m'attendais pas. Je n'aurais plus de mots ni de larmes. Je pensais qu'il y aurait des milliers d'hommes, et puis rien. Ce vide m'a fait peur. »

C'est de ce vide que vient l'idée du disque, d'abord excitante, vite effrayante : « Mois chaque fois que j'en risquais quelques bribes en scène, c'était un tel choc, une telle ferveur du public, que j'ai dû insister. J'ai contacté d'abord Ray Brown. » Non seulement Ray Brown est l'un des musiciens les plus respectés de l'ère moderne (contrebasse), mais il fut un mari d'Ella avec qui il a un fils. « Pour les pionniers, j'ai fait le tour de la question. Lou Levy a joué avec elle et avec les plus grands : c'est ce qui convenait. Il faut rester dans l'esprit, sans copier les arrangements et en me préservant. De toute façon, Ella est inimitable. Rien n'est jamais forcé chez elle. Moi, il m'arrive de pousser, de hurler même. Je vois comment je sors de certains traits, vidés. Elle, elle me semble toujours fraîche, même dans les choses les plus hardies, d'un naturel nonchalant. C'est comme son scat : je ne vais pas m'y risquer. Elle est d'une précision d'athlète, et en plus, elle le fait en souriant. C'est ce que les musiciens respectent chez elle. »

Quand on est productrice, on peut choisir. Il

suffit de convaincre. Donc, on désigne les pointures aux bons postes, des arrangeurs diversifiés (Slide Hampton, Cecil Bridgewater, pour retrouver l'esprit Thad Jones-Mel Lewis), un batteur fidèle (André Ceccarelli). Plus une vraie merveille, le grand Kenny Burrell, en duo sur un poème musical dont il a composé les paroles : *Dear Ella*.

Et le pape ? « Le pape ? Je suis incapable de calculer. Je savais que ce serait controversé. Par discrétion, j'ai voulu refuser. Je suis en désaccord avec lui. Je suis femme. Je me suis sentie honorée d'avoir été choisie. J'ai été élevée catholique. L'église des blancs était très grande, très riche, et à côté, l'église des Noirs, toute petite, minable. Quand on se mélangeait, deux fois par an, les Blancs s'écartaient de moi, sur le banc. Bref, je me suis fait renvoyer de l'école pour poser toutes ces questions. Alors là, en France, je n'ai pas réfléchi. Je ne vois plus à l'église depuis longtemps. Parfois, j'y songe, mais je ne suis jamais là le dimanche... »

Elle rit. Elle a quarante-sept ans, sa beauté est intacte. Personne ne pouvait aller si loin dans l'évocation d'Ella. Il y a absorption.

Francis Marmande

★ Dee Dee Bridgewater, *Dear Ella* (Verve 537 896)

**DECOUVREZ SUR PLANETE**

**Les compagnons du Che**

1. partie "Cuba libre" du 29 septembre au 5 octobre  
2. partie Bolivie du 6 au 12 octobre

Il y a 30 ans, Che Guevara disparaissait. Découvrez le mytique personnage argentin de la révolution cubaine. Grâce aux nombreux témoignages des compagnons du Che, ce film nous fait vivre des moments extraordinaires remplis d'émotion, d'honneur, de noblesse et d'authenticité.

Un documentaire inédit de Jean Cornu en deux parties.

Une coproduction Compagnie des Phares et Balises/Planète

LA CHAÎNE DU DOCUMENT SUR LE CÂBLE ET CANALSATELLITE

### DÉPÊCHES

■ CINÉMA : le film *Rien ne va plus*, de Claude Chabrol, a remporté le 27 septembre la Concha d'or, récompense suprême du Festival de cinéma de Saint-Sébastien (Pays basque espagnol). Chabrol a été doublement récompensé puisqu'il a reçu également la Concha d'argent du meilleur réalisateur. L'acteur argentin Federico Luppi a reçu la Concha d'argent de la meilleure interprétation masculine pour son rôle dans le film hispano-argentin *Martin H.*, de son compatriote Adolfo Aristarain. L'Américaine Julie Christie a été récompensée d'une Concha d'argent pour son rôle dans *Afterglow*, de l'Américain Alan Rudolph. Le Prix du jury a été attribué au film indais *I Went Down*, de Paddy Breathnach, tandis que le Prix spécial est allé au film britannique *Firelight*, de William Nicholson.

■ MUSIQUE : le Canadien Marco Parisotto, trente-quatre ans, a remporté le 26 septembre le Grand Prix de direction d'orchestre du 45<sup>e</sup> Concours international de jeunes chefs d'orchestre de Besançon devant un parterre de plus de mille spectateurs. Marco Parisotto a étudié le piano et le violon au Conservatoire de Montréal, puis décidé de devenir chef d'orchestre. Actuellement directeur musical et artistique de l'Orchestre symphonique d'Oshawa-Durham, près de Toronto (Ontario), il a triomphé en finale du Russe Nikolai Rogovtsev, trente-deux ans, et du Chinois Xin Cao-li, vingt-six ans.

■ La Ville de Paris a annoncé, le 26 septembre, qu'elle créera en l'an 2000 un nouveau concours international consacré à l'interprétation de la musique contemporaine. Ce concours, qui portera le nom du compositeur Olivier Messiaen, sera dédié au piano en l'an 2000, à la percussion en 2001 et à la direction d'orchestre en 2002.

## CONCERTS

RÉCITAL  
**Alfred Brendel**  
Mer. 15 Octobre - 20h30  
Busoni - Liszt  
Schumann - Haydn  
PLYEL : 01.45.41.53.00

## CONCERTS

JEUDI 9 OCTOBRE - 20 h 30  
Église Saint-Médard  
141, rue Moutetard - 75005 Paris  
**Ensemble A SEI VOCI**  
Direction : Bernard FABRE-GARRUS  
BENCINI Les vespres à la Vierge  
à Saint-Pierre de Rome  
ALLEGRI Miserere

Orchestre Philharmonique de Saint-Petersbourg  
Youri Temirkanov, direction  
Festival Chostakovitch  
Félicités populaires juives  
solistes du Théâtre Marinsky  
Symphonie n° 5  
lundi 13 octobre, 20 h 30  
Concerto pour violon n° 1  
Viktor Tretiakov, violon  
Symphonie n° 6  
mardi 14 octobre, 20 h 30  
Symphonie n° 7 « Leningrad »  
mercredi 15 octobre, 20 h 30  
Prix des places : 50 à 450 F

JEUDI 16 OCTOBRE - 20 h 30  
Théâtre du Châtelet  
sous le Haut Patronage de  
M. le Président de la République  
**GALA du CNEA**  
Comité national pour l'éducation  
artistique  
**GIL SHAHAM**, violon  
**Akira Eguchi**, piano  
SCHUBERT - DVORAK  
DEBUSSY  
avec le concours  
d'ANDERSEN  
CONSULTING  
et le soutien de la  
MAIRIE de PARIS  
Tél. location : 01-40-28-28-40  
Places : 70 F à 230 F

**CHATELET**  
LUNDI 29 SEPTEMBRE 20H  
**Esa-Pekka Salonen**, direction  
Roland Pöntinen, piano  
Markella Hatziano, mezzo-soprano  
Philharmonia Orchestra  
DEBUSSY, LIGETI, RAVEL  
MERCREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 12H45  
Benjamin Schmid, violon  
Alfons Kontarsky, piano  
BRAHMS  
JEUDI 2 OCTOBRE 20H  
**Bradley Lubman**, direction  
Steve Reich, claviers  
Ensemble modern  
REICH  
VENDREDI 3 OCTOBRE 12H45  
Boris Pergamenschikov, violoncelle  
BACH  
DIMANCHE 5 OCTOBRE 11H30  
Michel Garcin-Marrou, direction  
Musiciens  
Orchestre de Paris  
R. STRAUSS  
LUNDI 6 OCTOBRE 12H45  
Boris Pergamenschikov, violoncelle  
HINDEMITH, BACH  
LOCATION 01 40 28 28 40



**Jean-Luc Impe s'efforce de renouer avec les sortilèges théâtraux du XVII<sup>e</sup> siècle**

son but – faire rire –, dans la grande tradition du XVII<sup>e</sup> siècle, époque où la rue moquait sur des tréteaux les ouvrages lyriques.

plus à l'aise dans la parodie, dont ils se sont fait, avec *Atyx* et *Alceste*, une spécialité. Parfois dès leur création, les ouvrages classiques étaient caricaturés sur les champs de foire, dans des pièces comiques avec marionnettes où alternaient

Créé en 1682, *Persée* fait partie de ces tragédies lyriques à la française qui ont marqué le règne du Roi-Soleil. L'œuvre se prête mal à une réduction instrumentale. Restreint à dix musiciens, sans directeur (Jean-Luc Impe refuse de jouer les chefs), l'orchestre manque d'ampleur et d'impulsion. Deux danseuses ne suffisent pas à reconstituer les fastes chorégraphiques du Grand Siècle.

**LA PART DU RISQUE**  
Les chanteurs s'en tirent mieux. Les interventions du chœur touchent juste. Mais la musicalité de Valérie Gabail, l'expérience de Howard Crook, la fraîcheur de Julie Hassler n'empêchent pas la soirée de traîner en longueur.

vaudevilles, airs populaires et musiques « savantes ». Dans le théâtre de salon vénitien XVIII<sup>e</sup> dont elle a bâti une charmante copie, la compagnie s'en donne à cœur joie. Polichinelle incarne Persée, Scaramouche le méchant Phinée. Autour d'eux s'agitent roi de pacotille, reine vindicative et tendre ingénue. La charge est parfois lourde, et, dans le castel, les poutres sont trop discrètes. Mais le public rit de bon gré à ce Polichinelle-Persée qui s'achève sur une citation de Starnorio !

Ce double *Persée* est une des trois créations que propose cette année le Festival d'Ambrosey. Une manifestation qui a atteint un haut niveau musical peut-elle se permettre de proposer une production encore inaboutie ? Sans doute pas. Mais une entreprise culturelle doit laisser sa part au risque. On connaît trop de festivals qui se contentent d'aligner, en toute sécurité, des concerts rodés, amoultés du nom de leurs interprètes. Ce type de programmation, Ambrosey sait aussi le faire, et très bien : *Lo Specchiata*, réunion de compositions vénitennes du XVIII<sup>e</sup> siècle pour le mariage de l'archiduc d'Autriche avec la Venise avec la mer, était le 27 septembre, dans l'interprétation de Robert King et de son impeccable King's Consort, un modèle de perfection.

**Pierre Moulinier**

**Steve Potts Quartet**  
A force d'habiter Paris, on ne le voit plus. A force de le voir dans le groupe de Steve Lacy, on ne l'entend plus. Steve Potts, saxophoniste afro-américain depuis vingt ans en Europe, joue toujours avec la même élégance, la même force. Il ajoute un air irréfutable de musicien : le geste et le façon d'être.

**Ballet Preljocaj**  
 Marcel Duchamp, Joseph Conrad :  
 Angéline Preljocaj n'a pas besoin  
 de conquérir les grands ancêtres  
 pour prouver qu'il est un  
 chorégraphe. A certains  
 moments, *Paysage après la bataille*  
 porte le mouvement vers des  
 hauteurs à couper le souffle. Créé  
 au Festival d'Avignon, le spectacle  
 pêche par sa construction, mais  
 pensée et danse sont en osmose :  
 le sens est là, la beauté aussi.  
*Théâtre de la Ville*, 2, place du  
*Châtelet, Paris 8<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Châtelet.*  
 20 h 30, les 30 septembre et les 1<sup>er</sup>, 2  
 et 4 octobre. Tél. 01-42-74-22-77.  
 De 100 F à 160 F.

Publicité

SOIRÉE

FESTIVAL D'AUTOMNE  
À PARIS

UNIQUE

JEUDI 2 OCTOBRE À 20 HEURES, THÉÂTRE DU CHÂTELET

**STEVE REICH**

*Musik für Bigband, Mischband,  
Ensemble*

**STEVE REICH ET BERYL KOROT**

*Three Tales / Hindustani*

ENSEMBLE MODÈME

01 53 45 17 00

<http://www.festival-automne.com>

**FILMS NOUVEAUX**

**12 Storeys**  
d'Eric Khoo (Singepour), avec Gu  
Jack Neo, Chuan Yi Fong, Koh Boon  
Pin.  
**La Femme défendue**  
de Philippe Harel (France), avec Isa  
belle Carré, Philippe Harel, Nathalie  
Conio.  
**Mimic (\*)**  
de Guillermo Del Toro (Etats-Unis)  
avec Mire Sorvino, Jeremy Northam  
Josh Brolin.  
**Nettayaage à sec**

**Pizzicata**  
d'Edoardo Winspeare (Italie), avec  
Cosimo Cinieri, Fabio Frascaro.

**Terre lointaine**  
de Deniele Thomas et Walter Salles  
(Brésil), avec Fernanda Torres, Fer-  
nando Alves Pinto.

(\*) Film interdit aux moins de 12 ans

**TROUVER SON FILM**  
Tous les films Paris-province sur le  
Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-  
36-68-03-78 (2-23 F/min)

ENTRÉES IMMÉDIATES

**Le Kiosque Théâtre :** les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Chroniques**  
de Xavier Durringer, mise en scène  
de Laurent Cruel, avec Didier Tan-  
guy, Virginie Latour, Fabien Arca.  
Le Fumabule Théâtre, 53, rue des  
Seules, Paris 18°. M<sup>re</sup> Lamarck-Cau-  
laincourt. A 21 heures. Tél. : 01-42-  
23-80-83. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

**Concerto Köln**  
Naumann : Symphonie. Haydn-Ham-  
blitzer : Concerto pour clavier et

**Grand Concerto pour Clavecin et Cordes. Hasse-Kreis: Symphonies.**  
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8. M<sup>me</sup> Miromesnil. A 20 h 30. Tél.: 01-49-23-05-07. De 75 F à 250 F.  
Jacky Micaelli

**Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Geltré-Montparnasse-Bienvenue. A 21 heures. Tél.: 01-43-21-55-70. De 100 F à 150 F.**

**Robbie Williams**  
Elysée-Montmartre, 72, boulevard  
Rochechouart, Paris 18°. MP Anvers.  
A 20 h 30. Tél.: 01-44-92-45-45. 79 F.

## CHANGEMENT DE SOLISTE

La chanteuse américaine Jennifer Larmore étroit souffrante, c'est la grande étoile allemande Iris Vermillion qui interprétera le 5<sup>e</sup> Symphonique de Gustav Mahler aux côtés de l'Orchestre philharmonique, du Chœur et de la Maîtrise de Radio France dirigés par Marek Janowski. L'Orchestre philharmonique ouvre sa saison à la salle Pleyel avec une programmation qui comprend le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> Symphonique de Mahler, une série de concerts intitulée « La Voix de l'Orchestre » (Symphonies, extraits d'opéras, airs de concert, musique de scène et musique sacrée).

**Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>.** M<sup>rs</sup> M<sup>mes</sup> Ternes. Tél. 01-45-81-53-00. 01-45-81-46-190.

## RÉSERVATIONS

**Eloge de l'ombre**  
de Junichiro Tanizaki, mise en scène  
de Jacques Rebotier, avec Domi-  
nique Raymond, Ivan Stochl, Karin  
Wagner.

**Théâtre Nanterre-Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER Nanterre-Préfecture + navette gratuite. Du 14 octobre au 16 novembre. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.**

**JVC Jazz Festival de Paris**  
Programmé dans le cadre du premier JVC Jazz Festival de Paris, plusieurs formations et artistes de jazz joueront dans différents lieux de la capitale. Sont déjà annoncés : Herbie Hancock et Wayne Shorter en duo et le trio de Jacky Terrasson à La Cigale (le 17 octobre) ; Mike Stern en quartette au New Morning (le 18) ; les formations de Lenny White et Cindy Blackman au New Morning (le 19).

20); une soirée consacrée aux chœurs avec Abbey Lincoln, Dianna Krall et Blanche Rees au Grand Rex (11); Yves Remy achève sa tournée (12); Lucky Peterson à l'Élysée-Montmartre (le 22); le quartette de Jo Lovano au New Morning (le 22); les formations de Kenny Garrett et Donald Brown au New Morning (le 23); Dee Dee Bridgwater au Théâtre des Champs-Élysées (les 24 et 25); Steve Coleman « Flaps Eclair » au Théâtre du Nouveau Monde (Edouard-Matthias) à l'Élysée-Montmartre (le 25); Peco de Luca à la Salle Pleyel (le 26). Du 17 au 26 octobre. Renseignements sur les concerts chez Location Productions ou 01-46-21-08-37. Locations réseau FNAC, 3915 bis Létel. Tarifs de 50 F à 290 F selon les concerts.

**Dany Brillant**  
**Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15<sup>e</sup>, 20 heures, les 17 et 18 octobre;**  
**19 heures, le 19. Tél. : 01-48-28-40-10. Location FNAC et Virgin. De 160 F à 250 F**  
**Radiohead**  
**Zénith, 211, avenue Jean-Jaurs, Paris 11<sup>e</sup>, 20 heures, les 17 et 18 octobre;**  
**19 heures, le 19. Tél. : 01-42-88-40-10. Location FNAC et Virgin. De 160 F à 250 F**  
**Radiohead**  
**Zénith, 211, avenue Jean-Jaurs, Paris 11<sup>e</sup>, 20 heures, les 17 et 18 octobre;**  
**19 heures, le 19. Tél. : 01-42-88-40-10, 143 F**

## DERNIERS JOURS

**29 septembre : Fernand Léger (1881-1955)**  
Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. 26 F et 45 F.


**5 octobre :**  
Mede in France : 1947-1997, cin-  
quante ans de création en France  
Centre Georges-Pompidou, Musée,  
3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages, place Georges-Pom-  
pidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rambuteau,  
Tél. 01-44-78-12-33. De 12 heures à  
22 heures : samedi, dimanche et  
fêtes de 10 heures à 22 heures. Fer-  
mé mardi 38 F

**6 octobre :**  
**Austerlitz autrement**  
Espace d'expositions, 41, rue Cantagrel, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Nationale, Chevaleret. Tél. : 01-45-86-17-67. De 13 heures à 20 heures ; samedi et dimanche de 11 heures à 20 heures. En-

12 octobre : livres d'artistes  
Bibliothèque nationale de France,  
galerie Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Bourse. Tél. : 01-47-03-81-26. De 10 heures à 19 heures.  
Entrée libre. 35 F

**13 octobre : Prague 1900-1938, capitale secrète des avant-gardes**  
**Musée des beaux-arts, palais des Etats-de-Bourgogne, 21 Oljón. Tél. : 03-80-74-52-09. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. 20 F.**

15 octobre : Jean-Michel Basquiat  
Musée Maillol-Fondation Dina Vi-  
ny, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.  
M<sup>o</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58.  
De 11 heures à 18 heures. Fermé mar-  
di et fêtes. 26 Ent 40 F



**JULIA ROBERTS**

“Julia Roberts...  
souriante, sexy,  
effrontée... drôle”  
STUDIO\*\*\*

“...le meilleur rôle  
de Julia Roberts  
depuis *Pretty  
Woman!*”  
LE POINT

**Le Mariage**  
**de mon meilleur ami**

Le Mariage de mon meilleur ami, de Douglas Cramer, avec Julia Roberts et Kevin Costner. Réalisé par Douglas Cramer. Distribution : Columbia Pictures. Durée : 115 minutes. Dates de sortie : 1999.

**Chérie FM**



## EN VUE

■ Vers 1230, après la mort de saint François d'Assise, l'un de ses premiers disciples visita le chantier de la basilique qu'on construisait à la hâte, là où le « Poverello » venait d'être enterré. Il trouva l'édifice trop luxueux et prédit avec douceur : « François ne l'aurait pas voulu. Un jour ou l'autre, il le fera s'écrouler. »

■ Boris Eltsine a offert à son hôte Jacques Chirac une figurine en porcelaine de Gjel, d'une hauteur de 25 centimètres, représentant le président de la République plongé dans la lecture d'un recueil d'Alexandre Pouchkine. M. Chirac a récemment acquis une méthode rapide pour rafraîchir ses connaissances du russe.

■ Egon Ohlrogge, président du conseil cantonal de Stade, en Basse-Saxe, a dénoncé, vendredi 25 septembre, le « comportement raciste » des aubergistes de la ville qui, pour éloigner les tziganes, affichent : « Ici, souvenez-vous de cheval. » « C'est une interdiction de fait, car ils savent que le cheval est pour nous un animal sacré », explique Hans Herzberg, porte-parole des tziganes de Stade.

■ Ahmed Salman, prince saoudien bouleversé par la mort de Diana, a décidé de lui rendre hommage en baptisant England's Rose et People's Princess deux de ses meilleures pouliches de son écurie.

■ Le tribunal de Gand a jeté, mercredi 24 septembre, les bases d'une jurisprudence sur les relations sadomasochistes. « Frapper avec mesure » ne relève pas de la justice, s'il y a consentement mutuel entre partenaires majeurs, mais « frapper de toutes ses forces » expose l'auteur à des poursuites, nnt à peu près estimés les magistrats.

■ Mardi 23 septembre, Robin Cook, ministre britannique des affaires étrangères, jugeait la peine de cinq coups de fouet infligée, en Arabie saoudite, à l'infirmière Lucille McLaughlin, condamnée pour complicité de meurtre, « inacceptable dans le monde moderne, où personne ne devrait être soumis à quelque chose d'approchant même de très loin ce type de punition physique ».

■ Une mineure enceinte condamnée, jeudi 25 septembre, à Gloucester, pour complicité de vol à l'étalage, devra accoucher en prison et sera immédiatement séparée de son nourrisson. Le juge a justifié sa sentence : « Vous mériteriez un vrai châtiment car il faut mettre un terme à vos larcins. » « On n'est pas à Riyad ici », a aussitôt réagi la présidente de la Howard League, le mouvement pour la réforme du code pénal britannique.

Christian Colombani

## La visite du pape à Rio sous haute surveillance

La presse relaie l'inquiétude de l'Eglise, après que des portraits de Jean Paul II ont été barbouillés d'inscriptions hostiles. L'armée craint surtout les balles perdues des batailles rangées que se livrent des bandes rivales de trafiquants

À L'APPROCHE du troisième voyage que Jean Paul II doit réaliser au Brésil, dans le cadre de la deuxième Rencontre avec les familles qui se déroulera du 2 au 5 octobre à Rio, la presse locale met l'accent, ces derniers jours, sur les manifestations d'hostilité déclenchées par la venue de l'auguste visiteur. Une affiche géante du pape, agrémentée outamment par des inconnus d'une cible à la hauteur du cœur, a fait la « une » de la plupart des journaux.

Depuis, plusieurs portraits du souverain pontife, exposés le long d'une des principales avenues de la ville, ont subi des outrages similaires. Dans un pays où la liberté la plus respectée est - encore - celle du culte, ces actes de vandalisme unanimement condamnés par les médias ne pouvaient laisser insensible la haute hiérarchie catholique chargée d'accueillir son chef suprême.

Mgr Lucas Mureira Neves, président de la Conférence nationale des évêques brésiliens, a demandé à la police fédérale l'ouverture d'une enquête. « Le cardinal [Mgr Eugenio Sales, archevêque de Rio] met en garde contre les provocations », t-il. Il y a quelques jours le *Journal do Brasil*, l'un des trois grands quotidiens carioca, au cours d'une récente édition, Mgr Sales, chef de file de l'aile conservatrice de la Conférence épiscopale brésilienne, s'en est pris à « l'intolérance d'une partie des protestants ». Ses critiques s'adressaient de manière allusive à l'Eglise universelle du royaume de Dieu, la secte néopentecôtiste la plus influente dans le pays, dont les

fidèles vont distribuer des tracts dénonçant « le culte des idoles » sur les divers parcours qu'empruntera le pape durant son séjour. Pour sa part, *O Globo*, le plus fort tirage de la presse carioca, consacre depuis une semaine une série de reportages aux mesures de sécurité exceptionnelles que les autorités s'apprêtent à mettre en place. Au total, quelque vingt-six mille policiers et militaires vont être mobilisés pour assurer la protection du pape. D'après le *Journal*, le commandement militaire de l'Est, responsable



du dispositif, a tenté en vain auprès de l'archevêché d'écourter le trajet que Jean Paul II doit effectuer, jeudi

2 octobre, à bord de sa « papamobile » blindée, à son arrivée à Rio. L'état-major redoute par-dessus tout les balles perdues provenant des batailles rangées que se livrent quasi quotidiennement les bandes rivales de trafiquants de drogue dans les collines, couvertes de favelas, qui surplombent la ville.

UN CADAVRE À DEMI CALCINÉ. Percée, dans le quartier de Somar, au sommet d'une de ces collines à hauts risques, la résidence de l'archevêché, où le pape prendra ses

quartiers, a été confiée à la vigilance du bataillon spécialement entraîné aux opérations de guerre. Cela n'a pas empêché les forces de l'ordre d'y découvrir, il y a quelques jours, un cadavre à demi calciné, aux mains entravées dans les dos par des menottes. « J'espère que non, mais ici tout est possible », a répondu Mgr Sales, rapporte *O Globo*, à un journaliste qui le questionnait sur les risques d'un attentat contre le pape.

Jean-Jacques Sevilla

## DANS LA PRESSE

## EUROPE 1

Alain Duhamel

■ L'élection cantonale partielle de Mulhouse le démontre à l'ouvrage : la droite modérée ne trouve pas de bonne réponse face au Front national et le parti de Jean-Marie Le Pen profite de la déstabilisation du RPR et de l'UDF. Pourtant, en théorie, la ligne de la droite parlementaire devrait être relativement simple. La première évidence consiste à s'opposer au gouvernement de gauche non pas de façon systématique et nutracière, mais en opposant un projet à un projet, une politique à une politique, bref le libéralisme à la social-démocratie. C'est ce qui se produit dans tous les autres pays d'Europe. La seconde nécessité s'appelle évidemment l'union. La droite et l'extrême droite sont aujourd'hui divisées grossièrement en trois blocs électoraux de taille

comparable. Lorsque le RPR et l'UDF sont unis, ils distancient aisément le Front national. Lorsqu'il y a dissensions, dissidences, c'est le Front national qui en bénéficie. S'unir et se confédérer devient une nécessité.

RTL, Michèle Cotta

■ La fronde n'a pas duré longtemps. La semaine dernière, Jacques Chirac n'existait plus, on tout comme, l'apparition avait pratiquement nubié son nom. Voilà qu'elle s'est redécouverte. François Léotard avait semblé souhaiter dimanche dernier que Jacques Chirac laisse l'opposition trouver ses marques sans lui. On avait mal compris. Bien sûr que le chef de l'Etat a sa place dans l'organisation de la contre-attaque générale. Nicolas Sarkozy ? On avait pensé que le maire de Neuilly passait Jacques Chirac par profits et pertes. Eh bien, on se trompait.

Jacques Chirac reste pour « Sarkozy » la référence du mouvement gaulliste. Et ceux qui avaient cru Philippe Séguin à deux doigts de la tentation de jouer les persos en seront pour leur frais, c'était un pur fantasme. Le président du RPR l'a précisé devant le conseil national du mouvement gaulliste, samedi, il n'a aucune intention de se dresser en a fortiori de se présenter contre le président de la République sortant.

L'HUMANITÉ, Pierre Zarka

■ La perspective de la conférence salariale, la question des 35 heures mettent brusquement le CNPF en travers des attentes des Français. L'onde de choc est suffisante pour que, entre ministres - Martine Aubry dénonce le chantage, Dominique Strauss-Kahn se fait plus conciliant -, on ne parle pas exactement de la même voix. A travers les 35 heures, la conférence sou-

lève une question de société fondamentale. Va-t-on continuer comme on le fait depuis vingt-cinq ans à opposer artificiellement justice sociale et efficacité économique ?

## THE NEW YORK TIMES

■ Pour la première fois depuis des années, il existe une petite, mais substantielle chance de paix en Algérie. Si elle est exploitée avec succès, elle pourrait au bout du compte mettre fin à l'horrible violence qui déchire ce pays depuis 1992 et a déjà coûté la vie à 60 000 personnes. Mais cette chance précieuse sera vraisemblablement perdue à moins que la France, qui fournit au gouvernement, soutient par les militaires, de l'Algérie un appui diplomatique en Europe et 1 milliard de dollars en prêts subventionnés, n'utilise son autorité pour inciter le gouvernement algérien à négocier sérieusement une paix de compromis.

## SUR LA TOILE

## MOINS DE CENSURE

À SINGAPOUR ?

■ Le comité national de l'Internet de Singapour estime que les règles de censure et de contrôle mises en place par le gouvernement en 1996 sont à la fois trop vagues et trop extensives. Le comité recommande notamment que les références aux lois antisubversion soient supprimées du code de l'Internet actuellement en vigueur. (Reuters)

## CHANSONS À VENDRE

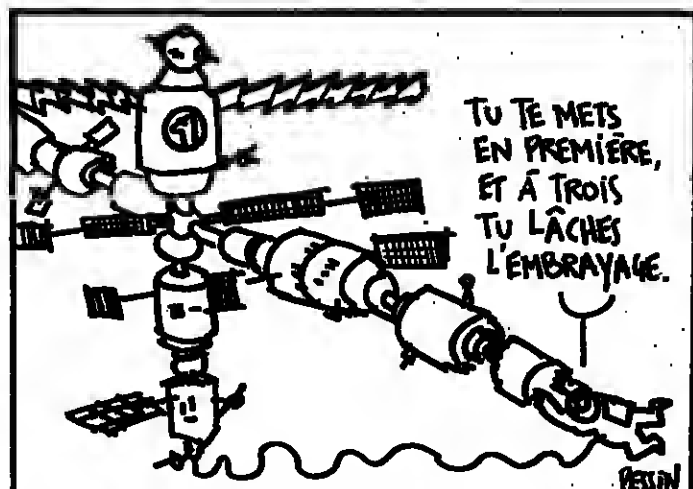
■ Capital Records a lancé sur le Web un service payant de téléchargement de ses nouveaux titres. Le dernier CD deux titres de Duran Duran coûte 0,99 dollar en version ordinaire, et 1,99 dollar en version mixée pour ordinateur (avec le logiciel Liquid Music Player). L'offre dure jusqu'au 14 octobre, date de la mise en vente du CD. [www.hollywoodandvine.com](http://www.hollywoodandvine.com)

## TÉLÉ NUMÉRIQUES

■ Le site français COM-FM, qui recense toutes les radiodiffusions, propose désormais une liste des chaînes de télévision numériques européennes, ainsi qu'un répertoire des journaux et magazines français présents sur le Web. [www.comfm.fr](http://www.comfm.fr)

www.osf.hq.nasa.gov/mir

Le site de la NASA suit de très près les mésaventures de la station Mir



de la page d'accueil permet de découvrir et d'explorer cet agencement complexe : en cliquant sur le module de son choix (Spectre, Proxima, Kravt, Kristall, Progress-M, Soyuz-TM...), on accède à un dossier de présentation détaillé. Par ailleurs, tous les récents incidents sont recensés et décrits avec

précision. Des bulletins réguliers font le point sur l'état de la station, les tests et réparations en cours, et les événements de la vie de l'équipage. Les informations ne sont pas toujours traitées à chaud, mais les bulletins sont dotés de liens menant vers des tableaux et des fiches tech-

niques. Leur lecture est parfois ardue, mais on peut également constater les dégâts sur des photos et des schémas. Peut-être pour rassurer le public, une page est consacrée aux systèmes de survie en cas de problème grave, notamment les « chaudières à oxygène », ces caissons remplis de produits chimiques, capables de produire de l'oxygène en cas d'urgence.

## PROCHAINES MISSIONS

Bien entendu, le nouveau voyage de la navette américaine Atlantis en direction de Mir, entamé le 25 septembre, et l'arrivée de la navette russe en direction de Mir, sont relatés en détail sur un site annexé très élaboré (<http://shuttle.nasa.gov>) mêlant textes, graphiques, photos, animations et séquences vidéo, dont certaines en direct. Enfin, la NASA affiche un planning des missions prévues avec les Russes pour les douze prochains mois : une liste qui risque d'être révisée prochainement, compte tenu des inquiétudes américaines pour la sécurité des équipages.

Thierry Nolte

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
**450F**  
d'économie  
soit  
**10 semaines**  
de lecture  
**GRATUITE**

PROFITEZ DES  
ANCIENS TARIFS  
D'ABONNEMENT AVANT  
LEUR AUGMENTATION

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :  
☐ 3 MOIS - 536F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F  
au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

\* Prix de vente au numéro - (tous en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

TARIFS EN FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA-CANADA

1 AN 2085F 2085F

6 mois 1123F 1123F

3 mois 572F 572F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre

abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélève-

ment automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers,

Téléphonez au 01-42-17-52-00 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

## Règlements de comptes par Alain Rollat

IL ARRIVE que la télévision devienne le gûchet des pleurs de ceux qui la font. C'était le cas ce week-end. Jean-Marc Morandini, l'ancien animateur de « Tout est possible », qui vient de quitter TF1, est apparu, sur Canal Plus, meurtri par les critiques : « J'ai été insulté. On m'a traité de con... » Il s'est mollement défendu d'avoir sacrifié au voyeurisme et au raccage. Plusieurs fois, il a demandé : « Ça dérange qui ? Je ne comprends pas. Mon émission était la plus regardée de France ; elle répondait à l'attente des téléspectateurs ; les écrans publicitaires étaient pleins, ça rapportait de l'argent. Ça dérange qui ? » Les injures à l'endroit de Jean-Marc Morandini étaient assurément de trop. Même si l'on n'a jamais fait l'image qu'un se donne à défaut d'avoir celle qu'on mérite. Mais comment ne pas plaindre Jean-Marc Morandini de n'avoir pas compris que « ça », cette concep-

tion de divertissement, blesse ceux qui aiment trop la télévision pour accepter l'apologie de la médiocrité de la part de ceux qui font de l'argent en se retranchant derrière la prétendue « attente » d'un public qu'en vérité ils méprisent ? Il n'y a rien à ajouter, en revanche, au torrent de larmes répandu samedi soir par Guy Lux sur le plateau de TF1, où ses quarante ans de télévision donnaient lieu à une fête de famille qui se voulait divertissante. On peut toutefois regretter que le cofondateur d'« Intervilles » n'ait pas profité de cette heure de grande écoute pour renouveler le monologue auquel il s'était livré quelques heures plus tôt, sur Canal Plus, en s'épanchant sur ses malheurs fiscaux : « J'ai rencontré la plus emmerdeuse de toutes les vérifications d'impôt... Elle m'a en partie ruiné. Mais j'aurai pas peu comme elle a essayé d'avoir

la mienne (...). Et j'aurai peut-être aussi celle de M. Charasse, qui ferait mieux de s'occuper de ses casseroles au lieu de s'occuper de celles des autres... » C'était si pitoyable que les téléspectateurs auraient mieux compris pourquoi Guy Lux pleurait autant sur lui-même. Ce n'est pas un porte-parole du RPR qui s'apitoierait sur son image. Invité de Michel Field, Nicolas Sarkozy, devenu blindé, a répondu du tac au tac au portrait esquissé de lui par une équipe de « Public » encrée dans ses raccourcis dans ses montages d'archives : « Est-ce parce que vous en avez assez du portrait caricatural que l'on fait de vous que vous en faites un de moi-même ? » La pique était bien envoyée. La vraie conversation qui s'ensuivit entre ces deux hommes prouva, contrairement aux préjugés, qu'on peut changer de chaîne ou de camp sans perdre son âme.



FILMS DE LA SOIRÉE

20.05 <b>Danger immédiat</b> ■ De Philip Noyce (États-Unis, 1994, 150 min). TSF	20.55 <b>Les Inconnus dans la ville</b> ■ De Richard Fleischer (États-Unis, 1955, 85 min). France 3	22.45 <b>A toute vitesse</b> ■ De Gail Morel (France, 1996, 84 min). Canal+
20.10 <b>Coups de fess</b> ■ De Woody Allen (États-Unis, 1994, 105 min). RTBF 1	21.00 <b>La Terrasse</b> ■ De Laurent Scalf (France, 1979, 100 min). Paris Première	23.00 <b>Opération Crossbow</b> ■ De Michael Anderson (États-Unis, 1965, 130 min). Histoire
20.30 <b>La Patrouille perdus</b> ■ De John Ford (États-Unis, 1934, 100 min). Ciné Cinéma	21.40 <b>Vainqueur du ciel</b> ■ De Louis Gilbert (Grande-Bretagne, 1956, 110 min). Ciné Cinéma	23.15 <b>La Proie</b> ■ De Robert Siodmak (États-Unis, 1948, 90 min). France 3
20.30 <b>The Rose</b> ■ De Mark Rydell (États-Unis, 1979, 130 min). Ciné Cinéma	22.10 <b>A l'est d'Eden</b> ■ De Ella Kazan (États-Unis, 1955, 115 min). Canal Jimmy	23.40 <b>L'Entrepreneur</b> ■ De Mark Rydell (États-Unis, 1937, 90 min). RTF 9
20.30 <b>Ombre sur le jardin</b> ■ De Antonio Chavarras (Espagne, 1989, 70 min). Festival	22.25 <b>La Lamière</b> ■ De Charles Matton (France, 1993, 110 min). Arte	23.45 <b>L'Assassinat</b> ■ De Christian-Jaque (France, 1941, 100 min). RTF 9
20.35 <b>Une journée en enfer</b> ■ De John McTiernan (États-Unis, 1995, 125 min). Canal+	22.40 <b>Planète Inconnue</b> ■ De Fred McLeod Wilcox (États-Unis, 1954, 100 min). Ciné Cinéma	0.30 <b>Les Yeux noirs</b> ■ De Nikita Mikhalkov (Russie, 1993, 115 min). Ciné Cinéma
20.45 <b>Ballroom Dancing</b> ■ De Baz Luhrmann (Australie, 1992, 90 min). Arte		0.50 <b>Madadayo</b> ■ De Akira Kurosawa (Japon, 1993, 130 min). Arte
20.45 <b>La Vallée du bonheur</b> ■ De Francis Ford Coppola (États-Unis, 1966, 145 min). France Supervision		

GUIDE TÉLÉVISION

<b>MAGAZINES</b>	21.30 <b>Un taxi</b> ■ pour Tombouctou. Planète	20.45 <b>Les Héritiers</b> ■ De José Dayan (V8). TF 1
13.40 <b>Parole d'Expert</b> ■ Avec Danièle Mazet-Delpluch, ancienne cuisinière de François Mitterrand. France 3	22.20 <b>Notre télévision</b> ■ [36]. M 6	22.00 <b>Marie Curie</b> ■ Une femme honnorable. Festival
18.30 et 19.10 <b>Nulle part ailleurs</b> ■ Avec Michel Blanc, Gérard Jugnot, Martin Lamotte. Ben. Canal+	23.45 <b>Libération</b> ■ Planète	22.35 <b>L'Allée du roi</b> ■ De Nina Companzeaux (22). TV 5
19.00 <b>Envoyé spécial</b> ■ Les années 90. Les années oubliées. Histoire	<b>DANSE</b>	<b>SÉRIES</b>
19.05 <b>Stars en stock</b> ■ Jane Russell. Paris Première	0.10 <b>La Belle au bois dormant</b> ■ Balais. Téma	20.35 <b>Urgences</b> ■ O Joyeux Halloween. France 2
20.00 <b>Thalassa</b> ■ Bateau-panier d'Alon. TV 5	<b>MUSIQUE</b>	21.00 <b>Le Caméléon</b> ■ Pilot. Série Club
20.00 et 23.40 <b>Courts particuliers</b> ■ Avec Melvil Poupaud. Paris Première	21.00 <b>Les Maîtres Chanteurs</b> ■ de Nuremberg. Muzik	21.15 <b>New York Police Blues</b> ■ Hors limites. Canal Jimmy
21.00 <b>Enjeux - Le Point</b> ■ L'Europe veut notre peau. TV 3	0.05 <b>Paul Simon</b> ■ Canal Jimmy	22.35 <b>Aux frontières du réel</b> ■ Le laber de la vie. TSF
22.35 <b>52 sur la Une</b> ■ Ce n'est pas ma mère, mais la femme de mon père. TF 1	0.10 <b>Ministres pour trio</b> ■ de piano. France Supervision	23.45 <b>Chapeau melon et bottes de cuir</b> ■ Même-vous des morts. TF 1
22.35 <b>Mots croisés</b> ■ Avec Dominique Strauss-Kahn et Édouard Balladur. France 2	0.45 <b>Jazz 6</b> ■ Roy Hargrove et Grisol. M 6	0.00 <b>Le Saint</b> ■ Les immigrants. Série Club
0.10 <b>Le Cercle des arts</b> ■ France 2	<b>THÉÂTRE</b>	
<b>DOCUMENTAIRES</b>	20.35 <b>Les Jumeaux</b> ■ De Jean Barbier. TMC	
20.00 <b>Reportage</b> ■ L'affaire Hamadi. Arte	<b>TÉLÉFILMS</b>	
20.10 <b>En direct avec Béjar</b> ■ Muzik	20.10 <b>Poney sauvage</b> ■ De Kevin Sullivan. Disney Channel	
20.55 <b>Femmes soldats</b> ■ Téma		

**MOTS CROISÉS**  
le magazine politique  
mensuel de la Rédaction  
présenté par  
**A. CHABOT**  
**A. DUHAMEL**  
ce soir 22h35

NOTRE CHOIX

● **19.50 Canal J**  
Le JT  
Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, les enfants ont leur journal télévisé à eux. Du lundi au vendredi, sur Canal J, deux jeunes journalistes, Elisabeth Tchoungui et Thomas Sot, font le tour de l'actualité, juste avant la grande messe de 20 heures des autres chaînes. Leur journal n'a pas l'ambition d'égaliser les traditionnels JT. D'abord il ne dure que huit minutes. Seuls quelques événements majeurs (trois en moyenne, traités sous forme de reportages et illustrés de graphiques et de cartes géographiques) sont retenus par la rédaction, pilotée par Pascal Petit, ancien journaliste à Okapi et à Télérama Junior. Le ton est pédagogique, afin d'être compréhensible pour un public de 8-11 ans. L'émission est produite par la société VM, à qui l'on doit notamment les programmes de M 6 « E = M 6 ».

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

<b>TF 1</b>	19.50 et 20.40 <b>Météo</b> ■ 20.00 <b>Journal</b> ■ 20.45 <b>Les Héritiers</b> ■ Téléfilm de José Dayan (V8).
22.35 <b>52 sur la Une</b> ■ Ce n'est pas ma mère, mais la femme de mon père.	23.45 <b>Chapeau melon et bottes de cuir</b> ■ 0.40 <b>F1 magazine</b> ■ 1.15 <b>Football</b> ■ 1.50 <b>TF 1 nuit</b> ■ Météo.
<b>FRANCE 2</b>	19.25 et 1.50 <b>C'est toujours Phéme</b> ■ 19.55 <b>Am nom du sport</b> ■ 20.00 <b>Journal</b> ■ 20.55 <b>Urgences</b> ■ O Joyeux Halloween.
22.35 <b>Mots croisés</b> ■ Avec Dominique Strauss-Kahn.	23.45 <b>Au bout du compte</b> ■ 23.50 <b>Journal</b> ■ 0.10 <b>Le Cercle des arts</b> ■ 1.30 <b>Histoires courtes</b> ■

FRANCE 3

18.55 <b>Le 19-20 de l'information</b> ■ 20.00 et 22.40 <b>Météo</b> ■ 20.05 <b>Fa si la chance</b> ■ 20.35 <b>Tout le sport</b> ■ 20.50 <b>La Dernière Séance</b> ■ Soirée Victor Mature.	20.55 <b>Les Inconnus dans la ville</b> ■ Film de Richard Fleischer.
22.20 et 0.45 <b>Tex Avery</b> ■ 20.50 <b>Soleil 3</b> ■ 23.15 <b>La Proie</b> ■ Film de Robert Siodmak (V8).	1.00 <b>Aléas</b> ■ Cenda remplit du ciel.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.35	18.30 et 19.10 <b>Nulle part ailleurs</b> ■ Avec Michel Blanc, Gérard Jugnot, Martin Lamotte, Ben, desinature.
20.30 <b>Fast side</b> ■ 20.35 <b>Une journée en enfer</b> ■ Film de John McTiernan.	22.40 <b>Flash Infos</b> ■ 22.45 <b>A toute vitesse</b> ■ Film de Gail Morel.
0.10 <b>Le Chic</b> ■ Film de Bruno Catillon.	

ARTE

19.30 <b>7/12</b> ■ Génération scooter.	20.00 <b>Reportage</b> ■ L'affaire Hamadi.
20.25 <b>Contre l'oubli</b> ■ pour l'espoir.	20.30 <b>8/12</b> ■ Journal.
20.45 <b>Ballroom Dancing</b> ■ Film de Baz Luhrmann (V8).	22.15 <b>Khorama</b> ■ 22.25 <b>La Lamière</b> ■ des étalles mortes ■ Film de Charles Matton.
0.15 <b>Count circuit</b> ■ 0.30 <b>Madadayo</b> ■ Film d'Akira Kurosawa (V8).	

M 6

20.00 <b>Notre belle famille</b> ■ 20.35 <b>Décrochages info</b> ■ 6 sur 6.	20.45 <b>Deux doigts sur la gâchette</b> ■ Film de Deran Sarafian.
22.30 <b>Deux garçons, une fille</b> ■ trois possibilités.	0.15 <b>Culture pub</b> ■ La pensée des marques.

RADIO

FRANCE CULTURE

19.30 <b>Perspectives scientifiques</b> ■ 20.00 <b>Le Rythme et la Raison</b> ■ Edmond Sola (25).	20.30 <b>Grand angle</b> ■ Nouvelles d'Idol : les fans ont la parole.
21.30 <b>Paroles de l'esprit</b> ■ Autour de Des plumes, des plantes, des animaux et des hommes.	22.40 <b>Tout ouvrant</b> ■ 0.05 <b>On jour au lendemain</b> ■ 0.45 <b>Les Clés du music-hall</b> ■

FRANCE-MUSIQUE

19.35 <b>Concert</b> ■ Festival de Beaune. Jazzy, de Haendel.	22.30 <b>Musique pluriel</b> ■ Œuvres de Ravel, B. Khoury.
23.07 <b>Le Bel aujourd'hui</b> ■ Musica 97. Œuvres de Lindberg.	

RADIO-CLASSIQUE

20.40 <b>Les Saisons</b> ■ L'archiduc Rodolphe.	Œuvres de Haydn, de Beethoven, de Fauré, de Liszt, de Mahler.
22.30 <b>Les Saisons</b> ■ Missa Solenne, de Beethoven.	

FILMS DU JOUR

15.00 <b>L'Entrepreneur</b> ■ Monseigneur Perron ■ De Mark Sandrich (États-Unis, 1937, 90 min). Ciné Cinéma	20.30 <b>La Belle et la Bête</b> ■ De Jean Cocteau (France, 1946, 90 min). Ciné Cinéma	22.05 <b>Amour et Compagnie</b> ■ De Gilles Grangier (France, 1949, 90 min). Ciné Cinéma
16.45 <b>Vainqueur du ciel</b> ■ De Louis Gilbert (Grande-Bretagne, 1956, 110 min). Ciné Cinéma	20.30 <b>Fiesta</b> ■ De Pierre Boutron (France, 1995, 110 min). Ciné Cinéma	22.20 <b>Somnambule</b> ■ De Jon Amiel (États-Unis, 1992, 90 min). Ciné Cinéma
16.50 <b>Ombre sur le jardin</b> ■ De Antonio Chavarras (Espagne, 1989, 70 min). Festival	20.30 <b>Boulevard des hirondelles</b> ■ De Josée Yane (France, 1991, 90 min). Festival	23.05 <b>Le 19-20 de l'information</b> ■ De Jean-Pierre Tardieu (France, 1995, 110 min). France 2
17.10 <b>Blanc</b> ■ De Michel Mies (France - Belgique, 1997, 95 min). Ciné Cinéma	20.35 <b>Sur la piste</b> ■ de la grande caravane ■ De John Sturges (États-Unis, 1965, 150 min). TMC	23.35 <b>La Femme parfaite</b> ■ De Bernard Knowles (GB, 1949, 90 min). Ciné Cinéma
18.45 <b>Opéra du mandarin</b> ■ De Roy Guerra (France - Brésil, 1986, 90 min). Ciné Cinéma	20.35 <b>Voyage à Rome</b> ■ De Michel Langlois (France, 1992, 85 min). TSF	0.10 <b>Tout sur le pianiste</b> ■ De François Truffaut (France, 1960, 110 min). Arte
19.00 <b>Opération Crossbow</b> ■ De Michael Anderson (États-Unis, 1965, 130 min). Histoire	20.45 <b>Dans la ligne de mire</b> ■ De Wolfgang Petersen (États-Unis, 1993, 135 min). TF 1	0.35 <b>La Grande Lessive</b> ■ De Jean-Pierre Mocky (France, 1968, 95 min). RTF 9
19.00 <b>Figure de proue</b> ■ De Christian Sengul (France, 1997, 90 min). Ciné Cinéma	20.55 <b>Il était une fois le Bronx</b> ■ De Robert De Niro (États-Unis, 1993, 120 min). France 2	1.00 <b>Femme qui démonte</b> ■ De George Marshall (États-Unis, 1959, 90 min). Ciné Cinéma
20.10 <b>Pittaccio</b> ■ De Ben Sharpsteen et Hamilton Luske (États-Unis, 1940, 90 min). Disney Channel	21.55 <b>Accident</b> ■ De Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1967, 110 min). Paris Première	1.10 <b>Le Client</b> ■ De Jean-Pierre Mocky (France, 1968, 95 min). Ciné Cinéma
	21.55 <b>Mariage royal</b> ■ De Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1967, 110 min). Paris Première	1.40 <b>L'Amie des guerriers</b> ■ De Jean-Pierre Mocky (France, 1968, 95 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

<b>MAGAZINES</b>	20.05 <b>Des hommes</b> ■ dans la tourmente. [21/32]. Planète	21.00 <b>Tchaïkovski Festival Concert</b> ■ Symphonie n° 4. Muzik
13.00 <b>Une heure</b> ■ pour l'emploi. La Cinquième	20.35 <b>Les Enfants de Bellini</b> ■ 20.45 <b>La Vie en face</b> ■ Pauze de chagrin. Arte	22.50 <b>Le Position de Longuecan</b> ■ Mise en scène de Nina Companzeaux. Muzik
14.30 <b>Droit d'auteurs</b> ■ Avec Max Gallo. La Cinquième	21.00 <b>Madame le Président</b> ■ un portrait d'Hillary Clinton. Histoire	23.25 <b>Adolphe</b> ■ Mise en scène de David Alden. France Supervision
14.55 <b>Capitaine Café</b> ■ Avec Zouzou Richard. France Supervision	21.25 <b>20 ans de courses automobiles</b> ■ d'Hillary Clinton. Canal Jimmy	<b>THÉÂTRE</b>
15.25 <b>Le Grand Forum</b> ■ Les années oubliées. Histoire	21.30 <b>Louis Calaferte</b> ■ un bot de résistance. Planète	23.00 <b>La Cérémonie</b> ■ Film de Anton Tchekhov. Arte
17.00 <b>Envoyé spécial</b> ■ Les années 90. Les années oubliées. Histoire	21.40 <b>Concetta</b> ■ Festival d'Edimbourg. Arte	<b>VARIÉTÉS</b>
17.10 <b>A bout portant</b> ■ Serge Reggiani. Paris Première	22.00 <b>Hubert Beuve-Méry</b> ■ le fondateur du Monde. Histoire	19.15 <b>Wap Doo Wap 2</b> ■ Au Hot Brass de la Ville. France Supervision
18.30 et 19.10 <b>Nulle part ailleurs</b> ■ Avec Michel Blanc, Gérard Jugnot, Martin Lamotte, Ben. Canal+	22.20 <b>La poursuite</b> ■ du rêve américain. Planète	<b>TÉLÉFILMS</b>
19.05 <b>Stars en stock</b> ■ Jane Russell. Paris Première	23.15 <b>Le Destin animal</b> ■ [36]. Planète	18.30 <b>Marie Curie</b> ■ une femme honnorable. Festival
20.00 et 23.40 <b>Courts particuliers</b> ■ Avec Jean-Claude Dreyfus. Paris Première	23.20 <b>Inca de Oro</b> ■ TSF	20.00 <b>Caramboles</b> ■ De Jesus Font. TV 5
20.05 <b>L'Invité</b> ■ Luciano Berio. Muzik	<b>SPORTS EN DIRECT</b>	20.55 <b>Accusé du pire</b> ■ De Noël Nozick. Téma
21.00 <b>Le Gai Savoir</b> ■ Paris Première	18.00 <b>Tennis</b> ■ Tournoi messieurs de Bâle. Eurosport	22.50 <b>Coup de foudre prémédité</b> ■ O Dé Chris Thompson. M 6
22.35 <b>Bouillon de culture</b> ■ L'unionisme. TV 5	19.55 <b>Football</b> ■ Coupe de l'UEFA (matchs retour) : un multiples composé de six équipes. Les moments forts de cinq autres rencontres. Canal+	23.00 <b>Russe piste</b> ■ De Paul Ziller. RTF 9
23.00 <b>Y a pas photo</b> ■ Dernier, nous serons tous certifiés ou presque. TF 1	21.00 <b>Football</b> ■ Coupe de l'UEFA (matchs aller) : Bilbao-Sampdoria. Eurosport	<b>SÉRIES</b>
23.00 <b>De l'actualité à l'histoire</b> ■ Les moments antérieurs. Histoire	<b>MUSIQUE</b>	18.00 <b>Highlander</b> ■ L'esprit vengeur. M 6
23.05 <b>Sud</b> ■ De Spodina à Mir. TMC	17.00 <b>The New Morning</b> ■ Art. France Supervision	18.10 <b>Police des plaines</b> ■ Sam Mac Taven. Série Club
23.15 <b>La Presse par trois</b> ■ comment le décrocher ? M 6	18.00 <b>James Brown</b> ■ Sérenade à Berlin-Est en 1968. Paris Première	19.00 <b>Los Angeles Heat</b> ■ Vendetta. M 6
<b>DOCUMENTAIRES</b>	18.00 <b>Nina Simone au Festival de Montreux</b> ■ Muzik	19.55 <b>La Vie de famille</b> ■ vive Paris. RTF 9
18.05 <b>Harry Houdini</b> ■ ou la magie de l'évasion. Planète	20.45 <b>Musique</b> ■ L'affaire Jessica. Série Club	20.50 <b>Docteur Quinn, femme médecin</b> ■ La tempête. Le droit d'apprendre. M 6
18.30 <b>Le Monde des animaux</b> ■ Carnivores, les maîtres de l'illusion. La Cinquième	20.45 <b>Les Francfortes 1997</b> ■ Jean-Jacques Milteau. France Supervision	22.20 <b>Profil</b> ■ The Hero (V8). Canal Jimmy
19.05 <b>Pierre Janet</b> ■ harpeiste. Muzik		22.30 <b>Two</b> ■ Preuve par l'image. Série Club
19.10 <b>Les Compagnons du Choeur</b> ■ Retour en Bolivie. Planète		22.35 <b>La Femme Nikita</b> ■ TSF
19.35 <b>La Cité de la musique</b> ■ Muzik		23.00 <b>Les Anges du bonheur</b> ■ L'ultime rencontre. Téma

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde »
- Télévision-Radio-Multimédia
- On peut voir
- Ne pas manquer
- Chef-d'œuvre ou classique
- Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, des programmes de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
- Sous-étage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable
- Interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Ou interdit aux moins de 16 ans
- Accompagné d'un dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
- Sous-étage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **21.30 Planète**  
Louis Calaferte, un flot de résistance  
Une violence salutaire

Loué soit la chaîne du documentaire pour avoir enfin rompu le sceau de la censure implicite dont a été marqué, trois ans durant, ce formidable portrait de Louis Calaferte réalisé en 1993 par Jean-Pierre Pauty. Du comédien réalisateur, ou aura peut-être lu l'« *Avanture intérieure* » (Julliard, 1994), un recueil d'entretiens qui prolongeait cette rencontre filmée et publié quelques mois après la disparition de l'auteur de *Séparation*, survenue en mai 1994.

A voir et entendre la virulence de l'écrivain, la vigueur de ses propos sur notre société, on se s'émotionnera plus de l'occultation dont le film de Pauty a été victime de la part d'un média considéré par Calaferte comme le principal vecteur de la « banalisation du médiocre ». Rien de moins ténébreux, de moins « politiquement correct », de moins complaisant que cet impératrice à belle tignasse blanche qui revendiquait « le comique de constat » et « l'expression du vrai expérimenté ».

Anarchiste, homme de foi et de compassion, qui n'aurait jamais cessé d'apprendre, d'interroger et de remettre en cause ; qui n'aurait jamais failli à dénoncer la « solapérie » de l'homme et les machines broyeuses de l'oppression. Langue à vif du romancier, dérision du dramaturge, violence et doute du peintre portées dans un même élan contre la « *moladie* » de l'obéissance, contre la formidable impuissance de notre époque, contre la peur de vivre, les multiples trahisons et veuleries qui en découlent.

Comment ne pas relever ces paroles d'une souveraine actualité et d'une vérité simple ? : « *Halte à celui qui n'est pas de votre race. Halte à celui qui n'a pas votre foi. Halte à celui qui n'est pas de votre rang social. Halte, hoïse, vous serez haï. De la haine, et vous serez tué. La loi est ainsi : si l'autre n'est pas heureux, vous ne le serez pas non plus. Si l'autre n'a pas d'avenir, vous n'en aurez pas non plus.* »

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

<b>TF 1</b>	13.50 <b>Les Feux de l'Amour</b> ■ 14.45 <b>Arabesque</b> ■ 15.00 <b>Côte Ouest</b> ■ 16.35 <b>TF 1 Jeunesse</b> ■ 17.05 <b>21 Jump Street</b> ■ 17.35 <b>Pour être libre</b> ■ 18.25 <b>Moloch Patamé</b> ■ 19.00 <b>Tons en jeu</b> ■ 19.50 et 20.40 <b>Météo</b> ■ 20.00 <b>Journal</b> ■ 20.45 <b>Dans la ligne de mire</b> ■ Film de Wolfgang Petersen.
23.00 <b>Y a pas photo</b> ■ 0.40 <b>Le docteur ténace l'engoué</b> ■ O Faute professionnelle.	1.30 <b>TF 1</b> ■ 1.45 <b>Reportages</b> ■ A l'ère de la télé.

FRANCE 2

13.45 Derrick.	
14.40 Dans la chaleur de la nuit.	
15.35 La chance aux chansons.	
16.30 Des chiffres et des lettres.	
16.55 et 22.55 Un livre, des livres.	
17.05 Un poisson dans la cafetière.	
17.40 Qui est qui ?	
18.15 Friends.	
18.45 C'est Phéme.	
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.	
19.25 C'est toujours l'heure.	
19.55 Au nom du sport.	
20.00 Journal. A cheval, Météo.	
20.55 Il était une fois le Bronx ■	
Film de Robert DeNiro.	
23.05 L'Appât ■	
Film de Bertrand Tavernier.	
0.55 Au bout du compte.	
1.00 Journal. Météo.	
1.15 Les Grands Entretiens du Cercle	
Portrait de Claude Chabrol.	

FRANCE 3

13.40 <b>Parole d'Expert</b> ■ 14.35 <b>Vivre avec</b> ■ Handicap et intégration scolaire.	15.00 <b>Un cas pour deux</b> ■ 16.00 <b>Le Jardin des bêtes</b> ■ 16.40 <b>Militeries</b> ■ 17.45 <b>Je passe à la télé</b> ■ 18.20 <b>Questions pour un champion</b> ■ 18.50 <b>Un livre, un jour</b> ■ 18.55 <b>Le 19-20 de l'information</b> ■ 20.00 et 22.40 <b>Météo</b> ■ 20.05 <b>Fa si la chance</b> ■ 20.35 <b>Tout le sport</b> ■ 20.50 <b>Ce soir on passe à la télé</b> ■ 22.50 <b>Soleil 3</b> ■ 23.15 <b>La Presse par trois</b> ■ 0.10 <b>Magazine olympique</b> ■ 0.40 <b>Rencontres à XV</b> ■ 1.05 <b>New York District</b> ■ 1.50 <b>Tous sur orbite</b> ■ 1.55 <b>Musique graffiti</b> ■
--	--

CANAL +

13.35 <b>Traque sur Internet</b> ■ Film d'Irwin Winkler.	15.25 <b>Le Grand Forum</b> ■ 16.30 <b>Le 19-20 de l'information</b> ■ Film de Patrick Grandperret.
18.00 <b>Surprises</b> ■ En clair jusqu'à 19.55	18.20 <b>Cyberlast</b> ■ 18.30 et 19.10 <b>Nulle part ailleurs</b> ■ Invité : Michail Gorbatchev.
19.55 <b>Football</b> ■ En direct. Coupe de l'UEFA : 2 <sup>e</sup> de finale (matchs retour).	0.30 <b>L'Homme de paille part</b> ■ [325].
1.10 <b>Le Client</b> ■ Film de Joel Schumacher (V8).	

LA CINQUIÈME ARTE

13.00 <b>Une heure pour l'emploi</b> ■ 14.00 <b>Chercheurs d'adventure</b> ■ 14.30 <b>Droit d'auteurs</b> ■ 15.30 <b>Les Habsbourg</b> ■ 16.30 <b>Gala</b> ■ 17.00 <b>Célimo</b> ■ 17.30 <b>ABO la terre</b> ■ 17.45 <b>De cause à effet</b> ■ 17.55 <b>Le Journal du temps</b> ■ 18
---

## Le loup et l'ourse

par Pierre Georges

UNE grande manifestation de brebis - deux mille selon les bergers, mille pour la préfecture de police - était prévue ce lundi à Nice. Aux éléments déchirants de « Non, non au loup du Mercantour », les braves bêtes entendaient ainsi signifier un désaccord fondamental avec les hommes qui militent pour le retour du loup dans les Alpes-de-Haute-Provence.

D'un point de vue de brebis, cela se tient parfaitement. Des siècles pour se débarrasser de l'héréditaire ennemi. Des siècles pour en finir avec les fables qui tournaient inévitablement mal, selon le célèbre constat de M. de La Fontaine : « La raison du plus fort est toujours la meilleure. » Des siècles d'alliance avec l'homme pour, enfin, en finir avec l'ancêtre peur du loup.

Et voici que l'homme est devenu, par un renversement d'alliance, un loup pour la brebis. Comment voulez-vous, dans ces conditions, qu'une agnelle y retrouve ses petits ? N'est-ce point trop demander aux agneaux que de faire silence sur leurs malheurs présents ? Donc, tous dans la rue, sur la promenade des Anglais peut-être, ce qui serait d'un chic achevé. Tous contre le loup du Mercantour, animal réhabilité par l'écologie et l'office du tourisme réunis. Tant il est vrai que dans cette fable, moderne ou pas, ce sont toujours les mêmes qui passent à table. Et les mêmes qui font le plat du jour. Tenons pour acquis le droit imprescriptible du gigot à protester.

Moins drôle, cette autre fable de l'Ourse et du jeune Chasseur. Une brave et bonne ourse s'avait rieu demandé à personne. Et surtout pas de quitter ses montagnes slovénes. Elle y

vivait heureuse et, dit-on, y faisait le parfait amour. Puis vint à l'homme l'idée saugrenue de réintroduire l'espèce plantigrade là où il l'avait pratiquement détruite. Toujours cette vieille manie du genre humain de faire, défaire et refaire.

L'ourse fut capturée. Baptisée du doux nom de Melba. Dorée d'un collier-émetteur. Et relâchée dans la montagne pyrénéenne, à charge pour elle de faire son devoir d'ourse. Etant « grosse », comme l'our dit dans les bons ouvrages, elle n'y manqua point. Et de partout l'on vint pour tenter de voir, d'entre-pécorer, Melba et ses trois petits, Bouxy, Carameil et Medved.

Jusqu'à là, tout allait pour le mieux. Hormis quelques protestations de mutants - décidément les dindons de la farce - chacun était ravi, les écologistes aux anges, les syndicats d'initiative comblés. Hélas, vint l'ouverture de la chasse. Pas aux ours bien sûr, mais il y a toujours un risque. Et, bien évidemment, ce qui pouvait se produire se produisit. Un gamin chassant le sanglier tomba sur l'ourse. Toute maman ourse, fût-elle présumée Melba, a une tendance innée à défendre féroce ses petits.

C'est probablement ainsi que les choses se passèrent. Comme le gamin, armé de sa pétrole, le racotta. L'ourse chargea. Et le gamin tira. C'était elle ou lui. Comme toujours, depuis la nuit des temps. Ce fut elle. Première morale de cette histoire : on ne devrait jamais autoriser la chasse au sanglier dans les montagnes à ours. Deuxième morale : l'Homo sapiens a beau rêver, il maîtrisera toujours assez mal sa machine à remonter le temps, les loups et les ours.

## Repli à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la baisse, lundi 29 septembre, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 perdait 0,62 %, à 2 967,18 points. Il avait ouvert en repli de 0,47 %.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en léger recul. L'indice Nikkei s'était inscrit en baisse de 0,04 % en clôture.

Le marché obligataire français était stable lundi matin. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, s'inscrivait en baisse de deux centimes, à 99,64 points.

Sur le marché des changes, le dollar restait faible. Il s'échangeait à 1,7590 mark, 5,91 francs et 121,22 yens. Le franc cotait 3,3580 francs pour un mark. La livre sterling, affectée à la veille du week-end par

des rumeurs d'adhésion du Royaume-Uni à la zone euro quelques mois après le lancement de la monnaie unique, valait 9,5355 francs.

La semaine sera marquée sur les marchés financiers par la réunion, mardi 30 septembre, du comité de la Réserve fédérale américaine et par celle, jeudi 2 octobre, du conseil de la Bundesbank.

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
SÉANCE 12h30	29/09	Var.	en %
Société Générale	254817	+1040974	
Alcatel	16842	+1284545	
Elf	15476	+1029118	
Total	11155	+755284	
Santé	10648	+7796001	
L'Oréal	34190	+5778725	
Sanofi	6921	+4836974	
Renault	10645	+481511930	
Carrefour	1278	+4792934	
Axa	11146	+43787070	

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 30/09 LE MONDE

Cours relevés le lundi 29 septembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17952,31 -0,84 -2,10

Hong Kong Hang Seng 10243,37 +1,04 +10,50

Tokyo Nikkei sur 3 mois 17952,31

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES cours BCF 26/09 % 25/09 Achet Vente

Allemagne (100 dm) 335,6200 -0,84 334 348

Ecu 6,5795 -0,18 -

Euro-Union (100 usd) 5,9010 -7,02 5,6000 6,2000

Belgique (100 F) 16,2710 -0,04 15,7300 16,2000

Pays-Bas (100 fl) 298,1700 -0,06 -

Italie (1000 lit) 3,4350 -0,19 3,2000 3,7000

Danemark (100 kr) 88,2000 -0,06 82 92

Irlande (100 p) 8,6005 -1,52 8,2000 9,0400

Grèce-Bretagne (1 L) 9,4680 -2,28 9,0600 9,9100

Grèce (100 drach) 2,1310 -0,35 1,9200 2,4500

Suède (1000 skr) 76,4800 -0,62 71,5000 82,5000

Suisse (100 F) 407,2200 -0,17 393 417

Norvège (100 k) 83,0400 -0,26 77,5000 86,5000

Autriche (100 sch) 47,7100 -0,04 46,2500 49,3300

Espagne (100 pes) 3,9765 -0,14 3,6900 4,2900

Portugal (100 esc) 3,3000 -0,15 2,9500 3,6500

Canada 1 dollar ca 4,2644 -0,97 3,9600 4,5600

Japon (100 yen) 4,8882 -1,01 4,6600 5,0700

DUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 26/09 Var. en % 25/09

Paris CAC 40 2968,59 -0,57 -23,17

Amsterdam CBE 622,40 +0,02 +42,33

Bruxelles 15859 -1,17 +50,12

Frankfurt Dax 30 4117,93 +0,91 +42,55

Irelande ISEQ 3747,02 -0,30 +37,47

Londres FT 100 5222,40 -0,07 +26,30

Madrid IBEX 35 7235,08 +0,40 +40,36

Milan MIB 30 23900 -1,39 +51,25

Zurich SMI 5714,60 -0,09 +44,96

PARITES DU DOLLAR 29/09

FRANCOFONIE USD/DM 1,7584

TOKYO USD/Yen 121,2300

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 26/09 Taux 25/09

France 9,19 9,46

Allemagne 3 5,04

Grande-Bretagne 7 6,61

Italie 6,75 6,79

Japon 0,52 2,13

Euro-Union 5,99 6,19

MATIF

Échéances 26/09 volume dernier

NOTIONNEL 10 %

Dax 97 101107 -99,66

Mars 98 317 59,10

Juin 98 3 26,36

## Bruxelles reconnaît que l'embargo sur le bœuf britannique est contourné

Les inspecteurs vétérinaires « européens » sont trop peu nombreux

DANS son édition du 28 septembre, *Le Journal du dimanche* estime à plus de 10 000 tonnes la masse des viandes bovines d'origine britannique qui - en dépit de l'embargo mondial décrété par la Commission européenne au début de 1996 - auraient été commercialisées et consommées sur le marché européen.

Cette estimation n'est pas officiellement confirmée à Bruxelles, où l'on reconnaît toutefois avoir eu connaissance de commercialisations frauduleuses dans ce domaine, notamment en Belgique et en Allemagne (*Le Monde* du 20 septembre).

Le ministère français de l'Agriculture a, le même jour, rappelé dans un communiqué qu'une enquête avait été diligentée dès le mois de mai par les services européens sur un trafic de 1 600 tonnes de viande britannique ayant transité par les entreprises belges Traex-Gel et Lefebvre. Des contrôles réalisés par les services vétérinaires français les ont en outre conduits à coisigner 140 tonnes de viande suspecte dans un entre-

pôt frigorifique du Pas-de-Calais. Enfin, toujours selon le ministère, des contrôles de routine effectués par les services vétérinaires et les douanes à Boulogne ont mis en évidence, le 24 juillet, une estampe britannique sur de la viande congelée présentée comme provenant de République d'Irlande. Il s'agissait là de 20 tonnes destinées à un opérateur situé en Allemagne et qui ont été aussitôt consignées par les services français.

## RIEN D'OFFICIEL

*Le Journal du dimanche* reprend l'hypothèse selon laquelle les commercialisations frauduleuses emprunteraient des circuits complexes. A Bruxelles, on ne nie pas la réalité de ces trafics. Mais on souligne, dans le même temps, les limites de l'action que peuvent mener les services de la Commission européenne. « Notre cellule antitraffice nous a saisis ces derniers temps de différentes irrégularités qui nous ont conduits à demander la fermeture de certains abattoirs en Allemagne. Nous avons récemment engagé les mêmes démarches

vis-à-vis d'un abattoir allemand du Schleswig-Holstein », a-t-on confié, de bonne source, au *Monde*. Il est, en outre, établi qu'en dépit de l'initiative du Parlement européen (et de la commission d'enquête qu'il avait constituée sur ce thème) rien n'a été mis en place qui permettrait d'agir efficacement de manière préventive.

On indique auprès de la direction générale de l'Agriculture de la Commission européenne que le transfert des compétences de cette direction à celle des consommateurs n'a toujours pas permis d'améliorer la situation. C'est ainsi que le nombre des inspecteurs vétérinaires de l'Union européenne demeure toujours aussi inadéquat à l'ampleur des tâches sanitaires.

On confie enfin être très inquiet de la possible commercialisation - hors Grande-Bretagne - des viandes bovines britanniques, provenant d'animaux âgés de plus de trente mois à la date de l'embargo.

Jean-Yves Nau

## Emma Bonino interpellée à Kaboul

KABOUL. Le commissaire européen chargé de l'aide humanitaire, M<sup>me</sup> Emma Bonino, et les dix-neuf membres de sa délégation, ont été interpellés, lundi 29 septembre, à Kaboul, par des talibans (milices islamistes) pour avoir photographié des femmes, ce qui est illégal dans la capitale afghane. M<sup>me</sup> Bonino avait commencé, dimanche, une visite à Kaboul afin d'évaluer les besoins de la capitale et « vérifier » si l'aide européenne « atteint les plus nécessiteux ». Elle est la plus haute responsable étrangère à se rendre à Kaboul depuis que la ville est tombée aux mains des talibans il y a un an- (AFP)

MUSIQUE : environ 200 000 jeunes étaient présents, samedi 27 septembre, à Bologne, aux côtés du pape et de hauts prélats pour le concert organisé dans le cadre du 23<sup>e</sup> congrès eucharistique national italien avec, notamment, le chanteur Andrea Bocelli, le pianiste français Michel Petrucci et Bob Dylan. Jean Paul II a applaudi et félicité ces derniers. La venue de l'idole de la génération contestataire des années 60 avait donné lieu à de vives polémiques (*Le Monde* du 27 septembre).



2, PLACE DE LA MADELEINE • PARIS

AL  
Jus  
45  
d'écono  
10  
de lectu  
GRATU  
PROFITEZ DES  
ANCIENS TARI  
D'ABONNEMEN  
LEUR AUGMEN

compris que « ça », cette concep- en partie ruiné. Mais j'aurai sa peu comme elle a essayé d'avoir- Les deux hommes prouve, contrairement aux préjugés, qu'on peut changer de chaîne ou de camp sans perdre son âme.

Joyeux 150



CONJONCTURE

Pétrole, gaz, pollution : les grands rendez-vous de l'automne page IV

ENJEUX

Le dollar et l'Asie : responsable, mais pas coupable page V

# Le Monde

## ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

ENQUÊTE

Nouvelles pistes et valeurs sûres de la science économique européenne page VI

ANNONCES



IMMOBILIÈRES pages VII et VIII

MARDI 30 SEPTEMBRE 1997

# Commerce mondial : que fait l'arbitre ?

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

L'Organisation mondiale du commerce ou la raison du plus fort ? Créée le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'OMC a succédé au GATT, l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui avait dû fêter ses cinquante ans cette année. Issue du cycle de négociations de l'Uruguay Round (1986-1993), elle marque l'avènement d'un nouveau système commercial multilatéral, avec des compétences étendues. Le GATT ne s'appliquait qu'au commerce de marchandises, l'OMC englobe celui des biens, des services et des droits de propriété intellectuelle, mais a aussi la possibilité d'accueillir des États plus nombreux et bénéficie d'un organe de règlement des différends (ORD) puissant composé d'une commission d'arbitrage - dit groupe spécial ou panel - et d'un organe d'appel.

L'OMC consacre la naissance d'un nouvel ordre économique mondial, plus de cinquante ans après les accords de Bretton Woods, qui auraient dû permettre, la création d'une organisation internationale du commerce aux côtés du FMI et de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement). Mais l'explosion des échanges mondiaux et des flux de capitaux, l'arrivée de nouveaux pays industrialisés ont fait du commerce un enjeu politique majeur qui se traduit par la multiplication des conflits. On attendait de l'OMC qu'elle soit un juge de paix ca-

**OMC Après le GATT, l'Organisation mondiale du commerce consacre la naissance d'un nouvel ordre économique**

pable d'arbitrer les différends sans parti pris. Le bras de fer commercial entre les États-Unis et l'Europe, qui tourne à l'avantage des premiers, amène à s'interroger sur sa capacité à respecter la souveraineté des États dans certains domaines.

L'Union européenne a dû en effet essuyer un double revers. Au début du mois, l'organe d'appel de l'OMC a donné raison aux États-Unis et à quatre pays d'Amérique latine en condamnant le régime d'importation communautaire de bananes qui donne la préférence aux pays dits ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Les États-Unis, qui ne produisent pas de bananes, défendaient les intérêts de leurs multinationales, Chiquita Brands et Castel and Cooke. En mai, l'OMC, à travers sa commission d'arbitrage, avait

jugé contraire aux règles du commerce international l'embargo européen sur la viande aux hormones américaine. Par ces deux cas, ce sont les politiques européennes d'aide aux pays en développement et de protection du consommateur qui apparaissent menacées.

Faut-il pour autant crier à l'injustice ? L'UE aurait certainement plus à perdre qu'à gagner dans la disparition de cet arbitre, auquel les Américains étaient, à l'origine, très hostiles. Compte tenu de leur poids économique, les États-Unis savent faire valoir leurs intérêts dans les négociations commerciales bilatérales. Ils disposent d'un arsenal juridique, qui leur permet d'imposer leurs conditions. La section 301 du Trade Act de 1974, renforcée notamment en 1988 avec le Trade and Competitiveness Act, confère au président des États-Unis des pouvoirs de rétorsion unilatérale contre les pays qui ne respectent pas les dispositions des traités ou accords. Ce qui est théoriquement incompatible avec un système commercial multilatéral : selon la procédure de règlement des différends, toute mesure de rétorsion doit être autorisée par le conseil général de l'OMC.

Martine Laronche

Lire suite page II

- Maintien de l'embargo sur la viande aux hormones p. II
- Kodak en guerre contre Fuji p. II
- Entretien avec Sylvie Brunel (ACF) p. III
- Questions-réponses p. III

CHRONIQUE

Par Serge Marti

## Faux-semblants

George Soros contre Mahathir Mohamad. D'un côté, le spéculateur-philanthrope américain, juif d'origine hongroise et mondialiste. De l'autre, le bouillant premier ministre de Malaisie, musulman et nationaliste, héros autoproclamé des « valeurs asiatiques » qui ont fait de son pays le cinquième « tigre » de la région. Le second accuse le premier d'avoir fait s'effondrer le baht thaïlandais et le ringgit malais. L'affiche était prometteuse. Elle n'a pas déçu. Le face-à-face, par médias interposés, s'est déroulé en direct du palais des congrès de Hongkong où se tenait l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale. A croire les gazettes occidentales, le score final était sans appel : Soros, vainqueur aux poils ! Voir...

« Le premier ministre malais a choisi le mauvais terme en traitant de "zo-zo" George Soros, l'éminent magicien des marchés des changes internationaux », reconnaît, un brin perfide, le *Hongkong Standard* dans son édition du 25 septembre. « Il aurait dû dire "maniac" de la volte-face à grande vitesse », ajoute le quotidien avant de rappeler la façon dont la presse internationale s'est « mise au garde-à-vous » derrière l'as de la volée financière, transformé en personnage « blanc comme neige ». Au moment même où il admet avoir gagné 1 milliard de dollars (et non pas seulement 600 millions, comme initialement escompté) lorsqu'il avait, en 1992, mis la livre sterling au tapis. Et le quotidien de rappeler les faits d'armes, bien civils, eux, de Mahathir Mohamad, au service de son pays et qui lui valent bien des circonstances atténuantes. Surtout quand on connaît ici - en Asie - la tendance du premier ministre malais à sacrifier trop souvent le bien-être de la démonstration à la magie du verbe.

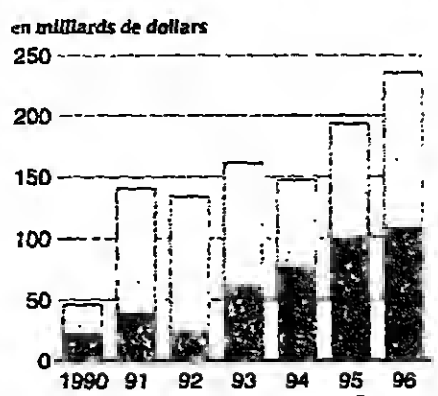
Mais, au fait, qu'a déclaré Mahathir Mohamad ? Que le marché des changes était « inutile, improductif et immoral » et que la spéculation, « génératrice d'appauvrissement, devrait être interdite ». La belle affaire ! Jacques Chirac, à peine élu président de la République, ne disait pas autre chose lorsqu'à l'occasion de son premier sommet entre chefs d'État et de gouvernement, à Halifax, il s'était lancé dans une tirade gaullienne contre « la spéculation, ce sida de l'économie ». Avant lui, à Matignon, Édouard Balladur autant que le défunt Pierre Bérégovoy promet-

taient, lors d'attaques contre le franc, de faire rendre gorge aux spéculateurs. Dans le cas présent, au-delà des écarts de langage de l'un et l'autre (M. Soros n'était pas mieux inspiré en disant que son challeo-ger était « une véritable catastrophe pour son pays ») s'expriment deux réalités. D'une part, le profond choc que subissent la Malaisie et l'ensemble des pays est-asiatiques, secoués par une crise monétaire sans précédent, après avoir incarné depuis près de dix ans richesse et réussite économique. De l'autre, l'auto-

critique à peine voilée de M. Soros, l'un des plus fidèles clients des casinos monétaires, aujourd'hui transformé en croisé de l'économie sociale. N'a-t-il pas ces derniers temps pointé les risques pour la planète d'une « globalisation du capitalisme » dépourvue de frein de secours ?

Alors, Soros-Mahathir, même combat ? De façon surprenante, le *Wall Street Journal* n'est pas loin de le penser. Dans un éditorial récent, le quotidien recensait les points communs aux deux plaidoyers : défiance à l'égard des marchés livrés à eux-mêmes et croyance au rôle régulateur de l'État. Que reste-t-il désormais de la fonction régulatrice d'un État-nation soucieux de ne pas se laisser dépasser par la nomadisation des circuits financiers ? Le FMI a répondu à sa façon en obtenant, à Hongkong, les pouvoirs statutaires qui lui permettent de contrôler de près non seulement les pays affectés par un « risque souverain » (déséquilibre de balance des paiements susceptible de déclencher de graves désordres monétaires), mais aussi ceux qui s'engagent dans le mouvement universel de libéralisation des capitaux. Le Fonds ne fait là que franchir une étape supplémentaire dans la globalisation des institutions rendue nécessaire par la mondialisation des économies.

Pendant que Mahathir et Soros s'empoignaient pour savoir lequel des deux était habilité à jouer le rôle d'archange, qu'Américains et Japonais se prenaient au collet pour déterminer qui du yen ou du dollar ne devrait plus baisser (ou l'inverse !), Michel Candes sous-entendait discrètement les dizaines de milliards de dollars qu'il attendait depuis des années afin de reconstruire les fonds propres du FMI, qu'il dirige. Pour faire face à la prochaine crise. En remerciement la spéculation et la tourmente monétaire qui s'en est suivie. Sans laquelle il n'aurait certainement pas obtenu aussi vite l'autorisation de regarnir sa cagnotte.



Flux des capitaux vers les pays émergents

VOUS CHERCHEZ À  
ACHETER OU À LOUER,  
UN APPARTEMENT OU UNE MAISON,  
ANCIEN OU NEUF  
À PARIS OU EN PROVINCE.  
RENDEZ-VOUS EN PAGE VII & VIII  
DU MONDE ÉCONOMIE

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

**2<sup>ème</sup> cycle**  
**GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES**  
Titre homologué par l'État niveau II (bac+4)  
Admission : Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence.

**3<sup>ème</sup> cycle**  
**MANAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**  
Titre homologué par l'État niveau I (bac+5)  
Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise, ...)

**CYCLES DEMANDEURS D'EMPLOI ET CONGES INDIVIDUELS DE FORMATION**  
(stages organisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France)

- Direction du Personnel et Formation à la Gestion Sociale
- Gestion et Administration du Personnel
- Management d'équipe et conduite de projet
- Qualité Totale et Assurance Qualité dans les services

GROUPE IGS  
UNIVERSITÉ PARIS-ODON  
17 rue Alexandre Parodi  
75010 Paris  
01 40 03 15 03



## Maintien de l'embargo sur la viande aux hormones

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

La Commission européenne a fait appel, jeudi 25 septembre, de la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lui donnant tort dans l'affaire du bœuf aux hormones. Les trois « juges » de cette instance (au panel) viennent, sur plainte des Etats-Unis, de déclarer illégale l'interdiction, décrétée par l'Union européenne en 1989, d'importer de la viande de bœuf traitée aux hormones.

Selon les responsables bruxellois, les juges du panel se sont acquittés de leur mission de manière contestable. Ils ont dangereusement privilégié le commerce par rapport à la santé et ont cru qu'ils pouvaient dire le droit en ne tenant compte que partiellement des avis scientifiques. Leur tort, au niveau politique, est de ne pas avoir compris que les consommateurs, pour le moins ceux d'Europe, ne sont pas prêts à accepter des produits dont on ne peut leur certifier, à coup sûr, qu'ils sont sans danger. Les experts de la Commission ont bon espoir que le second jugement, attendu pour décembre, annulera la condamnation. Mais ils admettent que si l'instance d'appel confirmait la position prise par le panel, il serait probablement nécessaire de renégocier l'accord SPS (l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires conclu en 1994 dans le cadre de l'Uruguay Round), devenu alors, par l'interprétation qui en est faite, parfaitement inconciliable avec les sentiments de l'opinion publique.

Une révision de cet accord SPS est en tout état de cause prévue pour 1998. Car, si les critiques exprimées avec force par les dirigeants bruxellois sont de nature juridique, ils ne dissimulent pas que l'enjeu est éminemment politique et qu'il est considérable. Il s'agit de savoir dans quelle mesure les gouverne-

▼ **Santé**  
La Commission européenne fait appel de la décision des trois « juges » de l'Organisation mondiale du commerce

ments gardent leur autonomie pour décider quel doit être le niveau de protection de la santé de leur citoyens. Une autonomie que l'interprétation donnée par le panel de l'accord SPS rend illusoire. En interdisant l'usage d'hormones dans la production de viande de bœuf et, par voie de conséquence, l'importation de viandes provenant d'élevages où il est autorisé, l'Union, reproche le panel, est allée au-delà des prescriptions du *Codex alimentarius* publié par la FAO, l'Agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation. Il lui fallait donc apporter la preuve qu'il était nécessaire, pour des raisons de santé, d'imposer, à ses producteurs comme à ses consommateurs extérieurs, des contraintes plus rigoureuses que celles ainsi réclamées. Une démonstration difficile qui reste à faire.

L'Union constate que le *Codex* ne peut en rien être assimilé à une législation mondiale et qu'il s'agit tout au plus d'une base de référence, purement indicative, rédigée au sein d'une organisation onusienne où siègent des pays qui, pour des raisons tenant à leur niveau de développement, n'éprouvent pas forcément le même besoin d'exigence sanitaire que l'Europe. Qui plus est, l'Union considère que l'accord SPS reconnaît explicitement aux autorités gouvernementales le droit de fixer le niveau de protection sanitaire qu'elles estiment nécessaire. On fait remarquer à Bruxelles que c'est exactement

dans cet esprit que l'accord SPS a été présenté pour approbation au Congrès américain.

La Commission reproche également une étrange désinvolture les avis scientifiques qui lui étaient soumis. Les Américains lui avaient présenté cinq rapports d'experts dont, nous dit-on, deux étaient favorables aux thèses européennes. La Commission mettait sur la table sept rapports, rédigés par d'éminents spécialistes, dont certains américains, et qui tous concluaient au caractère potentiellement cancérigène du traitement aux hormones. Le panel n'a retenu que les avis se prononçant pour l'innocuité d'une telle méthode d'élevage, négligeant du même coup tous les autres. « C'est une grave responsabilité d'avoir ainsi écarté des avis scientifiques sérieux », dit-il. L'idée que des arbitres peuvent substituer leur jugement à celui de plusieurs experts, compte tenu de la diversité des avis, le panel aurait dû l'expliquer à la Commission à l'issue de la procédure de l'arbitrage, mais les responsables bruxellois.

De telles critiques conduisent à s'interroger sur l'objectivité du panel, composé d'un président suisse (un juriste) et de deux assesseurs (diplomates), l'un japonais, l'autre tchèque. Une tentative renforcée par le fait que l'Union perd plus souvent qu'elle ne gagne devant l'OMC. De là à suspecter l'organisation genevoise de se montrer facilement sensible aux thèses américaines... Un expert communautaire raconte que, dans ce genre d'affaires, le secrétariat de l'OMC et singulièrement son service juridique sont très présents et jouent en fait un rôle déterminant... L'instance d'appel compte sept juges, dont trois seront tirés au sort, pour débattre du cas. « Ces sept personnalités ont toute notre confiance », affirme le haut fonctionnaire déjà cité. On vérifiera en décembre jusqu'à quel point celle-ci est justifiée.

Philippe Lemaître

## Commerce mondial : que fait l'arbitre ?

Suite de la page 1

La loi Helms-Burton autorise également les tribunaux américains à condamner les entreprises étrangères qui « trafiquent » avec Cuba. Dans la même veine, la loi D'Amato-Kennedy leur permet de prendre des mesures contre celles qui commerceraient avec la Libye et l'Iran. Les Etats-Unis n'ont finalement accepté la mise en place de l'instance d'arbitrage multilatérale que sous conditions. Ils ont créé, à l'instigation du Sénat, compétent en matière de commerce extérieur, un comité de cinq « sages », dit comité Dole, du nom de l'ex-sénateur républicain du Kansas, qui examine les jugements condamnant les Etats-Unis. Si par trois fois au cours de cinq ans les jugements rendus leurs paraissent injustes ou contraires aux intérêts américains, ils menacent de quitter l'OMC.

### CONTRE-POUVOIR

Contrairement, la nouvelle procédure de règlement des différends peut-elle faire office de contre-pouvoir à l'unilatéralisme ? Auparavant, les plaintes dans le cadre du GATT, l'Accord général sur les tarifs et le commerce, se sont révélées d'une piètre efficacité. Alors que sous le GATT il fallait un consensus général pour créer un groupe d'experts, aujourd'hui c'est l'inverse. Seule l'unanimité contre peut empêcher. Résultat, en quarante-sept ans d'existence du GATT, on avait comptabilisé environ 300 demandes de consultations alors que, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et août 1997, 100 cas ont déjà été soumis à l'organe de règlement des différends (ORD).

Dans un point de vue au *Financial Times* le 10 septembre 1997,

Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne chargée de la politique commerciale, essayait de minimiser les deux échecs européens en évoquant deux autres affaires plus avantageuses. La première concerne les taxes appliquées par le Japon sur les alcools forts. Le whisky, le cognac et les alcools blancs subissent une taxation beaucoup plus forte que la *shochu* locale. La Commission européenne a obtenu gain de cause... aux côtés des Etats-Unis et du Canada. L'autre affaire concerne la loi Helms-Burton, mais ne représente à ce stade qu'une semi-victoire. L'Europe a réussi, en mai 1996, à amener les Américains à la table des négociations de l'OMC en dépit de leur réticence. Ils estimaient qu'il s'agissait d'une question de sécurité nationale et non de commerce. Un groupe spécial a même été constitué mais n'a pas eu l'occasion de rendre son verdict : les Etats-Unis ont décidé de suspendre provisoirement l'application de leur loi extraterritoriale à l'encontre de la Communauté et les deux parties se sont donné jusqu'au 15 novembre pour trouver un compromis. Toutefois, la menace américaine a déjà poussé la société italienne de télécommunications STET à dédommager l'américain ITT pour l'exploitation de ses actifs saisis à Cuba par le régime castriste.

Mais force est de constater que les Etats-Unis, qui ne voulaient pas de la nouvelle procédure de règlement des différends, ont su l'utiliser à leur profit. On les retrouve plaignants dans 34 des cas, contre 21 pour la Communauté et 5 pour le Japon et défendeurs dans 20 des cas contre 14 pour la Communauté et 11 pour le Japon. L'Union européenne aurait donc intérêt à rattraper son retard. D'autant que la mécanique communautaire est lourde à mettre en œuvre avec quinze Etats membres qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts. On l'a vu dans le cas de la banane, avec d'un côté la France et le

Royaume-Uni, qui soutenaient « leurs producteurs », de l'autre les Allemands, consommateurs de « bananes dollars » meilleur marché.

### LENTEUR DES PROCÉDURES

Pour l'heure, aucun pays ne s'est opposé aux décisions de l'OMC, mais il est trop tôt pour juger de leur respect. Compte tenu de la lenteur des procédures, il peut se passer plus de deux ans entre la plainte et la mise en œuvre de la décision. D'autant que la recommandation du groupe spécial se borne en général à demander au pays de prendre des mesures appropriées sans préciser lesquelles. Pour Petros Mavroidis, professeur de droit international public à l'université de Neuchâtel et conseiller à l'OMC, « un tel remède n'est pas sérieux ». « En droit international, poursuit-il, la violation du droit donne lieu à deux obligations. Une obligation primaire qui prévoit la cessation de l'acte illicite et une obligation secondaire qui donne droit à réparation. »

Trân Van-Thinh, ancien ambassadeur de l'Union européenne auprès du GATT, souligne lui aussi la nécessité de muscler le dispositif afin qu'il ne s'exerce pas au désavantage des pays en développement. « Il serait sage, à terme, de s'attaquer à la question de l'incapacité d'un partenaire faible d'exercer des sanctions autorisées » à l'encontre d'un partenaire beaucoup plus puissant : faute d'une possibilité de « sanction collective » beaucoup plus dissuasive, le mécanisme du règlement des litiges n'est pas vraiment à la portée des pays faibles économiquement. Or une des bonnes surprises du nouveau dispositif vient du fait que les pays en développement n'hésitent pas à s'en servir contre les pays du Nord. Ils sont plaignants dans 31 des cas mais défendeurs dans 37, et il leur arrive d'obtenir gain de cause. Y compris contre les Etats-Unis comme l'atteste, par exemple, la plainte du Venezuela, auquel s'est

## Kodak en guerre contre Fuji

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Tout le monde en conviendrait : jamais, en bien moins de trois ans d'existence, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'aura eu à rendre un verdict aussi lourd de conséquences que dans la bataille que se livrent les deux géants de la photographie, l'américain Eastman-Kodak et son concurrent japonais Fuji. Reportée à la fin de l'année, la décision de la commission d'arbitrage mise en place à la requête des Etats-Unis est attendue avec d'autant plus d'intérêt qu'il s'agit d'un cas inédit. C'est la première fois qu'un contentieux entre multinationales est porté devant l'OMC par Etats interposés. Le dénouement pourrait faire jurisprudence pour le règlement d'autres contentieux nippo-américains et contribuer à repousser les limites du protectionnisme. Pour l'OMC, la tournure que prendra cette affaire représente un test de sa propre crédibilité et de sa capacité à arbitrer les litiges les plus épineux.

La commission d'arbitrage a été créée le 16 octobre 1996 à la suite d'une plainte des Etats-Unis contre le système de distribution de la photo au Japon. Ce groupe spécial, selon la dénomination officielle, est présidé par l'ambassadeur suisse, William Roesler, et comprend deux autres arbitres agréés par les parties, un Brésilien et un Néo-Zélandais. Les trois experts disposaient de six mois pour établir un premier rapport intermédiaire. Mais il est très vite apparu que ces délais pourraient difficilement être tenus, et l'échéance a été différée à la fin de cette année. En accord avec les parties qui souhaitent affluer leurs arguments, le président a justifié le retard par la complexité du litige et le volume sans précédent de 20 000 documents en anglais et en japonais.

Se faisant les avocats de Kodak, les Etats-Unis reprochent à Tokyo de maintenir un système de distribution qui favorise Fuji au détriment de son rival américain. Kodak évalue à 5,6 milliards de dollars le manque à gagner que lui ont coûté en vingt ans les pratiques protectionnistes dont il s'estime victime au Japon. Le numéro un mondial du film photographique attribue à « la concurrence déloyale » la part

▼ **Photo**  
Ce contentieux entre multinationales est aussi le premier test de crédibilité de l'OMC

de 70 % que Fuji occupe sur le marché nippon, alors que lui-même doit se contenter d'à peine 10 % comparés à 36 % sur le marché international.

S'identifiant à la ligne de défense adoptée par Fuji, les autorités japonaises rétorquent ces accusations ou feignent de ne pas les comprendre. Selon le ministère nippon du commerce international et de l'industrie, les Etats-Unis « font preuve d'une sérieuse incompréhension de la structure et des pratiques du marché japonais de produits photographiques ». A Genève, la mission japonaise auprès de l'ONU a qualifié les récriminations de Washington de « vagues et dépourvues de faits probants ». Tokyo a retourné le principal argument de Kodak en faisant valoir que la position de Fuji, qui ne détient que 10 % des parts sur le marché américain, contre 70 % à son concurrent, est sensiblement comparable à la situation du marché nippon. Kodak est passé à l'offensive en mai 1995 en déposant une plainte, conformément à la « procédure 301 » de la loi américaine sur le commerce. Dans un document de 250 pages, la compagnie énumère toute une série de pratiques « anticonstitutionnelles » de Fuji sur le marché japonais, allant de la fixation des prix et du recours à des remises préférentielles à l'intimidation et au versement de dessous-de-table. Kodak dénonçait aussi des structures de production qui réduisent la concurrence étrangère, de même que la collusion des pouvoirs publics nippons pour protéger le marché par des barrières non tarifaires.

Les autorités américaines avaient dans un premier temps ouvert une enquête sur les pratiques commerciales japonaises et brandi la menace de sanctions en vertu de l'article 301 dans un délai d'un an. Mais une quinzaine de jours avant l'échéance du 2 juillet 1996 pour

l'application d'éventuelles sanctions, les Etats-Unis ont fait un geste de conciliation en décidant de porter le différend devant l'OMC, à la satisfaction des Japonais et aussi de leurs partenaires européens. Partageant un souci analogue pour Agfa au Japon, l'UE s'est associée à la requête de Washington.

Depuis, les deux parties, selon un diplomate, « restent en désaccord sur presque tout : les faits concernant des événements-clés, les statistiques avancées de part et d'autre et même la traduction en anglais de divers mots japonais ». Ainsi, Tokyo nie avoir pris des contre-mesures après l'assouplissement de sa réglementation dans les années 60 en conformité avec les accords du GATT. La traduction du terme *taishaku* par « contre-mesure » implique une connotation négative qui ne convient pas à l'original japonais, fait remarquer le ministère nippon du commerce.

Pour Fuji, les déboires de Kodak sur le marché japonais s'expliqueraient par un manque d'investissements dans la promotion et le marketing. Il en veut pour preuve les résultats enregistrés par Kodak à Nagano, où la société américaine a réussi à tripler ses parts de marché en deux ans pour atteindre cette année 23 % depuis qu'elle a obtenu le parrainage officiel des Jeux olympiques d'hiver de 1998. Ces velléités d'apaisement ne sont cependant pas suffisantes pour amadouer Kodak. Et les enjeux de ce conflit ont des implications beaucoup plus vastes. Des géants de la photographie se disputent la domination du marché mondial, où Fuji tend de plus en plus à talonner Kodak. Au-delà du seul commerce des produits photographiques, les Etats-Unis entendent poser le problème du système de distribution au Japon et des obstacles que rencontrent les fournisseurs étrangers.

A l'OMC, la bataille de la photo est maintenant entrée dans sa phase finale, chacun multipliant les opérations de lobbying dans les couloirs. Si, à l'issue d'un affrontement où chacun joue gros, l'un ou l'autre devait se sentir lésé, il ne manquerait pas de faire appel au verdict, à moins de trouver un accommodement pour sauver la face.

Jean-Claude Bultrier

tion du commerce et la souveraineté nationale », estime Petros Mavroidis. La balance aurait-elle tendance à pencher vers la libéralisation au détriment de la souveraineté des Etats ? Pour l'ancien ambassadeur de l'Union européenne au GATT, « on est allé trop loin contre l'Europe ». Le rapport de forces, qui s'exerce en faveur du libéralisme, pourra-t-il être inversé ? Outre le cas des hormones, plusieurs affaires pourraient donner du grain à moudre à l'OMC et permettre aux Etats de mieux faire valoir leur souveraineté. Quitte à amender les règles en vigueur.

Pour l'heure, le rapport de forces semble s'exercer à l'avantage des Etats-Unis. Ils furent les principaux gagnants, lors de la conférence ministérielle de l'OMC, à Singapour en décembre 1996, d'un accord sur la libéralisation des technologies de l'information d'ici à l'an 2000. Même chose en ce qui concerne l'accord, en février, sur la libéralisation des télécommunications. Ils poussent, avec l'Europe, à l'ouverture des marchés financiers en Asie. Ils ont également obtenu l'aval de la Commission européenne, moyennant des concessions limitées, pour que Boeing rachète McDonnell Douglas, conflit qui s'est déroulé en dehors de la scène de l'OMC. Offensifs dans des secteurs où ils sont leaders, ils savent être défensifs sur des secteurs fragiles. Ainsi, ils continuent de bloquer les négociations sur le transport maritime. « Les Américains ont une longueur d'avance », estime Patrick Messerlin, professeur d'économie à l'Institut d'études politiques, ils considèrent leur gouvernement comme un arbitre entre des groupes de pression. Et le gouvernement américain sait créer des lobbies et des contre-lobbies dans le sens de l'intérêt public.

Certes le commerce international profite à tout le monde, mais les plus développés s'en tirent mieux que d'autres. A la différence des Nations unies, les pays en développement ne peuvent pas

faire bloc et il n'existe pas de groupe des 77. Leurs intérêts divergent totalement selon qu'ils soient « NPI » ou « PMA » (nouveaux pays industrialisés ou pays les moins avancés). Opposés à l'élargissement des compétences du GATT aux services où ils n'avaient rien - dans l'immédiat - à gagner, contre l'accord des droits de propriété intellectuelle où ils avaient à perdre, ils ont dû s'incliner.

### AFILUX DE CANDIDATURES

« Les pays en développement ont subi la négociation du cycle de l'Uruguay », estime M. Tran Van-Thinh. Leurs efforts se sont axés sur des sujets traditionnels et sensibles comme les produits tropicaux, les textiles, la sauvegarde, le dumping, les subventions industrielles. Certes, ils ont pu obtenir la réintégration du textile et de l'habillement - objets de protection de la part des pays riches - dans les règles normales du commerce d'ici à 2005. Mais globalement les avantages retirés sont beaucoup plus substantiels pour les partenaires avancés que pour ceux en développement, même si le bilan est favorable pour les PVD, conclut M. Van-Thinh.

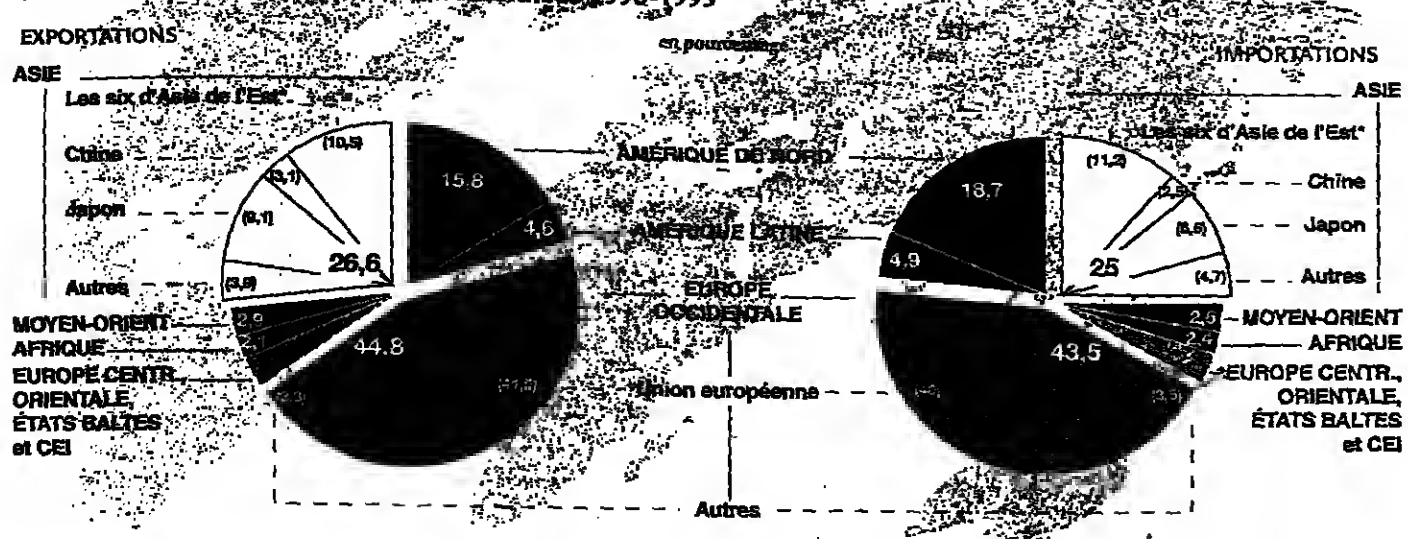
Il n'empêche, les candidats se pressent à la porte de l'OMC. Parmi les vingt-neuf candidatures recensées au 1<sup>er</sup> janvier, on compte quinze pays en voie de transition, y compris la Russie, douze pays en développement, plus la Chine et Taïwan (comme territoire douanier autonome). En 2020, la Chine devrait représenter plus de 10 % du commerce mondial. Son adhésion, à laquelle ne sont pas hostiles les Etats-Unis, devrait bouleverser totalement les rapports de forces en présence sur la scène du commerce international. Elle pourrait aboutir à un rééquilibrage politique que l'Union européenne ne semble pas encore en mesure d'effectuer. En attendant, l'OMC risque d'être soumise à la loi du plus fort.

M. La.

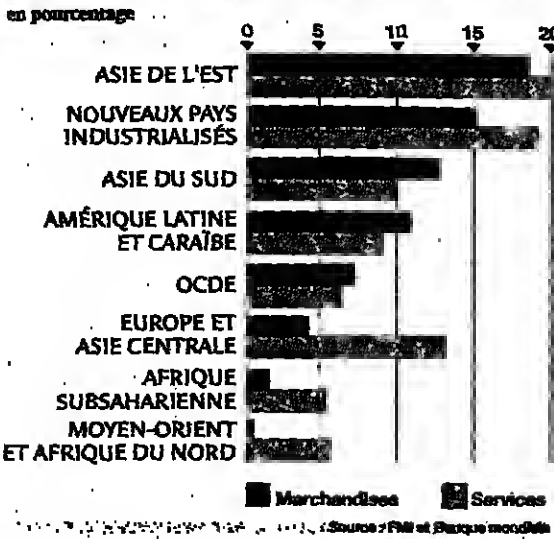


# Croissance et commerce international

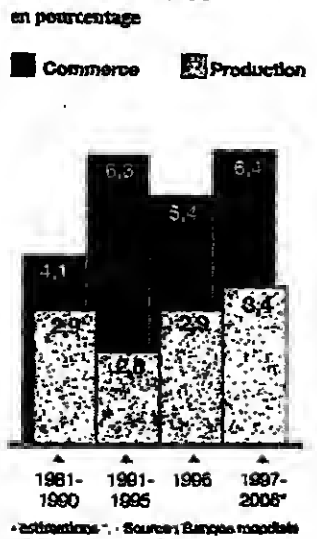
Le commerce mondial des marchandises 1990-1995



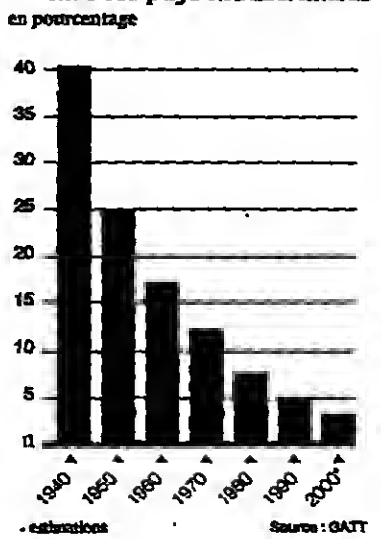
Croissance des exportations de marchandises et de services 1991-1995



Croissance mondiale de 1981 à 2006



Tarifs douaniers moyens dans les pays industrialisés



## Sylvie Brunel, directeur scientifique d'Action contre la faim dans le monde (ACF) « L'OMC consacre la supériorité industrielle des pays développés »

« Considérez-vous que l'Organisation mondiale du commerce profite de la même façon aux pays développés qu'à ceux en voie de développement ? »  
- Certes, pas. Les nations en développement n'ont pas pu défendre une position commune lors des accords de l'Uruguay Round signés en 1994 à Marrakech car il s'agit d'un groupe hétérogène.  
- Prenons l'exemple du groupe de Cairns, qui réunit quatorze pays développés ou non disposant d'agriculture très compétitives. L'Argentine ou la Thaïlande ont tout intérêt au démantèlement des subventions. Mais, à l'inverse, l'Egypte ou les pays les moins avancés (PMA) d'Afrique, fortement importateurs, vont subir de plein fouet ce processus qui conduira à la hausse du prix des céréales en mettant fin au dumping. Or, il ne faut pas oublier que les pays en voie de développement (PVD) achètent 120 millions de tonnes de céréales par an.  
- Je considère que les PVD sont finalement les grands perdants des derniers accords du GATT. Un des objectifs de l'Uruguay Round visait surtout, pour les pays développés, à avoir un accès accru aux pays du Sud, très protectionnistes. D'abord, les PVD vont être contraints d'ouvrir progressivement leurs marchés agricoles. Or, certains pays comme l'Inde ont tout mis sur l'autosuffisance alimentaire. Les accords de Marrakech prévoient également une baisse générale des tarifs douaniers avec des mesures de transition de dix ans pour les PVD et plus encore pour les PMA. Les pays en développement vont donc se trouver confrontés à une pénétration accrue, ce qui risque d'accentuer leurs difficultés à construire un tissu industriel solide.  
- Dernier point : il existe une progressivité des droits de douane en fonction du degré de transformation des produits, ce qui revient implicitement à cantonner ces pays dans l'industrie primaire.  
- Il existe un « traitement de faveur » des pays en développement, qu'il s'agisse du système généralisé des préférences ou

des conventions de Lomé...  
- Certes, il existe en apparence beaucoup de dispositions favorables aux PVD. Les conventions de Lomé conclues pour la première fois en 1975 entre la CEE et aujourd'hui plus de 70 pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) comportent un volet commercial unique au monde puisqu'il permet l'accès en franchise de douane et hors contingent de 97 % des exportations de ces pays vers l'Union européenne et sans réciprocité. Dans le même esprit, le système généralisé des préférences prévoit que chaque pays développé peut accorder des préférences tarifaires aux pays de son choix. Mais dans le cadre de produits déterminés et jusqu'à un certain seuil. Aujourd'hui, ce type d'accords est mis mécaniquement en danger par l'Uruguay Round. Car compte tenu du démantèlement des tarifs douaniers, les pays qui en bénéficient voient leurs avantages relatifs s'éroder. Si globalement les nouveaux pays industrialisés (NPI) ont presque tous intérêt à cette ouverture des marchés, les PMA risquent eux de voir s'accentuer leur marginalisation mondiale. Je vous rappelle que ces pays ne pèsent que 0,3 % des échanges mondiaux contre 0,6 % en 1980.  
- D'autant que, malgré ces accords, les PVD se heurtent au protectionnisme des pays industrialisés pratiquement dans tous les secteurs où ils ont atteint une certaine compétitivité. Les NPI dont les exportations vers les pays du Nord ont permis le décollage économique souffrent d'obstacles douaniers sur des secteurs essentiels, comme le textile, les vêtements, ou les poissons. Les pays développés font preuve d'une ingérence confondante lorsqu'il s'agit de protéger leur marché au travers de barrières non tarifaires.  
- Prenons par exemple les accords multilatéraux sur le textile. Dès 1974, on a demandé aux pays du Sud de s'autolimiter en instituant des quotas dans ce secteur. L'OMC prévoit le démantèlement de cet accord à l'horizon 2005, ce qui est une bonne chose mais on peut se demander ce que les pays du Nord vont inventer pour remplacer cet obstacle.  
- Les pays du Sud ont eux aussi profité de ceux du Nord en copiant leurs produits. Que pensez-vous de la décision prise par les membres de l'OMC de protéger les droits de propriété intellectuelle ?  
- On le sait, de nombreux PVD comme l'Inde, la Corée du Sud ou encore le Maroc et la Tunisie se sont développés grâce à un usage massif de l'imitation et de la contrefaçon. Toutefois, il faut savoir que l'accord sur la protection des droits de propriété intellectuelle a pu voir le jour car les « quatre dragons » (Corée, Singapour, Taiwan, Hong-kong) commencent à souffrir eux-mêmes du piratage de leurs produits. Je considère pour ma part que cette nouvelle réglementation fait courir un risque à des industries qui se sont développées grâce à cette pratique. Je pense à la pharmacie en Inde, qui risque de devoir payer des royalties considérables. La recherche et le développement sont un luxe que tous les pays n'ont pas les moyens de s'offrir : seulement 3 % de ces dépenses de ce type proviennent des pays en développement.  
- Il ne faut oublier que la révolution industrielle s'est fondée à ses débuts sur l'imitation. Aujourd'hui, les PVD ont du mal à obtenir des transferts de technologies qui sont pourtant capitaux pour leur développement. Et il faudrait établir une véritable coopération entre les pays du Sud et du Nord sur ce point. Car actuellement, l'OMC consacre - à tous les niveaux - la supériorité des pays les plus développés sur le reste du monde. Les règles sont fixées à l'avance par les pays du Nord et l'OMC consacre leur supériorité technologique et industrielle.  
- Actuellement, les normes de travail (comme le travail des enfants et des prisonniers) ne sont pas soumise aux règles de l'OMC. Que pensez-vous de l'attitude de pays comme la France ou les Etats-Unis qui réclament la mise en place d'une clause sociale ?

Propos recueillis par M. La.

### OMC

## Questions-réponses

- Comment s'est organisé le commerce mondial ?**  
A la suite de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis souhaitent revenir à la liberté des échanges. Les accords de Bretton Woods, en 1944, créent le FMI (Fonds monétaire international) et la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), devaient être complétés par une organisation internationale du commerce (OIC). Sa charte constitutive, connue sous le nom de Charte de La Havane, ne sera pas adoptée, le Congrès américain s'y opposant. C'est un accord *à minima* qui verra finalement le jour en 1947, le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). A l'origine, vingt-trois pays signataires s'engagent sur un code de bonne conduite visant principalement à abaisser les barrières tarifaires. Cet ensemble de règles, appliqué à titre « provisoire », va durer plus de quarante ans. L'explosion du commerce mondial, multiplié par dix depuis 1947, le rôle croissant des pays en développement font bondir le nombre de pays membres. Ils étaient cent vingt-trois le 14 avril 1994, date de la signature de l'Uruguay Round à Marrakech, qui prévoit la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Sur quoi portaient les négociations commerciales du GATT ?**  
Huit cycles de négociations commerciales, connus sous le nom de *rounds*, se sont tenus sous le GATT : 1947 à Genève ; 1949 à Annecy ; 1951 à Torquay ; 1956 à Genève ; 1960-1961 Dillon Round ; 1964-1967 Kennedy Round ; 1973-1979 Tokyo Round ; 1986-1993 Uruguay Round. Tous portent sur l'abaissement des droits de douane, qui sont passés de 40 % en moyenne à 4,7 % en 1994 (3 % en l'an 2000). Le Kennedy Round aboutit à un accord antidumping. Le Tokyo Round s'attache à identifier et réglementer les barrières non tarifaires en élaborant des codes (subventions et mesures compensatoires, etc.), mais, le plus souvent, seul un nombre restreint de pays y souscrivent. L'Uruguay Round, est la plus vaste négociation commerciale jamais entreprise (huit ans). Des lignes de fracture apparaissent, entre les Etats-Unis et l'Europe (sur l'agriculture, l'audiovisuel...), mais aussi entre les pays du Nord et du Sud. Tokyo Round aboutit à l'Acte final, qui regroupe l'accord sur les biens (le GATT), un accord général sur le commerce des services (GATS) et un accord sur les droits de propriété intellectuelle (Trips). Une procédure de règlement des différends est instituée. L'ensemble sera administré par l'OMC, basée à Genève.
- Quelles sont les règles de base de l'OMC ?**  
Dès l'origine, des dispositions du GATT ont pros crit la discrimination entre pays membres d'une part et entre marchandises importées et marchandises locales. Selon l'article premier ou clause de « la nation la plus favorisée », tous les pays et unanimes douaniers sont mis sur un pied d'égalité et tous partagent les avantages découlant de tout abaissement des obstacles au commerce. L'article 3, connu sous l'appellation de « traitement national », stipule qu'une fois que des produits ont pénétré sur un marché, ils ne doivent pas être soumis à un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits équivalents d'origine nationale. L'accord sur les droits de propriété intellectuelle reprend, à part quelques exceptions, les principes fondateurs du Gati. En revanche, l'accord sur les services (Trips) est plus restrictif. Les membres n'ont d'obligation d'appliquer le traitement national que lorsqu'ils s'engagent expressément à l'accorder pour des services particuliers.
- Comment fonctionne l'organe de règlement des différends ?**  
L'organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC permet d'arbitrer un conflit commercial afin d'éviter le recours à des sanctions unilatérales. Des consultations ont lieu entre les deux parties. Si elles échouent, le directeur général de l'OMC peut servir de médiateur. Soixante jours après, le plaignant peut demander à l'ORD d'établir une commission d'arbitrage, dite groupe spécial (ou panel), pour examiner l'affaire. Le groupe spécial est composé de trois personnes, proposées par le secrétariat de l'OMC. Il doit remettre son rapport final dans un délai de six mois (trois mois en cas d'urgence). Ce rapport est distribué à tous les membres de l'OMC. La décision du panel doit être adoptée par l'ORD dans les soixante jours, à moins qu'une des parties ne fasse appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport.  
L'organe permanent d'appel est composé de sept personnes nommées pour quatre ans par l'OMC. Trois d'entre elles siègent pour une affaire. Le rapport de l'organe d'appel est adopté dans les trente jours par l'ORD et accepté sans conditions par les parties en litige, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. La jurisprudence a établi un délai de quinze mois pour la mise en œuvre des décisions. Au-delà de ce délai, l'ORD peut autoriser des mesures de rétorsion à moins que les parties négocient une compensation en attendant la mise en œuvre intégrale de la décision.

### Bibliographie

- Le Commerce international-Du GATT à l'OMC, de Chantal Buhour (Le Monde Editions-Marabout, 1996, 224 p., 39 F).
- Le Nouvel Ordre commercial mondial, de Ferydoun A. Khavand (Nathan, coll. « Circa », 1995, 192 p., 65 F).
- La Nouvelle Organisation mondiale du commerce, de Patrick Messerlin (Dunod, coll. « Ramsès », 1995, 368 p., 169 F).
- L'Organisation mondiale du commerce : une entreprise encore inachevée, rapport d'information parlementaire présenté par Patrick Hoguet (1996, 222 p., 50 F).
- Ceux qui vont mourir de faim, de Sylvie Brunel (Seuil, « L'histoire immédiate », 1997, 230 p., 120 F).
- Maîtriser le libre-échange, de Gérard Lafay et Jean-Marc Strohn (Economica, 1994, 111 p., 49 F).

## 3ème Cycle :

### « Communication et Management »

Grande Ecole Internationale de Gestion ouvre cycle d'un an avec les meilleurs professionnels des médias, de la pub et de la communication d'entreprise pour vous faire accéder au top de la communication comme métier et comme outil de management.

Cours en soirée

- Possibilité de stage ou de CDD en parallèle
- Esprits conformistes s'abstenir.

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris - Tél. : 01.53.35.84.84 - Fax : 01.53.35.84.92

## LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni	Canada
<b>Production industrielle (en %)</b>						
Dernier mois connu	août	juillet	juillet	juin	juillet	juin
Sur 12 mois	+1,1	+1,2	+4,3	+0,6	+0,4	+0,3
	+5,3	+4,5	+9	+2,8	+1,6	+5,8
<b>Taux de chômage (en %)</b>						
Dernier mois connu	août	juillet	août	juillet	août	août
Un an en avant	4,9	3,4	11,6	12,5	5,5	9,5
	5,2	3,4	10,4	12,3	7,6	9,5
<b>Indice des prix (en %)</b>						
Dernier mois connu	août	juillet	août	août	août	août
Sur 12 mois	+0,2	-0,4	+0,1	+0,2	+0,5	+0,1
	+2,1	+1,9	+2,1	+3,5	+2,8	+1,8
<b>Solde commercial (en milliards)</b>						
Dernier mois connu	juillet	août	juin	juin	juin	juin
(monnaies nationales)	-15,8	+1 099,4	+12,9	+3 355,6	-1	+1,9
Cumul sur 12 mois	-177,8	+8 526,5	+114,6	+62 653,9	-10,4	+33
(monnaies nationales)	-177,8	+72,9	+71,4	+39,7	-16,8	+24,2
<b>Croissance du PIB (en %)</b>						
Dernier trimestre connu	97,12	97,12	97,12	97,12	97,12	97,12
Sur 12 mois	+3,6	-11,2	+4,1	+6,9	+4,1	+4,9
(rythme annuel)	+3,5	-0,3	+2	+1,7	+3,6	+3,7
<b>Solde des paiements courants (en % du PIB)</b>						
1997 (estimations OCDE)	-2,3	+1,9	+0,1	+4,3	+0,2	-0,2
<b>Déficit public (en % du PIB)</b>						
1998 (prévisions OCDE)	-1,2	-2,3	-2,7	-3,8	-1,8	+0,5
1997 (estimations OCDE)	-1,1	-3,1	-3,2	-3,2	-2,8	-0,2
<b>Dette publique en % du PIB 1997</b>						
(estimations OCDE)	63,8	90,8	61,8	123,3	54,1	97,2

## LA SITUATION FRANÇAISE

<b>Consommation (en mds de F 1980)</b>	juin 97	juin 96	Investissements de l'industrie	1996 (en volume)	prévisions 1997	Exportations	juin 1997	juin 1996
	56,36	58,97		+3 %	+2 %		137,2	118,8
<b>Immatriculations de voitures neuves</b>	août 1997	août 1996	<b>Créations d'emplois</b>	2 <sup>e</sup> trim. 97	sur un an	Importations	juin 1997	juin 1996
	-29 %	-22,1 %		+35 800	+0,3 %		118,4	111,3
<b>Mises en chantier de logements</b>	à la fin août 97	juin 96	<b>Nb de créat. d'entreprises (août 1997)</b>	total dont reprises	août 96	<b>Taux de couverture</b>	juin 1997	juin 1996
	184 400	-2 %		22 340	21 857		115,9	106,8
<b>Taux de salaire horaire</b>	2 <sup>e</sup> trimestre 1997	sur un an	<b>Nb de défaillances</b>	juin 1997	juin 1996	<b>Solde agroalimentaire</b>	juin 1997	juin 1996
	+1,1 %	+2,8 %		4 098	4 893		+5,5	+3,3
<b>Pouvoir d'achat</b>	1 <sup>er</sup> trimestre 1997	sur un an	<b>Invest. français à l'étranger (en mds de F)</b>	2 <sup>e</sup> trimestre 1997	1996	<b>Solde industriel (hors matériel militaire)</b>	juin 1997	juin 1996
	+0,4 %	+0,2 %		54,8	155,6		+11,7	+5,5
<b>Taux d'épargne</b>	1 <sup>er</sup> trimestre 1997	sur un an	<b>Invest. étrangers en France (en mds de F)</b>	2 <sup>e</sup> trimestre 1997	1996	<b>Solde énergétique</b>	juin 1997	juin 1996
	13,1 %	12,7 %		+28,3	112,3		-5,6	-5,9

## Pétrole, gaz, pollution : les grands rendez-vous de l'automne

L'accélération de la consommation mondiale d'énergie observée en 1996 se poursuivra-t-elle cette année ? À en croire les premières estimations, la réponse serait positive. Selon les experts de la Caisse des dépôts et consignations, la demande de pétrole augmenterait encore de 2,5 % en 1997, contre 2,8 % l'an dernier, l'évolution étant de 1,5 % pour les pays de l'OCDE et de 4,2 % pour les pays émergents d'Asie ou d'Amérique latine. La crise financière qui secoue la Thaïlande et la Malaisie n'aurait pas encore d'impact visible. L'onde de choc, si elle se propage, devrait pénaliser dans un second temps la demande. La reprise commencée voilà près de deux ans ne s'est donc pas arrêtée.

« La consommation mondiale d'énergie s'emballera », indiquait au début de l'été la société d'études Enerdata, notant, pour 1996, une hausse de 3,4 %, soit une progression qui « accentue une inflation notable à la hausse sur la tendance des années 80 ». Ce rythme « est beaucoup plus rapide que celui des trois dernières années, où il n'a été que de 1 % en moyenne », note la firme grenobloise. Fait nouveau, cette demande ne provient plus uniquement des pays émergents. Elle est soutenue par les États-Unis et l'Europe. De plus, le gaz est la source d'énergie qui, « avec un taux de 4,9 %, multiplie son taux par 2,3 ».

Ce bond n'a pas remis en cause la répartition des différentes sources d'énergie, le pétrole restant la principale (40 %), suivi par le charbon (27 %), le gaz naturel

## ▼ Énergie Les progrès techniques ont permis un emballement de la consommation mondiale

(22 %), le nucléaire et l'hydraulique (11 %). Mais cette reprise n'est pas sans conséquences : du côté de la production, elle appelle une augmentation de l'offre ; du côté de la distribution, on assiste à une concurrence accrue ; sans oublier les effets sur l'environnement, puisque les rejets de gaz carbonique dans l'atmosphère augmentent l'effet de serre. Ces trois thèmes seront abordés successivement cet automne, au congrès mondial du pétrole, lors des négociations européennes concernant la dérégulation du gaz et au sommet de Kyoto au Japon sur le réchauffement climatique.

La technologie et la globalisation, considérées comme les principaux moteurs de l'industrie au XXI<sup>e</sup> siècle, seront au centre du 15<sup>e</sup> congrès mondial du pétrole, qui se tiendra à Pékin, en Chine, à la mi-octobre. En l'espace de quelques années, les avancées technologiques et les gains de productivité ont permis d'augmenter et de diversifier les bassins d'hydrocarbures. Parmi les progrès, le plus notable vient du développement de la sismique en trois dimensions, qui permet de mieux localiser les gisements d'huile. D'autre part, la tech-

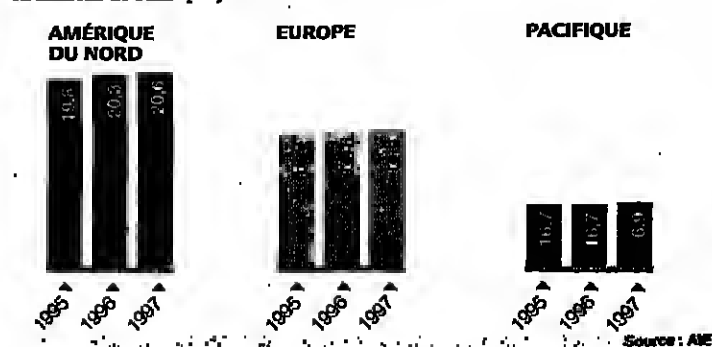
nique des forages s'est considérablement améliorée. Il est désormais possible de percer horizontalement sur de très grandes distances pour accéder à des gisements réputés inaccessibles. Les réservoirs explorés peuvent ainsi être situés à huit kilomètres des installations. Simultanément, les explorations en eau profonde, au-delà de 200 mètres, se multiplient. Inexistante voilà dix ans, l'exploitation marine a de telles profondeurs se développe au large du Mexique et des côtes de l'Afrique de l'Ouest. Mieux, elle va permettre de mettre en valeur une nouvelle province pétrolière, celle de la mer Caspienne, dont les réserves seraient analogues à celles du Koweït ou de l'Iran.

## DÉBATS POLITIQUES

Les progrès permettent de rendre rentable l'exploitation des pétroles lourds de l'Orénoque, ces hydrocarbures du Venezuela qui ressemblent à de la pâte lors de leur extraction et qu'il faut ensuite fluidifier. Concernant le gaz, les débats seront plus politiques. En Europe, les quinze ministres de l'énergie se réuniront le 27 octobre pour rédiger une directive permettant de déréguler ce marché. Il faudra alors trouver une position conciliante pays producteurs (Pays-Bas, Royaume-Uni) et consommateurs qui sont les autres États, dont la France.

Comme le rappelle Christian Pignatelli, secrétaire d'État à l'Industrie, le 16 septembre, à l'occasion du congrès de l'ATG (Association technique de l'industrie du gaz) réuni à Toulouse : « La France, qui est fortement imparta-

## ▼ La demande de pétrole en millions de barils par jour



trice, a nécessairement des préoccupations différentes des pays producteurs enclins à une ouverture du marché beaucoup trop rapide à nos yeux. Ces spécificités résident dans la nécessité de sécuriser les approvisionnements dans le cadre de contrats à long terme ».

## RECHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE

Les discussions concerneront le rythme d'ouverture progressive du marché à la concurrence, l'avenir des contrats d'approvisionnement à long terme et, enfin, l'organisation de la distribution. Les négociations amorcées depuis maintenant un an, au lendemain de l'adoption du principe d'ouverture du marché de l'électricité, devraient déboucher rapidement.

De dernier dossier s'annonce beaucoup plus épineux. Il s'agit des mesures à prendre pour lutter contre le réchauffement de la planète. Ce phénomène pourrait, s'il se poursuit, entraîner d'importants bouleversements : avec la fonte de la calotte glaciaire et le relèvement du niveau de la

mer, des îles et des deltas surpeuplés risquent d'être submergés, tandis que les accidents climatiques tels que les inondations, les cyclones mais aussi les sécheresses se multiplieraient. Ce diagnostic alarmiste a été dressé par le Groupe intergouvernemental d'évaluation des changements climatiques, partant d'un constat selon lequel les dix plus fortes températures du siècle ont été relevées depuis 1980.

Le réchauffement serait provoqué par les gaz à effet de serre comme le CO<sub>2</sub> (gaz carbonique) produits par les combustibles fossiles, pétrole et charbon. Jusque-là, malgré les nombreuses réunions, aucun pays n'a voulu s'engager, et surtout pas les États-Unis, principaux responsables de la situation. Avec 4 % de la population de la planète, ils ont provoqué 23 % des émissions de gaz à effet de serre, suivis par la Chine avec 13,9 %, la Russie avec 7,2 %, le Japon avec 5 % et l'Allemagne 3,8 %. Lors du deuxième Sommet de la Terre, réuni en juin, soixante-dix chefs

d'État et de gouvernement se sont retrouvés au siège des Nations unies. Cinq ans auparavant, à Rio de Janeiro, au Brésil, pour le premier sommet, ils étaient cent huit. Les organisations et la plupart des délégations ont tiré un bilan négatif des mesures décidées en 1992. Les gouvernements sont accusés de ne pas avoir tenu leurs engagements et de ne pas avoir financé les plans prévus.

Le désaccord actuel porte sur la manière de réduire les émissions de gaz, les Européens voulant des quotas, les Américains étant plus souples. Les quinze, qui proposaient une réduction autoritaire de 15 % d'ici à 2010, ont accusé les États-Unis de manquer à leur responsabilité de grande puissance. Ces derniers prônent une « flexibilité » de l'approche avec institution de « permis de polluer » et une régulation par le marché. Le communiqué final de la réunion du G8 à Denver, dans le Colorado, qui a précédé celle de l'ONU en juin, n'a pas voulu exacerber cet antagonisme. Le communiqué final est demeuré volontairement flou. Le texte reconnaît la nécessité de s'engager « sur des objectifs significatifs, réalistes et équitables entraînés par des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010 ». Bill Clinton, président des États-Unis, a cependant affirmé que Washington prévoyait un engagement plus ferme lors du sommet sur le changement climatique prévu en décembre à Kyoto. Les Européens, eux, restent sur leurs positions. Le bras de fer continuera au Japon en décembre.

Dominique Gallois

## Le piètre bilan de l'islamisation financière en Iran

On se pose souvent des questions sur la réussite ou l'échec de l'islamisation financière, rarement de l'islam économique. Après la révolution, le gouvernement iranien a pris un certain nombre de mesures visant à islamiser son économie. Avec l'application, en 1984, de la loi sur les opérations bancaires sans usure, l'Iran choisit, en pleine guerre contre l'Irak, d'effectuer une transformation radicale de son système financier. Cette loi visait à supprimer l'utilisation du taux d'intérêt, condamné par la religion, en liant la rémunération des fonds prêtés au profit réalisé avec ces mêmes fonds. Les banques ont dû complètement transformer la structure de leurs bilans. Deux types de dépôts ont été autorisés : les dépôts dits de « Gharz-ol-hassané » et les dépôts d'investissement à terme. Les pre-

## ▼ Système bancaire. Économie et religion ne font pas toujours bon ménage. Exemples

miers nommés sont des comptes courants ou des comptes d'épargne qui n'assurent aucune annuité d'intérêt. Toutefois, la banque a le droit d'utiliser un certain nombre de moyens pour attirer les dépôts (cadeaux si ces récompenses ne sont pas fixées à l'avance, réduction du coût des services bancaires, etc.). Les dépôts d'investissement sont rémunérés selon un pourcentage (fixé à l'avance) des profits réalisés par les banques avec ces fonds. Pour les

## Types de contrats financiers

Charz-ol-hassané : prêt sans intérêts accordé par une banque, selon des modalités déterminées.

Mozarabé : la banque prête un capital, qui sera utilisé à des fins commerciales. Le bénéfice réalisé est distribué entre les deux parties, selon les modalités du contrat.

Mozarabé : la banque prête une terre pour qu'elle soit cultivée. La récolte est partagée entre les deux parties, selon les modalités du contrat.

Mossaghate : le propriétaire d'un verger ou d'un jardin et une autre partie s'entendent pour récolter et se partager les produits de cette terre. Joalé : deux parties s'engagent, l'une à rendre un service déterminé, l'autre à la rémunérer selon les modalités du contrat.

(Source : loi sur les opérations bancaires sans usure (Reba)-Banque centrale de la République d'Iran.)

crédits, les types de contrats autorisés sont des opérations de financement de projet, d'investissement direct, de location-achat, d'achat à terme de production, d'achat et de revente à court terme, etc. Le principe général d'un tel système était que les taux de profit appliqués étaient en fait réalisés par les emprunteurs et les banques devaient rémunérer respectivement les banques et les déposants.

Ces mesures ont abouti à un échec total. En effet, les crédits des banques commerciales se sont généralement orientés vers des opérations commerciales de court terme, alors que l'objectif était de favoriser des investissements productifs de long terme, en assurant une juste répartition du risque entre le capital et le travail. Les raisons de cet échec sont multiples. Les emprunteurs ne se sont pas habitués au nouvel environnement et ont préféré opérer à court terme, en utilisant par exemple des financements en leasing. Alors que l'activité de prêt en Iran repose sur la connaissance du client et sa crédibilité financière, les entreprises ont été très réticentes, souvent pour des raisons fiscales, à informer les banques.

Cette politique a profondément désorganisé le système bancaire. Pour contourner des règles inapplicables, les banques et les entreprises ont multiplié les contournements linguistiques et administratifs, afin de continuer à utiliser des taux d'intérêt. Ainsi, dans la plupart des cas, la banque et l'emprunteur ne

calculent pas un véritable taux de profit. L'entreprise déclare à la banque qu'elle va réaliser un profit d'un certain montant avec les fonds empruntés. Ces profits annuels sont complètement fictifs et la banque le sait parfaitement. Mais tous ces chiffres sont calculés (et ce temps perdu) pour que, au moment de la fin de l'emprunt, les banques ont continué à payer aux déposants des taux de profit garantis qui ressemblent beaucoup à des taux d'intérêt.

Enfin, l'interdiction d'utiliser le taux d'intérêt freine le développement des marchés de capitaux. En particulier, la création d'un véritable marché monétaire.

D'autre part, le mode de fonctionnement des fondations religieuses n'a révélé aucune caractéristique propre qui pourrait définir une économie islamique. Ces fondations, créées juste après la révolution, ont été constituées à partir d'entreprises ou de biens confisqués par l'État au secteur privé. Ces fondations ont bénéficié de nombreux avantages financiers et fiscaux et d'un statut juridique à part. Elles font partie du secteur public, tout en disposant d'une complète indépendance vis-à-vis du gouvernement. Le cas de la Fondation des opprimés est particulièrement révélateur. Cette organisation a été créée en 1979 sur la base de biens et de capitaux appartenant à l'ancienne famille royale. Bien que son objectif officiel ait été

de s'occuper des blessés de la guerre Iran-Irak, la Fondation des opprimés possède plusieurs centaines d'entreprises opérant dans tous les secteurs d'activité (agroalimentaire, pétrochimie, etc.). Elle emploie 50 000 personnes. Selon certaines estimations, cette institution contrôlerait plus de 10 % du secteur industriel et minier. Elle est exempte d'impôt et ne doit pas être audité. L'anomalie est d'autant plus grande que les entreprises qu'elle contrôle ne se distinguent en rien des autres et ne semblent guère préoccupées de justice sociale. D'ailleurs, suite à la mise en place d'une politique de libéralisation économique au début des années 90, la Fondation des opprimés a commencé à vendre ses entreprises les moins rentables.

Les fondations religieuses sont un véritable État dans l'État. Très puissantes, elles gênent l'application des politiques économiques du gouvernement : elles ne paient pas d'impôts, alors qu'elles gèrent une partie considérable de l'économie ; et comme le système bancaire est obligé de leur accorder des crédits, elles échappent au contrôle de la banque centrale. Ces différentes tentatives d'islamiser l'économie apparaissent ainsi non seulement comme des échecs, mais aussi comme la source de nombreux problèmes qui entravent tout effort de modernisation.

Thierry Coville économiste

## UN CHIFFRE

2,8

milliards de francs L'ÉPARGNE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE

Donner un sens éthique à son placement financier : cette idée fait son chemin. Il s'agit d'utiliser son épargne pour aider une entreprise. Cela signifie plus d'emplois, un développement de l'activité locale, un véritable partenariat entre la société et ses actionnaires. Les premières collectes ont eu lieu au début des années 80 : à cette époque sont nés les premiers clubs Cigale (Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne) et la première société de capital-risque de proximité, Herrikoa, au Pays basque, pour créer de l'emploi « au pays ». Aujourd'hui, même les boursiers s'engagent dans ces placements. Les banques proposent elles aussi des produits « éthiques » : OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) qui choisissent d'investir dans des « entreprises respectueuses de la place de l'homme », mais aussi livrets ou encore codevi de solidarité en pleine expansion.

(Source : « Les placements alternatifs et solidaires 1997 », numéro hors-série d'Alternatives économiques.)



# Le dollar en Asie : responsable, mais pas coupable

par Agnès Bénassy-Quéré et Loïc Cadiou

**L**e décrochage des monnaies asiatiques est indissociable de l'effondrement des cours boursiers dans la région : le retrait des investisseurs étrangers a provoqué une crise de balance des paiements dans des pays où le déficit extérieur courant a atteint 4 % à 8 % du PIB en 1996. A l'inverse, la chute des monnaies a accentué la défiance des investisseurs et donc la chute des cours.

Les causes de la crise ne sont pas seulement internes (spéculation immobilière, fragilité des intermédiaires financiers, ralentissement de la croissance). Elles tiennent aussi à l'appréciation du dollar depuis deux ans, mais de manière plus indirecte qu'il n'y paraît.

A première vue, en effet, la cause est entendue : la stratégie d'ancrage des monnaies sur le dollar était payante lorsque la devise américaine se dépréciait. Elle ne l'est plus depuis deux ans, car la hausse du dollar détériore mécaniquement la compétitivité des pays exportateurs dont la monnaie y est - officiellement ou officieusement - rattachée.

Les certitudes s'affaiblissent lorsque l'on regarde sur quels marchés les exportations asiatiques ont pu voir leur compétitivité érodée par la hausse du dollar. En effet, l'Europe et le Japon, dont les monnaies sont dépréciées de 20 % par rapport au dollar depuis la mi-1995, ne représentent qu'environ 40 % de leurs échanges. On peut donc évaluer à quelque 8 % les pertes de compétitivité dues à la hausse du dollar. Cela est loin de pouvoir expliquer la stagnation des exportations de la Thaïlande en 1996, après deux années de croissance à plus de 20 %. En fait, plus de la moitié des échanges des pays d'Asie se fait à l'intérieur de la zone, avec les États-Unis et avec des pays dont la monnaie est aussi ancrée au dollar. Tant que toutes les monnaies de la région (hormis le Japon) restent ancrées au dollar, l'appréciation de la monnaie américaine n'est pas si douloureuse. D'autant que le Japon, dont la monnaie s'est dépréciée face au dollar, ne constitue un véritable concurrent que pour les « dragons » (Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hongkong) dont l'essor économique est déjà ancien.

En réalité, le dollar a bien en un rôle dans le déclenchement de la crise, mais un rôle indirect. Son appréciation a fragilisé la coordination tacite des politiques de change asia-

tiques consistant à épouser les évolutions du dollar.

Cette coordination par défaut était naturelle avant 1995, car le dollar se dépréciait : ne pas suivre le dollar dans sa dépréciation eût entraîné des pertes de compétitivité par rapport à tous les concurrents asiatiques. Au contraire, dès lors que le dollar s'appréciait, chaque pays

**Cet épisode tumultueux illustre les difficultés d'une zone dans laquelle les échanges de biens et de capitaux se sont intensifiés, sans aucune coordination explicite des politiques de change**

était tenté de jouer pour son propre compte un décrochage par rapport à la monnaie américaine (et donc, par rapport aux monnaies des concurrents asiatiques). Cela ne signifie pas que les décrochages aient été voulus. Il suffit que les investisseurs internationaux en aient perçu la tentation. Cette perspective est devenue plus probable dans un contexte de fort ralentissement des exportations. La spéculation a déclenché la crise, exactement comme dans le cas de la livre sterling en 1992. La Thaïlande a cédé la première, rendant l'ancrage de ses concurrents de moins en moins tenable. D'un à la contagion aux pays de la région également très dépendants des capitaux étrangers.

Jusqu'ici, la crise de change a surtout concerné la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines. Dans la mesure où ces quatre pays ne se font qu'une concurrence limitée, les gains de compétitivité que procurent les dépréciations récentes sont importants (entre 10 % et 30 % selon les pays depuis le début de l'année). Si les autres pays de la région, qui ne représentent que 20 % de leur concurrence, aban-

donnent également leur ancrage au dollar, les gains réels resteront substantiels à court terme. Toutefois, les dépréciations vont renchérir les importations qui entrent pour une part importante dans les coûts de production. A plus long terme, la baisse induite des prix de vente réduira les gains de compétitivité effective.

Outre l'inflation importée, les dépréciations fragilisent la situation des agents endettés en devises étrangères, ce qui aggrave la crise financière. Globalement, la dette extérieure, essentiellement libellée en devises étrangères, est plus difficile à rembourser : compte tenu des réajustements de change actuels, le coût supplémentaire peut être évalué chaque année à 1,5 point de PIB. Si les exportations reprennent, les recettes serviront d'abord à financer ce renchérissement du service de la dette.

Cet épisode tumultueux illustre les difficultés d'une zone dans laquelle les échanges de biens et de capitaux se sont intensifiés, sans aucune coordination explicite des politiques de change. L'ancrage au dollar a constitué une coordination par défaut, incohérente, avec des échanges relativement bien répartis entre les principales régions du monde. L'appréciation du dollar a montré les limites d'une telle stratégie. Sa dépréciation éventuelle dans l'avenir pourrait resserrer cette coordination tacite.

Mais la zone dans son ensemble aurait intérêt à une politique de change plus équilibrée qui la rendrait moins vulnérable aux fluctuations des grandes monnaies entre elles. Une telle coordination régionale est cependant difficile à mettre en œuvre. Outre les difficultés politiques, la coopération devrait être suffisamment souple pour permettre des ajustements différenciés entre des pays aux niveaux de développement très différents. En l'absence de coordination régionale, un régime de change véritablement flexible serait peut-être préférable à un ancrage sur le dollar. Mais les pays d'Asie du Sud-Est sont-ils prêts à abandonner des politiques de change traditionnellement intégrées dans leur stratégie de développement ?

Agnès Bénassy-Quéré est professeur à l'université Lille-II et Loïc Cadiou est chercheur au Cepil.

## LIVRES

### « Babel » de la gestion

par Jean-Gustave Padioleau

ENCYCLOPÉDIE DE GESTION sous la direction d'Yves Simon et de Patrick Joffe. Economica, 2<sup>e</sup> édition, 3 tomes, 495 F.

**C**ette seconde édition de l'Encyclopédie de gestion est une somme de 3 621 pages. Sauf pour un auteur estimant que « sa contribution était parfaite et n'avait pas lieu d'être revue », toutes les rubriques ont été refondues et mises à jour. Les articles nouveaux représentent près de 50 % des entrées. Des articles savent avec sérénité prendre leurs distances avec les modes managériaux ou intellectuels. L'essai sur la planification stratégique invite praticiens et docteurs à la réflexion. Avec panache, un spécialiste de renouveau conclut son article sur la théorie des jeux par une question casse-cou et froissante pour la confrérie des économistes : « A quel point la théorie des jeux pour le gestionnaire hormis le fait qu'elle soulève des problèmes ? Sur le plan pratique, elle ne sert pas à grand-chose, si ce n'est à rien du tout. » Les panarums critiques savent introduire aux dernières recherches. En outre, les auteurs scrutent les imperfections, les faiblesses, mais aussi les réussites. Un bel article sur les organisations initie aux théories postmodernistes anglo-saxonnes influencées par les philosophes Jacques Derrida, Michel Foucault, Jean-François Lyotard.

Soucieuse d'action, cette encyclopédie omet paradoxalement des pratiques essentielles du monde de la gestion. Les modes managériaux n'apparaissent pas, et l'industrie du conseil et du conglomérat prospère des écoles-éditeurs-magazines-consultants est absente. Une rubrique fort conventionnelle sur la « réingénierie » rejette dans les limbes toutes ces questions pressantes.

Nombre d'auteurs ignorent avec superbe les démarches du nouveau management public britannique, suédois, néo-zélandais et les innovations managériales dans les organisations non lucratives (comme Médecin sans frontières) sont quasi *terra incognita*.

Le lecteur ne doit pas être floué. Cette somme évoque plus le manteau d'Arlequin que « l'ordre encyclopédique » cher à Diderot ou à Ephraïm Chambers, inventeur de la première *Cyclopaedia*, publiée en 1728. Aux yeux de Diderot, le mot « encyclopédie » signifie enchaînement des sciences et des idées.

En dépit d'efforts de coordination et de renvois entre les rubriques, les « sciences » de gestion cumulent des savoirs en morceaux ou s'entre-tremblent quelques concepts, beaucoup de techniques, énormément de pratiques, sans oublier l'omniprésence du bon sens commun. Du reste, fort à propos, les directeurs se gardent bien d'offrir une définition occuménique de la gestion et du management. Cette encyclopédie est une « Babel », pour reprendre la formule ironique de Chateaubriand dans *Le Génie du christianisme*, à propos de l'Encyclopédie. A l'époque du post-modernisme, Babel est un compliment !

## PARUTIONS

● **LES HÉRITIERS**, déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie, tome II, de Denis Clerc Friedrich von Hayek, Albert Hirschman, Nicholas Kaldor... Fidèles ou révoltés, huit grands économistes de l'après-guerre sont ici considérés comme les « héritiers » de la pensée de Keynes (sur qui s'achevait le premier tome). Destinés aux étudiants et au grand public, ces portraits font la part belle aux éléments biographiques et aux citations ; le dernier chapitre, consacré au sociologue Pierre Bourdieu, élargit la réflexion. Ce guide aux vertus apéritives est une invitation à lire les textes originaux (de courtes bibliographies figurent à la fin de chaque chapitre). Grâce à lui, on discernera mieux les courants de pensée qui inspirent les débats socio-économiques actuels. (Syros, 227 p., 95 F.)

● **LES EMPRUNTS RUSSES**, indemnisation mode d'emploi de François Bayle avec les experts du Groupement national de défense des porteurs de titres russes. Depuis le 26 novembre 1996, une somme de 400 millions de dollars (2,3 milliards de francs) attend d'être répartie entre les détenteurs français de titres des grands emprunts russes. Pour pouvoir réemprunter sur les marchés des capitaux, la Russie de Boris Eltsine doit corriger le bras d'bonheur lancé par Lénine en 1917 en direction des épargnants d'Europe de l'Ouest. Avec quatre-vingts ans de retard, les familles françaises vont donc être indemnisées. Toutes les questions que ces détenteurs d'emprunts se posent sur l'indemnisation, mais aussi sur leurs titres et leur histoire, trouveront une réponse dans l'ouvrage que François Bayle et des experts du Groupement national de défense des porteurs de titres russes (GNPTR) viennent de publier. Les curieux y trouveront également de quoi apaiser leur goût de l'exotisme. (Balland, 250 p., 100 F.)

● **ÉCONOMIE POLITIQUE CONTEMPORAINE**, d'Etienne Barel, Christophe Beaux, Emmanuel Kessler et Olivier Sichel. Pour éclairer les problèmes d'économie politique, rien de tel que des enseignants. Quatorze chapitres concis abordent ici, sans tomber dans l'abstraction théorique ni dans la « myopie » de l'analyse de cas pratiques, les sujets de l'épargne, du chômage, des politiques budgétaire, fiscale et monétaire, mais aussi du système financier, du système monétaire international, de la politique économique de l'Europe et des pays émergents... En dépit d'un plan par trop arachnéen, les questions sont traitées avec didactisme, grâce aux mises en perspective critiques, aux bibliographies, aux annexes et aux encadrés. (Armand Colin, collection « U », 350 p., 150 F.)

# La crise des changes touche aussi les pays d'Europe de l'Est

par Alain Henriot

**B**on nombre de marchés des changes des pays de l'Est ont connu des troubles, mais ceux-ci ont été masqués par la crise financière qui frappe l'Asie du Sud-Est. Certes, le phénomène n'est pas d'origine comparable et, à la différence des pays d'Asie, les Bourses d'Europe centrale ont été relativement épargnées. En revanche, ce sont surtout les marchés des changes qui ont été touchés.

Depuis le début de l'année, nombre de monnaies d'Europe centrale et orientale ont été attaquées. Après avoir fait face à une première crise à la fin de 1995, le lei roumain s'est retrouvé sous pression début 1997. Au même moment, la devise bulgare, le lev, se relevait doucement de six mois de descente aux enfers. Au printemps, ce fut au tour de la couronne tchèque de subir les foudres des spéculateurs, entraînant dans son sillage la couronne slovaque. Cette dernière subissait une nouvelle phase de défiance début septembre. Enfin, le zloty polonais a été malmené tout au long de l'été.

Faut-il voir ces crises à répétition comme un simple effet de domino ? Autrement dit, les pertes subies par les opérateurs financiers sur n'importe quelle place dans le monde se sont-elles répercutées plus ou moins rapidement sur les autres marchés de la planète ? Dans cette perspective, les marchés émergents, qui ont largement bénéficié de la globalisation financière, en seraient aussi les premières victimes.

Sans nier l'existence d'éventuels effets de report, il serait abusif d'interpréter ces crises comme un simple mouvement de défiance généralisée. Elles sont en réalité la conséquence de déséquilibres communs à plusieurs pays et sanctionnés par les marchés. La faillite d'un établissement bancaire ou l'instabilité politique acquièrent alors un rôle de catalyseur. Les crises des pays de l'Est peuvent ainsi être classées en deux groupes. Dans le cas de la Bulgarie, et dans une certaine mesure de la Roumanie, elles sont dues au manque de réformes structurelles, en particulier au sein du système bancaire et financier. L'accumulation des créances douteuses détenues par les banques sur bon nombre d'entreprises publiques lourdement déficitaires a commencé par miner la monnaie bulgare. Cette dépréciation du taux de change a alors incité les déposants à convertir leurs avoirs en devises, enclenchant ainsi un cercle vicieux.

Pour la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne, la crise du marché des changes a

été consécutive à un alourdissement très marqué du déficit courant, lequel devrait atteindre cette année respectivement 8,5 %, 7,5 % et 7 % du PIB pour chacun des trois pays, contre 7,4 % en Thaïlande ! Ce creusement du déficit extérieur est la conséquence de la politique économique menée depuis plusieurs années par les autorités de ces pays. Afin de lutter contre l'inflation, celles-ci n'ont pas hésité à pratiquer des taux d'intérêt réels élevés, qui ont eu pour effet d'attirer les capitaux étrangers. D'où une élévation du taux de change réel qui a eu deux conséquences : une érosion de la compétitivité à l'exportation, d'une part, un attrait accru pour les produits importés, d'autre part.

**Ces crises ne sont pas forcément négatives. Elles peuvent contribuer à réorienter les politiques conjoncturelles et structurelles en vue d'assurer une croissance saine et durable**

Il en est résulté un tassement des exportations et une forte augmentation des importations. Même si les déséquilibres extérieurs ont été en partie financés par des investissements directs (11 milliards de dollars en 1996 pour l'ensemble des pays en transition), ils ont aussi suscité depuis deux ans un financement court, par nature plus risqué et plus volatil (les investissements de portefeuille, quasiment nuls en 1994, ont atteint 6 milliards de dollars en 1996 pour l'ensemble de la région). Les pays d'Europe centrale, comme ce fut le cas aujourd'hui en Asie, se sont ainsi trouvés à la merci de la confiance des investisseurs internationaux.

Quelles peuvent être les conséquences de cette agitation financière sur le développement de ces économies ? A très court terme, les banques centrales des pays concernés sont obligées de relever considérablement leurs taux directeurs pour défendre leur monnaie, ce qui pèse sur la croissance, voire conduit à un véritable effondrement de la

production comme en Bulgarie et en Roumanie au début 1997. Au-delà de cette période transitoire, les implications deviennent plus complexes. Pour le premier groupe de pays - c'est-à-dire la Roumanie et la Bulgarie -, la crise peut faire électrochoc et inciter les gouvernements à engager des réformes trop longtemps différées (révision des règles prudentielles en matière bancaire, libéralisation des prix, etc.). En ce sens, elles peuvent avoir un effet salutaire.

Pour le second groupe de pays, les corrections de changes peuvent avoir des conséquences variées. Tout d'abord, la progression des importations devrait se modérer. En Slovaquie, une taxe de 7 % sur les produits importés s'ajoutant aux dépréciations monétaires a renchéri le prix des produits étrangers. Des effets positifs sur la croissance économique devraient également se faire sentir. Premièrement, les ajustements de parité vont restaurer la compétitivité des entreprises sur les marchés extérieurs, et donc stimuler leurs exportations. La confiance des investisseurs étrangers vis-à-vis de la politique économique qui sera menée sera aussi un facteur déterminant tant il est vrai que les investissements directs, notamment ceux des firmes ouest-européennes, ont joué un rôle dans la croissance soutenue des pays d'Europe centrale depuis 1994.

Les crises de changes que traversent certains pays de l'Est ne sont donc pas forcément néfastes. Elles peuvent contribuer à réorienter les politiques conjoncturelles et structurelles en vue d'assurer une croissance saine et durable. L'enjeu n'est pas négligeable pour l'Europe de l'Ouest, avec en perspective l'élargissement de l'Union européenne. Certes, la décléation des achats est-européens pourrai peser sur les exportations des pays de l'Union, qui ont été jusqu'ici les premiers bénéficiaires de leur croissance soutenue. Plus fondamentalement, un des effets induits de ces crises aura été d'ancrer davantage les monnaies est-européennes au mark au détriment du dollar. Le lev est par exemple désormais officiellement rattaché à la monnaie allemande. Cela ne peut que faciliter les flux d'échanges au sein du continent, et donc contribuer à la construction européenne.

Alain Henriot est responsable de la division analyse et prévisions du centre d'observation économique (COE) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

## Le Monde ECONOMIE ENJEUX ET STRATÉGIES

### PARTENAIRE DES LYCÉES ET PRÉPAS

Pour animer vos cours et approfondir l'actualité économique, mettez le Monde Economie à la disposition de vos classes. Le Monde réserve des conditions exceptionnelles aux professeurs d'économie.

Renseignements auprès d'Arnaud Rayrolles : Tél. 01-42-17-57-64 - Fax : 01-42-17-21-70



## Nouvelles pistes et valeurs sûres de la science économique européenne

Il est relativement fréquent que les deux principaux rassemblements annuels d'économistes européens aient lieu au même endroit. En revanche, c'était cette année la première fois depuis plus de quinze ans que le pays d'accueil était la France. C'est en effet l'université des sciences sociales de Toulouse, en l'occurrence les économistes du Laboratoire d'économie industrielle (snus la coordination de Marc Ivaldi), qui s'était vu confier la lourde tâche d'organiser le Congrès européen de la Société d'économetrie (ESEM, du 27 au 30 août) et la XII<sup>e</sup> conférence de l'Association économique européenne (EEA, du 31 août au 2 septembre). Une bonne occasion, en présence du gratin des économistes mondiaux (dont plusieurs Prix Nobel), de faire le point.

Une constatation s'impose : les thèmes abordés sont multiples, incommensurables, foisonnants. Les conférences couvraient la micro-économie des ménages comme la macro-économie monétaire, l'étude des entreprises et celle du commerce international ; elles juxtaposaient la réflexion abstraite, les techniques quantitatives sophistiquées et les applications ciblées. Pas facile, dans cette riche (1 500 participants, plus de 1 000 communications), de dégager une vue d'ensemble.

Pourtant, quelques traits généraux apparaissent. Tout d'abord, certains sujets sont manifestement « chauds » : le thermomètre le plus sûr en la matière étant sans doute le nombre de jeunes chercheurs actifs dans le domaine. En finance, par exemple, il a beaucoup été question des structures de décision internes aux organisations : le « gouvernement d'entreprise », bien évidemment, mais aussi les responsabilités respectives des actionnaires (*shareholders*) et des autres parties prenantes (*stakeholders*), ou encore le rôle de la dette

### ▼ Congrès Trois nouveautés : le retour des approches politique, expérimentale et création d'une Bourse aux emplois pour jeunes diplômés

comme mécanisme crédible de contrôle des dirigeants. De même, s'agissant des comportements des ménages, un effort particulier porte depuis quelques années sur la dynamique des comportements de consommation et d'épargne, notamment dans un contexte de risques sur le revenu (chômage, par exemple) et de restrictions sur le marché du crédit.

Sur le plan macroéconomique, les questions internationales font toujours recette. L'Union minière européenne, tout d'abord, et le caractère de problèmes particuliers qu'elle soulève : crédibilité des politiques et rôle de l'indépendance des banques centrales, liens entre politique monétaire commune et politiques fiscales nationales, réactions en cas de chocs macro-économiques, ouverture à l'Est.

L'inflation est un thème que l'on croirait à tort mort de sa belle mort : la conférence présidentielle de Robert Lucas, prix Nobel 1995, portait sur l'estimation empirique des bénéfices de la désinflation, sujet beaucoup moins simple qu'il n'y paraît. De façon plus prévisible, le chômage et l'emploi restent des centres d'intérêt majeur, étudiés selon de multiples points de vue : micro-économie du contrat de travail, théorie des jeux appliquée aux négociations

salariales, économétrie des transitions emploi-chômage-inactivité, déterminants macro-économiques et politiques, etc. Enfin, nante la multiplication d'études mixtes, qui utilisent des modèles théoriques complexes et des techniques quantitatives sophistiquées pour explorer un problème précis ; la meilleure illustration étant sans doute les travaux portant sur les mécanismes d'enchère, et notamment l'étude consacrée par l'Américain Frank Wolak au marché britannique de l'électricité, récemment privatisé.

Parallèlement à ces valeurs sûres, on peut cependant deviner quelques évolutions plus innovatrices. Une tendance lourde est l'introduction, dans le cadre de modèles économiques traditionnels, d'une représentation réaliste de la décision politique. En un sens, l'économie perd un peu de sa naïveté des années d'après-guerre, pour renouer avec la tradition plus ancienne de l'économie politique — même si les angles d'attaque et les méthodes employées ont beaucoup varié entre-temps. Il n'est plus question, par exemple, d'accepter la représentation traditionnelle de l'Etat comme méta-acteur bienveillant, uniquement soucieux d'un bien-être collectif défini de façon abstraite.

Du coup, le politique n'est plus perçu comme un espace de liberté et d'initiative, mais au contraire comme une source de contraintes nouvelles, spécifiques et incontournables, que la modélisation doit prendre en compte. Au mieux, les recommandations normatives ne porteront plus sur les décisions gouvernementales ; elles se situeront au niveau supérieur, celui des institutions (ou des Constitutions) les plus à même d'induire des comportements publics justes et efficaces.

Autre nouveauté : l'irruption de l'économie dite « expérimentale », fondée sur des expériences de laboratoire assez proches de la psychologie expérimentale, et des approches « évolutionnistes », qui substituent aux idées classiques de rationalité des notions d'aptitude à la survie directement héritées de la biologie. La théorie des jeux, nouveau central de la micro-économie moderne, trouve dans ces innovations une manière de seconde jeunesse. Clahement, la personnalité de Reinhard Selten, prix Nobel 1994 et président en exercice de l'Association économique européenne, n'est pas étrangère à cette évolution.

Dernier changement, venu, celui-là, des Etats-Unis : l'ouverture dans le cadre de la conférence EEA, d'un *job market* destiné aux jeunes chercheurs, à la recherche d'un premier emploi. Ce qui, au fond, constitue une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne : dans le domaine de la recherche, l'Europe existe déjà ; il paraît normal à un jeune et brillant docteur issu du Core à Louvain ou de la London School of Economics d'occuper son premier poste à Barcelone ou à Lausanne. La mauvaise : dans cette concurrence d'un nouveau genre, la France n'est pas idéalement placée. Si elle fournit un contingent de docteurs d'excellente qualité, l'intendance suit mal. La rigidité du système, la réticence de beaucoup d'universités à recruter des candidats non issus de leurs rangs, la quasi-impossibilité d'adapter les offres de poste (et les rémunérations) aux exigences et à la valeur des candidats, autant de contraintes qui handicapent assez lourdement les équipes françaises, malgré la qualité reconnue de l'encadrement scientifique. Voici une compétition qu'il vaudrait pourtant mieux ne pas perdre.

Pierre-André Chiappori  
professeur à l'université de Chicago

## Le rôle de l'économiste est d'aider à la décision

par Henri Guaino

Ayant tout sacrifié à l'économie, notre société est en passe d'en faire le bouc émissaire de tous ses maux. Aux yeux du plus grand nombre, le malaise dans notre civilisation occidentale s'appelle désormais l'« horreur économique », et qu'on puisse juger cela déraisonnable n'y change rien. C'est bien là le drame de l'économiste moderne : il ne peut pas renoncer à la rigueur scientifique mais se trouve confronté à des phénomènes psychosociologiques dont il doit tenir compte sous peine de se couper de l'objet de sa recherche. La science économique s'adresse à autre chose qu'à elle-même. Elle parle d'une réalité qu'elle n'a jamais le droit d'oublier et par rapport à laquelle elle est forcément jugée.

L'économiste spécialiste du marché du travail qui, à la question « que pensez-vous du chômage ? » répond « je peux vous parler des asymétries d'information sur le marché du travail », s'exprime pas un point de vue scientifique. Il se moque du monde. L'économiste qui bâtit un modèle intelligible pour lui seul s'adonne à la spéculation intellectuelle, pas à la science économique. Que montre l'économiste qui utilise le calcul des probabilités sans jamais s'interroger sur les conditions de son application ? Que veut dire l'économiste lorsqu'il dit qu'une politique est neutre à long terme et qu'elle n'est pas neutre à court terme ? Que fait l'économiste qui pousse à l'extrême le modèle de l'équilibre général pour trouver fatalement que tout est dans tout et réciproquement au point qu'on ne peut rien changer à rien ?

La crise que vit la science économique aujourd'hui a pour corollaire la crise du rôle de l'économiste dans la cité. La qualité des travaux n'est pas en cause. Jamais peut-être autant d'intelligence, d'imagination et de compétences n'y ont été déployées. Mais il y a une crise parce que la science économique peine à répondre à la question centrale de la création de richesses ou — pour dire les choses autrement — de la croissance, dont tout le monde sent bien qu'elle est la clé de tout, même si elle n'est pas, à elle seule, la solution à tous nos problèmes. Certes, la théorie de la croissance économique est riche. Mais elle reste très limitée face à la théorie de l'échange et elle bute sur la difficulté à formaliser le développement économique qui met en jeu tout à la fois l'interdépendance et la dynamique.

L'an dernier, le professeur Stolper, qui fut avec Samuelson l'un des pères de la théorie du commerce international, disait lucidement que le défi, pour la science économique, était de concilier l'équilibre général et l'évolutionnisme. Le

problème des mécanismes de la création de richesse n'est plus seulement celui du tiers-monde, ni des écarts par rapport au sentier de croissance équilibrée. Il s'agit de comprendre comment s'endosse le processus d'une croissance qui ne va plus de soi. La grande crise des années 30 a engendré les premiers modèles de croissance. La crise actuelle appelle de même un nouvel effort théorique sur ce sujet dont les applications concrètes sont évidentes.

### Le dialogue de sourds entre le politique et l'économiste a une unique conséquence : l'émergence de la technocratie

Il suffit de voir combien il est difficile de penser l'investissement et d'exprimer quelque chose d'intelligible à son sujet alors que presque tous les problèmes sont des problèmes d'investissement. Il y a donc urgence pour la science économique à reprendre le fil d'une tradition qui remonte à ses origines. Même si les travaux contemporains sur la croissance endogène ne font qu'effleurer le sujet, ils ont eu une vertu : celle de casser des clichés d'écoles et de réintroduire les politiques publiques dans la problématique du développement. Vertu cruciale, car penser le développement c'est forcément penser en même temps le public et le privé, le marchand et le non marchand, le quantitatif et le qualitatif, l'offre et la demande, la production et la répartition, la micro et la macro-économie, aujourd'hui sous-estimée après avoir trop longtemps été sur-estimée.

A fortiori, l'analyse économique ne doit pas se confondre avec l'arithmétique comptable qui est par nature statique, ni avec la statistique qui focalise l'attention exclusivement sur ce qui est mesuré. Le PNB nous apprend beaucoup, il ne nous dit pas tout ce qu'il y a à savoir sur l'économie. Lorsqu'il reçut le prix Nobel, Robert Solow fit la lecture à ses collègues économistes en leur disant : « Personne ne devrait être contre les études économétriques des séries temporelles. Il n'y a pas d'autre moyen sérieux de spécifier et d'estimer un modèle, pour la prévision et l'analyse de la politique macro-économique. Mais croire, comme beaucoup d'économistes américains, que l'analyse empirique en économie commence et se termine avec l'ana-

lyse des séries temporelles, c'est ignorer nombre de données de base : analyses qualitatives, connaissance directe du fonctionnement des institutions économiques... »

L'économiste ne peut pas se contenter de mesurer et de décrire. L'analyse économique est une aide à la décision ou bien elle n'est pas grand-chose. Cela exige par conséquent que l'économiste ne se méprenne pas sur la portée de ses travaux et ne fasse pas dire à l'analyse économique ce qu'elle ne dit pas, mais aussi qu'il cherche à répondre aux questions que se posent ceux qui ont des décisions à prendre, et pas seulement aux questions que se posent les économistes à eux-mêmes.

Je pense au calcul économique aujourd'hui, hélas, délaissé, à l'analyse coût-avantage appliquée à la rationalisation des choix budgétaires et à la question cruciale de la productivité de la dépense publique, seule méthode raisonnable que nous pouvons opposer au raisonnement budgétaire pour qui toute dépense est un coût. Je pense à la question de la productivité globale et à la mesure de la performance des services publics. Je pense à l'analyse de l'incidence fiscale oblitée par la mécanique des grands modèles macro-économétriques pour lesquels il est indifférent de taxer la production ou les facteurs de production et qui ont par exemple totalement faussé le débat sur la taxe professionnelle et sur la fiscalisation des cotisations sociales.

Je pense plus généralement à l'évaluation des politiques publiques et à leur mise en cohérence qui sont les chaînons manquants de nos processus de décision alors qu'elles sont les conditions nécessaires du débat public et du dialogue social. Encore faut-il que ceux qui décident éprouvent le besoin de faire appel à l'évaluation. Mais l'absence d'évaluation contradictoire et le dialogue de sourds entre le politique et l'économiste ont une unique conséquence : non pas la primauté du politique mais l'émergence de la technocratie, qui est le pire des systèmes.

Chacun doit bien comprendre que la crise que nous vivons n'est pas qu'une crise morale, ni une crise de moral mais que c'est peut-être avant tout une crise intellectuelle, et dans cette crise intellectuelle l'économiste a une responsabilité qu'il n'a pas le droit d'éluder.

Henri Guaino est commissaire au Plan. Extraits de son intervention à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, mardi 23 septembre, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du Centre d'observation économique (COE), sur le thème « Méthodes et missions de l'économiste à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle ».

## HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Laurent Fléchaire  
et Jacques-Marie Vassier

### La dernière banqueroute de la France

Le 30 septembre, le rapporteur de la Commission des finances annonce à l'Assemblée nationale la mesure que tout le monde redoutait : la banqueroute de l'Etat. Plus des deux tiers de la dette publique ont été rayés d'un trait de plume. C'était il y a deux cents ans jour pour jour. Cet événement traumatique est resté dans l'histoire sous le nom de « banqueroute des deux tiers ». Comment l'Etat français, après la débâcle de l'Ancien Régime et huit ans de Révolution, en est-il arrivé, en 1797, à n'être plus ni solvable ni crédible ?

Sous la monarchie, on gère les finances publiques sans se soucier du lendemain. Aucun budget n'était défini à l'avance et les intérêts de la dette étaient réglés selon le bon vouloir du roi. « Une partie de l'opinion pensait encore que le roi n'était pas juridiquement tenu des dettes de son prédécesseur », écrit bien plus tard le professeur Villers. C'est, dire aussi à quel point les finances publiques, en déficit chronique, se confondaient avec celles du monarque. Le souverain avait certes pu réduire ses dépenses, mais cette idée n'était même pas envisagée par une royauté soucieuse de son train de vie et de sa puissance militaire. Pourtant, il n'y avait plus d'or dans les caves des Tuileries.

Côté recettes, une alternative s'offrait au roi : il pouvait emprunter auprès des rendiers ou augmenter les impôts. Or, en 1789, Louis XVI ne pouvait s'endetter davantage puisque la moitié des recettes de l'Etat était déjà absorbée par les intérêts de la dette. Il avait en effet fallu financer la guerre de Sept Ans contre les Anglais, puis le soutien apporté aux Américains lors de la guerre d'indépendance de 1775 à 1783. Pour regarnir la cassette royale, il restait les impôts. Mais trois années de crise agricole s'étaient succédées à partir de l'hiver 1786-1787 et toute hausse de la pression fiscale était désormais insupportable. La première mesure réclamée par le peuple dans les cahiers de doléances de 1789 ne concerne d'ailleurs pas la liberté ni la fraternité mais... la baisse des impôts. Les préoccupations économiques l'emportent dans un premier temps sur les idéaux philosophiques et politiques.

Malheureusement, les vœux populaires ne vont guère être exaucés car l'instabilité politique de la période révolutionnaire empêche les réformes de voir le jour. Le marasme économique est là, et les conflits armés continuent, notamment contre l'Autriche et la Prusse. Les têtes des fermiers généraux (chargés de collecter l'impôt sous l'Ancien Régime) tombent plus facilement dans les paniers d'osier que les impôts dans les caisses désespérément vides de l'Etat. Pour l'année 1791, sur les 300 millions de livres que devait rapporter l'impôt foncier, on n'arrive à collecter que 142 257 livres (soit 0,48 %).

**NAISSANCE DE LA PLANCHE À BILLETS** La crise financière se double d'une crise monétaire. Faute d'argent, on arrête les assignats, monnaie papier fondée sur les biens confisqués à la noblesse et au clergé. C'est ainsi qu'est née la désormais célèbre planche à billets. Celle-ci tourne à plein régime et provoque naturellement la hausse des prix. L'Etat use et abuse de ce moyen de paiement ; et les assignats sont vite perçus comme une monnaie de singe. Symbole d'inefficacité et de tour de passe-passe monétaire, la planche à billets est brûlée en public sur la place Vendôme, le 19 février 1796. Si spectaculaire qu'il soit, cet autodafé ne résout en rien les problèmes. Les intrigues de pouvoir continuent, et le Directoire s'impose à la tête de l'Etat le 4 septembre 1797.

Les nouveaux arrivants agissent promptement. Ils proclament, le 30 septembre, la banqueroute des deux tiers. Par cette décision, l'Etat ne reconnaît plus qu'un tiers de ses dettes. Dans la foulée, on annule toutes les créances sur l'Etat que possédaient les émigrés (les nobles qui avaient fui la Révolution). La banqueroute des deux tiers est en fait celle des trois quarts, puisque quelque 77 % de la dette publique ont été effacés. Il est vrai que la France n'en est plus à son coup d'essai. Colbert avait déjà gonflé une partie des dettes de l'Etat en 1661. Les ministres des finances Desmaretz (en 1708), puis l'abbé Terray (en 1770) ont imité leur illustre prédécesseur. La comtesse de Ségur a ainsi pu décrire la France comme un « Etat-pauvre dans un pays riche ». Distinction subtile pour dire que l'Etat est un agent économique à part.

Quand une entreprise fait faillite, ses créanciers en sont pour leurs frais. Si c'est l'Etat qui est en cessation de paiement, les conséquences sont analogues pour les prêteurs. An moins dans un premier temps, puisque l'Etat ne peut fermer ses portes et mettre la clef sous la paillasson ! Les créanciers peuvent donc utiliser un huisserie de choc : l'armée. En 1815, après Waterloo, les puissances coalisées considèrent ainsi le remboursement des dettes accumulées depuis l'Ancien Régime comme un préalable à leur départ du sol français.

**MAUVAIS DÉBITEUR** Outre ces conséquences militaires, la banqueroute est surtout l'aveu d'un échec complet de la gestion publique. L'Etat est discrédité et le pays perd sa capacité à emprunter. Si l'on « célèbre » aujourd'hui en France le bicentenaire de la banqueroute des deux tiers, les cas d'Etats en cessation de paiement ne sont pas réservés aux régimes finissants du Vieux Continent. Dans le Nouveau Monde, on s'est également servi de cette échappatoire. Huit Etats fédérés des Etats-Unis d'Amérique y ont recouru comme la Louisiane, le Mississippi, le Michigan, l'Illinois ou l'Arkansas. Ces Etats ont répudié leurs dettes, en totalité ou partiellement, entre 1841 et 1843. Ils s'en mordront les doigts vingt ans plus tard, au moment de la guerre de Sécession. Les Etats sont contraints à trouver de nouveaux moyens pour financer leurs ambitions militaires. Désireux de se refaire une virginité auprès des prêteurs, ils devront rembourser leurs dettes passées... simplement pour pouvoir emprunter de nouveau.

La Russie connaît, avec l'interminable feuilleton des emprunts russes, les mêmes vicissitudes financières. Le pays dirigé par Boris Eltsine rencontre, encore aujourd'hui, des difficultés à emprunter en France, quatre-vingts ans après que les bolcheviks ont décidé, en 1917, de ne pas reconnaître les emprunts contractés par les tsars.

Mais s'il ne peut se replier sur lui-même, comme le fit l'Union soviétique, un Etat en cessation de paiement perd de sa souveraineté et paie tôt ou tard cette insolvabilité passagère. Le cas du Mexique est emblématique : en août 1982, l'Etat s'est déclaré dans l'incapacité d'honorer ses engagements vis-à-vis des banques occidentales. Pendant le contrôle de ses propres affaires, il s'est vu dicter sa politique économique par les organismes internationaux. Finalement sorti de l'ornière, il a réintégré le marché international des capitaux au début des années 90. Mais il devra payer un taux d'intérêt plus élevé du fait de son passé de mauvais débiteur.

En France aussi, la banqueroute des deux tiers est restée longtemps dans la mémoire collective. Elle pèsera sur la crédibilité du pays auprès de ses créanciers pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis, la France a toujours réglé ses dettes... et s'est enrichie.

Journaliste



# IMMOBILIER

## FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

### PLUS-VALUES IMMOBILIERES - EXONERATIONS (suite)

#### 2 - LES LOGEMENTS AUTRES QUE LA RESIDENCE PRINCIPALE

##### Exonération tenant à la nature du bien cédé :

La plus-value dégagée lors de la vente d'un logement (autre qu'une résidence principale) est exonérée sous les conditions suivantes, qui sont cumulatives :

- le cédant ne doit pas être propriétaire de sa résidence principale,
- il doit s'agir de la première cession depuis le 1er janvier 1982 ; cette exonération est donc limitée à un seul logement ;
- la vente doit porter sur un bien (acquis ou acheté) depuis au moins 5 ans.

Ce délai de cinq ans n'est pas exigé lorsque la cession est motivée par des événements tenant à la situation personnelle, familiale ou professionnelle de l'intéressé, tels que décès, divorce, invalidité, changement d'activité professionnelle, départ à la retraite...

- la vente ne doit pas intervenir moins de deux ans après celle de la résidence principale (ce délai de deux ans n'est pas exigé en cas de changement dans les circonstances personnelles familiales ou professionnelles).

- Si le contribuable est domicilié hors de France, l'exonération est en plus subordonnée à la condition qu'il y ait eu, à un moment quelconque, une domiciliation fiscale en France pendant au moins un an.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

#### VENTES

##### APPARTEMENTS

###### 1<sup>er</sup> arrondissement

###### S/JARD TUILERIES

étage élevé, 130 m², 4 P.  
EMBASSY, 01-47-20-40-03

###### LOUVRE-RIVOLI

Face au Musée, 4<sup>e</sup> asc., beau  
7 P. bon plan, charme, soleil  
NOTAIRE, 01-44-77-37-88

###### 2<sup>e</sup> arrondissement

Proche OPÉRA, p. de L. XVII<sup>e</sup>,  
esp. 4,10 m, 45 P., 103 m², ch. ind.  
à rénover, 01-43-55-18-36

###### 3<sup>e</sup> arrondissement

EXCEPT. MARAIS DS HOTEL

part., classé, mar. 80 m² + 40 m²  
aménagement, sur cour d'honneur  
box 3 MF, Tél. : 03-46-45-22-02

###### 5<sup>e</sup> arrondissement

###### ÉCOLES-ST-MICHEL

5 P., 121 m², asc., soleil  
8 P. 180 m², asc., soleil  
étage élevé, 01-43-59-14-05

###### ÉCOLES-ST-MICHEL

3 P., 59 m², 4<sup>e</sup> ét., soleil  
pièce de L. 01-43-59-14-05

###### CLAUDE-BERNARD

part. vend 3 P., sur cour  
très bon état, imm. pierre de L.  
Tél. 01-42-12-06-49

###### M<sup>e</sup> P. Monge studio

cuis. bns placard poutres  
580 000 F. 01-45-40-97-49

###### 6<sup>e</sup> arrondissement

20 rue Dauphine  
imm. XVIII<sup>e</sup> rénové  
studio 24 m²  
tout confort, 500 000 F.  
01-43-40-07-42

###### FLEURUS 6 PIÈCES

exceptionnel, jardin, soleil  
FLEURUS, 01-45-44-22-36

###### PRÈS LUXEMBOURG

immeuble neuf  
luxueux penthouse, 170 m²  
terrasse, soleil  
direct promoteur  
01-42-22-78-92

###### R. JACOB, studio, 45 m²

plein sud, 1<sup>er</sup> ét., séjour  
1 200 000 F. 01-45-31-51-10

###### 7<sup>e</sup> arrondissement

Grande lumineuse, 95 m²  
dernier ét., asc., liv. 3 appo  
3 ch., 2 s. de bain, poutres  
bois de chêne, 2 900 000 F.  
06-60-42-33-54

###### BELLECHASSE, 120 m²

APPART D'EXCEPTION  
boisées cheminées d'époque  
EMBASSY, 01-47-20-41-01

###### DUPONT DES LOGES

7 P., 230 m², 3 bns, 4<sup>e</sup> ét.  
6 000 000 F. 01-45-31-51-10

###### CHAMP-DE-MARS

renovation de prestige  
d'un très bel immeuble  
ancien-pierre de taille  
6 P. 6<sup>e</sup> ét., 131 m², 4 700 000 F.  
6 P. 4<sup>e</sup> ét., 150 m², 5 250 000 F.  
6 P. 5<sup>e</sup> ét., 150 m², 5 400 000 F.

###### J. A. TIFFEN

01-44-21-11-11

###### Avenue Rapp

Au 6<sup>e</sup> ét. avec asc.,  
studio de 23 m²  
avec salle de bain,  
WC et cuisine séparée.  
Vue dégagée, clair et calme.  
495 000 F.  
HNH, Notaire :  
01-40-62-24-82

###### 8<sup>e</sup> arrondissement

###### ENCHÈRE NOTAIRE

102 av. des Champs-Élysées  
3 P., 50 m², 7<sup>e</sup> ét.,  
usage bureau ou habitation.  
Mise à prix : 832 000 F.  
Vente 9/10 : 15 h 30-17 h 30,  
7 et 9/10 de 10 h à 12 h.  
T. Delaunay, 01-44-65-33-22

###### M<sup>e</sup> ST-PH-DU-ROULE, pit

asc., ét. élevé, 5 P., 150 m², à  
rafraîchir, urg. 01-43-35-18-36

###### 9<sup>e</sup> arrondissement

###### DUPERRE, CALME

3 P., 74 m², classique  
1 200 000 F. 01-40-25-07-05

###### METRO CADET, studio 29 m²

parfait état ; frais réduits  
calme. 01-43-59-14-05

###### 10<sup>e</sup> arrondissement

###### HOTEL DU NORD

vue canal, ST-MARTIN  
gd stand, frais réduits  
2 P., 55 m² + park. 1 040 000  
3 P., 60 m² + park. 1 280 000

###### AD VALOREM

01-44-51-55-55

###### 11<sup>e</sup> arrondissement

###### REFAITS A NEUF

studio 34 m² s'd, 463 000 F.  
2 P., 52 m² s'd, 712 000 F.  
2 P., 54 m² s'd, 772 000 F.  
2 P., 57 m², 799 000 F.  
3 P., 65 m², 943 000 F.

###### 53 AV. PARMENTIER

Visites mercredi et jeudi  
de 11 à 13 h et de 14 à 19 h  
SEFIMEG, 01-48-06-22-96

###### 12<sup>e</sup> arrondissement

###### PROPRIÉTAIRE VEND

34, rue Claude-Decan  
TRES BEAUX APPARTS

2 P., 51 m², 695 000 F.  
4 P., 94 m², 1 270 000 F.  
5 P., 111 m², 1 655 000 F.  
Bureau de vente épica  
du lundi au samedi 11 h à 19 h.  
01-43-43-89-68

###### 13<sup>e</sup> arrondissement

Proche Montsouris, rdc. dem.  
ét. s'd, 4 ch., 120 m², calme  
soleil, 2 park. 01-43-35-18-36

###### 14<sup>e</sup> arrondissement

###### VAVIN, 2 P., 590 000

Bel immeuble ancien  
calme. 01-43-20-32-71

###### ALÉSIA/PTÉ ORLÉANS

STUDIO 300 000 F

24 m², 5<sup>e</sup> ét., 01-43-20-32-71

###### CMA Montrouge, imm. rdc

à rénover 34 P., 70 m² à  
sala. 750 000 F. 01-43-35-18-36

###### Edg. "Ondine" éd. exceptionnel

dem. ét. 34 P., 94 m² + terrasses  
et jard. suspendu, calme  
soleil, parking. 01-43-35-18-36

###### M<sup>e</sup> D'ENFER, récent

studio 21 m², s'd, cave  
et park., 550 000 F. à  
débatre avec M<sup>e</sup> Michaut  
01-42-65-03-03

###### 15<sup>e</sup> arrondissement

###### UNESCO

immeuble standing, gd séjour  
1 chambre, 93 m², sur  
jardin, calme, clair  
parking. Px : 2,2 MF  
Jean Feuillade  
Tél. : 01-45-66-00-75

###### PARTICULIER A PARTICULIER

grand studio, 40 m²  
jardin privé, 70 m²  
calme, parfait état  
780 000 F. 01-46-92-10-04

###### 15<sup>e</sup> MONTMARTRE

imm. fin années 60  
8/20 x du C<sup>e</sup>-R. Mouchotte  
stud. à part. 515 000 F.  
2 P. à part. 630 000 F.  
3 P. à part. 957 000 F.  
4 P. à part. 1 282 350 F.  
app. donnant pour la  
majorité s'ds jardins  
poss. park. s'ds  
bur. s'ds du mardi  
sur samedi 14 h 30-19 h 00  
Tél. : 01-43-20-65-94

###### 16<sup>e</sup> arrondissement

###### R. DE MUSSET, 20 m²

1<sup>er</sup> ét., séjour, cuis. déh.  
310 000 F. 01-45-31-51-10

###### 19<sup>e</sup> arrondissement

###### AV. DE FLANDRE

3 ET 4 PIÈCES  
parquet vitifié, peintures  
rafraîchies + bako. + park.  
ex : 4 P., 7<sup>e</sup> ét., 82 m² +  
bako. 10 m². Px 903 000 F.  
Immeuble 1878  
SINVM : 01-42-05-77-38  
ou 01-41-72-55-55

###### 20<sup>e</sup> arrondissement

###### PHILIPPE-AUGUSTE

Immeuble 1968  
DU 2 PIES AU 4 PIES  
ex : 2 P., 42 m², s'ds  
rafraîchies peintures et  
moquettes, cave, box  
Ptx : 567 000 F.  
SINVM : 01-43-70-24-77  
ou 01-41-72-55-55

###### HAUTS-DE-SEINE

###### 92

###### LEVALLOIS, M<sup>e</sup> Anatole

France idéal placement  
récent 22 m² + jard. privatif  
20 m² cave, Belle hauteur  
sur plateau, 300 000 F.  
GERER - M<sup>e</sup> Michaut  
01-42-65-03-03

###### Neuilly Hôp. américain

88 m², s'd., 2 chbres, parking  
calme. 01-43-59-14-05

###### BOULOGNE NORD

app. 3-4 P., 71 m² env.  
imm. pierre de L., 2<sup>e</sup> ét.  
1 250 000 F.  
Tél. : 01-45-07-00-56

###### LEVALLOIS

Institutionnel vend appo  
DU STUDIO AU 4 P.  
à partir de 12 700 F/m²

###### AD VALOREM

01-44-51-55-55

###### COURBOVOIE-BÉCON

Duplex 130 m² + terrasses  
19 & 40 m² au dernier ét.  
2 690 000 F. 01-53-70-86-46

###### 92 NEUILLY

part. Charles-de-Gaulle  
52 m², 3<sup>e</sup> ét., 2 P., s'ds  
cuis. plac. cheminées, moulins  
rav. rec. 920 000 F.  
Tél. : 01-43-98-27-55 (dom.)

###### Seine-St-Denis

###### 93

###### LE RAINCY (93)

Dans résidence de standing  
F3-F4 - 73 m² - 2 chbres  
salon, s. à manger,  
2 balcons,  
box privé,  
cave, orientation E-O.  
850 000 F.  
Tél. : 02-35-52-02-82

###### VAL-DE-MARNE

###### 94

###### ST-MANDÉ BOIS

A SAGRIS, très bel imm.  
liv. 3 chbres, balcon, park.  
exclusivité. 01-43-46-65-08

###### ST-MAURICE

près bois et commerces  
immeuble récent, très beau  
2 pièces  
jardin + box. Ptx : 650 000 F.  
Tél. : 01-43-08-59-59

###### PROVINCE

###### Exceptionnel, beau MEUBLÉ

cède cause divorce  
les contamines Montjoie  
piéd des pistes, petit apt  
en RDC, 30 m², 2 P. cabine  
caser à élvs, terrasse  
park. sous, terrain  
valeur : 500 000 FF  
vendu : 400 000 FF  
Tél. : 03-44-54-08-25  
ou 03-44-54-37-73

###### MAISONS

Sud Le Mans  
maison de campagne, 3 P.  
terrain 6 800 m², paysagé  
face abbaye, site protégé  
330 000 F. 02-43-42-15-10

###### Part. vend gde villa

8 000 m², parc + piscine  
10 km de Manosque  
2 M. Tél. : 04-92-72-90-68

###### ENCHÈRE NOTAIRE

Vetthell, bords de Seine  
village protégé.  
5, rue des Franches-Femmes  
maison de caractère  
4 P., cour + dépendances.  
Mise à prix : 590 000 F.  
Visites 3 & 11/10 : 10-12 h  
9/10 : 15 h 30-17 h 30  
et RV (Tél. : 01-94-78-11-41)  
A. Boggy-Pol.  
01-45-74-28-35

###### Fort Fontainebleau

ptte parfait et, maison de m<sup>e</sup>  
+ dépend., 700 m², bah, plac.  
châli., parc. 9 000 m²  
Ptx : 6 300 MF  
Tél. : 01-64-45-62-83

###### LA CELLE ST-CLOUD (78)

maison d'architecte contemp.  
317 m², 9 P., près gare et  
commodités, part. : 3,650 m.  
T/F : 01-38-58-40-52

###### PARKINGS

###### MONTMARTRE-FALGUIÈRE

###### LECOURBE-CAMBRONNE

Emplacements ou boxes  
GERER, 01-42-65-03-03

###### TERRAINS

Vds. terrain à bâtir  
les Côtes-d'Armor  
viabilisés, 1000 m²,  
Section B, n° 640  
Prix 70 000 F

###### à 700 m de la plage et de la commune

de St-Michel-en-Grèves 22310,  
S'adresser à Maître Roussel,  
notaire à Ploumilliau  
18 bis, rue Anatole-Le-Bas 22300.  
Tél. : 02-98-35-45-07  
Ouvert 8 h 30-12 h/14 h-18 h 30  
Fermé le samedi.

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

###### ACHATS

###### APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m²  
Paris. Paiement compt